



HAL
open science

Agriculture contractuelle et déterritorialisation dans les Andes Equatoriennes. Le cas d'une communauté paysanne au pied du volcan Cayambe - Equateur

Diego Martinez Godoy

► **To cite this version:**

Diego Martinez Godoy. Agriculture contractuelle et déterritorialisation dans les Andes Equatoriennes. Le cas d'une communauté paysanne au pied du volcan Cayambe - Equateur. Sociologie. Université Paris Saclay, 2016. Français. NNT : . tel-02095800

HAL Id: tel-02095800

<https://shs.hal.science/tel-02095800>

Submitted on 10 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

NNT : 2016SACLA033

THESE DE DOCTORAT
DE
L'UNIVERSITE PARIS-SACLAY
PREPAREE A
AGROPARISTECH

ECOLE DOCTORALE N° 581
Agriculture, alimentation, biologie, environnement, santé

(ABIES)

Sciences Sociales

Par

Diego Martínez Godoy

Agriculture contractuelle et déterritorialisation dans les Andes Equatoriennes.
Le cas d'une communauté paysanne au pied du volcan Cayambe - Equateur

Thèse présentée et soutenue à Paris, le 15 décembre 2016 :

Composition du Jury :

M, Velut, Sebastien, Professeur des universités, Université de Paris 3, Sorbonne Nouvelle, Président du jury
M, Rieutort, Laurent, Professeur des universités, Université de Clermont Ferrand, Rapporteur
M, Lapeze, Jean, Professeur, Université de Grenoble Alpes, Rapporteur
Mme, Filippi, Maryline, Professeure, Bordeaux Sciences Agro, Examineur
Mme, Pinton, Florence, Professeure, AgroParistech, Directrice de thèse

Diego Esteban Martinez Godoy

**AGRICULTURE DE CONTRAT ET DETERITORIALISATION
DANS LES ANDES EQUATORIENNES**
Le cas d'une communauté paysanne au pied du volcan Cayambe ;

Thèse de Doctorat en sociologie
UMR 1048 SAD-APT – AgroParisTech – Paris Saclay

Un Juste hommage à toi... qui continue activement dans la lutte pour la recherche des meilleurs jours pour les communautés paysannes Andines. A toi parce qu'être la référence pour les « agraristas » équatoriens n'est pas une tâche facile. Un hommage pour toi mon papa... Merci pour tout ce que tu m'as inspiré, appris et ce que tu continues à m'apprendre en ce moment. Merci pour tout ce chemin parcouru ensemble, celui qui a commencé au cœur des Andes Equatoriennes, et pour tout le chemin qui nous reste à parcourir.

Remerciements...

Il faut que je remercie énormément des personnes qui ont su m'écouter, me comprendre et m'encourager aux moments précis. Tout d'abord un grand merci à Florence Pinton, ma directrice de thèse qui a accepté de prendre en charge la direction de ce travail et qui m'a soutenu et suivi pas à pas tout au long de ces trois années. Merci pour ses conseils et son temps en France comme en Equateur.

Je remercie également au CAAP et particulièrement à son directeur Paco Rhon pour sa confiance et soutien, indispensables lors de cette recherche. Déjà sur la zone de recherche il faut remercier au gouvernement Local d'Olmedo, et à son président V.Q. Il s'agissait de la porte d'entrée à mon terrain et aux sources d'informations nécessaires pour le travail de terrain, sans cette ouverture rien n'aurait été possible.

Ensuite je dois absolument remercier à toutes les personnes que j'ai connu en milieu académique en France comme en Equateur. D'abord merci aux personnes de l'UFR d'Agriculture Comparée, ma première porte d'entrée à l'AgroParisTech, et notamment à Aurélie Trouvé et à Hubert Cochet, qui ont voulu m'écouter et échanger, et m'apporter des remarques importantes pour le développement de mon sujet. Aussi au département DMT à la FLACSO à Quito où j'ai pu profiter d'excellentes conditions de travail et d'un formidable accueil. Je remercie particulièrement à Luciano Martinez, à Nasser Rebai, à Patrick Clark et à Francisco Enriquez, personnes avec qui j'ai pu partager pleins de discussions intéressantes et plusieurs moments académiques.

Merci à tous mes relecteurs, à Sylvain Lachenal, grand ami, pour ses conseils, sa relecture et corrections de langue. Aussi à mes deux stagiaires du M2 CPDT pendant 2015 et 2016, Nicolas Bard et Etienne Bouchillou pour les cartes, ses relectures et ses corrections de langue. Spécialement à Cyril mon beau-frère et à Gaby, ma sœur pour ses relectures malgré leur court temps.

A tous mes amis pour leur soutien morale et leurs forces. A mon primo Vincent (+) qui est parti trop tôt et qui nous manque tant. Et finalement, surtout un grand merci à tous mes proches, à ma famille mon moteur constant qui a pu me supporter et comprendre lors des moments difficiles. A Isa, Luana, Mami, Pa, Gaby, Cyril et Mila. Je vous aime.

« La vie paysanne est une vie consacrée complètement à la survie [...] Les paysans travaillent la terre pour produire ses aliments, Cependant, ils se voient obligés à nourrir les autres au prix de souffrir de faim eux-mêmes [...] Je m'oppose à cette transformation... pour ces raisons j'ai écrit cet essai » (John Berger, 1971, Puerca Tierra)

TABLE DE MATIERES

Résumé.....	8
Glossaire.....	11
Introduction Générale.....	13
Contexte.....	15
Le territoire un concept peu étudié en Equateur.....	19
Problématique	22
Caractérisation Générale de Cayambe.....	23
Méthodologie de la recherche.....	32
Structuration de l'étude.....	36

PREMIERE PARTIE : Cadre d'analyse théorique et historique

Introduction.....	39
--------------------------	-----------

Chapitre 1 : Quel approche théorique pour aborder la problématique de l'agriculture contractuelle dans les Andes Equatoriennes ?.....	43
--	-----------

1.1. Comment définir l'agriculture contractuelle et quelle importance en Amérique Latine et en Equateur actuellement ?	44
1.2. L'approche territorial : une valeur ajoutée de la recherche en milieu rural Andin.....	59

Chapitre 2 : De la mainmise de l'Hacienda à la territorialisation paysanne : les antécédents historiques de l'arrivée de l'agro-industrie.....	79
---	-----------

2.1. La domination territoriale par le système d'hacienda.....	81
2.2. La Réforme Agraire : le début d'un processus de Territorialisation ?	93
2.3. Ver la domination agro-industrielle : Contexte et modalités d'articulation de unités de production paysannes au marché laitier.....	105
Conclusion.....	111

DEUXIEME PARTIE : Les transformations territoriales au pied du Volcan : Un processus de déterritorialisation de l'agriculture familiale ?

Introduction.....	115
--------------------------	------------

Chapitre 3 : Les transformations sur le plan agricole économique.....	117
3.1. Les changements de logiques productives à La Chimba : expansion des pâturages et diminution des polycultures andines.....	119
3.2. Un modèle alimentaire traditionnel en voie de disparition ?	132
3.3. Les transformations spatiales comme résultat du développement d'un modèle productiviste.....	143
Chapitre 4 : Les transformations sur le socio -organisationnel.....	152
4.1. L'affaiblissement de l'organisation paysanne : Les pratiques de coopération, réciprocité et niveaux de capital social en crise ?	155
4.2. Manques d'opportunités et éloignement avec le contexte local : La recherche d'emploi en dehors du territoire.....	173
Conclusion.....	184
TROISIEME PARTIE : titre en construction	
Introduction.....	188
Chapitre 5 : La déterritorialisation : la mesure complexe d'un processus en évolution et le constat d'acteurs inégaux en face.....	190
5.1. Quels niveaux de déterritorialisation pour la communauté paysanne de la Chimba ?...	181
5.2. Une différenciation sociale accrue ? Quels types d'agricultures familiales et quelles positions face à la déterritorialisation ? Analyse et typologie territoriale des agricultures familiales à La Chimba.	198
5.3. Un processus de différenciation social qui favorise largement la domination de « l'espace social » par l'agro-industrie.....	213
Chapitre 6 : Recomposition des rapports de force, dynamiques de « Champ social » et possibilités pour les agricultures familiales face à la déterritorialisation	215
6.1. Dynamique organisationnelles à l'intérieur du Champ social.....	217
6.2. De la subordination à la reterritorialisation : Quelles possibilités pour un modèle de gouvernance territorial spécifique au contexte des Andes Equatoriens ?	230

Conclusion.....	238
CONCLUSION GENERALE	241
Bibliographie.....	250
Table des graphiques	270
Liste des Cartes	271
Liste des Tableaux	271
Liste des Figures	272
Liste des Photographies	273
Annexes	274

SIGLES:

	Español	Français
AVSF	Agrónomos y veterinarios sin fronteras	Agronomes et vétérinaires sans frontières
AGSO	Asociación de ganaderos de la Sierra y el oriente	Association d'éleveurs de la Sierra et l'Amazonie
BCE	Banco central del Ecuador	Banque centrale de l'Equateur
BID	Banco Interamericano de desarrollo	Banque interaméricaine de développement
BM	Banco Mundial	Banque Mondiale
CAF	Corporación Andina de Fomento	Corporation Andine de ?
CCC	Casa Campesina de Cayambe	Maison Paysanne de Cayambe
CEPAL	Comisión económica para América Latina y el Caribe	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIDA	Comisión interamericana de desarrollo agropecuario	Commission interaméricaine de développement agricole
CONGOPE	Consorcio de Gobiernos Provinciales del Ecuador	Consortium des gouvernements provinciaux de l'Equateur
ECV	Encuesta de condiciones de vida	Enquête des contions de vie
EBVR	Estrategia Buen Vivir rural	Stratégie du Bien Vivre rural
ENEMDUR	Encuesta nacional de empleo, desempleo y subempleo	Enquête nationale d'emploi, chômage et emploi précaire
EPS	Economía popular y solidaria	Economie populaire et solidaire
ETN	Estrategia territorial Nacional	Stratégie territoriale nationale
FAO	Organización de las Naciones Unidas para la agricultura y la alimentación	Organisation des nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FECD	Fondo ecuatoriano canadiense de desarrollo	Fond Equatorien Canadien pour le développement
FMI	Fondo Monetario Internacional	Fond monétaire international

IERAC	Instituto Ecuatoriano de reforma agraria y colonización	Institut Equatorien de réforme agraire et colonisation
IGM INEC	Instituto geográfico militar Instituto nacional de estadísticas y censos	Institut géographique militaire Institut national de statistiques et recensements
ISI	Industrialización por sustitución de importaciones	Industrialisation par substitution aux importations
LORSA	Ley Orgánica de Soberanía Alimentaria	Loi de Souveraineté Alimentaire
MAGAP	Ministerio de agricultura, ganadería, acuicultura y pesca	Ministère d'agriculture
MIPRO	Ministerio de industrias y productividad	Ministère d'industries et productivité
PDOT	Plan de desarrollo y ordenamiento territorial	Plan d'aménagement et de développement territorial
PNBV	Plan Nacional para el Buen Vivir	Plan national pour le bien vivre
PNUD	Programa de las naciones Unidas para el desarrollo	Programme des nations unies pour le développement
PROLOCAL	Proyecto de reducción de la pobreza y desarrollo local	Projet de réduction de la pauvreté et développement local
PRONADER	Programa nacional de desarrollo rural	Programme national de développement rural.
PRONERI	Programa de negocios inclusivos rurales	Programme d'affaires inclusives rurales
SENPLADES	Secretaria nacional de planificación y desarrollo	Ministère de planification et développement
SIGAGRO	Sistema de información geográfica agrícola	Système d'information géographique agricole.
SINAGAP	Sistema de información nacional de agricultura, ganadería, acuicultura y pesca.	Système d'information national de l'agriculture, l'élevage et la pêche.

GLOSSAIRE :

ADOBE		Matériel pour la construction des maisons utilisé depuis le 19 ^e siècle jusqu'au 20 ^e siècle.
ARRIMADO		Fils d'un Huasipunguero avec peu ou sans accès à la terre
CHICHA		Boisson fermenté à base de maïs moulu.
CHOCLOS		Epis de maïs
CHOZA		Petite maison en paille et Adobe, caractéristique des Huasipungueros.
CHUGCHIR		Pratique de ramassage de tout ce qui tombe de la récolte agricole. Tout est destiné pour l'alimentation de la famille
CHULQUERO (Prêteur informel)		Une Personne qui réalise des prêts monétaires de façon informelle et illégale
COMPADRAZGO		Institution qui établit des liens et des relations entre acteurs scellés par des cérémonies rituelles
CUY		Cochon d'inde
HACIENDA		Grande propriété foncière
HUASIPUNGO		Morceau de terre arable qui va être utilisé en tant qu'endroit pour construire une petite maison (choza) et disposer un petit espace agricole destiné à l'autoconsommation des familles indigènes travaillant à l'hacienda.
MINGA		Travail collectif
PARAMOS		Ecosystème andin : Végétation arbustive herbacée d'altitude (supérieure à 3600 mètres) typique de la cordillère des Andes.
PARROQUIA		Localité la plus petite en Equateur qui a gardé le nom de Paroisse depuis l'époque coloniale
PIQUERO		Intermédiaire laitier
QUINCENA		Salaire payé tous les 15 jours
SIERRA		Chaînes de montagnes dans la région Andine
TRABAJO PARTIR	AL	Travail au partage
UNIGUILLA		Echange non monétaire de produits sous forme de troc -Pratique d'échange non monétaire (sous forme de troc) de produits essentiellement agricoles destinés à l'autoconsommation.

❖
INTRODUCTION GENERALE
❖

En 2007, les acteurs paysans équatoriens avaient récupéré leurs espoirs suite à une promesse de canalisation des efforts et des ressources économiques en faveur des petits producteurs les plus démunis en milieu rural. Lors d'une rencontre entre le président de la république équatorienne, Rafael Correa Delgado et les présidents des « *juntas parroquiales* » (gouvernements locaux en milieu rural), l'idée de paiement d'une « dette rurale ¹ » a été mise en avant. Payer cette dette constituait une priorité pour ce nouveau gouvernement « de gauche ». Ce qui n'a jamais été dit, c'est que les mécanismes pour parvenir à l'implantation de cette décision, allaient être conçus et discutés depuis les bureaux de l'Etat, à portes fermées, et non pas lors des processus participatifs au sein des territoires ruraux.

L'Equateur, depuis les dix dernières années, se caractérise par des changements profonds en matière d'orientation politique et économique. Cela coïncide avec une montée de la vague « progressiste » dès le début du XXI^e siècle en Amérique du Sud². Cette montée de la gauche au pouvoir signifie également une réouverture du débat sur le développement rural dans ces pays, ainsi qu'une contestation du modèle de développement conventionnel essentiellement basé sur l'économie de marché. Celui-ci fait référence à l'échec des politiques d'ajustement structurel appliquées pendant l'époque néolibérale dans les années 1990.

Plus précisément, en Equateur, cela aspirait à un changement radical en matière de politique agricole. Il s'agissait de passer d'un modèle d'exclusion qui favorisait les groupes traditionnels de pouvoir économiques (tels que *Terratenientes*, devenus par la suite des entreprises d'agro-exportation), à un modèle social qui favorise les petits producteurs paysans en leur permettant d'atteindre une amélioration des conditions de vie et « d'exercer leur citoyenneté » (MAGAP, 2015 : 23). Pour atteindre cet objectif, le gouvernement devait reconnaître publiquement autant l'échec de la réforme agraire survenue pendant la deuxième moitié du XX^e siècle³ ainsi que celui des politiques agricoles néolibérales

¹ Expression utilisée par le gouvernement pour faire allusion à une « dette historique » maintenue par le gouvernement central avec le secteur rural, en faisant référence à l'exclusion sociale et économique subie par les paysans équatoriens, (dont la majorité de sa population est formée par le groupe ethnique indigène, depuis l'époque coloniale et jusqu'à l'heure actuelle. Cette idée sera approfondie dans la partie suivante.

² (Venezuela 1999 – 2013, Argentine 2003 - 2015, Brésil, 2003 – 2016, Bolivie 2006 – 2016, Chili, 2006 – 2010, Equateur 2007 - 2017...).

³ Selon les données du MAGAP (2013), Cinquante années plus tard après la réforme agraire de 1964, les petits paysans continuent à contrôler la même superficie agricole qu'avant la réforme agraire. (6.7 En 1954 et 6.5 en 2013). L'indice de Gini de la terre n'a diminué que très légèrement (0.87 en 1954 et 0.76 en 2013).

mises en marche pendant l'expansion de processus de globalisation. Il s'agissait donc de ré-ouvrir le débat sur de la « démocratisation de l'accès aux ressources (eau, terre, crédits, technologies...etc.) » (SENPLADES, 2009), du « respect de la souveraineté alimentaire » (Ibid, 2015 : 28), et sur l'importance du rôle des agricultures familiales⁴ dans le développement du pays.

Cependant, malgré les efforts effectués depuis certains secteurs du gouvernement, concernant l'élaboration d'une « Loi de Souveraineté Alimentaire », la mise en marche d'un nouveau processus de répartition de terres (« *Plan tierras* »), et même la création d'un sous-ministère de développement rural adscrit au ministère d'Agriculture, 10 ans après la montée de la gauche au pouvoir, les politiques agricoles n'ont pas connu ce changement radical de direction proposé en 2007. Cependant, tous les programmes et projets qui ont été auparavant construits en faveur des petites paysanneries ont été éliminés⁵, et ce, paradoxalement aux principes de base de cette nouvelle période politique. De plus les politiques du secteur productif mises en marche par l'Etat se sont caractérisées par une continuité favorable aux secteurs de l'agro-exportation, de l'agrobusiness, ainsi qu'au secteur agro-industriel, national et étranger.

Par exemple, selon L'Agenda pour la transformation productive (ATP) (2010), il est fondamental d'atteindre un processus de modernisation du secteur productif à la fois capable d'augmenter les niveaux de productivité dans les champs et en même temps de combattre la pauvreté et l'exclusion en milieu rural. Il était donc essentiel de donner une continuité et renforcer à travers le soutien institutionnel, les mécanismes d'articulation de la production des petits agriculteurs (associés), vis-à-vis des grandes chaînes productives qui font partie des secteurs prioritaires de l'Etat. Les hydro-carburants ainsi que l'agroalimentaire font partie de ces secteurs priorisés. Dans ce sens, l'agriculture

⁴ En Equateur, les agricultures familiales sont devenues récemment le centre du débat en ce qui concerne l'élaboration des politiques agricoles nationales. Celles-ci sont établies par un ensemble d'acteurs indispensables qui favorisent la construction participative de politiques publiques. En effet leur importance est traduite par les données disponibles : 75 % des unités d'exploitations au pays, correspondent à des exploitations paysannes familiales (« *Stratégie nationale pour le bien vivre rural* », SENPLADES, 2012.), mais également, 61 % du total des ménages ruraux, se caractérisent comme des agriculteurs familiaux (Enquête Conditions de Vie - ECV, INEC : 2006). On définira le terme d'agricultures familiales ultérieurement.

⁵ C'est par exemple le cas du PROLOCAL ET DU PRONADER, deux programmes de développement rural construits au pays vers la fin des années 1980 et début des années 1990. Malgré leur orientation productive vers les produits d'exportation, ces programmes ont identifié pendant cette période les aires de pauvreté en milieu rural, et ont mené des plans de formation du capital humain ainsi que « la participation démocratique des paysans dans les processus de développement ». (Torres S, 1999 : 1- 2)

contractuelle est devenue le mécanisme de base pour atteindre ces articulations autour des productions telles que la canne à sucre, le palmier à huile, le maïs, le brocoli, et le lait entre autres productions.

Il est fondamental de signaler que l'articulation entre petits producteurs et entreprises agro-industrielles, faite par le biais de l'agriculture contractuelle, n'est pas nouvelle en Equateur. Elle s'est développée à l'époque de l'ajustement structurel (période critiquée aujourd'hui par le gouvernement), lorsque la plupart des ressources économiques ont été canalisés au profit de la consolidation du pouvoir agro-industriel du pays. Aujourd'hui, la différence réside sur le fait, que l'Etat (encore influencé par plusieurs organismes internationaux : Banque Mondiale, PNUD, FAO entre autres), fait preuve d'une forte intervention tout en encourageant directement cette forme d'articulation. En effet, ce dernier est devenu signataire des contrats agricoles en tant que principal acheteur de la plupart des produits issus de ces articulations. C'est le cas, par exemple, de la filière qui revêt des enjeux stratégiques lorsqu'un gouvernement vise à développer des programmes massifs d'alimentation scolaire.

Dans ce sens, on a l'impression que le discours de l'ATP, ainsi que les politiques productives encourageant la consolidation de l'agriculture contractuelle au pays, semblent toujours garder certaines similitudes avec les fondements du paradigme de la modernisation (1950's – 1960's). Ce paradigme défend entre autres choses la modernisation des pays sous-développés à travers la diffusion de « connaissances, capacités, technologie, organisation et capital » inspirée des pays riches (Kay, 2000 : 341). Toutefois, certaines politiques agricoles ont aussi repris le « courant évolutionniste » lequel, selon Arrocena (1986), considère le développement comme un processus sans interruption vers le progrès et « *le local* » devient un obstacle à cette évolution. (Idem, 1986 :181).

En effet, il est intéressant de signaler que toutes ces politiques, programmes et projets développés de promotion de l'agriculture contractuelle, ont été bien conçues depuis le gouvernement central en fonction d'un processus « *Top Down* » clair, sans prendre en compte les diverses dynamiques productives endogènes, ni les différents types d'acteurs présents, lesquels font preuve de niveaux d'organisation spécifiques à chaque territoire rural de l'Equateur. Il est clair que plusieurs organismes tels que le Ministère de l'Agriculture (MAGAP), le Ministère de la Production, l'Emploi et la Compétitivité

(MIPRO), le Ministère de Planification pour le développement (SENPLADES)⁶, ainsi que les Nations Unies à travers son programme pour le développement (PNUD) et sa mission en Equateur, n'arrivent pas encore à comprendre la problématique agricole selon la diversité des contextes territoriaux du pays. Or cela reste paradoxal pour l'Equateur puisqu'il y a presque une dizaine d'années, le gouvernement avait déjà élaboré malgré tout, une « Stratégie Territoriale Nationale » (ETN), qui indiquait le schéma à suivre pour diminuer les inégalités entre territoires et atteindre le « développement territorial⁷ » du pays (SENPLADES, PNVB, 2013 - 2017).

Néanmoins, en l'analysant de près on peut voir que cette stratégie reste exclusivement axée essentiellement sur l'identification de zones stratégiques et bien dotées en termes de « ressources biologiques » pour ainsi mener et soutenir des projets productifs stratégiques gouvernementaux (hydro carburants et industrie agroalimentaire) distribués dans tout le pays de façon à diminuer les écarts entre les différents territoires (SENPLADES, PNVB, 2013 – 2017 :95 - 96). Dans la ETN, les territoires sont vus comme des simples unités administratives définies par des limites physiques ce qui nous montre particulièrement qu'autant le concept de « Territoire » comme celui de « développement Territorial », font encore partie d'un champ d'analyse qui reste très peu étudié en Equateur.

Aujourd'hui, les institutions gouvernementales ne sont pas dans la mesure de connaître, après plus d'une décennie, les effets de la mise en marche de programmes d'agriculture contractuelle à l'échelle des territoires ruraux. Il est donc particulièrement important de développer et d'approfondir des études et des recherches capables de montrer, à partir d'une

⁶ SENPLADES a développé la « Stratégie du bien vivre rurale », dans laquelle les programmes d'agriculture contractuelle constituent un des axes centraux. ENBVR (2012).

⁷ On peut parler du développement territorial comme un nouveau modèle de développement qui apparaît à partir d'un refus généralisé des modèles conventionnels de développement mis en marche depuis les années 1960 jusqu'aux années 1990. Il s'agit justement de l'époque où le processus de mondialisation a connu « son ampleur » et une « généralisation progressive », tout en produisant des inégalités entre régions et pays, ainsi que la perte des capacités des territoires à pouvoir contrôler leur processus de production. C'est pendant les années 1980 que l'approche de développement endogène apparaît (Lapeze, 2007), en mettant en avant l'idée « qu'une politique de développement ne peut pas être unilatéralement appliquée... par le haut ; elle implique une relative autonomie locale et la mobilisation de différents acteurs de changement » (Baudelle, Guy et Merenne-Schoumaker, 2011 : 15).

C'est justement sur ces bases et transformations que le développement territorial surgit en tant que « réponse émergente à la globalisation » (Campagne et Pecqueur, 2014), et il va être compris pour cette étude comme un processus complexe où les acteurs locaux possèdent un rôle majeur et visent à rendre leurs territoires, attractifs et compétitifs, à travers la valorisation des ressources territoriales, en intégrant et combinant des préoccupations économiques, sociales, culturelles et environnementales sur les structures spatiales. (Baudelle, Guy et Merenne-Schoumaker, 2011 : 18).

approche d'analyse territoriale, quelles sont les transformations provoquées au sein des territoires paysans équatoriens et quel en est leur avenir dans un contexte de mondialisation économique. Cela va notamment contribuer à repenser le processus de construction de la politique agricole du pays à partir d'une conception émanée des acteurs locaux et qui soit plus en accord avec les différents contextes territoriaux.

Le territoire, un concept peu étudié et mal compris en Equateur :

Comme on le verra tout au long de cette étude, l'approche territoriale sera considérée comme la valeur ajoutée de cette recherche en milieu rural Andin. En effet, il s'agit d'un « champ d'études [...] hybride » (Vianna Hissa et Ribeiro, 2012 : 28), c'est-à-dire faisant appel à plusieurs champs disciplinaires tels que la géographie, la sociologie et l'économie afin de se développer. Selon A. Vazquez-Barquero (Cité dans Lapeze, 2007), l'approche est « capable d'analyser les changements de dynamique économique et structurels ». Dans ce sens il va nous permettre de rendre compte des transformations liées aux programmes d'agriculture contractuelle ainsi que d'identifier et d'analyser les différentes dynamiques des agricultures familiales en réponse à ses transformations dans les Andes Equatoriennes.

Cette approche analytique accorde une importance centrale au concept du « territoire », lequel, tel qu'on l'a mentionné auparavant, constitue encore un concept peu étudié et mal compris en Equateur. Lors de cette étude, on gardera toujours l'idée en tête que le Territoire, ne doit pas être analysé uniquement en tant qu'espace physique, il doit être également abordé en tant qu'un concept dynamique et comme le soulignent Campagne et Pecqueur (2014), « le territoire rural » ne constitue pas uniquement un « territoire agricole » (2014 :40), dans ce sens il faut dépasser cette idée en tenant compte qu'il s'agit avant tout d'une construction sociale ou d'un « construit d'acteurs » (Pecqueur, 2000 : 15), c'est-à-dire d'un « espace produit » possédant une identité spécifique (Dollfus, 1991 :135).⁸

« Ces territoires sont caractérisés par leur histoire et leur culture, leur environnement, leur savoir-faire, [...], leur organisation et leur cohésion sociale, autant de valeurs sociales ». Il s'agit d'éléments nécessaires à la construction de modèles endogènes de développement fondés sur « l'émergence de nouvelles ressources et leur valorisation » (Lapeze, 2007).

⁸ On proposera une définition du territoire, plus approfondie, dans le chapitre suivant consacré au cadre d'analyse théorique.

Effectivement, il est indispensable actuellement de comprendre autant les structures productives comme « la sphère des relations sociales » car elles constituent des facteurs de configuration d'un territoire et « ce sont des éléments de base pour l'élaboration de politiques, stratégies, [...] », en faveur du développement territorial. (Mora Alfaro, 2009 : 106).

Ceci reste particulièrement important dans ce petit pays andin possédant des zones rurales très hétérogènes, à forte diversité autant sur le plan biophysique qu'historique, social et culturel, soumis à « un monde globalisé aux changements extrêmement rapides » et encore gouverné par le fantôme des politiques économiques néolibérales. Celles-ci, comme le signale Lapeze (2007), ont été mises en œuvre par « les fundamentalistes du capital » et « n'ont fait qu'accroître le sous-développement de certaines régions du sud » (2007 :).

Cependant, que se passe-t-il avec les territoires ruraux des Andes Equatoriennes ayant connu des expériences d'accès au marché par l'intermédiaire de l'agriculture contractuelle ? Pouvoir répondre à cette question constitue l'ambition de cette thèse. Il s'agit justement ici de pouvoir connaître les effets, non pas de l'application des politiques de soutien à l'agriculture contractuelle au pays, mais dans un sens général, de l'avancée du capitalisme en milieu rural à travers la figure de l'agriculture contractuelle, laquelle s'est développée pendant les deux dernières décennies et a bien connu un soutien et renforcement politique depuis 2007. C'est cela qu'on souhaiterait mettre en évidence à travers l'étude du cas de la communauté paysanne de « La Chimba » située dans la localité d'Olmedo à Cayambe, Equateur.

La question des transformations territoriales et des recompositions rurales liées à l'expansion du capitalisme en milieu rural sera au cœur de notre travail. Il est important de signaler que plusieurs auteurs à travers le monde et dans les diverses disciplines des sciences sociales ont déjà traité cette question à l'échelle territoriale : (Benko et Lipietz, 1992 ; Hernandez et Phélinas, 2012 ; Pecqueur et Campagne, 2014 ; Torre et Filippi, 2005 ; Peemans, 2008 ; Bruno Jean, 2011 ; Rieutort, 2009 ; Entrena Duran, 2010, entre autres). Cependant, cette question mise en relation avec le développement de l'agriculture contractuelle constitue un sujet peu traité en Amérique Latine et pas encore traité sous une approche d'analyse territoriale en Equateur.

Malgré de nombreuses études réalisées sur l'agriculture contractuelle, sur ses bénéfices et ses limites, cette question, dans sa dimension territoriale, n'a pas été abordée de manière suffisante. En Amérique latine par exemple, et comme le signale Requier-Desjardins *et al* (2014) des sujets tels que *la multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux ainsi que les dynamiques socio-économiques associées* ont déjà été étudiés (Carneiro, Maluf, 2003 ; Schneider, 2003, Tonneau *et al*, 2007 cités par Requier-Desjardins *et al*, 2014.). Pourtant, « peu de travaux » abordent la question « des effets territoriaux » et des différentes formes d'agriculture d'entreprise en Amérique latine.

Dans d'autres pays les études sur les transformations territoriales liées à ce type d'agriculture sont très ponctuelles (Marshall, Chaleard, Mesclier, 2012 ; Aubron, 2013 ; Le Blanc ; Pinton et Congretel, 2016), alors qu'en Equateur ces études n'existent que pour des cas précis liés par exemple au développement de l'agrobusiness (Martinez Valle, 2013 ; 2015) ou aux études migratoires (Rebaï 2012 ; 2014). Aucune étude ne s'est concentrée sur l'analyse de la problématique de la contractualisation de l'agriculture d'une façon différenciée en fonction des territoires paysans à partir d'une approche territoriale.

Il est clair que le processus d'insertion des « économies et des sociétés rurales » dans l'économie marchande est à l'origine des nombreux effets et transformations profondes à l'échelle des territoires. D'après Baudelle, Guy et Merenne-Schoumaker (2011) le processus d'extension progressive du capitalisme est à la base d'une dynamique qui « repose sur une double logique d'intégration/fragmentation et de marginalisation/exclusion des territoires (2011 :50).

Quelques territoires connaîtront certainement des effets favorables, et peuvent devenir des « régions qui gagnent » dans un contexte croissant de mondialisation en tenant compte des dynamiques spécifiques. C'est essentiellement le cas des territoires « les plus et les mieux équipés en ressources qualitatives et notamment les mieux informés » (Ibid. 2011 : 50). Cependant il existe aussi beaucoup des cas, où les réorientations productives issues des politiques de développement top down, provoquent le risque d'apparition de territoires vulnérables (« handicapés », ou « perdants »), sur le plan social, culturel, économique et environnemental, (Hervé Therry, 2008), caractérisés par l'exclusion sociale de ses acteurs ou par des déséquilibres sociaux (Entrena Duran, 2010 :713). Sous cet angle d'analyse, à titre d'exemple, Jean (2011) fait référence aux sociétés rurales en tant que sociétés complexes dans la mesure où elles possèdent des modes de régulation spécifiques « qui

sont mis à mal avec la modernité » et qui peuvent disparaître « complètement avec la modernité » (2011 :251).

Il y a effectivement des effets au niveau de la perte ou de la récupération des capacités des territoires à pouvoir maîtriser leur processus d'accumulation interne. Ceci pourrait modifier le rythme des cycles de construction, déconstruction et reconstruction territoriales, mais plus précisément comme le signalent autant Velut (2007) que Entrena Duran (2010.a) au niveau des processus de « territorialisation, déterritorialisation et reterritorialisation » (termes qui seront définis de façon détaillée dans la partie théorique), lesquels connaissent une accélération dans un contexte « d'expansion planétaire du capitalisme ».

La problématique :

Cayambe constitue un territoire symbolique pour le mouvement paysan indien du pays, et, du fait de sa longue trajectoire historique, de ses logiques d'organisation paysanne traditionnelles actuellement traversées et menacées par l'imposition de logiques marchandes d'articulation au monde capitaliste de la production laitière, il a particulièrement attiré notre attention.

En effet depuis une vingtaine d'années, Cayambe constitue aussi un centre stratégique pour le développement agro-industriel de la région Andine. Cette zone aurait particulièrement connu une forte croissance des activités agro-industrielles depuis les années 1980, surtout en ce qui concerne la floriculture d'exportation ainsi que la spécialisation productive autour de la filière laitière. Cette dernière a fait l'objet dans la zone des premières expériences en termes d'agriculture contractuelle depuis déjà 16 ans.

Grâce à une première expérience de recherche dans ce territoire en 2010, il a été possible d'observer que contrairement aux logiques traditionnelles d'organisation paysanne, ces territoires paysans avaient adopté certaines formes d'organisations productives et sociales d'une manière quasi imposée en accord aux intérêts capitalistes afin d'intégrer dans des bonnes conditions le marché national laitier. Cela constituait l'une des premières modifications remarquées à l'époque, laquelle selon nos hypothèses conduisait sans doute vers un affaiblissement voire une déstructuration des logiques d'action endogènes des agriculteurs paysans. Cependant l'agriculture contractuelle avait sans doute également provoqué plusieurs transformations spatiales et socio-organisationnelles au sein des

territoires indigènes de Cayambe qui méritent d'être analysées et approfondies lors de cette recherche doctorale.

Il existe donc la nécessité d'approfondir pour ce sujet, une grille d'analyse sur ce type d'articulation (Agro-industrie / Petits producteurs ruraux), avec la problématique centrale qui consiste à chercher d'une manière détaillée : **Dans quelle mesure l'agriculture de contrat est en train de générer un processus accéléré⁹ de déterritorialisation de l'agriculture familiale, dans le canton Cayambe ?**

Plus précisément c'est au sein du territoire occupé par la communauté paysanne de « La Chimba » où l'organisation communautaire traditionnelle a joué un rôle très important dans la structuration territoriale et où actuellement la dynamique laitière est dominante dans le système économique paysan, qu'on s'est ainsi posé plusieurs questions qui découlent de la problématique centrale et qui vont par la suite guider notre étude :

- Dans quel contexte et sous quelles conditions les agro-industries laitières se sont articulées aux agricultures familiales à Cayambe ? Quelles sont les modalités de production imposées aux producteurs ?
- Quels sont les effets et les transformations générés à partir de l'intégration des agricultures familiales au marché laitier ? En quoi les transformations territoriales générées depuis le début du XXIème siècle constituent les manifestations d'un processus clair de déterritorialisation à Cayambe ?
- Depuis quelles positions s'affrontent les agricultures familiales face à ces transformations ? Et quelles sont les possibilités pour le territoire paysan dans ce contexte ?

⁹ En effet, comme le souligne Velut (2007), les « changements cycliques » de territorialisation, déterritorialisation et reterritorialisation, semblent actuellement « s'accélérer » par rapport à « un passé encore proche marquée par une certaine stabilité ».

Caractérisation générale de Cayambe et de la Communauté « La Chimba », Au cœur des Andes Equatoriennes :

Au nord-est de la province de Pichincha se localise le « canton »¹⁰ de Cayambe (cf. carte 1). Il est situé à seulement 78 kilomètres de Quito (capitale de l'Equateur). Son nom lui a été attribué en raison de sa proximité avec le volcan « Cayambe », lequel atteint une altitude de 5700 mètres. La superficie totale du « canton » est de 2700 kilomètres carrés et l'altitude moyenne est de 2800 mètres. Il s'agit d'une zone constituant un centre agricole et agro-industriel très important, avec des activités centrées sur la production floricole et laitière.

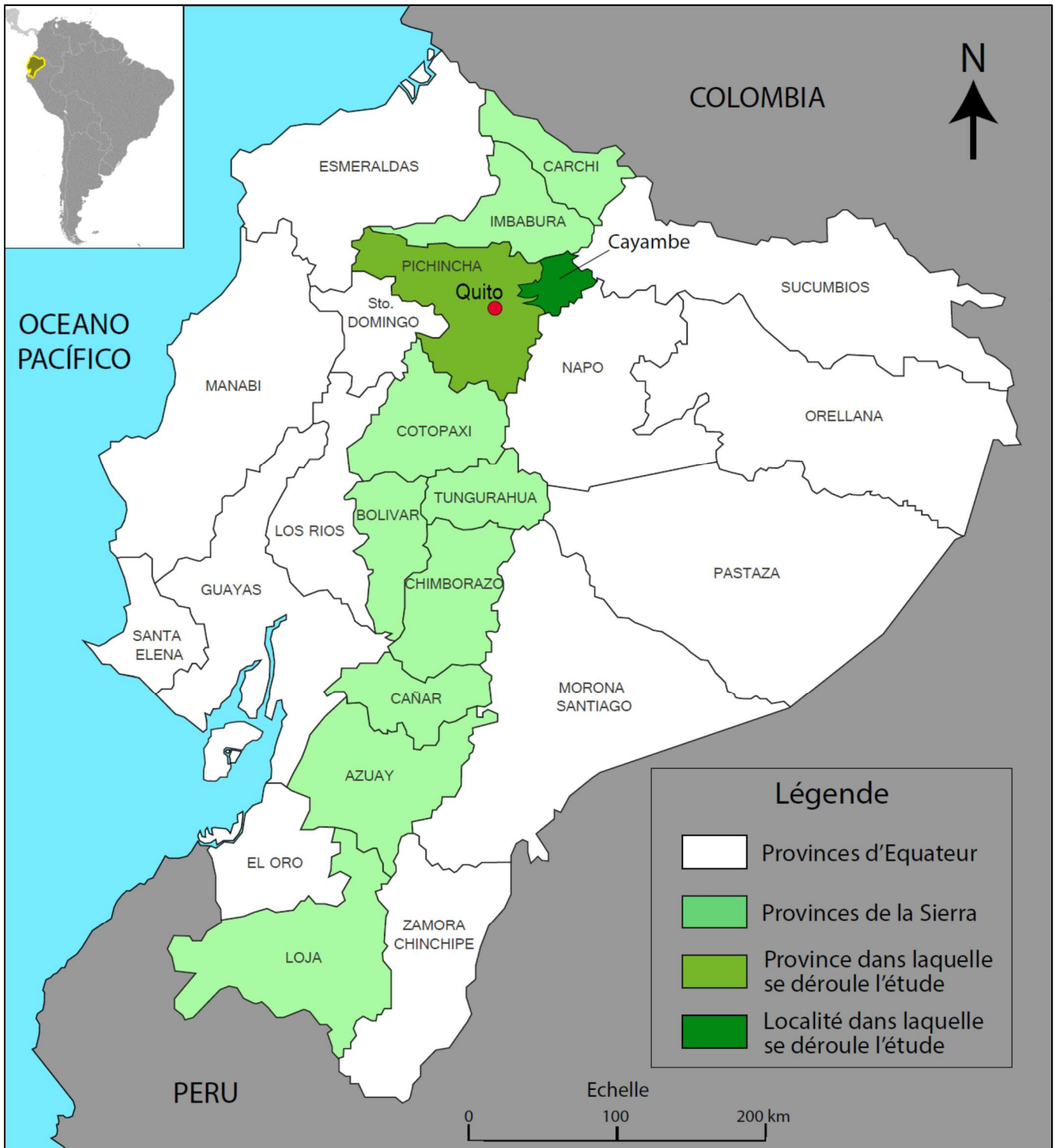
Le développement agro-industriel qu'a connu Cayambe pendant les deux dernières décennies n'est pas le fruit du hasard. Effectivement, il a été fortement influencé par la proximité du canton avec la capitale du pays mais aussi par l'importante croissance démographique de ce dernier. Certaines données nous montrent que, depuis les années 1980, l'emploi agricole aurait augmenté de 93% (INEC, 2010) et ceci grâce à l'augmentation de la participation des paysans dans le développement de la chaîne productive laitière mais aussi de par l'expansion de l'activité floricole, laquelle fait appel à l'embauche d'une importante main d'œuvre provenant autant de Cayambe que d'autres régions du pays. (Chiriboga, 2008 : 168).

Cayambe possède actuellement une population de 85 795 habitants¹¹ et il est intéressant de remarquer que la population a doublé depuis 1974. En effet, le canton de Cayambe fait preuve non seulement d'une croissance démographique élevée à l'échelle de la province et même du pays, mais aussi d'une forte croissance économique avec un taux d'emploi élevé. Actuellement, 51 % de l'emploi total généré correspond au secteur agricole et à l'élevage. Il est nécessaire de préciser qu'au niveau de la province de Pichincha, Cayambe possède un potentiel productif important. Il contribue effectivement à hauteur de 10% de la production brute provinciale (PDOT, Cayambe 2015).

¹⁰ Dans le système de collectivités locales en Equateur, le « canton » correspond à la division administrative de second niveau. Un ensemble de cantons forme une province et ils sont eux-mêmes constitués de plusieurs paroisses.

¹¹ INEC, (Recensement, 2010)

Carte 1 : Localisation de Cayambe au niveau de la Province de Pichincha (Equateur)



Source : INEC – Institut Géographique Militaire

Tous ces facteurs sont favorables sans doute à l'amélioration des conditions de vie des habitants de Cayambe. Actuellement, 90,5 % des maisons possèdent l'électricité, 62% ont un accès à l'eau potable, 95% de la population aurait l'accès à un forfait de téléphonie mobile et le taux d'analphabétisme s'est réduit considérablement pour affecter seulement 12 % de la population d'aujourd'hui (Chiriboga, 2008 : 169). Malgré cela, les indices de pauvreté à Cayambe restent encore élevés. Alors qu'en milieu urbain la pauvreté s'est réduite de quasiment 30 % en 20 ans, (passant de 64 % en 1990 à 38 % en 2010), la pauvreté en milieu rural ne s'est, quant à elle, réduite que de 10 points sur la même période, en passant de 97 % à 86, 2%.¹²

Tableau No. 1
Caractérisation générale de la zone de recherche

	Cayambe	Communauté de La Chimba
Population	85 795	1800
Altitude Moyenne (MTS)	2800 MTS	3200 MTS
Superficie (Km2)	2700 Km2	-
Nombre d'exploitations	6488	373
Taille moyenne des exploitations (Ha)	6,0	De 4,0 à 5,0
Petites exploitations (%)	95%	100%
Moyennes exploitations (%)	4%	0%
Grandes exploitations (%)	1%	0%
Revenus agricoles (%)	93%	95%

Source : Recensement Agricole 2001 – PDOT de la paroisse Olmedo (2015)

Il est intéressant de signaler qu'à Cayambe, à partir de la réforme agraire de 1964, la plupart des terres sont passées aux mains des paysans. Comme on peut l'observer dans le tableau No.1, actuellement, 95 % des exploitations agricoles sont à des très petites exploitations, 4 % sont des moyennes exploitations et uniquement 1 % sont des grandes exploitations.

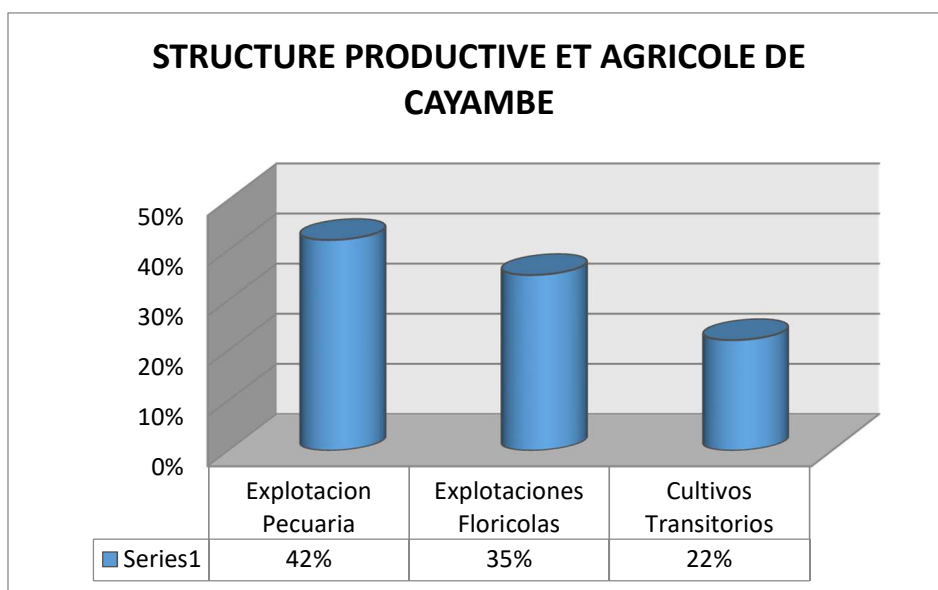
La spécialisation laitière à Cayambe et dans la paroisse d'Olmedo

Le canton de Cayambe est aujourd'hui considéré comme un important centre agro-industriel équatorien et un des plus importants centres de production de lait et de ses sous-produits laitiers de la province et du pays. En effet, comme on peut le voir à l'aide du graphique No 1, 42 % de la production brute agricole du Canton provient de la production animale (notamment élevage laitier), suivi par les exploitations floricoles, lesquelles

¹² Selon les données de l'INEC (Institut national de statistiques) pour 2010.

fournissent 35 % de la production brute alors que 22% de cette production provient des cultures transitoires dont la pomme de terre reste prédominante (Chiriboga, 2008 : 168). Cela est dû notamment aux progrès en matière d'accès au marché pour les petits producteurs du fait de l'articulation croissant aux agro-industries, ce qui a provoqué, de surcroît des nouvelles formes d'organisation des producteurs avec de ressources en terre et un transfert de technologie qui a induit une augmentation constante de la productivité au cours des vingt dernières années.

Graphique No. 1



Source : INEC Recensement Agricole 2001

A propos de l'activité laitière, on peut comptabiliser actuellement plus de 6000 fermes avec une taille moyenne de 5 hectares et appartenant à des petits producteurs, qui sont eux-mêmes regroupés dans des associations afin de pouvoir accéder au marché laitier à travers la signature de contrats, depuis le début des années 2000 avec des agro industries locales et nationales.

On voit ici se matérialiser un processus par lequel une grande importance accordée aux productions rémunératrices provoque aujourd'hui ce qu'on appelle une « spécialisation régionale » (Losch, 2014 :27), et ceci au détriment des systèmes agricoles polyvalents existants auparavant. En effet, l'explosion du nombre d'industries agroalimentaires dans le pays, et plus spécifiquement laitières, a généré, dans ce territoire une transformation

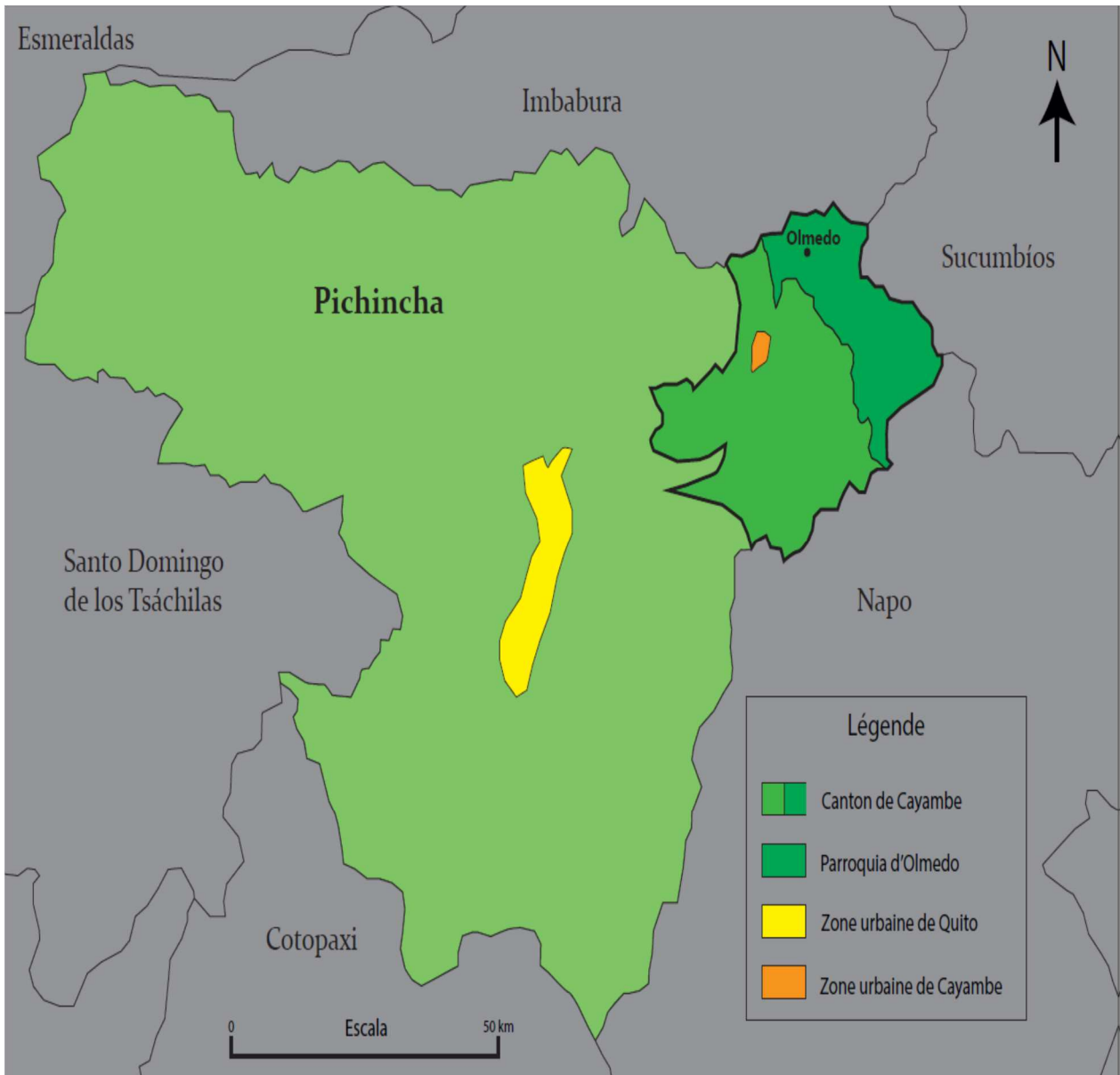
progressive des « paysans polyvalents »¹³ qui sont devenus actuellement des agriculteurs familiaux spécialisés et d'éléments utiles au développement de la chaîne de valeur laitière.

En suivant la route « *Panamericana* » en direction du nord, à seulement 15 kilomètres de la ville de Cayambe, (à 92 kilomètres de Quito), nous arrivons à la paroisse d'Olmedo (Cf carte No 2). Elle possède une superficie de 351 km² et une altitude allant de 2800 mètres jusqu'à 3400 mètres. C'est la deuxième paroisse la plus peuplée des cinq paroisses rurales du Canton¹⁴ avec ses 6772 habitants. Elle a reçu le statut administratif de paroisse en 1911 et depuis cette date, elle est gouvernée par une assemblée d'élus locaux (*Junta parroquial*) dans laquelle il y a un président (*teniente politico*) et des membres adjoints (*vocales*). Cependant, le nouveau code d'aménagement du territoire du pays (COOTAD) a changé le statut administratif de l'assemblée paroissiale pour lui conférer le statut de gouvernement autonome décentralisé paroissiale ce qui lui attribue certaines compétences additionnelles comme la gestion des ressources naturelles, la production et les infrastructures publiques.

¹³ Pour l'intérêt de notre travail on prendra en compte la notion de paysan, à partir de la définition de plusieurs auteurs (Bernstein, 2012 :12 ; Ellis, 1993 cité par Sourisseau *et al*, 2014 :53), où il s'agit des petits producteurs ayant accès à la terre avec une « production agricole domestique » principalement orientée à l'autosubsistance. Un deuxième trait constitue leur possession de liens avec une organisation communautaire et un genre de vie fondé sur l'existence de pratiques de réciprocité et solidarité. Ce concept vu et analysé d'un point de vue sociologique considère le paysan en tant qu'acteur en processus de transformation. En effet selon Bernstein (2012), avec l'avancé du capitalisme, le caractère social de production agricole paysanne se transforme, tout en provoquant des processus de différenciation sociale. Pour l'auteur ce concept est restreint à une utilisation plutôt analytique que normative (Ibid, 2012 :13). Définition de Bourdieu sur la classe objet

¹⁴ Les autres quatre paroisses rurales sont « Cangahua », « Oton », « Santa Rosa de Cuzubamba » et « Ascazubi »

Carte 2 : Localisation de la Paroisse d'Olmedo à l'échelle cantonale et provinciale



Source : INEC – Institut Géographique Militaire – Photo SIG Tierras

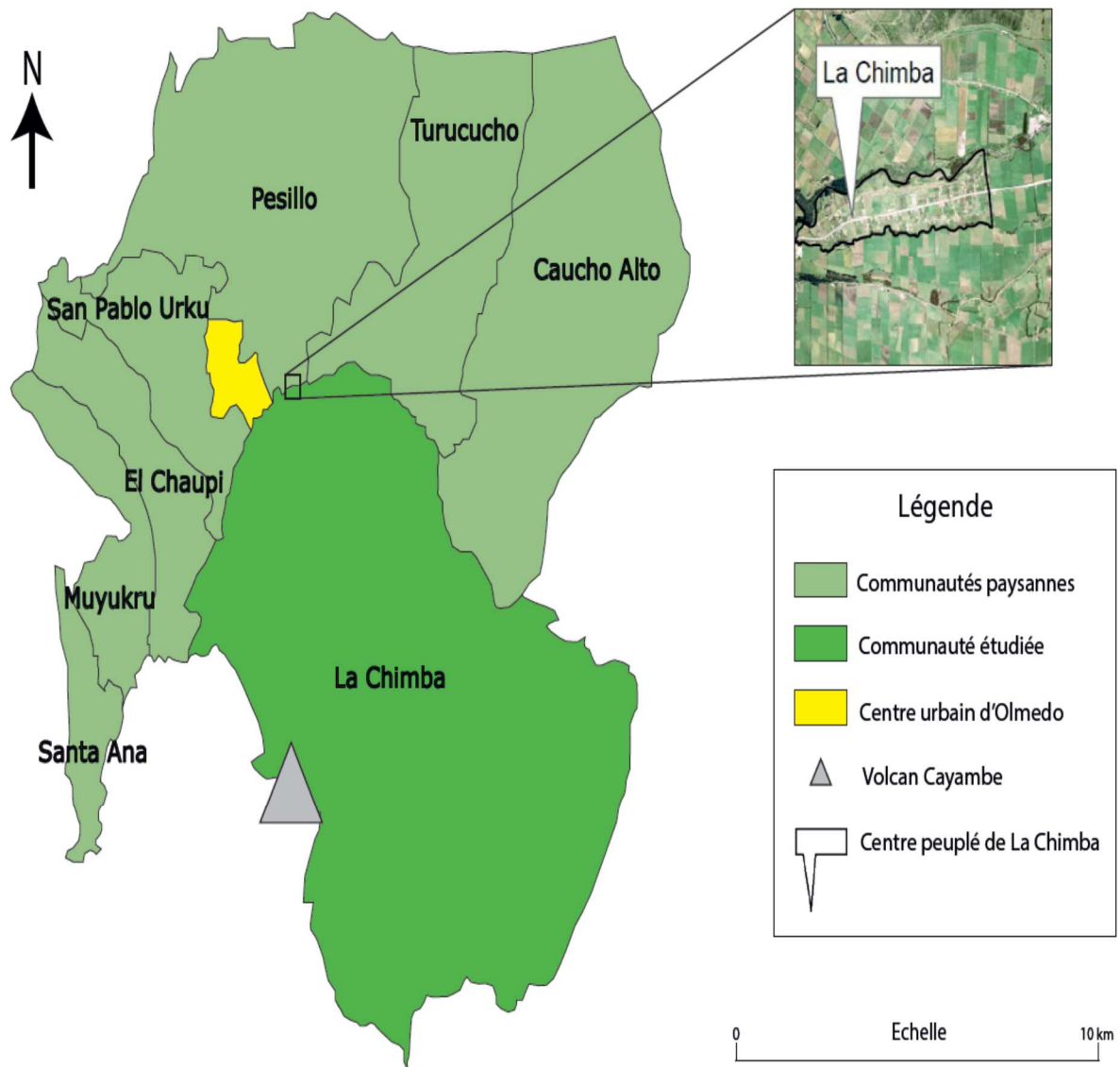
A l'intérieur de la paroisse, on retrouve la communauté paysanne de « La Chimba », (la plus proche du Volcan Cayambe) zone spécifique de notre étude et une des huit communautés paysannes appartenant à Olmedo¹⁵ (Cf carte No 3). Elle s'étend sur une superficie de 5465.02 Hectares (24.35 % de la superficie totale d'Olmedo) et se situe à une altitude allant de 3200 jusqu'à 3400 mètres. Cette communauté a été créée en 1994, c'est-à-dire quelques années après l'élimination du système de gestion des terres imposé par l'Etat depuis le lendemain de la réforme agraire¹⁶. Elle compte actuellement 1800 habitants répartis dans 360 familles. Enfin, elle est dirigée par un gouvernement communautaire en charge de l'organisation du travail collectif et de la vie communautaire.

A « La Chimba », la plupart des familles possèdent des parcelles de petites tailles (de 3 à 5 hectares en moyenne) et leurs dynamiques productives sont majoritairement liées au secteur laitier. Donc, l'activité économique principale de la communauté est basée sur la production laitière. En effet, il existe aujourd'hui deux centres de collecte de lait qui sont utilisés par 80 % des familles, c'est-à-dire 290 familles, regroupées en associations (depuis 14 ans) totalement articulées autour de cette activité et en une relation directe avec l'agro-industrie. Il faut signaler que cela représente une augmentation de la participation des familles de plus de 15 % par rapport au début des années 2000 où seulement 65 % des familles étaient occupées totalement à l'élevage laitier.

¹⁵ Il s'agit de huit anciennes *haciendas* qui ont aujourd'hui un statut indépendant de « communauté paysanne » (par la loi de 19.). Elles conservent le nom des *Haciendas* (1- Pesillo, 2- La Chimba, 3- Moyurku, 4- San Pablo Urcu, 5- Turucucho, 6- Caucho Alto, 7- El Chaupi, 8- Santa Ana)

¹⁶ Il s'agit d'un système de gestion coopératif, imposé par l'Etat après la réforme agraire. Nous allons expliquer et développer cela dans le deuxième chapitre de la thèse.

Carte 3 : Communautés paysannes de la paroisse Olmedo et communauté « La Chimba » (Localité étudiée)



Source : Sur la base du Plan de développement et d'aménagement territorial de la paroisse d'Olmedo (Gouvernement Local d'Olmedo, 2015)

Méthodologie de la recherche

- **Recherche d'information secondaire (études historiques sur la zone de recherche, diagnostics agraires, recherches scientifiques universitaires...)**

Une première phase de la recherche a consisté à faire un recueil de bibliographies et de données secondaires disponibles pour tracer et reconstruire d'une façon générale le contexte historique et l'évolution agraire de notre zone d'étude de Cayambe et plus précisément de la paroisse d'Olmedo. Plusieurs études scientifiques et travaux universitaires portent sur les communautés paysannes appartenant à la zone de Cayambe, (Ferraro, 2004 ; Guerrero A, 1991 ; Guerrero F, 1987 ; Haubert, 1981, 1989 ; Gasselin, 2000 ; Martinez V, 1995 ; Chiriboga, 2008 ; CIDA, 1965 ; MAG-IERAC 1977). Cela nous a donné la possibilité d'avoir déjà une image claire de l'histoire de cette zone, des schémas des systèmes d'acteurs passés et présents et du processus de construction de ce territoire avant de démarrer le travail de terrain. Cette première étape a été indispensable pour préparer les deux phases suivantes (qualitative et quantitative) et construire les guides d'entretiens, ainsi que les formulaires d'enquêtes. Ensuite nous nous sommes fournis des données précises et détaillées sur les politiques et les programmes institutionnels du MAGAP et d'autres organismes internationaux (RIMISP, PNUD, SNV) sur l'agriculture contractuelle pour comprendre leurs logiques spécifiques d'action en Equateur. Finalement, pour connaître et comprendre les dynamiques existantes aujourd'hui dans notre zone d'étude, nous avons décidé de fouiller dans les archives de la paroisse, ainsi que de la ville de Cayambe, afin de se procurer des documents officiels stratégiques concernant les plans de développement locaux et d'aménagement du territoire, les rapports de recherche et, les diagnostics d'ONG (locales et internationales) sur la situation laitière, et les documents cartographiques utiles pour délimiter notre territoire de recherche et sa structure agraire.

- **Phase qualitative : Entre observation participante, entretiens historiques et interviews auprès des autorités locales et des acteurs paysans.**

Une deuxième phase de la recherche s'est effectuée sur le terrain et s'est caractérisée par un travail qualitatif fait en deux temps sur le territoire. Un premier moment a été consacré à la mise en marche d'entretiens avec les acteurs capables de nous redessiner l'évolution de la communauté paysanne depuis l'époque de l'ancienne *hacienda* (autorités locales, anciens membres de la communauté de "la Chimba" et fils des anciens

« *huasipungueros* »). Dans un deuxième temps nous avons mis en place une phase d'observation approfondie afin d'identifier les cinq zones différentes de « La Chimba » ainsi qu'une phase d'observation participative par rapport à certaines dynamiques caractéristiques du territoire, soit du travail quotidien dans les parcelles familiales, la traite et le ramassage du lait ou encore le dépôt au siège de l'association laitière.

Interviews et questionnaires auprès d'acteurs clés dans le territoire, tels que : élus locaux (Vinicio Quilo, président de la localité d'Olmedo), dirigeants d'organisations paysannes (Humberto Cholango, ancien président CONAIE) (Cholango, 2015), dirigeants d'associations de petits producteurs (Darwin Quilo), présidents de la communauté paysanne « La Chimba » (Alejandro Neppas) et producteurs laitiers, fils de « *huasipungueros* » (Tobias Quinche, Aida Campues, Alejandro et Klever Catucuamba). Tout cela a été utile afin de comprendre leur vision sur l'avenir du territoire et pour enchaîner une discussion sur leurs problèmes rencontrés et leurs motivations quant à leur choix de continuer avec ce modèle contractuel.

- Phase quantitative : Le travail d'enquêtes familiales.

Pour cette troisième phase de l'étude de terrain, nous avons mené des enquêtes socio-économiques descriptives et explicatives. Elles constituent un outil méthodologique central puisqu'elles apportent une perspective approfondie et un nouveau diagnostic des dynamiques territoriales de la communauté de « La Chimba ». L'exploitation des données va nous permettre de caractériser, non seulement les processus productifs et les aspects sociaux-organisationnels de la communauté, mais aussi de rendre compte des transformations territoriales liées au développement de l'agriculture contractuelle dans notre zone d'étude.

L'échantillonnage : Sur un total de 360 familles, habitant la communauté paysanne de « La Chimba », il y a actuellement plus de 90% des familles qui sont liées à la dynamique agroindustrielle laitière. Même si l'on dispose d'un pourcentage minoritaire de familles ne participant pas directement à la dynamique laitière, il est possible d'affirmer avec certitude que l'activité de la totalité des familles reste articulée à la production laitière. Cette raison nous a conduits à ne pas utiliser un premier filtre discriminant consistant à choisir uniquement les familles articulées directement à l'activité laitière.

Même si 10 % des familles (soit 36 familles) de « La Chimba » constitue un échantillon représentatif pour notre travail d'enquêtes, nous avons décidé d'utiliser un échantillon de 50 familles d'agriculteurs (soit 15 % du total des familles). La communauté de « La Chimba » est scindée en cinq zones hétérogènes¹⁷ où il existe différentes conditions (climatiques et écologiques) qui influencent le développement des activités d'agriculture et d'élevage. De plus, la disponibilité en terres n'est pas homogène dans toutes les zones. Cela génère, en quelque sorte, des différences au niveau des conditions de vie ainsi que des stratégies mises en marche par les petits producteurs. Le choix a donc été fait d'enquêter auprès de 10 familles dans chacune de ces zones qui possèdent en moyenne 70 familles. L'exécution des enquêtes s'est réalisée en partenariat avec le gouvernement local d'Olmedo, lequel a mis à notre disposition, trois jeunes techniciens agricoles pour réaliser ce travail. Nous avons mis en place le questionnaire¹⁸ pour chercher spécifiquement des données concernant :

- ✓ Les données familiales pour avoir une caractérisation générale de la composition et de l'origine des ménages par rapport à l'ancienne *hacienda*.
- ✓ Les trajectoires familiales : données concernant l'emploi des membres des familles, l'utilisation de la force de travail familiale, ainsi que le parcours des parents et des jeunes dans ou en dehors du territoire paysan pour ensuite mettre en évidence les changements par rapport à la mobilité sociale.
- ✓ La structure de la terre et les caractéristiques de l'utilisation du foncier agricole pour pouvoir faire une analyse comparative avec les données disponibles des années 1972 et 2001 et ainsi retracer l'évolution du foncier à « La Chimba ».
- ✓ La production de l'unité familiale en termes de cultures pour l'autoconsommation, pour la commercialisation et pour la transformation de produits issus de l'agriculture et de l'élevage.
- ✓ L'accès à la technification agricole (systèmes d'irrigation, produits et engrais pour la culture des pâturages).
- ✓ Les différentes pratiques (de commercialisation et d'échange de produits) des agricultures familiales, et leur perception d'évolution de ces pratiques.
- ✓ L'existence d'activités économiques non agricoles, pour mettre en évidence l'existence ou pas, d'une possible diversification d'activités et de revenus pour l'économie familiale.
- ✓ L'utilisation du revenu et l'accès à la consommation.
- ✓ L'accès aux crédits productifs et de consommation.
- ✓ L'organisation sociale paysanne : Questionnaire de perception afin d'identifier des modifications ou des transformations par rapport aux pratiques traditionnelles organisationnelles au niveau du travail collectif, des aides et des pratiques coopératives au sein des familles. Etat actuel des liens de confiance et de réciprocité existants, ou pas, dans la communauté et au sein de ses activités agricoles.

¹⁷ Enquêtes menées aux secteurs : 1- *Centro Civico*, 2- *Contadero*, 3- *Hierba Buena*, 4- *Chicahucho*, 5- *Puliza*.

¹⁸ Voir le formulaire de l'enquête soumis aux familles de « La Chimba » en annexes No. 2 :

L'exploitation de données : tout d'abord, nous nous sommes concentrés sur une première analyse descriptive de notre base de données. Elle s'est faite avec l'utilisation des fréquences, de tris à plats et de quelques tris croisés qui nous ont donné la possibilité de dégager certains éléments capables d'illustrer et de mettre en évidence les modifications territoriales survenues dans ces espaces paysans depuis l'établissement de l'agriculture contractuelle comme mode unique d'articulation au marché des agricultures familiales. Ensuite, nous avons réalisé l'analyse des stratégies des familles paysannes en construisant, dans un premier temps une typologie des agricultures familiales et dans un deuxième temps, à l'échelle d'un plan factoriel, en plaçant ces types d'AF par rapport à un indice construit de déterritorialisation (calculé par l'agrégation de plusieurs variables).

- **Phase finale de terrain : approfondissement des méthodes qualitatives : Entretiens collectifs (Focus Groups) avec 2 groupes de producteurs laitiers.**

Il s'agit d'approfondir, à partir d'un cadre collectif, avec des visions confrontées entre acteurs et non pas seulement à partir d'une « prise de parole isolée » (Duchesne et Haegel, 2013 : 35), dans un premier moment les questions des transformations territoriales puis dans un deuxième moment, on abordera aussi les perspectives qu'ont les producteurs sur l'avenir du territoire ainsi que l'analyse par les acteurs de stratégies pour la construction d'alternatives futures face à un contexte de crise laitière.

- Un premier focus group sera abordé avec un groupe de jeunes paysans (fils de producteurs ou producteurs eux-mêmes) ayant entre 18 et 30 ans pour recueillir des éléments concernant leur vision du territoire, ses perspectives de développement et ses problématiques identifiées autour de la dynamique laitière.
- Un deuxième focus group va se dérouler avec des producteurs ayant vécu à la fois le scénario post-réforme agraire ainsi que la spécialisation laitière et les relations contractuelles avec l'agro-industrie.

- **Cartographie et matériel photographique pour l'analyse du paysage :**

Faire parler les agriculteurs devant leur paysage et sur leur paysage est aussi [...] l'occasion de donner la parole à ceux qui font du paysage leur outil de travail, qui l'ont façonné, construit, ou au contraire [...] dégradé. (Cochet, 2011 :95)

Même si cette phase de l'étude devait être annoncée en début et faire partie de la phase qualitative d'observation, nous avons voulu la détacher et la mettre à la fin, au vu de son

importance et du fait du recours à cette dernière tout au long de l'étude. L'acquisition d'un appareil photo nous a donné la possibilité de garder des traces du travail réalisé pour ensuite analyser plus minutieusement le paysage qui constitue en effet non seulement « l'expression visuelle du système de production existant » mais aussi « l'outil privilégié de compréhension des espaces et des activités humaines ». (Cochet, 2011 : 94 - 95). Il s'agissait également d'analyser ce paysage en tant que « construction paysanne et le résultat des pratiques [...] basés sur la perception paysanne du milieu » (*Ibid*, 2011 :95). Dans cette partie du travail de terrain nous avons invité un interlocuteur paysan qui, lors de plusieurs rencontres (entre mars 2015 et février 2016) nous a aidé à redessiner le paysage et à tracer un processus évolutif pour mettre en évidence les principales modifications que celui-là a subi au cours du temps.

Enfin, nous avons également décidé, dans ce travail de recherche de s'appuyer sur du matériel cartographique ainsi que sur des photos satellites pour essayer de reconstruire une série de cartes capables de nous montrer l'évolution de l'utilisation de la superficie agricole à « La Chimba ».

Structuration de l'étude

Afin d'organiser notre recherche portant sur les transformations territoriales liées au développement de l'agriculture contractuelle dans la paroisse d'Olmedo à Cayambe, la structure de cette étude en a été faite en trois parties comportant chacune deux chapitres.

Dans une première partie, il est nécessaire de se positionner par rapport aux choix théoriques qui ont guidé ce travail ainsi que d'aborder le cadre historique de la thèse. Dans un premier temps on va essayer de comprendre les différentes approches analysant l'agriculture contractuelle pour ensuite voir comment l'approche d'analyse territoriale peut nous permettre d'analyser et mettre en évidence les transformations provoquées par celle-ci dans le territoire (Chapitre 1). Dans un deuxième temps, on va pouvoir se consacrer à l'analyse de certains éléments historiques, nécessaires pour comprendre la dynamique territoriale actuelle. Nous tenterons de retracer le processus de construction sociale du territoire de la paroisse d'Olmedo (notamment en ce qui concerne les dynamiques locales favorisant un processus d'appropriation de *L'ancienne hacienda* « La Chimba » après la réforme agraire), et de comprendre quels sont les antécédents qui ont favorisé l'arrivée de l'agro-industrie laitière au territoire paysan, et sous quelles modalités les unités de production paysannes se sont articulées au marché laitier. (Chapitre 2)

Dans la deuxième partie on abordera les conséquences pour les agricultures familiales de « La Chimba » de cette intégration au marché capitaliste laitier. On étudiera de près les différentes mutations survenues de façon accélérée à l'échelle du territoire comme résultat de l'articulation au marché à travers l'agriculture contractuelle. Cela nous aidera à montrer en quoi celles-ci constituent un processus de déterritorialisation. D'une part on abordera les transformations sur le plan économique-productif (Chapitre 4) pour ensuite, d'autre part, mettre en évidence les transformations sur le plan socio- organisationnel (Chapitre 5).

Enfin dans la troisième partie, on analysera quelles sont les logiques d'action ainsi que les possibilités des agricultures familiales face au processus de déterritorialisation. Pour cela on essaiera d'abord de mesurer ce processus afin de pouvoir ensuite caractériser les différents types d'agricultures familiales ainsi que leur position face à ce processus (Chapitre 5). Ces résultats permettront de montrer qu'il existe un processus de différenciation sociale croissant favorable à la consolidation d'un nouveau rapport de forces au territoire. Finalement, à travers une analyse sociologique du « Champ socio-économique », (construit à travers les positions en fonction de la disponibilité de capitaux des acteurs), on étudiera les possibilités d'affrontement des différents acteurs afin de mettre en place des stratégies de résistance favorables à la récupération du contrôle territorial ainsi qu'au développement des logiques d'action endogènes. (Chapitre 6)

PREMIERE PARTIE

Cadre d'analyse Théorique et historique pour aborder la problématique de l'agriculture contractuelle dans les Andes Equatoriennes

« Il a bien fallu se rendre compte que le monde rural ne disparaissait pas avec la modernité ; il se transforme, il est l'objet de mutations profondes » (Bruno Jean, 2011 : 257)

INTRODUCTION

Dans la *Sociologie des mondes agricoles* (2013), Hervieu B et Purseigle F, précisent que l'étude sociologique des problèmes liés à la modernisation de l'agriculture est passée au premier plan. En citant l'œuvre majeure de Henry Mendras (1967), *La fin des paysans*, les auteurs affirment que cette question est inséparable "du déclin, et même de la disparition de la paysannerie comme mode de vie, voire comme civilisation" (2013 : 105). Cependant entre l'étape de diffusion du progrès technique en agriculture, et celle de la disparition de la paysannerie il est aussi important d'analyser l'étape ou les étapes intermédiaires correspondant aux effets progressifs et aux réactions des groupes paysans face aux changements et aux transformations territoriales. Y'a-t-il, comme l'affirment les auteurs une « résistance aux changements » ? Ou plutôt une subordination au processus de modernisation, favorable à l'effondrement des territoires paysans ?

Il convient d'indiquer que les questions liées à "la fin des paysans", ont non seulement été étudiées par Mendras dans les années 1960, mais ont également été traitées en tant que thème principal de recherche par toute une génération de scientifiques depuis la fin du 19ème siècle. Le début de ces recherches a été fortement marqué par l'apparition du Manifeste du parti communiste en 1848 et par le Capital paru pour la première fois en 1867 dans lequel Karl Marx annonce ses prédictions sur la disparition de la paysannerie liée au développement du capitalisme. Pour Marx (2012, original 1848), ce sont les peuples paysans soumis aux peuples bourgeois qui caractérisent ce scénario de domination capitaliste, laquelle provoquera par la suite l'élimination des paysanneries.

Comme le signale Azcuy (2014), le capitalisme n'aurait pas pu se développer ni exister sans un processus de « *descampezinizacion* suffisant » (2014 :10). Ce phénomène va constituer par la suite un des changements sociaux les "plus drastiques" du XXème siècle tel que l'affirme Hobsbawm (1994 :289 cité par Kay, 2000 : 377). En effet, cela va donner lieu à toute une dispute, encore présente à l'heure actuelle entre « *campesinistas* » et « *descampesinistas* » ou entre « rejet » et « survalorisation » de l'identité paysanne (Pinton, 2009). D'un côté, les premiers défendent l'idée du renforcement des paysanneries à partir des stratégies individuelles menées par les petits producteurs, ici vus comme des individus capables de s'intégrer au marché capitaliste, ce qui n'est possible que grâce à une des principales caractéristiques et avantages des agricultures paysannes concernant la possession d'une force de travail familiale abondante non rémunéré. Sous cette approche

des nombreux travaux se sont développés depuis les années 1970 et jusqu'à l'heure actuelle. Aujourd'hui, des auteurs tels que Van der Ploeg (2010), Schneider (2003), Houtart (2011), sans trop de critères empiriques et d'une façon « romantique », s'inspirent des idées d'Alexander Chayanov (1985) pour analyser l'Organisation de l'unité économique paysanne, comme une unité particulière qui a toujours perduré et qui aura un futur prometteur (par la *recampesinizacion*) malgré l'avancement du capitalisme.

De l'autre côté, le deuxième groupe, celui des « *descampesinistas* », trouve sa source d'inspiration dans les travaux de la fin du 19ème siècle de Lenin et Kautsky (cités par Kay, 2000 : 379). Ce courant d'analyse possède une vision très sceptique par rapport à cette réussite de la « voie paysanne » (ou en anglais *peasant way*) (Bernstein, 2014 :1031) et défend plutôt l'idée selon laquelle le développement du système capitaliste en milieu rural arrive même à éliminer les paysans en provoquant un processus important de différenciation sociale au sein des paysanneries et en les transformant en prolétaires sans aucune option de participation dans le marché capitaliste agricole. (Ernest Feder, 1977 : 1443).

Cependant les trajectoires de développement du capitalisme dans les pays Latino-Américains nous montrent qu'il y a une diversité de situations et que le débat sur les paysanneries ne peut pas être réduit à deux simples positions (*campesinistas y descampesinistas*). Pour Tulet (2009), contrairement à l'idée d'une désertification des campagnes latino-américaines, la population rurale ne cesse de croître (à un rythme évidemment moins rapide que celui des villes) en passant de 96 millions en 1950 à 126 millions en 2003 (2009 : 210). L'avancée du capitalisme agraire provoque des effets différents selon les pays, les régions et les territoires paysans. C'est ainsi que par exemple dans les années 1980 en Equateur, Martinez Valle (1980 ; 1981 ; 1984) avait développé plusieurs études qui réfutent l'idée d'une simple élimination de la paysannerie face à la suprématie du mode de production capitaliste en milieu rural. Cela ne voulait pas dire non plus (sous une optique « *campesinista* ») que les petits producteurs fonctionnaient sous une dynamique de développement des stratégies individuelles pour intégrer le marché, mais par contre il propose d'analyser plutôt "une nouvelle articulation sur la base de la domination du capital, c'est à dire, l'analyse d'une réorganisation des paysanneries comme force de travail. Si bien les paysanneries n'ont pas subi un processus de prolétarisation fonctionnel aux industries en milieu urbain, elles n'ont pas disparu, mais par contre dans certains

endroits des Andes, grâce à la réforme agraire de 1964, de nombreux paysans sont restés en milieu rural en tant que petits propriétaires individuels mais aussi comme main d'œuvre bon marché pour la production d'aliments à prix bas pour les villes (Ibid., 1984 :74 ; 1980 : 22 ; 2014).

D'après Martinez Valle (1984), après 10 ans de réforme agraire les bases pour le développement du capitalisme fondé sur l'exploitation intensive du paysan pauvre étaient finalement consolidées en Equateur. Effectivement, il remarque déjà quelques changements observables¹⁹ au sein des territoires paysans à partir des nouveaux « mécanismes d'exploitation économique et de domination sociale » qui sont mis en marche pendant les années 1970 et jusqu'au début des années 1980, comme résultat de cette consolidation du mode de production capitaliste en milieu rural. Actuellement, on se retrouve dans un contexte récent de mondialisation économique où il y a eu non seulement une évolution des formes prises par le mode de production capitaliste mais aussi différentes tendances de transformations qui sont générées au sein de ces territoires paysans et qui accompagnent cette avancée du capitalisme en milieu rural.

Justement, aujourd'hui une des formes du mode de production capitaliste, passe par l'agriculture contractuelle, laquelle selon plusieurs organismes internationaux du monde entier, (FAO, 2002 ; Banque Mondiale 2008, RIMISP 2008, PNUD 2009, 2012 ; FIDA, 2011) fait partie du processus de modernisation de l'agriculture. De plus elle est censée favoriser le développement des communautés paysannes du Sud et constituer un instrument concret de lutte contre la pauvreté grâce à la création d'un système de « *partenariats pour la croissance* » (Eaton et Shepherd, 2002). A l'inverse, d'autres approches développent plutôt une vision critique qui défend l'idée qu'une intégration verticale des petits producteurs aux marchés agricoles s'inscrit dans une tendance de « soumission du travail agricole au capital agro-alimentaire ». (Viau, 1979 : 40). La disparition des paysanneries est ainsi vue comme une conséquence importante du processus croissant de globalisation favorable à la consolidation du capitalisme en milieu rural. Peut-on réduire nos analyses uniquement à deux visions ? L'une d'entre elles, favorable et l'autre opposée à ce processus de modernisation par le biais de l'agriculture contractuelle ? Quel aspect prendra notre

¹⁹ Martinez Valle, dans son article « *Pobreza y Migración* » dans l'ouvrage : *Ecuador Agrario* (1984), remarque déjà l'intérêt pour l'analyse des changements structurels à partir du développement du capitalisme, tels que la diminution de demande de main d'œuvre et les transformations des paysages ruraux en comparant les zones des vallées Andines aux paysages laitiers Suisses.

étude et quelle sera notre position si l'on descend notre analyse à l'échelle territoriale, surtout dans un milieu très hétérogène comme les Andes Equatoriennes ?

Dans cette partie on essayera dans un premier temps de comprendre plus en détail qu'est-ce que l'on entend par agriculture contractuelle et de nous positionner théoriquement par rapport à l'approche d'analyse territoriale (Chapitre 1). Dans un deuxième temps on analysera quelques antécédents historiques afin de comprendre les particularités territoriales qui ont précédé à l'articulation entre agro-industries et agricultures familiales dans notre zone d'étude. Ainsi on pourra aborder dans la partie suivante les transformations que celle-ci a pu générer au territoire.

CHAPITRE 1
Cadre Théorique

1.1. Comment définir l'agriculture contractuelle et quelle est son importance en Amérique latine et en Equateur actuellement ?

1.1.1. Quatre paradigmes du développement rural en Amérique latine au XXème siècle, pour comprendre aujourd'hui l'agriculture contractuelle.

En Amérique Latine, le passage à la modernisation en agriculture fait partie des débats et thèmes de recherche abordés notamment par Cristobal Kay (2000), qui distingue quatre paradigmes principaux du développement rural : le structuralisme, la modernisation, la dépendance et le néo-libéralisme. Tout d'abord, en utilisant la pensée du sociologue argentin Germani (1980, cité par Kay 2000 : 342), on voit que le « paradigme de la modernisation » prétendait combattre la « marginalité », c'est à dire ce manque de participation des individus, voire des groupes sociaux, dans certaines sphères économiques, productives, culturelles ou politiques selon des critères précis. Pour cet auteur la plupart des paysanneries en Amérique Latine se trouvent dans une situation de marginalité²⁰ par rapport à la société moderne. Ce premier paradigme est perçu pendant les années 1950 et la première moitié des années 1960, comme le modèle à suivre, lequel adopte une logique productiviste basée sur les solutions technologiques, qui doivent se diffuser à travers des programmes de développement communautaire de manière à moderniser les producteurs (Kay, 2000 :344). L'agriculture contractuelle peut être encore analysée sous cet angle, dans la mesure où elle constitue un instrument stratégique pour la diffusion et le transfert technologique. *Elle introduit souvent une nouvelle technologie et permet aussi aux agriculteurs d'apprendre de nouvelles méthodes* (Eaton et Shepherd, 2002 :10).

De son côté, le paradigme "structuraliste", apparaît comme un modèle construit par les économistes de la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL), qui même en restant au sein du système capitaliste, contestent d'une manière frontale la théorie néoclassique, et défendent le rôle central de l'Etat pour la mise en marche d'une stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (I.S.I). (Mérad – Boudia et Simon 2012 ; Kay 2000). On peut noter que l'idée d'une articulation entre détenteurs du capital économique et productif et couches sociales marginales avait déjà été pensée par les précurseurs de cette approche. Effectivement, Prebisch (1984), parlait d'une stratégie de

²⁰ La marginalité peut faire l'objet d'une analyse multidimensionnelle. Elle est vue par l'auteur comme un synonyme de pauvreté et d'exclusion, et il surgit pendant les processus de transition vers la modernité. (Germani, 1980, cité par Kay 2000 :342)

développement capable d'établir des alliances entre bourgeoisie industrielle, classe moyenne et classe ouvrière. Comme on le verra plus loin, cet approche a encouragé des débats, des études et des recherches qui donnent comme résultat la réforme agraire dans plusieurs pays tels que le Chili, le Pérou, la Colombie, l'Equateur, le Nicaragua, le Salvador, le Panama...etc. En effet pour les structuralistes, la structure agraire de l'époque caractérisée par une forte concentration des terres (*hacienda ou latifundio*), était responsable des inégalités et de la pauvreté croissante au sein des populations paysannes. Il s'agissait d'un obstacle pour le développement économique de l'Amérique Latine.

Le paradigme de la dépendance voit le jour pendant les années 1970, à partir d'une évolution du paradigme structuraliste. Cependant, pour les auteurs de cette approche théorique, la condition de sous-développement dans laquelle se trouvent les pays du sud, et qui comprend les phénomènes de pauvreté, d'exclusion et de marginalisation des paysanneries, trouve son origine dans l'expansion du système mondial capitaliste. En effet c'est "le développement capitaliste des pays aujourd'hui développés, qui a généré les structures sous-développées du tiers monde". Le système de latifundios et l'exploitation des paysanneries par les propriétaires des terres, font partie d'un même système capitaliste international. (Mariátegui 1955, cité par Kay 2000 : 360 - 364).

Sous cette approche, l'idée d'une structure agraire dualiste, fortement présente aujourd'hui dans le modèle de l'agriculture contractuelle, avait déjà fait à l'époque l'objet d'une thèse critique, développée par Alain Janvry (1981, citée par Kay, 2000 : 371). En effet, il s'agit de la théorie du « *Dualisme fonctionnel* ». On retrouve à l'heure actuelle de fortes similitudes avec l'effet de « *polarisation productive* » (Hernandez y Phelinas 2012) provoqué par l'articulation des petits producteurs avec l'agro-industrie. A l'époque il s'agissait d'une étroite interrelation entre les paysanneries qui restaient fonctionnelles aux processus d'accumulation du capital par les exploitations capitalistes. Il existait dans la grande majorité des cas des « *relations d'échange asymétriques et désavantageuses* » (Idem :2000).

Aujourd'hui rien ne semble avoir changé. Sous une relation contractuelle en agriculture, le principal risque est celui de créer cette polarisation entre d'un côté les petits producteurs paysans exclus des segments les plus rentables des chaînes productives et de l'autre côté, les entreprises agro-alimentaires lesquelles sous une logique hyper-productiviste profitent d'une main d'œuvre bon marché et des matières premières à d'excellents prix (Hernandez

et Phélinas, 2012). C'est à dire que parallèlement au processus de globalisation, la dépendance de l'Amérique latine au capital passe principalement par le développement des activités des grandes entreprises agroindustrielles du nord et ses effets négatifs sur les paysanneries du sud. L'idée d'une transformation d'agriculteurs paysans en producteurs dépendants des entreprises agroalimentaires transnationales à travers des contrats a déjà fait l'objet central d'analyses de plusieurs auteurs à la fin des années 1970 et au début des années 1980. (Arroyo, Rama y Rello, 1985).

Mais ça ne sera que sous le paradigme néolibéral du développement, présent en Amérique Latine depuis la fin des années 1970 et promue par le FMI et la Banque mondiale, qu'est apparue cette forme d'agriculture contractuelle telle qu'on la connaît aujourd'hui. D'après Kay (2000), les politiques néolibérales ainsi que l'adoption des programmes d'ajustements structurels par les gouvernements latino-américains ont favorisé le développement des exportations de produits agricoles "non traditionnels" tels que soja, fruits, légumes, bois...etc. pour les marchés du nord (Etats Unis, Japon, Europe). Cependant, ne pouvant pas intégrer ce marché international à cause d'un manque de capital technique et économique, les agriculteurs paysans ont connu une certaine forme d'intégration aux dynamiques productives en tant que fournisseurs de matières premières dans un système de contrats avec les entreprises agro-industrielles, soit pour l'exportation, soit pour le marché local²¹. Pour l'auteur il s'agit bien « d'agriculteurs paysans » mais sous une forme de « prolétaires déguisés » car même s'ils sont propriétaires des terres, leur dépendance aux entreprises agroindustrielles est très importante. (Idem, 2000). Effectivement comme l'avait affirmé Marx et Engels il y a déjà plus d'un siècle dans sa préface à la deuxième édition russe au Manifeste du Parti Communiste (1882) :

« La petite et moyenne propriété du paysan qui travaille sa propre terre, perd progressivement sa force face à la concurrence des grandes exploitations... ». (Marx – Engels 1973 :86, Original 1882)²²

Sans avoir pu surmonter plusieurs des paradigmes du développement analysés dans cette partie, et sous l'influence et domination du paradigme néolibéral, encore puissant à l'heure actuelle dans une grosse partie de l'Amérique Latine, plusieurs pays en voie de

²¹ Il s'agit en effet du même type d'agriculture de contrat encouragée par la FAO (2002) et plusieurs pays actuellement.

²² MARX, Carlos /ENGELS Federico (1973), Manifiesto del partido comunista en, Obras escogidas, Tomo IV, Buenos Aires: Editorial Ciencias del hombre.

développement ont consacré une place centrale au « *contract farming* », qui a réussi en pleine expansion du processus de globalisation, à s'imposer pour déterminer le processus de formulation des principales politiques agricoles et ainsi favoriser la consolidation de la domination agroindustrielle en alliance avec la petite agriculture. L'Equateur fait partie de ces pays qui, depuis la moitié des années 1980 (Chiriboga, 2007) a connu ses premières expériences en matière d'agriculture contractuelle et qui lui accorde, aujourd'hui encore, une grande importance et un rôle indispensable en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté en milieu rural.

1.1.2. Une définition proposée entre approches “optimistes” et analyses critiques.

« *Pourquoi l'intégration verticale et non le salariat pur et simple ?* », Viau (1979).

Même si la pauvreté en milieu rural a fait l'objet de nombreuses politiques publiques débouchant sur des centaines de programmes et d'actions dans le monde entier depuis la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, ce n'est qu'à partir de cette première décennie au XXI^{ème} siècle que la réduction de la pauvreté en milieu rural est devenue un réel impératif, non seulement pour les organismes internationaux, mais aussi pour les gouvernements des pays du Sud. Dans ce sens, la Banque Mondiale par exemple a consacré à l'agriculture son rapport sur le développement de 2008, et c'est ainsi que la plupart des gouvernements latino-américains montrent leurs préoccupations en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté (et l'extrême pauvreté) et les inégalités dans les espaces ruraux (Requiert-Desjardins *et al*, 2014). Selon le rapport Latino-Américain sur la pauvreté et les inégalités, élaboré par RIMISP, l'IDRC et le FIDA en 2011, l'Amérique Latine constitue la région plus inégalitaire de la planète, et cela affecte particulièrement les zones rurales car effectivement, « le lieu de résidence détermine la condition socio-économique et les possibilités d'accès aux biens afin de garantir le bien être » (2011 : 15).

C'est quelques années plus tard, en 2014, que la FAO, marque une rupture entre le passé et le présent avec un nouveau point de départ pour l'agriculture mondiale. Cette même année, plusieurs organismes et pays à l'échelle planétaire reconnaissent publiquement l'importance de l'agriculture familiale pour son rôle dans le combat contre la pauvreté et pour le maintien de la souveraineté et la sécurité alimentaire de chaque pays. On voit bien ici la naissance d'un effort pour la construction d'un débat participatif, ayant comme sujet

central les politiques agricoles et sociales afin de promouvoir ce type d'agriculture et comprendre leurs défis (Martinez Godoy, 2014 : 117).

Malgré cela, l'une des stratégies les plus répandues par les organismes internationaux depuis une trentaine d'années dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion en milieu rural²³ consiste encore à la mise en marche de cette intégration verticale des petits producteurs paysans au capital agroalimentaire à partir du développement de programmes d'agriculture contractuelle. Par exemple, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), soutient l'idée qu'il s'agit de stratégies efficaces où « ses protagonistes améliorent de manière significative leur qualité de vie ... et arrivent à connaître un vrai processus d'inclusion économique, sociale et politique » (Licandro, 2012). Et comme l'affirme Prowse (2008), « *L'intégration des petits exploitants agricoles dans les chaînes de valeur mondiales constitue un pas important vers la réduction de la pauvreté.* » (2008 : 11). En continuant dans le même sens encore, et toujours selon les Nations Unies (2010), les alliances entre petite agriculture et agriculture capitaliste sont « capables d'apporter la solution aux problèmes socio-économiques d'inégalité, pauvreté et d'exclusion ».

Comment définir alors l'agriculture contractuelle ? Au sujet de cette forme d'agriculture plusieurs visions, analyses et positions se confrontent. Une première approche provient du courant d'analyse néo-institutionnaliste²⁴, lequel défend l'idée d'un système de production de biens et de service, à travers des contrats, avec des « travailleurs indépendants », au lieu de passer par le système conventionnel avec de « salariés soumis » à « un lien de subordination ». Selon les précurseurs de ce courant d'analyse, le risque est présent dans les possibles comportements opportunistes de la part des acteurs. Cependant, ce dernier, pourrait être contrôlé et réduit avec l'imposition de normes de production, la demande d'investissements spécifiques et l'adoption de formes exclusives d'organisation du travail pour les sous-traitants. (Clerc, 2009). Pour Garcia (2013), dans cette optique néo-institutionnaliste, aussi qualifiée « d'optimiste », l'agriculture contractuelle constitue le mécanisme par lequel les petits producteurs peuvent intégrer des marchés dynamiques de

²³ Selon Prowse (2013,) il s'agit de « rapports de haut niveau qui évaluent positivement cette forme d'innovation institutionnelle » (1) le *Rapport sur le développement dans le monde 2008*, (2) *L'Agriculture au service du développement*, publié par la Banque mondiale et (3) le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2009, Sociétés transnationales, production agricole et développement*, de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

²⁴ Fondé notamment par l'économiste anglais Ronald Coase, et repris par Oliver Williamson. Ce courant à comme principaux référents en France les économistes Éric Brousseau et Claude Menard. (Clerc, 2009 : 63).

biens alimentaires en s'articulant aux grandes sociétés agroindustrielles. Cela permettrait aux petits producteurs de profiter de quelques bénéfices tels que, entre autres, une assistance technique, l'accès au crédit, au marché et l'obtention d'un prix garanti pour leurs produits. Ces différents aspects signalés correspondent bien aux motivations et à « la convergence des intérêts hétérogènes » de parties contractuelles, principalement étudiées par la théorie de l'agence qui affirme qu'une des principales raisons du recours aux contrats réside dans l'élimination ou la réduction du risque (Vavra 2009 : 9).

Vu de cette manière, pour Peterson (2001) il s'agit du point intermédiaire entre le libre marché et la régulation de l'économie par l'Etat. Dans ce sens, la FAO (2002) considère que ce type d'agriculture est « politiquement plus acceptable » que le rapport conventionnel d'exploitation du type salarial dans les plantations capitalistes. L'organisme propose donc de considérer ce type d'agriculture comme « un moyen d'organiser la production commerciale de la petite et de la grande agriculture » à travers plusieurs types d'accords à long ou moyen terme entre agriculteurs et sociétés agro-alimentaires, par rapport à la production et fourniture de produits agricoles à des prix pré-établis. Il s'agit de fixer des engagements qui sont réciproques, où « l'agriculteur fournit une denrée spécifique selon les quantités et qualité déterminée par l'entreprise qui soutient la production de l'acheteur et achète cette denrée ». Il est intéressant de signaler aussi qu'il existe plusieurs modèles d'agriculture contractuelle qui varient selon les produits²⁵, les ressources et les relations nécessaires entre promoteurs et agriculteurs. S'ajoute également à ces modèles toute une diversité de types de contrats avec des nombreuses spécifications relatives au marché, au mode d'exploitation, à la gestion des parcelles et au revenu (Eaton, C ; Shepherd, A, 2002 : 50 - 67).

Selon une deuxième approche, à l'opposé des analyses néo-institutionnalistes, qui voient dans cette articulation entre petite agriculture et agro-industrie une « solution institutionnelle » pour favoriser un modèle de développement inclusif dans les communautés rurales pauvres, (Schejtman 1998; Garcia 2013, Van Haeiringen; De Jongh, 2010), on retrouve aussi plusieurs analyses critiques (Viau, 1979; Marshall, Mesclier et Chaleard, 2012, Oya 2012, Cochet 2011) qui souligne que ce type d'agriculture n'est qu'une forme indirecte de subordination des petits producteurs au capital agro-industriel,

²⁵ L'agriculture contractuelle est actuellement présente dans le marché de plusieurs produits tels que ceux de rente, de fruits, de légumes, laitiers etc.

capable de générer comme le signalent Lewontin R (1988) et Watts (1990), des prolétaires sur leur propre terre, c'est à dire des producteurs qui sont en fin de comptes des salariés indirects de l'entreprise capitaliste. Ils deviennent par « le contrôle partielle ou totale de leur production » (Cochet, 2011 : 86), des acteurs ayant perdu leur autonomie, et progressivement leur territoire.

Cependant, une troisième approche est aussi présente, avec une position intermédiaire. Des auteurs comme Oya (2012) ou Murmis (2005), soutiennent l'idée que, pour analyser l'agriculture contractuelle, il ne suffit pas de polariser le débat en ayant d'un côté les aspects positifs et de l'autre les aspects négatifs car ces processus peuvent prendre des formes, des logiques d'action et des tendances diverses selon les différents contextes locaux. Même s'il s'agit d'un « mode de production et de développement non équitable »²⁶ (Oya, 2012), ainsi que d'un mécanisme présent en Amérique Latine depuis quelques décennies et analysé comme le résultat de l'application des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI, (Echanove Huacuja, 2008), il est intéressant de noter que, par exemple, comme le souligne Murmis (2005), cette intégration entre petite agriculture et agriculture capitaliste doit être repensée selon les différents contextes car ses résultats vont dépendre des différents procès historiques, politiques, ainsi que des comportements sociaux, et des stratégies menées de la part des acteurs locaux.

On situera notre analyse entre la deuxième et cette dernière tendance, car même si ces auteurs ne nous parlent pas encore d'une analyse différenciée sous l'approche territoriale, ils donnent de l'importance aux contextes historiques, politiques et socio-organisationnels pour analyser et caractériser l'agriculture contractuelle. Ces derniers représentent justement l'expression d'un processus social par lequel la construction du territoire par les acteurs devient possible.

1.1.3. L'agriculture contractuelle : un pilier de la politique agricole équatorienne au XXIème siècle :

« Pour tout agriculteur il est toutefois difficile de ne pas s'inscrire dans cette logique, puisque le système de soutien à l'agriculture appuie ce modèle. Gagner sa vie doit tout de même demeurer au premier rang des priorités, dit-on ! » (Favreau et Molina, 2011 : 90)

²⁶ Repris des sigles en anglais : *Non-equity mode of production and development* (NEM).

Selon le rapport de la FAO (2002), sur l'Agriculture contractuelle, ce type de pratique existe depuis toujours à travers le monde et il s'agit selon eux d'une pratique courante même dans la Grèce Antique. Cependant, cela n'a pas été le cas, dans ce qu'on connaît aujourd'hui comme l'Amérique Latine. Moins encore quand on relit une certaine bibliographie sur les systèmes agraires existants dans les Andes équatoriennes et plus précisément dans la région de Quito avant et pendant la période préhispanique (600 ap JC). En effet à l'époque, le système était celui de l'*abattis brulis*, ou le système agricole préhispanique (ou la *culture manuelle*) (Gasselin, 2000 : 36 - 40). On ne peut pas imaginer une forme d'échange sous forme de contrat au milieu d'une diversité de formes d'échanges déterminés par un système de « dons et contre dons » (Ferraro, 2004), pratiqués entre les communautés traditionnelles des trois régions naturelles du pays (Côte, Andes et Amazonie), à partir d'une production agricole qui était concentrée sur des produits tels que la pomme de terre, le quinoa, le maïs, le sel, le coton et le bois.

Mais, la contractualisation de l'agriculture n'est pas récente en Equateur. Elle a pris du poids pendant les trois dernières décennies, dans une époque d'ajustement structurel ou l'Etat équatorien avait réduit considérablement et même éliminé ses fonctions et responsabilités en matière agricole (Chiriboga *et al*, 2007). Ce contexte sera bien évidemment approfondi lors de notre première partie dans le chapitre consacré à l'analyse historique. A l'opposé de ce contexte, actuellement, ce type d'agriculture est articulée à travers des programmes nationaux mis en place en Equateur, comme dans d'autres pays latino-américains, pour combattre cette forte pauvreté en milieu rural décrite antérieurement, mais surtout pour maintenir l'agriculture compétitive et constamment alignée avec le paradigme de modernisation et actuellement insérée dans un contexte inévitable de mondialisation et financiarisation de l'économie. Effectivement, les changements de styles de vie, les processus migratoires, le développement des villes, les processus croissants d'urbanisation et de périurbanisation, entre autres, sont des facteurs favorables au développement rapide des agro-industries. Il s'agit de réorganiser les processus de production en réponse à un "système alimentaire mondial" (Echanove Huacuja, 2008), caractérisé par des nouveaux besoins des marchés agroalimentaires en termes de rentabilité, productivité et qualité des produits. Mais de manière plus détaillée, Chiriboba *et al* (2007), propose d'analyser cette expansion de l'agriculture contractuelle, comme étant associée aux phénomènes propres de la mondialisation suivants :

- *Changement dans les modalités de gestion des chaînes d'approvisionnement comme résultat de l'application des nouvelles technologies de communication.*
- *Libéralisation des marchés agricoles et réduction des tarifs douaniers (droits de douane) des nouveaux produits.*
- *Réduction des prix et plus grande fluidité dans les systèmes de transport internationaux et nationaux d'aliments.*
- *Augmentation significative du marché mondial des produits frais (fruits, légumes, végétaux, produits de la mer) qui constitue aujourd'hui 41% des exportations agricoles des pays en développement et 31% du commerce agricole mondial.*
- *Urbanisation croissante et augmentation des revenus de la population ce qui impacte dans les habitudes de consommation d'aliments.*
- *Trans-nationalisation de l'industrie alimentaire, cela inclus l'agro-industrie, les supermarchés ainsi que les services de restauration.*
- *Changements dans les habitudes de consommation des pays développés vers des produits de sélection aux caractéristiques spéciales au niveau de la sécurité, et influence croissante dans les pays en développement.*

Tel que nous l'avons mentionné plus haut, dans le cas équatorien, les dix dernières années ont été caractérisées par des changements profonds en matière politique, économique et sociale. Il s'agit effectivement de la période correspondante au gouvernement de Rafael Correa²⁷, connu également sous le nom de « gouvernement de la révolution citoyenne ». Quelques idées progressistes concernant le combat contre la pauvreté, la corruption et les inégalités, font partie du discours politique et du plan de gouvernement pour accéder au pouvoir. En tant que chef de l'Etat, il a favorisé le développement d'un discours unique fondé sur l'idée de *Bien vivre*, « *Buen vivir* » ou « *Sumak kawsay* »²⁸, et sur la « transformation de la matrice productive du pays »²⁹ laquelle reste actuellement dominée

²⁷ Economiste Equatorien, ancien ministre de l'économie et actuellement président de l'Equateur depuis trois mandats politiques (2007 – 2009 / 2009 – 2013 / 2013 - 2017).

²⁸ Le « Bien vivre » ou « Sumak kawsay » est considéré comme un concept en construction, faisant référence à « un modèle de civilisation alternative au capitalisme... et au développement imposé par l'occident »... Egalement depuis une perspective Eco-marxiste, il s'oppose au marché et à partir d'un principe de respect à la nature, « le bien vivre », « défend la lutte contre les inégalités » et également « une meilleure redistribution de la richesse » (Le Quang y Vercoutère, 2013 : 42). Cependant selon Sanchez Parga (2014), pour l'analyse du contexte de réalité Equatorienne, ce concept possède uniquement « une sémantique séductrice », « zéro degrés de charge théorique », ce qui facilite le développement « d'une rhétorique » facile à utiliser et fait de ce discours quelque chose similaire à la consommation de la « coca », « analgésique et y stimulant ».

²⁹ Tout au long de son histoire républicaine, l'économie équatorienne a été caractérisée par la production de matières premières destinées au marché international (SENPLADES, 2012). Dans ce sens le pays possède un modèle de spécialisation productive « *primario exportador* » difficile à dépasser. La stratégie de transformation consiste à diversifier la production du pays à travers le développement d'industries à haute valeur ajoutée (Petrochimie, métallurgie, biocarburants, agro-alimentaire...etc). Pour atteindre cette reconversion productive, selon l'Etat il est nécessaire d'intégrer des processus productifs à haute technologie (biotechnologie, biochimique...etc.) (Ibid, 2012)

par l'exploitation d'hydro-carburants et l'extraction de matières premières valorisées sur le marché international. Tel qu'on l'a annoncé plus haut, en 2010 le gouvernement exprime l'idée d'être convaincu de l'existence d'une profonde dette envers le secteur rural³⁰. En effet malgré l'existence d'anciens processus de réforme agraire, ainsi que des efforts d'investissements menés en milieu rural, les inégalités socio-économiques en termes d'accès aux moyens de production, aux marchés, à la santé, à l'éducation ou à l'habitat sont encore frappants et l'Etat s'en est porté responsable. En ce sens, il faut signaler qu'à l'époque, la pauvreté³¹ affectait encore 70 % des familles en milieu rural contre 22% des familles en milieu urbain, et que l'incidence selon les groupes ethniques est majeure pour les indigènes avec 74.8 % contre seulement 31.8% pour les métisses, (Voir graphiques 1 et 2). Cette « dette rurale » a donc été mise au centre du débat politique, et l'idée de garantir le développement rural du pays est considéré comme une priorité pour la période politique 2013–2017 (il s'agit de la période dans laquelle nous développons notre travail de thèse), tout en respectant le mandat constitutionnel de « Souveraineté Alimentaire » (LORSA) et l'application du Plan national pour le développement³².

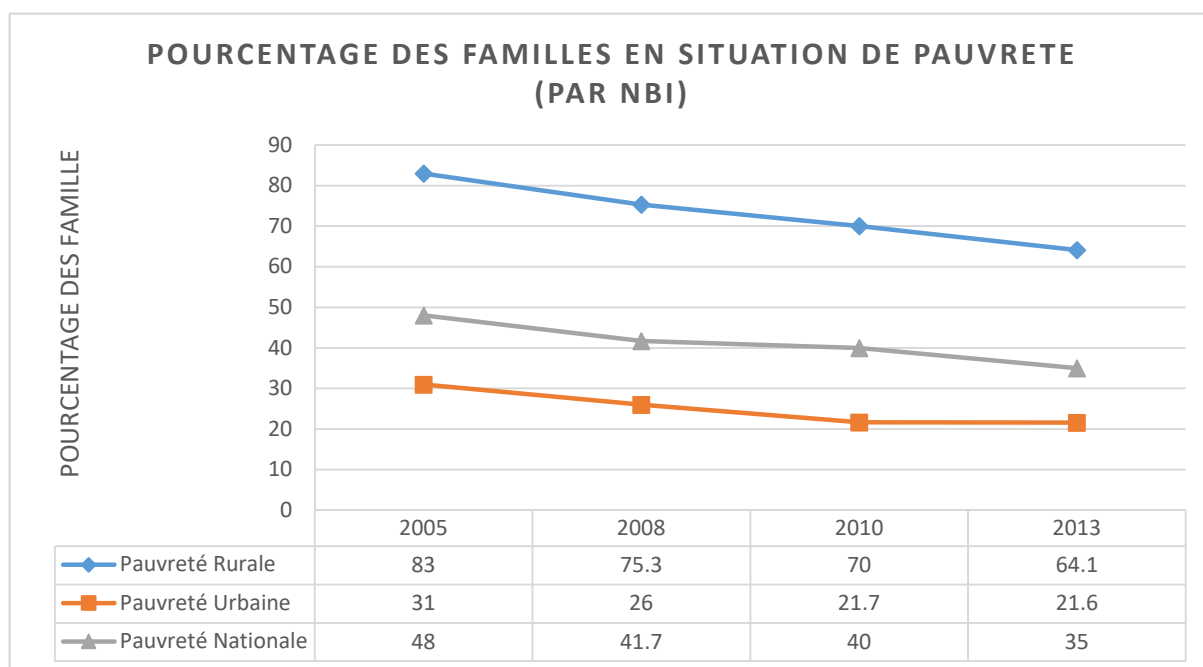
Pour faire face aux problèmes de marginalisation, de pauvreté et d'extrême pauvreté frappant les espaces ruraux équatoriens, le gouvernement a construit toute une politique publique visant à garantir « le développement équilibré du territoire national » (ATP, 2010) et, une des principales stratégies adoptées est favorable aux relations contractuelles entre petits producteurs ruraux et entreprises agroalimentaires. En effet l'agriculture contractuelle est considérée actuellement par l'Etat comme « la solution » pour affronter les nouveaux besoins du marché et intégrer les petites paysanneries aux dynamiques économiques de l'agroalimentaire à l'échelle national.

³⁰ Déclarations réalisées par le président de la république, le 09 Mars 2010, lors de la signature d'un accord de planification budgétaire pour les gouvernements locaux en milieu rural (Juntas Parroquiales)

³¹ On va prendre en compte les données disponibles, du type de pauvreté calculée en fonction des “besoins de base insatisfaits.” Enquête ENEMDUR (2005 - 2013).

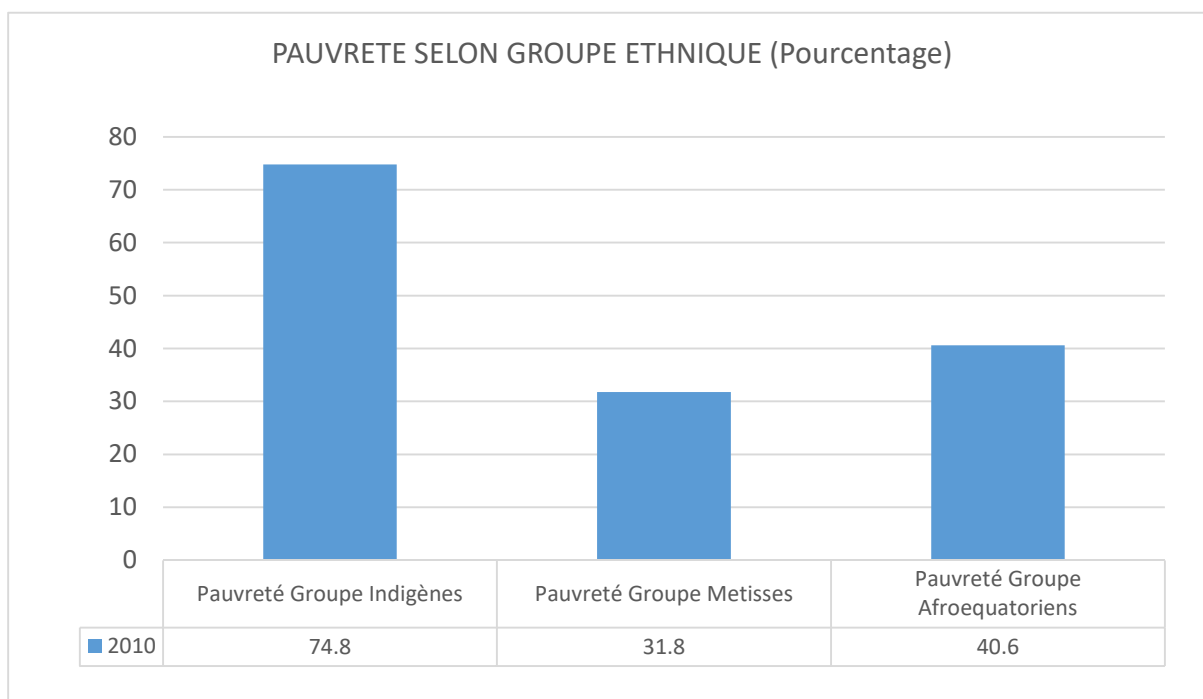
³² Aussi connu comme « Plan national pour le bien vivre ». Avec le retour du rôle de l'Etat, après l'époque néolibérale, le système de planification pour le développement est ainsi récupéré. Le Ministère de planification pour le développement (SENPLADES), est à la tête pour la construction de ce plan, lequel est structuré en fonction de 12 objectives de développement économique et social, à atteindre pendant chaque période politique

Graphique No 2



Source : INEC – ENEMDUR 2005 – 2013

Graphique No 3



Source : INEC – ENEMDUR 2005 – 2013

Mais c'est surtout lors des six dernières années, que certains programmes spécifiques³³, favorisant l'articulation contractuelle entre petits producteurs et les entreprises agro-industrielles, ont été mis en marche et sont considérés comme des stratégies ainsi que des instruments vitaux pour la réussite de cette politique publique³⁴, laquelle se focalise non seulement sur l'atteinte de la souveraineté alimentaire et économique du pays, mais aussi sur l'augmentation de la productivité en milieu rural à travers la priorisation de l'innovation technologique. (Agenda de Transformation productive, ATN 2010).

Ces programmes intègrent majoritairement les contrats autour de l'approvisionnement en matières premières pour certains produits spécifiques³⁵. Le terme d'agriculture contractuelle n'est pas utilisé directement en Equateur, mais plutôt celui de « *negocios inclusivos* », lesquels se présentent comme des « affaires justes et solidaires » et se structurent comme une stratégie entrepreneuriale, économiquement rentable, environnementalement et socialement responsable, qui intègre dans sa chaîne de valeur des communautés à faible revenus, et agit selon une logique « *win – win* » contribuant à une augmentation des bénéfices de l'entreprise tout en garantissant l'amélioration des conditions de vie des petits producteurs.³⁶

1.1.4. L'agriculture contractuelle autour de la filière laitière

La contractualisation au sein des élevages laitiers constitue une pratique consolidée et très habituelle, non seulement dans les pays en voie de développement mais aussi dans les pays développés, tels que l'Autriche, la Finlande (90% des exploitations laitières ont recours à la contractualisation) et même les Etats Unis, où presque un tiers des exploitations laitières travaillent sous cette modalité. (Vavra, 2009 :16). En ce qui concerne la France, premier pays consommateur de produits laitiers par habitant au monde et un des principaux pays excédentaires en matière de production laitière selon la FAO³⁷ (FAOSTAT, 2008), les relations contractuelles sont fortement présentes entre producteurs et entreprises

³³ En Equateur il s'agit de PRONERI, « *Programa nacional de negocios inclusivos rurales* » (Programme national d'affaires inclusives rurales), nommé en 2010 programme emblématique par le MAGAP.

³⁴ Cette Politique publique a été structurée depuis le Ministère de la Production, l'emploi et la compétitivité, pour ensuite être articulée avec le Ministère de l'agriculture MAGAP.

³⁵ Maïs, produits laitiers, et certains produits d'exportations.

³⁶ Pour connaître le réseau ibéro-américain agissant sur les « *Negocios Inclusivos* » : www.negociosinclusivos.org

³⁷ http://www.fao.org/agriculture/dairy-gateway/produccion-lechera/es/#.VsXdW_194gs

agroalimentaires mais sont aussi une pratique courante à l'échelle du secteur coopératif lequel détient 46% de la collecte totale au pays. Pourtant ce dernier « ne détient pas une place importante dans la transformation » (Courleux F ; Dedieu M-S, 2010).

Pour Kroll et Trouvé, (2012), les contrats laitiers se présentent, dans un contexte de forte concurrence internationale et de désengagement des pouvoirs publics, comme des formes de régulation « rénovées et plus efficaces » et « essentiellement privés » (2012 : 15). Cependant, cela n'aurait pas contribué positivement à l'évolution des rapports de force entre producteurs et entreprises acheteuses de lait, mais pourrait par contre renforcer les déséquilibres « en détriment des producteurs ». Dans ce sens pour Vavra (2009), même si « le prix d'achat » constitue une des principales préoccupations pour les producteurs, le maintien d'une relation équilibrée avec les acheteurs doit être aussi priorisée, afin de diminuer les rapports de dépendance et de subordination. Pour cela, il est nécessaire de renforcer notamment l'aspect organisationnel des producteurs. (Kroll et Trouvé, 2012 : 17). Dans le contexte européen cela éviterait par exemple que les producteurs de lait français ne perdent leur compétitivité face aux producteurs des pays du nord, et ce dans le panorama envisagé après la sortie du régime des quotas. (Courleux F ; Dedieu M-S, 2010)

Même si les contextes politiques et économiques sont différents entre le « désengagement des pouvoirs publics » en Europe et le « retour du rôle de l'Etat » en Equateur et en Amérique du Sud (Martinez Godoy et Clark, 2015), l'agriculture contractuelle reste la même sur plusieurs aspects. C'est le cas par exemple de l'évolution des rapports de force entre producteurs et entreprises agroindustrielles. Comme le signale Aubron (2013 :202), il existe de véritables « asymétries de pouvoir » dans les relations entre industries et paysans, ces dernières étant « généralement marquées par des inégalités de pouvoir en faveur des agro-industries ». Mais il existe aussi entre les pays du Nord et ceux du Sud, des similitudes par rapport à l'aspect organisationnel. Ce dernier constitue effectivement un inconvénient, non seulement pour les producteurs susceptibles de développer de plus en plus de stratégies individualistes au détriment de stratégies collectives, mais aussi pour les agro-industries laitières pour lesquelles les pratiques organisationnelles spontanées (groupements de producteurs, groupes militants, etc.) en dehors du cadre contractuel, et les formes d'organisations paysannes traditionnelles, sont considérées comme des contraintes sociales et culturelles qui bloquent le bon déroulement de cette forme d'articulation (Eaton, C; Shepherd, A, 2002).

En Equateur l'agriculture contractuelle dans le secteur laitier ne se développe pas quand la production laitière a connu sa plus grande expansion entre les années 1990 et les années 2000 (Aubron, 2014), dans un contexte d'économie libérale, de mise en place des fameuses politiques d'ajustement structurel et de forte croissance urbaine. Il est intéressant de signaler que la plupart des articulations contractuelles dans la filière laitière, sont venues paradoxalement d'une intervention croissante de l'Etat sous l'influence d'initiatives privées et d'actions de certaines organisations internationales et de coopération pour le développement rural comme le PNUD, RIMISP, SNV (coopération hollandaise) et la GIZ (coopération allemande) et non pas d'une diminution du rôle des pouvoirs publics. Selon Chiriboga *et al*, (2007), une des recommandations afin de consolider l'agriculture contractuelle, consiste à construire des politiques favorables aux articulations entre agro-industrie et petits producteurs, à partir d'actions concrètes provenant des organismes de coopération internationale ; lesquels seront en charge d'établir des programmes pilotes entre certaines entreprises intéressées et des petits producteurs. Quant à ces derniers, ils doivent avoir, selon l'auteur, un seul rôle : leur participation active dans ce type d'agriculture (*Ibid*, 2007 : 13).

Autant pour les organismes de coopération que pour l'Etat cela consiste donc, à un processus de construction des politiques agricoles capables de provoquer un double impact (contribuer à l'amélioration du secteur productif national et réduire la pauvreté en milieu rural.) Cela passe effectivement comme on l'a déjà annoncé auparavant, par le développement de programmes d'agriculture contractuelle où l'industrie laitière est considérée comme un secteur prioritaire pour réussir la mise en marche d'un « Agenda national de transformation productive » et d'un « programme national du réseau laitier » (« *programa nacional de red lechera* »).

Depuis 2010, grâce au soutien des pouvoirs publics³⁸ (qui cherchent à intégrer les agricultures familiales dans les dynamiques industrielles du pays), plusieurs agro-industries privées multinationales telles que « Nestlé », « Alpina » (Groupe multinational Colombien), Andina (appartenant au Groupe agro-industriel péruvien « Gloria ») , mais aussi des agro-industries nationales telles que « Floralp », « Nutri Leche », « Rey Leche »,

³⁸ L'Etat avec quelques gouvernements locaux (Notamment celui de Pichincha à travers le CONGOPE)

« Toni », (rachetée depuis 2014 par la multinationale Coca-Cola), etc³⁹. ont pu créer des partenariats avec des petits producteurs tout en leur garantissant l'accès au marché, l'achat de leurs produits à un prix stable (fixé et contrôlé par l'Etat) et l'amélioration de leurs capacités de production à travers un transfert technologique.

Spécifiquement à Cayambe et plus précisément à Olmedo où se situe « La Chimba », les premières expériences d'intégration verticale entre les communautés de petits producteurs de la paroisse d'Olmedo et l'agro-industrie ont commencé au début des années 2000. Comme on le verra par la suite, d'une façon similaire à la situation décrite au Pérou par Marchall, Mesclier, Chaléard, (2012), les petits producteurs paysans ont été amenés à s'organiser de façon fonctionnelle aux intérêts, aux besoins et aux exigences des entreprises agroindustrielles sous l'influence d'acteurs externes.

Entre le début de la première expérience d'agriculture contractuelle et l'établissement de ces programmes en tant que politique nationale de développement agricole en 2010, il y a aujourd'hui presque 15 ans. Actuellement cette articulation se réalise exclusivement avec l'entreprise agro-industrielle « El Ordeño », laquelle détient le monopole pour la transformation des produits laitiers dans le cadre du développement des programmes de provision d'aliments pour les petits déjeuners scolaires à l'échelle nationale. Ces actions menées par des acteurs extra-territoriaux ne sont pas restées sans risques économiques et sociaux ni sans conséquences pour les territoires paysans, lesquels ont subi de profondes modifications. Comment peut-on aborder ces modifications, à partir de quelle approche d'analyse théorique ?

³⁹ Au-delà des grands groupes agro-industriels il existe aussi des moyennes entreprises situées dans plusieurs provinces de la Sierra Equatorienne.

1.2. L'approche territoriale : une « valeur ajoutée » de la recherche en milieu rural Andin.

« *Le territoire rural* » ...ne constitue pas uniquement un « *territoire agricole* » (Pecqueur et Campagne, 2014 : 40)

1.2.1. Le territoire, un concept utile pour rendre compte des transformations liées aux programmes d'agriculture contractuelle et des dynamiques des agricultures familiales dans les Andes Equatoriennes.

Des nombreuses études effectuées sur la problématique paysanne dans les Andes équatoriennes, ont tenté de repérer des systèmes productifs et organisationnels homogènes. Aujourd'hui on retrouve d'un côté les analyses qui se concentrent sur les agricultures familiales en s'appuyant sur une vision idyllique du monde andin, (Houtart, 2011 ; Acosta, 2007) et de l'autre, des chercheurs (Gasselin, 2000, Vaillant, 2013) qui envisagent les communautés paysannes andines comme des groupes homogènes en se limitant trop souvent qu'à l'étude des systèmes agraires⁴⁰ (Martinez Valle, Martinez Godoy, 2016).

De notre point de vue, l'intérêt de cette étude réside dans le fait qu'on ne peut pas élaborer une argumentation scientifique et rigoureuse en fonction d'une idée d'homogénéisation des agricultures paysannes andines. Certes plusieurs points communs au niveau de l'histoire, des processus de colonisation ainsi que des similitudes du point de vue « biophysique » analysées (Aubron, 2013), peuvent donner l'impression que les Andes équatoriennes, boliviennes et péruviennes, sont un espace homogène; cependant en fonction de l'analyse des trajectoires historiques de développement ou des voies de développement du capitalisme dans chaque territoire, on peut être capables de distinguer d'une manière précise, dans un même processus de globalisation et avec des acteurs pouvant être considérés similaires (paysanneries et agro-industries par exemple), des rôles différents et une mobilisation des ressources selon différentes manières, ce qui met en évidence une mise en marche de processus et des dynamiques territoriales diverses dans l'espace andin. Pour Shanin (1979), il existe une diversité « illimitée » des acteurs paysans dans les diverses régions, pays et continents, ce qui rend « trompeuse » toute idée de généralisation.

⁴⁰ On retiendra la définition proposée par Mazoyer et Roudart (1997, cité par Cochet, 2011) : « *L'expression théorique d'un type d'agriculture historiquement constitué et géographiquement localisé, composé d'un écosystème cultivé caractéristique et d'un système social productif défini, celui-ci permettant d'exploiter durablement la fertilité de l'écosystème cultivé correspondant* »

Effectivement quand on compare plusieurs recherches effectuées entre 2005 et 2015 dans quatre provinces différentes des Andes équatoriennes (que sont Azuay, Cotopaxi, Tungurahua et Pichincha) (Martinez Valle, y North 2009 ; Martinez Valle, 2014; 2015 ; Chiriboga, 2008 ; Rebaï 2012, 2014), on note qu'avec une analyse du « territoire », on retrouve plusieurs spécificités au niveau: des trajectoires historiques de développement, des stratégies mises en marche par les agriculteurs familiaux, des modalités d'insertion aux marchés, des différentes actions effectuées par les entreprises capitalistes et des diverses transformations subies par ces quatre territoires pendant la même période⁴¹.

Certes, on aurait pu aussi utiliser le concept de « système agraire » pour analyser la problématique de l'agriculture contractuelle dans les Andes équatoriennes. Ce concept effectivement arrive à dépasser « la sphère de la production première » (Cochet, 2011 : 45) et accord aussi une place important dans l'analyse aux évolutions historiques ainsi qu'à l'évolution des rapports sociaux présents dans l'espace. Toutefois, il constitue, pour nous, encore un concept limitant car l'analyse des dynamiques rurales passe nécessairement par la prise en compte d'autres facteurs qui dépassent la seule question agricole, comme les mobilités des agriculteurs, la pluriactivité, les relations avec les institutions publiques et privées, la croissance urbaine qui implique une adaptation continue des agriculteurs aux caractéristiques du marché (Rebaï, 2012), et, bien entendu les modèles culturels et modes d'organisations socio-économiques standards issues d'un processus croissant de mondialisation (Gana et Richard, 2014: 11), lesquels terminent par attribuer aux agriculteurs « une condition uniquement fonctionnelle » aux intérêts du capitalisme (Carricart P, 2012 : 44).

⁴¹ Dans ce sens, par exemple, on peut prendre distance par rapport à l'affirmation du MAGAP (2014), qui défend l'idée de l'existence d'une « agriculture familiale paysanne ». Effectivement l'Equateur fait preuve de l'existence de divers types d'agricultures familiales caractérisés à travers : la disponibilité de ressources dont ils disposent, leurs niveaux d'organisation social et surtout par rapport aux stratégies face aux acteurs économiques privés (dans ce cas on fait référence aux acteurs extraterritoriaux : agrobusiness et agro-industries locales). A partir de l'élaboration d'une typologie qualitative (Martinez Godoy et Martinez Valle, 2016) on peut identifier au moins 5 types d'agricultures familiales en Equateur, allant d'une Agriculture familiale Marchande jusqu'une Agriculture familiale demi-prolétarisée. Cette étude nous donne la possibilité dans un milieu rural très hétérogène comme celui de l'Equateur, de prendre en compte une définition capable d'intégrer cette diversité de situations tout en dépassant les discours politiques « militants » visant à créer une certaine « visibilité » des acteurs paysans qui polarisent et généralisent la problématique agricole. Ces discours distinguent d'une manière très réduite, d'un côté les agricultures familiales et d'autre côté les agricultures d'entreprise, sans concevoir l'existence d'un « gradient de situations » entre ces « deux pôles principaux d'organisation de l'agriculture ». (Bosc *et al*, 2014 : 49)

C'est dans ce sens que Dollfus (1991) propose d'introduire la notion de « territoire » en insistant sur le fait qu'il s'agit non seulement d'un milieu physique naturel mais aussi d'un « espace produit », possédant une identité spécifique. De son côté, Santos (1994), parle du « retour du territoire » en précisant qu'il s'agit d'un synonyme « d'espace humain » et « d'espace habité », alors que Di Méo (1998) quant à lui introduit les notions « d'espace social » et « d'espace vécu » qui doivent être envisagées avant même d'étudier les rapports entre l'agriculteur, son milieu et les caractéristiques des exploitations car il y a des rapports existentiels entre les habitants et leur milieu, des représentations créées par ses habitants et finalement des rapports sociaux construits « propres à chaque groupe localisé ». Mais, qu'entendons-nous exactement par « territoire » ? Comment peut-on le définir à partir d'une articulation de diverses disciplines en sciences sociales comme la géographie, l'économie et la sociologie ? Comment le « territoire » en tant que concept d'analyse va nous permettre de mettre en évidence les transformations subies par les paysanneries locales situées au pied du volcan Cayambe et d'analyser les réponses des agricultures familiales face à ces transformations ?

1.2.2. La compréhension du « Territoire » comme produit social

Avant même de parler du « territoire », il faut prendre en compte qu'entre le 17^e et le 19^e siècle, le « terroir » constituait une notion prédominante en constante évolution, laquelle est toujours d'actualité pour faire référence aux produits agroalimentaire de qualité et leur labellisation (Campagne et Pecqueur, 2014 :43). Cependant, le « terroir » fait aussi appel à des interactions humaines et à des pratiques culturelles nécessaires pour valoriser les produits, et retrouve par là sa frontière avec le « territoire ». En effet, ce dernier confère au cadre relationnel une place centrale et, dans ce sens, le terroir n'est qu'« un amont du territoire qui n'est pas aussi construit que ce dernier » et à la différence du territoire il « peut être sans projet » alors que c'est « un projet de développement qui caractérise un territoire ». (*Ibid*, 2014 :45)

La notion de territoire a été définie scientifiquement pour la première fois en 1920 par l'éthologie, laquelle s'intéressait surtout à « l'étude biologique du comportement » animal, et déterminait par-là une construction de « sociétés territorialisées », soit une « appropriation biologique » de l'espace où il y avait même l'existence d'une « hiérarchie sociale » au sein de certains groupes d'animaux. (Bonnemaison, 1981 ; Kourtesi-Philippakis, 2011). Ce n'est qu'à partir des années 1980 et surtout dans les années 1990,

que le concept de « territoire » a été très répandu dans plusieurs disciplines des sciences sociales, alors que dans le domaine des politiques publiques il était apparu bien avant, pendant les années 1960 et 1970 en tant que « structure politico administrative [...] et terrain d'application de l'autorité publique », dans un territoire « institutionnel » (Occupation et Aménagement du territoire).

Le fait d'intégrer le concept de « territoire » dans les analyses des sciences sociales, et de tenter d'élaborer une définition était le moyen pour introduire les logiques d'acteurs dans l'analyse de l'espace. (Ozouf-Marignier, 2009 :31-34). Il existe aujourd'hui toute une diversité de formes pour comprendre le « territoire ». Par exemple, en anthropologie c'est la dimension identitaire des ethnies et des groupes culturels qui est mise en avant. En économie le territoire va nous renvoyer à la notion de « ressource », (*Ibid*, 2009 :33) ; (Pecqueur, 2000), et va être la base par exemple, pour la mise en marche des initiatives d'entreprenariat locale et pouvoir ainsi créer des « laboratoires de démocratie économique », c'est à dire des espaces construits qui se concrétisent à travers des attitudes coopératives considérées comme des mécanismes de régulation territoriale face au contexte économique global et à ses effets négatifs, (Ghezali et Sibille, 2010).

Dans la sociologie, la variable spatiale n'a pas été traditionnellement prise en compte comme objet d'étude pour traiter les changements sociaux et ses conséquences au niveau des modifications spatiales. En effet selon Entrena Duran (2010), autant que pour Marx ou Weber, l'espace reste uniquement analysé en tant que « support naturel–physique » des relations sociales. Mais de son côté Durkheim (2013, originale 1930) a aussi étudié l'espace à partir de l'introduction de la « morphologie sociale »⁴² c'est-à-dire là où l'espace constitue uniquement le lieu physique et le « scénario » où se déroulent des dynamiques d'acteurs et des relations sociales, lesquelles sont pourtant primordiales dans « la structuration de sociétés territorialisées » (Entrena Duran, 2010 : 27). Ce ne sera qu'à partir d'une réactualisation de la notion *d'intégration sociale*, parue aussi dans l'œuvre majeure de Durkheim : *De la division du travail sociale* (Dukheim, 2013 ; originale 1930), que les différents rôles et dimensions spatiales seront pris en compte par d'autres sociologues (Robert Castel, 1995, Robin N, 1994 et Schnapper, 1992 cités par Rhein, 2002) dans les courants de la sociologie de la migration et la sociologie de la ville, pour l'analyse plutôt d'une intégration ou d'une exclusion « socio-spatiale » (Rhein, 2002). D'un autre point de

⁴² Branche de la sociologie, très proche à la Géographie Humaine. (Rhein, 1984, cité par Rhein 2002).

vue, c'est aussi à partir du constat d'un « essoufflement de la notion de classe sociale » et d'une dévalorisation du concept « d'appartenance professionnelle », que celui de « l'appartenance territoriale » et de l'espace sociale sont pris en compte et deviennent des éléments innovateurs pour l'analyse de l'évolution de la « société contemporaine » (Ozouf-Marignier, 2009 :31-34).

Mais selon Vanier (2009), c'est surtout dans la géographie sociale que « le sujet, l'acteur, ses pratiques et représentations » sont réintroduites dans la notion de « territoire » laquelle occupe une place privilégiée dans la discipline. De plus il y a eu un effort pour définir et préciser les différentes dimensions du concept en fixant comme point de départ pour sa compréhension, non pas la « réalité matérielle donnée », mais les moyens et les mécanismes que « le groupe humain mobilise pour transformer cette réalité » (Raffestin, 1986). Selon Dollfus, (1991 : 136) : « *Pour y vivre, exploiter, produire, imaginer, croire, il faut modifier ou transformer l'espace* »

Pecqueur (2014), propose donc, de faire une différence entre le « territoire donné », lequel suggère une préexistence à l'action humaine et représente souvent l'espace physique et un découpage politico-administratif, et le « territoire construit », lequel fait référence plutôt à une « portion d'espace habitée et construite par les acteurs » (*Ibid*, 2014 : 47). Effectivement, avant de constituer un espace géographique avec des limites physiques, il constitue un espace composé par des acteurs avec des « interactions régulières mais discontinues » ... qui « *ne peut pas être compris comme le résultat d'un processus linéaire [...] où la somme des causes produit une somme d'effets* » (Courlet, 2008 :34). En effet, il s'agit bien d'une production sociale permanente qui relève d'un caractère dynamique où les acteurs locaux participent de manière constante et ont les capacités de la transformer et ainsi créer une apparence ou une « physionomie particulière de chaque territoire » (Hervé 2008 : 325). Ce territoire à caractère changeant ne peut se révéler « qu'à partir de la réalisation » d'un projet de développement, ou l'on voit bien « l'intentionnalité des acteurs » en mouvement constant pour la mise en marche du processus de « construction territoriale » (*Ibid*, 2014).

Mais, toujours pour atteindre ce processus de construction social de l'espace, il faut d'abord prendre en compte le fait qu'il y a bien un contexte historique⁴³, indispensable selon Velut (2007 : 29), pour comprendre comment « les configurations spatiales interagissent avec les organisations sociales ». Cela démontre donc une mobilisation des acteurs qui, au cours du temps, ont été capables de surmonter des contradictions, des luttes et des conflits grâce à des stratégies endogènes ayant comme finalité le contrôle des différentes dynamiques (politiques, économiques, productives et sociales) au sein du territoire. Par-là, on voit que la notion de « territoire » peut être aussi complétée avec l'introduction du concept de « Champ » de Bourdieu (2013), lequel devient pertinent car il va nous permettre d'analyser une diversité de situations dans lesquelles le territoire devient aussi un « espace de tensions » (Kouvouama, 2013), où les acteurs s'affrontent dans un « champ socio-économique »⁴⁴ complexe, lui aussi en constante évolution, et dans lequel les acteurs dominants (qualifiés ainsi en fonction de leur disponibilité en capitaux) ont renforcé leurs positions à l'heure de la globalisation (Bourdieu, 2013).

C'est justement dans ces situations de conflits de positions entre acteurs, que « des images et des représentations valorisées de l'espace » se produisent. Les acteurs acquièrent par-là « un savoir sur l'espace et tentent de se construire comme acteurs légitimes de leur territoire » (Melé P, 2009 :53). Dans ce sens la construction territoriale c'est aussi « la détention du pouvoir de transformer et d'adapter l'espace [...] de se l'approprier juridiquement de manière pacifique ou violente » (Kouvouama, 2013 :122). C'est ce que l'on verra pour le cas de la paroisse d'Olmedo avec le processus de réforme agraire dans la première partie de la thèse.

Sous cette approche, l'organisation sociale paysanne⁴⁵ devient la principale ressource (en « capital social »⁴⁶) des communautés indigènes des Andes nord-équatoriennes ainsi qu'un

⁴³ Ou bien une « historicité » selon Pecqueur (2014)

⁴⁴ Notion introduite par Bourdieu (2013) qui sera notamment définie et développée dans la dernière partie.

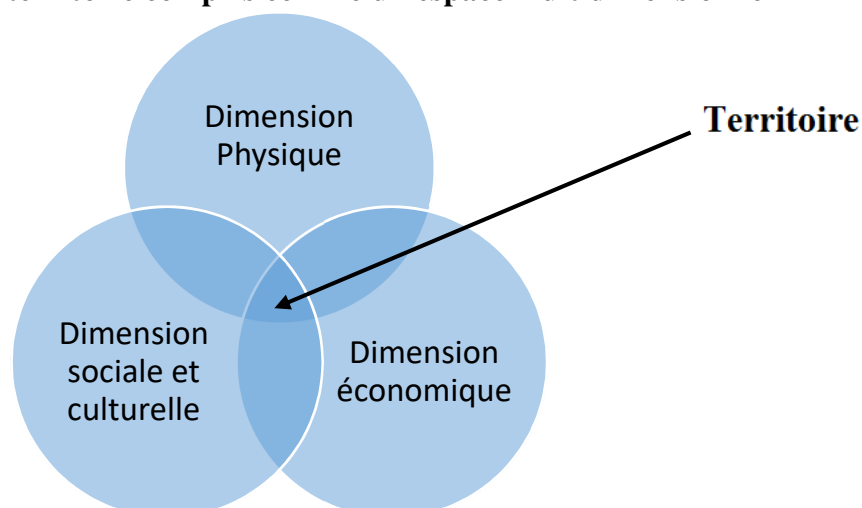
⁴⁵ Il existe un intérêt réel dans l'analyse du rôle de l'organisation sociale paysanne dans un contexte de changements de type structurel dans le milieu rural Equatorien. Dans le territoire analysé dans cette étude, face aux stratégies entrepreneuriales mises en marche par l'agro-industrie il existe en ce moment différents niveaux de réponses des agricultures familiales qui seraient dépendants des niveaux d'organisation dont disposent les communautés indiennes.

⁴⁶ On utilisera pour notre étude la définition proposée par Bourdieu (1980) : Il s'agit de « l'ensemble de ressources [...] liées à la possession durable de relations [...] d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ». Cette forme de capital n'est pas indépendante des autres formes de capital (économique, culturel) et peut exercer « un effet multiplicateur » sur les formes de capitaux disponibles.

des éléments indispensables pour l'analyse de la construction et de la mise en marche des différentes stratégies provenant des agriculteurs familiaux. En effet son rôle est primordial autant dans la phase de structuration que dans celle de ré-structuration du « champ socio-économique », ainsi que dans la construction ou la reconstruction de leur territoire face à une insertion croissante de l'entreprise capitaliste en milieu rural.

Notre recherche s'intéressera à l'étude des différentes trajectoires vécues par les acteurs dans ces zones rurales (*facette existentielle*, Le Berre, 1995), à l'identification puis à l'analyse des différentes transformations et modifications survenues au sein des espaces ruraux (*facette physique*, *Ibid*, 1995) et des sociétés rurales qui y habitent (*facette organisationnelle*, *Ibid*, 1995), et ce non seulement au niveau des espaces physiques et des paysages agricoles, mais aussi au niveau des organisations sociales, des logiques d'actions paysannes, des dynamiques d'acteurs et des stratégies mises en marche par les économies paysannes. Il est indispensable, tout d'abord, de comprendre que le concept de « territoire » a un caractère dynamique et multidimensionnel et constitue le seul à pouvoir articuler, à une échelle méso, la notion d'espace physique avec celle d'espace construit socialement et culturellement (Rebaï, 2011). (Cf, figure No. 1). Dans ce cas-là on a choisi de définir et analyser le « territoire » à partir d'une approche pluridisciplinaire (depuis la géographie, la sociologie et l'économie), lequel va nous permettre d'appliquer une perspective intéressante dans l'analyse du monde rural andin encore soumis aux activités agricoles et où les dimensions identitaires, relationnelles, organisationnelles, économique-productives spécifiques sont fondamentales à la compréhension de la problématique agricole du pays et à la construction de politiques territoriales de développement face à un contexte de globalisation.

Figure No.1 : Le territoire compris comme un espace multidimensionnel



Source : Diagramme réalisé en fonction de Rebaï, 2016

Il s'agit donc pour nous, de la construction d'un espace abstrait « géographiquement délimité », en un espace d'identité approprié et géré par un groupe social qui possède un sentiment d'appartenance et qui est aussi conscient de cette appropriation. (Brunet, Ferras et Théry, 2009, cité dans Baudelle, Guy et Merenne-Schoumaker 2011 : 16). Il va donc devenir avant tout « un lieu de relations » (ces relations pouvant être hiérarchiques, de domination, de solidarité et de complémentarité, Laganier et al, 2002, cité par Rebaï, 2008) constantes « non linéaires, et ne pouvant pas être expliquées par un facteur unique » (Courlet, 2008 :34). Dans ce sens cet espace s'insère dans un « environnement changeant », où les acteurs sont ancrés, et visent à « identifier puis tenter de résoudre un problème productif ou social partagé par ces acteurs ». Le « territoire », devient ainsi un lieu en construction constante de stratégies d'acteurs et de production de solutions endogènes « inédites », basées sur une valorisation de ressources particuliers ou « spécifiques ». C'est ce qu'on appelle les « ressources territoriales ».⁴⁷ (Pecqueur, 2000, 2004, 2014).

⁴⁷A différence des ressources naturelles ou génériques, les ressources territoriales résultent « d'une histoire longue d'une accumulation de mémoire, d'un apprentissage collectif cognitif », donc de « savoirs-faire accumulés », Ils sont construits de la combinaison de « ressources naturelles limitées et des ressources immatérielles illimitées » (Campagne et Pecqueur, 2014 : 153). Il s'agit donc selon Baudelle, Guy et Merenne-Schoumaker (2011) des « potentialités d'un milieu que les acteurs peuvent activer pour en faire des richesses » Les ressources territoriales sont le résultat « d'un processus fondé sur des coopérations des complémentarités et des spécialisations » (2011 : 19-20) Selon Campagne et Pecqueur (2014), ces ressources sont produites au territoire à travers d'un processus qui résulte de « règles, de coutumes et d'une culture élaborées dans un espace de proximité géographique et relationnelle, à partir d'une forme d'échange qui peut aussi être distincte de l'échange marchand : la réciprocité » (2014 :132).

Par-là, on défend l'idée selon laquelle les acteurs locaux voulant développer différentes stratégies ne sont pas totalement indépendants, du fait qu'ils articulent leurs actions de façon collective en constante relation avec deux autres types d'acteurs que sont les pouvoirs publics et les acteurs privés. Ces derniers n'ont pas les mêmes « liens d'appartenance et de similitude » (Rallet et Torre, 2004) ni les mêmes représentations de l'espace physique, et sont également influencés de façons différentes par des processus externes comme par exemple les « tendances uniformisatrices de la mondialisation » (Carricart P, 2012).

Les différentes disponibilités en capitaux (social, économique, politique et culturel) de ces acteurs vont être déterminantes au moment d'imposer leur vision ou un modèle de développement les conduisant, soit vers un processus d'appropriation territoriale endogène caractérisé par le contrôle des processus socio-productifs du territoire par le bas (c'est-à-dire depuis les acteurs locaux), soit vers une perte du contrôle des dynamiques territoriales, entièrement influencées par des dynamiques externes aux logiques territoriales de base. On revient par-là au sens dynamique du mot « territoire », celui où l'on distingue trois types de processus. Un par lequel un espace peut se construire et donc devenir un « territoire » (*la territorialisation*), un où l'espace se déconstruit et reste uniquement subordonné à des intérêts externes (*la déterritorialisation*), et enfin un dernier où l'espace se reconstruit à partir de la mise en marche de stratégies d'actions collectives (*la reterritorialisation*). Tous ces processus possèdent des manifestations différentes à l'échelle méso. Dans notre recherche on va notamment aborder de façon approfondie les deux premiers processus même si le troisième pourra faire l'objet de précisions ponctuelles dans la troisième partie de la thèse. Mais alors, de quoi parlons-nous ?

1.2.3. Les processus de Territorialisation et Déterritorialisation

Depuis les années 1990, en Amérique Latine, le contexte croissant de mondialisation prend la forme d'une ouverture internationale des marchés (ouverture commerciale aux capitaux étrangers), d'une financiarisation de l'économie, d'un désengagement des acteurs publics « des activités productives directes » (Campagne et Pecqueur, 2014 : 79), d'un changement des modes de régulation en économie, d'une priorisation d'un mode de gouvernance et d'organisation descendante (de l'Etat aux espaces locaux ou « *top down* »), et de réorientations productives en fonction des marchés rémunérateurs externes et internes. Il y a par-là effectivement une extension de la sphère marchande vers des espaces avant dominés par d'autres logiques d'organisation non marchandes, etc. Selon Velut (2007),

c'est l'époque où « *le marché privé et les acteurs privés capitalistes ont étendu leur emprise à des espaces où leur marque était encore faible* » (2007 :7). Cela provoque l'apparition de phases cycliques accélérées de « structuration, déstructuration et restructuration économique », ce qui par la suite induit une « *profonde remise en cause des équilibres sociaux et territoriaux* » et génère une modification des rapports entre groupes sociaux et l'espace. « *Non seulement la vie matérielle est affectée mais tout le système de valeurs* » (Ibid, 2007 : 7 - 15).

« *Il arrive qu'un territoire disparaisse dans certains contextes politico-culturels, parce que la culture et l'ethnie meurent, comme c'est le cas aujourd'hui de nombreuses cultures régionales paysannes [...]* »
Bonnemaison (1981 : 255)

Cette affirmation de Bonnemaison (1981), va nous permettre de comprendre qu'en effet cette perte de la dimension identitaire d'un territoire signifie aussi une perte d'autonomie. Justement par-là, Raffestin (1987), a essayé d'analyser, la territorialisation, la déterritorialisation et la reterritorialisation comme des étapes ou des processus qui impliquent, l'acquisition, la perte et la rencontre ou la récupération d'espaces d'autonomie et / ou d'identité (Cité par Carricart P, 2012 :37).

Qu'entendons-nous par territorialisation ?

D'après le dictionnaire de la langue française, « Territorialisation » est un nom féminin, singulier, dérivé du verbe d'action « Territorialiser », correspondant au fait d'organiser ou traiter au niveau des territoires. Il désigne aussi la constitution d'un « espace en territoire, par une espèce animale ou groupe humain, ou secte »⁴⁸. Ce terme a généralement été associé au domaine des politiques publiques et, selon Faure (2004)⁴⁹, il est aussi lié à la « capacité politique des espaces locaux ». Cela suppose le fait que le territoire est devenu un axe central au sein des collectivités locales et du gouvernement central, qui sont à leur tour devenus « sensibles aux spécificités des milieux et permettent la participation des acteurs territoriaux, à la formulation ou implantation des politiques publiques » (Chiasson, 2012 : 2). Les analyses utilisant le terme « territorialisation » selon cette optique, font bien la différence entre « politiques publiques territorialisées » (celles qui proviennent des

⁴⁸ Territorialisation selon : <http://www.le-dictionnaire.com/definition.php?mot=territorialisation>

⁴⁹ Cité par Chiasson 2012, « Territorialisation », dans L. Côté et J.-F. Savard (dir.), *Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*,

instances centrales) et les politiques publiques territoriales, en référence à celles qui émanent des acteurs territoriaux eux-mêmes (Faure et Douillet, 2005, cité par Chiasson, 2012 : 3).

D'autre part, et en suivant le même domaine des politiques publiques, Brenner (2009) a aussi utilisé le terme de « territorialisation » dans un contexte de diminution des formes territoriales de régulation, en relation avec la montée du « capitalisme globale », et au profit de l'expansion des échanges globaux. Face à ce phénomène, il propose l'idée d'une « construction de nouveaux espaces de régulation » selon une logique de (ré) territorialisation. (Brenner, 2009 :43, cité par Chiasson, 2012 : 3).

Cependant, notre étude va considérer la « Territorialisation » au sens Géo-sociologique du terme. Lorsqu'on analyse les territoires locaux comme des espaces construits socialement ou un « construits d'acteurs » (Pecqueur, 2000), on accepte automatiquement le postulat de Simmel (1924), où le travail de Territorialisation, suppose donc, une appropriation de l'espace naturel-physique par les acteurs sociaux en provoquant une transformation du « Chaotique – naturel » en un endroit ou ensemble d'endroits identifiés. Ces endroits constituent le produit de nos actions et de nos relations sociales individuelles et collectives, et intègrent aussi un ensemble organisé de pratiques sociales de nature socio-économiques, politiques-institutionnelles et symboliques-culturelles. C'est seulement à travers ces pratiques que l'espace naturel-physique pourrait devenir « Territoire », soit un scénario social dans lequel se produit et se reproduit la société (Entrena Duran, 2010).

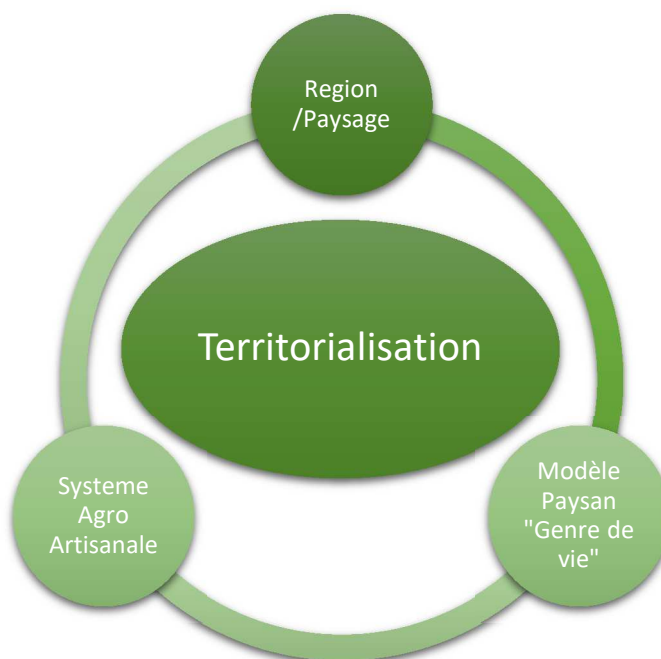
Dans un processus de territorialisation, les acteurs locaux possèderaient une condition configuratrice de l'espace puisque chacun contribuerait depuis sa position sociale à la construction du territoire (Entrena Duran, 2010 : 29- 31). De son côté, Maillat (2002, cité par Cary et Joyal, 2011 : 8) défend l'idée selon laquelle la « territorialisation » doit être considérée aussi comme « un processus qui assure l'émergence d'une capacité endogène de développement » dans un contexte de globalisation.

Pour aller plus loin dans la réflexion, mais aussi pour être plus spécifiques et en accord avec le contexte rural, il est intéressant de prendre en compte le processus de « Territorialisation » tel qu'il est abordé par Laurent Rieutort (2009) qui l'analyse dans le contexte des dynamiques rurales françaises. Il s'agit effectivement d'un processus qui génère un sentiment identitaire et qui est capable de créer de la sociabilité et de la solidarité

entre les différents acteurs. Dans ce processus, à l’opposé de la « Déterritorialisation », il y a un élément indispensable, qui va se produire à partir des interactions entre acteurs : « la confiance ». Elle est considérée par certains auteurs comme étant favorable au développement de relations de coopération et comme étant « l’ingrédient essentiel de l’action collective » (Pecqueur et Zimmerman, 2004 : 66 - 124). En effet, Rieutort (2009) introduit par-là l’idée « d’une structuration organisée d’une petite région, de ses acteurs et de ses projets [...] » elle-même construite sur la base de représentations communes, de référents identitaires et de scénarios de confiance favorables à l’émergence de relations de coopération (Pecqueur et Zimmerman, 2004).

Dans cette analyse, et en opposition avec la « Déterritorialisation », on peut voir dans le schéma suivant (cf figure 2) que ce processus peut être décrit comme une composition harmonieuse et une interrelation de trois ensembles d’éléments naturels physiques, sociaux – culturels et économique - productifs. Il s’agit de la relation et des interrelations entre région /paysage, système productif agro artisanal et « mode de vie paysan », lequel peut être associé au concept de « société paysanne » défini par Pinton (2009) comme une société « *autonome par rapport à une société englobante, dominée, elle, par la ville* » et valorisant « *leur travail dans le cadre d’exploitations familiales [...] selon une logique de reproduction qui s’oppose à la rationalité économique moderne* » (2009 :201).

Figure No 2 : Schéma de la territorialisation selon Rieutort (2009)



Source : Adaptation en fonction de Rieutort (2009)

Qu'entendons-nous par déterritorialisation ?

Un « *terroir déraciné* » (Hervieu, 1993), n'est pas un territoire déterritorialisé.

Certains auteurs ont déjà analysé les transformations et même les « mutations violentes » des espaces ruraux comme des conséquences de la mise en marche d'un « modèle productiviste dominant » dans un contexte de mondialisation. Mais avant cela, d'après Haesbaert (2012), Marx et Engels (1998) introduisaient déjà un concept proche, celui de la « dépossession territoriale des paysans ». Actuellement, certains auteurs contemporains nous parlent de « territoires perdants » pour désigner ceux qui sont exclus des dynamiques rentables issues des processus économiques globaux, et qui connaissent des situations de différenciation et d'exclusion sociale (Hervé, 2008). D'autres comme Giddens (1999) font allusion à un processus de « désancrage ou désincrustation » (ou en anglais « *disembedding* ») des systèmes sociaux des territoires (cité par Entrena-Duran, 2010 :35), ou à des « espaces en déprise » ou des « territoires déstructurés » pour faire référence aux territoires ruraux ayant subis une diminution considérable de leur population active agricole (Pecqueur et Campagne, 2014 :40 ; Denieul P-Noel, 2008 : 124). La notion de « déracinement » a aussi été présentée pour décrire les zones ayant diminué leur production agricole diversifiée en devenant des « localisations précaires » (Hervieu, 1993 ; Bourdieu, 1964). On se demande alors, s'il existe réellement un moyen d'intégrer et en quelques sortes de synthétiser autour d'un même concept, toutes les transformations (physiques, productives, économiques et sociales et culturelles) survenues dans les espaces ruraux depuis l'émergence du contexte de globalisation.

Au sein des études rurales, la « déterritorialisation » est un concept qui a été très peu utilisé et étudié en profondeur. En Equateur par exemple, quelques études ponctuelles (mémoires de Master et études d'ONG) ont tenté de préciser ce concept mais ce fut d'une manière superficielle et sans trop avoir compris son sens, son origine, ses relations à d'autres facteurs, ses causes, ni les différentes manifestations qu'implique ce processus au sein des territoires paysans⁵⁰. De plus, dans ce pays andin, aucune étude ne s'est encore consacrée à démontrer, à partir d'une démarche scientifique, la relation existante entre l'action croissante d'acteurs externes sur un territoire et un éventuel processus de déterritorialisation des agricultures familiales.

⁵⁰ Il s'agit par exemple de certains mémoires de Master, de quelques études du SIPAE publiées par AVSF (Yumbla et al, 2013), et de l'ONG locale « Accion Ecologica ».

Pour le développement de notre étude, nous sommes conscients qu'il existe différentes manières d'interpréter et de concevoir la notion de « Déterritorialisation » au sein des sciences sociales. Par exemple il est intéressant d'indiquer que même si ce concept est très peu étudié, il fait actuellement l'objet de plusieurs débats dans plusieurs disciplines, telles que l'art contemporain, la littérature, l'histoire, l'ethnologie, l'anthropologie, l'économie, la sociologie etc. Dans ce sens, il existe même pour certains chercheurs un intérêt de savoir si la Déterritorialisation constitue un « mythe » (Haesbaert, 2012) ou plutôt un “*Effet de mode ou un concept pertinent ?*” (Albert et Kouvouama, 2013).

La plupart des auteurs se sont inspirés et ont conduit leurs analyses à partir de la notion introduite par Gilles Deleuze et Felix Guattari (1972 ; 1980) dans leurs œuvres intitulées *L'anti Œdipe. Capitalisme et schizophrénie 1* et les *Milles Plateaux. Capitalisme et schizophrénie 2*, où la déterritorialisation dans une perspective critique de « l'approche freudienne du désir » est associée au processus de développement d'un « corps sans organes ». Dans ce même écrit, les auteurs font allusion à deux stades de ce phénomène. Le premier correspond à celui d'une « déterritorialisation relative » où l'option d'une reterritorialisation serait possible. Le deuxième est celui d'une « déterritorialisation absolue », comparé avec l'expression d'un « trou noir ou une catastrophe » (cité par Albert et Kouvouama, 2013 :122-123).

Mais la notion de « déterritorialisation », telle qu'elle est actuellement utilisée dans la géographie sociale, la sociologie et l'économie contemporaine, va prendre du poids et de la pertinence surtout à un moment de l'histoire où l'idée d'un « espace mondial intégré » et d'une uniformisation des modèles économiques et culturels s'impose en rejetant les dimensions identitaires locales, ainsi qu'en menaçant la perte d'autonomie des acteurs locaux à développer leurs logiques d'action propres dans la construction de leur vision de « territorialité ». Vu sous cette perspective, certains auteurs analysent et comprennent la déterritorialisation comme une notion pouvant faire référence par exemple, à « l'effacement de l'Etat territorial traversé par des flux transnationaux ». (B, Badie, 1995)⁵¹, mais aussi à un processus « d'affaiblissement des identités territoriales » dans ce contexte de globalisation. (Santos, 1992)⁵². Selon Hervé Théry (2008), la déterritorialisation serait

⁵¹ Cite dans : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/deterritorialisation>

⁵² Santos, Milton (1992), « Les nouveaux mondes de la géographie » in *Encyclopédie de Géographie, Economica.*, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/deterritorialisation>

induite par une « compétition généralisée entre les territoires du monde » où l'on retrouve de plus en plus « des stratégies planétaires des firmes ». Mais encore, elle serait le résultat de la domination d'entreprises capitalistes sur « des acteurs locaux et régionaux » à faibles capacités pour « orienter le devenir de leur territoires » (Carlos de Mattos, 1998, cité par Velut, 2007 : 52). On serait face à une époque où par exemple selon Latouche (2005), le capitalisme en lui-même constitue le facteur « déterritorialisant ».

De son côté, et en ce qui concerne l'analyse des mondes ruraux et des mondes agricoles, Entrena Duran (1998) propose de comprendre le processus de « déterritorialisation » comme une conséquence directe de la mondialisation, de l'internationalisation des marchés et du développement du modèle agricole productiviste dans lequel les stratégies d'actions collectives et les relations entre individus dépendent de moins en moins de la volonté des acteurs sociaux du territoire et de plus en plus des décisions adoptées en dehors du territoire (Entrena Duran, 1998 : 3).

Certains cherchent à valoriser les avantages comparatifs du territoire, à développer des productions [...] pour lesquelles les habitants ont des qualifications qui leur permettent de les mettre sur le marché au meilleur prix. D'autres se comportent en prédateurs et ne cherchent qu'à exploiter au meilleur compte les ressources du lieu pour les vendre, et ne voient dans ses habitants que la main d'œuvre nécessaire à embaucher au moindre coût (Théry : 2008 : 326).

En effet, il y aurait une influence croissante des décisions politiques et économiques prises en dehors du territoire, lesquelles seraient des logiques d'investissements externes en dissociation avec le contexte historique et social des territoires (Entrena Duran, 2010 : 712). Selon l'auteur, les populations rurales voient diminuer leur possibilité de contrôler non seulement les processus sociaux-économiques, mais également les processus politiques et sociaux-culturels qui déterminent l'organisation et la gestion de leurs territoires. (Entrena Duran, 1998 : 3).

La « déterritorialisation » analysée par Entrena Duran (2010) et Rieutort (2009), possède plusieurs manifestations et plusieurs caractéristiques autant sur le plan agricole-économique que sur le plan socio-organisationnel et culturel. Ils vont tous être abordés dans ce travail de recherche, à l'exception de l'aspect culturel qui sort de nos domaines de

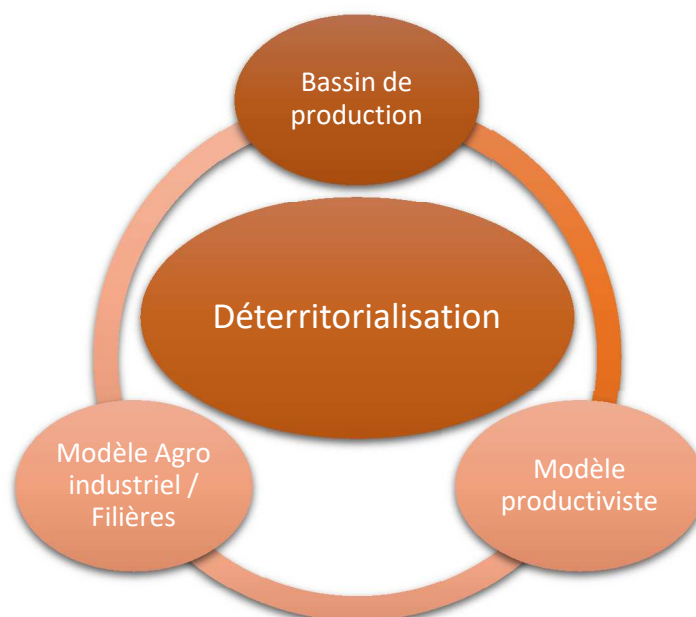
compétences et qui fait plutôt appel à l'analyse à partir des travaux de caractère ethno-anthropologique. Néanmoins, nous envisageons d'aborder cet aspect de manière transversale donc il pourra faire l'objet, d'observations ponctuelles dans certaines parties du document.

Sur le plan agricole la déterritorialisation sous-entend une « rupture entre agriculture et territoire » laquelle est caractérisée par l'éloignement des activités agricoles vis-à-vis des problématiques territoriales (Torre et Fillippi, 2005). Ce processus se manifeste tout d'abord par une modification des logiques productives au détriment d'une agriculture locale diversifiée. Cela provoque aussi une transformation du modèle alimentaire traditionnel ainsi qu'une réelle modification des paysages ruraux et des campagnes paysannes qui deviennent alors des véritables « bassins de production » avec des « combinaisons agricoles en fonction des produits plus rémunérateurs » (Rieutort, 2009 : 37). (Voir figure Numéro 3).

Sur le plan socio-organisationnel, on parle de « déterritorialisation » des relations sociales, ce qui suggère une disparition des références symboliques et culturelles de l'identité collective quotidienne ce qui provoquerait des sentiments d'éloignement avec le contexte local et de rapprochement avec « l'étrange » et le « lointain » (Entrena Duran, 2010 : 712). En effet, les facteurs d'enracinement des acteurs dans les territoires s'affaiblissent (Rieutort, 2009 : 38).

Pour le développement de notre recherche, nous utiliserons la notion de « Déterritorialisation » selon les définitions énoncées principalement par Entrena Duran (1998, 2010) et Rieutort (2009), lesquelles vont nous permettre d'identifier les différentes transformations survenues dans notre zone de recherche et pouvoir les considérer comme des manifestations précises du processus de déterritorialisation. Pour cela ces manifestations seront classifiées en deux catégories utiles à la quantification et proposition ultérieure d'un calcul afin de pouvoir mesurer l'étape d'avancement du processus en question (Voir tableau No.2 ci-dessous).

Figure No 3 : Schéma de la Déterritorialisation selon Rieutort (2009)



Source : Adaptation en fonction de Rieutort (2009)

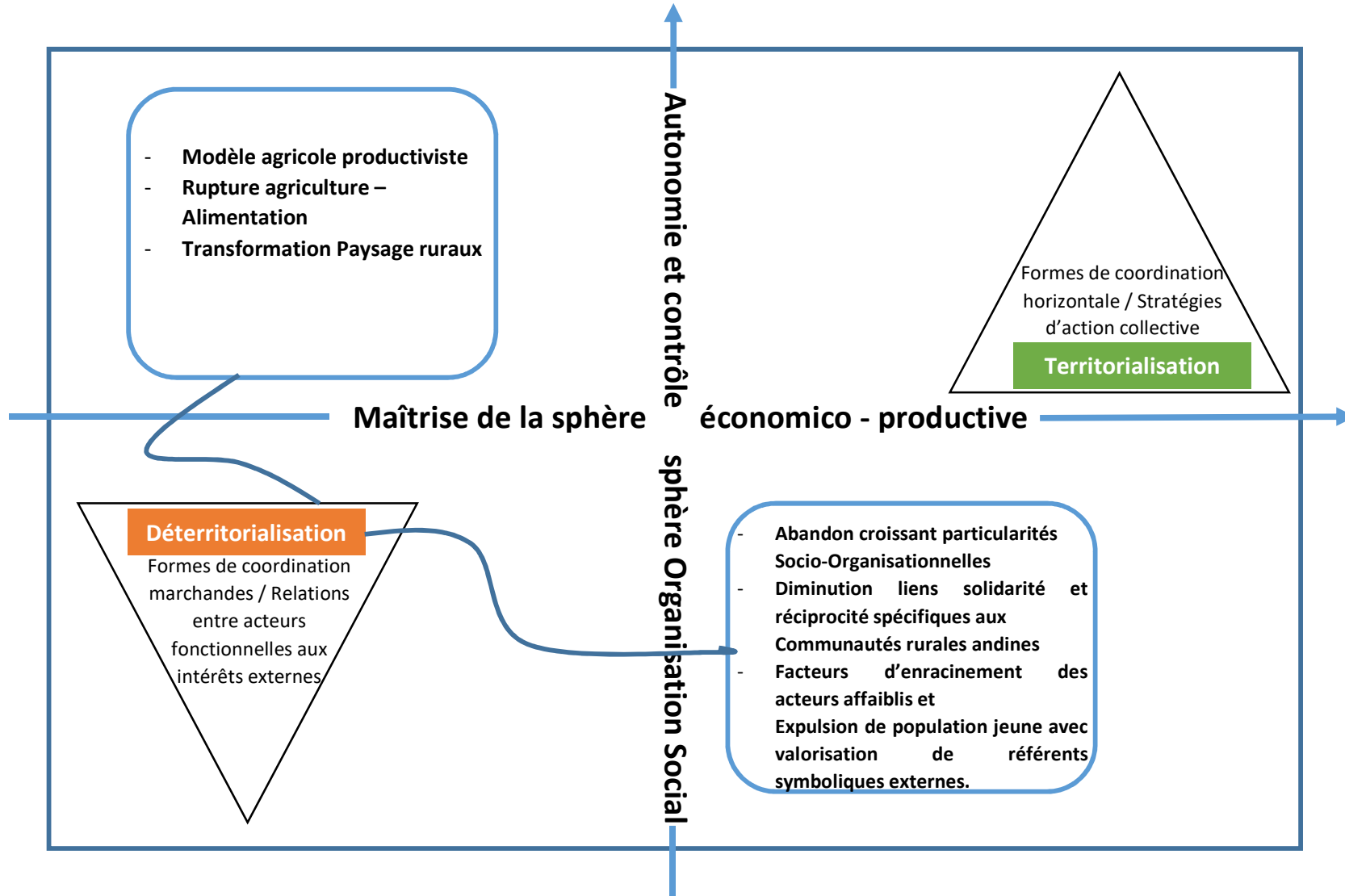
**Tableau No. 2 :
Grille de classification d'éléments caractéristiques de la déterritorialisation**

DETERRITORIALISATION (Processus de)	
Plan Agricole – Economique	Plan Socio Organisationnel
<ul style="list-style-type: none"> • Modification des logiques productives en réponse aux logiques économiques externes 	<ul style="list-style-type: none"> • Abandon croissant des particularités sociaux-organisationnelles et diminution de liens de solidarité et réciprocité basées sur l'agriculture et spécifiques aux communautés rurales traditionnelles andines.
<ul style="list-style-type: none"> • Ce qui mènerait aussi à une rupture entre agriculture et alimentation, (Entrena Duran, 1998 : 4) 	<ul style="list-style-type: none"> • Facteurs d'enracinement des acteurs affaiblis. • Manque d'opportunités pour la population jeune / recherche d'emploi en dehors de son territoire et valorisation d'autres référents symboliques au sein d'une culture globale. (Entrena Duran, 1998 : 9).
<ul style="list-style-type: none"> • Transformation des paysages ruraux (Rieutort, 2009) 	

Source : Elaboration en fonction d'éléments de définition de Rieutort (2009) et Entrena Duran, (2010)

Dans la figure No. 4 ci-dessous on a voulu représenter de façon synthétique les processus de territorialisation et de déterritorialisation, placés par rapport aux différents critères productives comme sociétales.

Figure No. 4 : Schéma Territorialisation et Déterritorialisation



Source : Elaboration personnelle

Chapitre 2 :
De la mainmise de l'*Hacienda* à la Territorialisation paysanne :
les antécédents historiques de l'arrivée de l'agro-industrie

« Chaque actualité rassemble des mouvements d'origine, de rythmes différents : le temps d'aujourd'hui date à la fois d'hier, d'avant-hier, de jadis » (Braudel, 1969 :55)

INTRODUCTION :

L'histoire des Andes équatoriennes nous montre que, malgré des similitudes culturelles et des points communs au niveau de la situation géographique des zones rurales andines (ou zones rurales de la « Sierra équatorienne ») et de leurs trajectoires au cours du temps, il existe des différenciations qui deviennent évidentes uniquement à partir d'une analyse historique inscrite dans une approche territoriale. Celle-ci doit être capable de montrer, des configurations territoriales différentes ainsi que les effets distincts provoqués par les processus de développement du capitalisme en milieu rural. Cela suggère et détermine aussi, au cours du temps, la présence de systèmes d'acteurs et de dynamiques d'actions collectives différentes et spécifiques au territoire.

Il est intéressant de souligner qu'on est ici face à un territoire très riche historiquement et dont une des principales caractéristiques est la répartition des terres qui s'est effectuée avec le processus de réforme agraire mis en marche pendant les années 1960 et 1970. En effet, selon Cochet (2011), faisant allusion au cas des pays qui ont connu des réformes agraires au cours du 20^e siècle, on ne serait pas dans la mesure de comprendre les dynamiques agricoles contemporaines « sans reconstituer les dynamiques agricoles héritées de ces réformes agraires » (Cochet, 2011 : 111). Maurel (2009) souligne aussi l'idée d'analyse du présent en intégrant dans sa démarche cognitive « le passé et ses héritages ». Selon l'auteur, la notion d'héritage est liée à celle de patrimoine et de transmission. Elle serait donc « porteuse de l'idée de continuité et de poids du passé » (Maurel, 2009 : 22).

Pourtant, on ne prétend pas dans ce chapitre réaliser un travail digne d'un « historien ruraliste », mais au moins tenter, grâce à une recherche et une révision exhaustive des études et des travaux déjà réalisés dans la zone, de reconstruire et d'interpréter les dynamiques des acteurs et les modifications qui ont structuré les territoires des vallées situées au pied du volcan Cayambe au cours du XX^e siècle. Cette historicité spécifique à ce territoire va nous permettre de comprendre, par la suite, autant le contexte d'arrivée de l'agro-industrie comme les effets que celle-ci provoque dans le territoire.

Dans cette analyse on part de l'idée développée par Entrena Duran (2010) qui suggère que la construction des territoires ruraux s'est effectuée en plusieurs phases dans lesquelles il y a eu constamment des processus de territorialisation, déterritorialisation et reterritorialisation. En effet comme le souligne l'auteur :

« ... les déterritorialisations et les reterritorialisations sont survenues de façon répétée tout au long de l'histoire de l'humanité, mais ce qui est vrai c'est que son rythme et intensité ont augmenté [...] avec le développement et l'expansion planétaire du capitalisme [...] » (2010 :719).

Dans cette optique, notamment à Cayambe et plus précisément au niveau de la paroisse d'Olmedo, on arrive à identifier plusieurs phases (au moins 3) depuis l'époque coloniale caractérisée par la domination du système d'hacienda (entre le 17^e et 20^e siècle), jusqu'au contexte récent de domination agro-industrielle. On verra que ce territoire peut ainsi être considéré comme historiquement dominé puisqu'il est traversé par trois étapes dont deux où sa population ne joue qu'un rôle de subordination. Cette domination a d'abord été exercée par l'*hacienda* puis ensuite par l'agro-industrie (au 21^e siècle). Cependant, entre ces deux phases, il existe une étape d'appropriation du territoire par les communautés indiennes traditionnelles (au cours du 20^e siècle) qui va être fondamentale pour l'analyse et la compréhension des transformations survenues entre le 20^e et le 21^e siècle au sein du territoire des communautés indigènes de la paroisse d'Olmedo.

Afin de pouvoir comprendre ultérieurement le contexte d'arrivée de l'agro-industrie et ainsi pouvoir mettre en évidence le processus de « **Déterritorialisation** » qui, selon nos hypothèses, s'affronte actuellement l'agriculture familiale présente dans le territoire, on a d'abord cru nécessaire d'approfondir, dans ce chapitre, l'analyse du processus qui a précédé cette déterritorialisation. En effet, il s'agit de concentrer cette partie de l'analyse sur les facteurs et les antécédents qui ont favorisé le développement du processus de « **Territorialisation** » qui s'est produit et développé dans cette zone au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle.

Pour l'intérêt de notre étude, nous verrons dans un premier temps quels sont les antécédents historiques de ce territoire avant l'arrivée de l'agro-industrie pour ensuite comprendre, dans un deuxième temps, en quoi consiste et comment se développe le processus de territorialisation paysanne. Finalement, nous tenterons d'identifier les facteurs qui ont favorisé la spécialisation productive du territoire ainsi que l'arrivée et l'articulation de l'agro-industrie avec les agricultures familiales dans cette zone rurale des Andes.

2.1. La domination territoriale par le système d'hacienda

Effectivement, la zone de Cayambe a été l'objet de plusieurs études ethno-historiques qui permettent, à travers sa relecture, de comprendre le sens des stratégies productives,

culturelles et politiques mises en marche par les acteurs locaux et orientées vers l'appropriation du territoire. Dans ce sens on peut dire qu'il s'agit d'un territoire de « haute densité historique » et qui a été le scénario d'importants processus de dépossession-appropriation de longue durée (Braudel, 1969), lesquels se transforment en facteurs explicatifs d'une dynamique de construction et d'appropriation territoriale. Par ailleurs, les données historiques qui seront mises en évidence par la suite sont utiles pour comprendre le sens de la « trajectoire territoriale ». Il s'agit d'un concept « qu'évoque donc la dynamique, le changement, la mobilité, le parcours du passé vers le présent et au-delà vers le futur » (Maurel, 2009 : 30).

Ce territoire fut le scénario d'importantes luttes et résistances pendant l'invasion des Incas vers le nord du *Tawantinsuyo*⁵³, et ultérieurement d'une forte participation des *cacicazgos*⁵⁴ de Cayambe, Caranqui et Otavalo dans la dispute *cuzqueña* pour le pouvoir à charge d'*Atahualpa*⁵⁵ (Espinoza Soriano 1988). Il est important de signaler que le coût social de l'avancée des Incas vers le nord de la Sierra (ce qui aujourd'hui appartient à l'Equateur), épisode qui a duré 10 ans (Oberem, 1981), a été le dépeuplement progressif du territoire, ainsi que la désarticulation des *cacigazgos* natifs (Moreno Yanez, 1981 ; Ramón Valarezo, 1987). Il faut mettre en avant l'idée que ces deux processus sont articulés et expliquent largement l'insertion des unités familiales indigènes dans une autre logique économique-productive appartenant au modèle d'*Hacienda* imposé plus tard (siècles XVI-XVII) par les colonisateurs espagnols. Selon Ramon Valarezo (1988), le système d'*hacienda* a réussi à s'imposer à partir d'un long processus d'affrontements, qui trouve ses origines en 1540 et se consolide vers la fin du 17e siècle.

En effet, une fois consolidée le système d'*Hacienda*, lequel impliquait le contrôle sur de grandes extensions de terre, il était nécessaire d'avoir une main d'œuvre abondante pour la mise en marche des activités agricoles et d'élevage⁵⁶. Etant donnée l'existence d'une faible technologie à l'époque de cette première phase coloniale (XVIIème siècle), la main

⁵³ Empire Inca connu tel que « l'Empire du milieu » (Madeline, 2008), il s'est étendu sur 8000 kilomètres (Lezy, 2007) depuis l'actuelle Colombie jusqu'à l'actuel Chili.

⁵⁴ Système d'autorité ethnique locale à l'époque des Incas.

⁵⁵ Empereur des Incas

⁵⁶ L'objectif des *haciendas* était d'imposer leur domination à partir d'un système d'entreprise rentable, lequel avait pour base une production diversifiée et complémentaire, un contrôle total sur la masse de la population indienne et une gestion efficace des opérations commerciales extra agricoles. (Ramon Valarezo, 1998: 652).

d'œuvre avait la même importance, voir même plus, que la terre. Ainsi, le dépeuplement territorial survenu auparavant a été remédié à travers la mobilisation d'une main d'œuvre provenant d'autres ethnies habitant dans des territoires n'ayant pas été affectés par l'invasion Inca, comme par exemple le cas de l'ethnie des *Pastos* au nord de l'Equateur (Ramón Valarezo, 1987 ; Costales Samaniego, 1987). Il y a eu en quelques sortes un processus de rattachement d'indiens étrangers « *forasteros* » dans les *haciendas* et *Obrajes*⁵⁷ des territoires de la sierra. L'institution du *concertaje*⁵⁸, laquelle impliquait l'endettement de l'indien, a joué aussi un rôle important dans le processus de repeuplement des *haciendas* en dotant chaque famille qui arrivait d'un petit morceau de terre, appelé « *huasipungo* », à l'intérieur de l'hacienda (Oberem, 1981a).

Cependant, selon quelques chercheurs du territoire nord-andin, l'hacienda s'est convertit, au-delà d'un espace productif, aussi en un espace socio culturel qui a favorisé, tout au long de trois siècles (depuis le XVIIème jusqu'au XIXème siècle), la réorganisation de la communauté à partir de la diversité ethnique et une fois que les *cacicazgos* existants sont entrés en crise avant et après l'invasion Inca (Ramón Valarezo, 1986). Il s'agissait d'un processus qui peut être qualifié comme la conformation de la « communauté d'hacienda » et qui avait comme base les stratégies déployées par les groupes familiaux indiens qui cherchaient, à partir des liens de parenté consanguins ou fictifs, à recréer un lien stable avec la terre et ce même en étant subordonnés et soumis à un système de domination assez fort de la part des *hacendados*.

Vers le XIXème siècle le système de l'hacienda s'était déjà stabilisé et consolidé tant au niveau productif que social. Celui-ci avait mis en marche la méthode d'occupation du sol en fonction de différents étages écologiques et la distribution de la population sous la modalité de « *huasipungos* »⁵⁹, lesquels occupaient normalement les terres hautes ou en

⁵⁷ Petit atelier textile à l'intérieur de l'hacienda

⁵⁸ Selon Oberem (1981), le mot « *concierto* » en Equateur était considéré comme un concept stable qui désignait à un indien de travailler à charge d'un *hacendado* sur la base d'une convention. La différence avec le journalier agricole réside dans le fait que le « *Concierto* » été endetté avec le patron et habite dans son *huasipungo* à l'intérieur de l'hacienda" (1981a : 309)

⁵⁹ Dans ce travail on considère le système de « *huasipungo* » selon la définition et caractérisation de Crespi (1976) : "...Les *huasipungueros* travaillent quatre jours par semaine en échange de droits d'usufruit des ressources marginales de l'hacienda. Le *huasipunguero* et sa famille reçoivent un morceau de terre arable, connues comme le *huasipungo*. Celui-là va être utilisé en tant qu'endroit pour construire une petite maison (*choza*) et disposer un petit espace agricole destiné à l'autoconsommation. Les *huasipungueros* ont accès au Páramos, à plus de 3500 mètres d'altitude, y bénéficient des droits d'utilisation des forêts et sources d'eau

penne, c'est-à-dire les moins productives, alors que les terres de la vallée (les plus productives) étaient destinées aux productions céréalières ainsi qu'aux activités d'élevage. Pour Chiriboga (2010), les paysans indiens nommés à l'époque « *Huasipungueros* », constituaient la partie essentielle de la force de travail et ils étaient surveillés par des employés métis de l'hacienda. L'accès aux petits lopins familiaux était possible mais uniquement après avoir subi des travaux forcés (16 heures de travail par jour en moyenne) et après avoir été exposé à plusieurs actes de violences physiques pour prouver la virilité des « *Huasipungueros* » (Martinez Valle, 1995 : 9).

De cette façon, en l'année 1732, le territoire analysé de « La Chimba » faisait partie d'une seule Hacienda (Pesillo, Moyurco et La Chimba) qui était passée aux mains de la communauté religieuse des *Mercedarios* à travers des processus compliqués de vente et composition des terres (Costales, 1987). Ce territoire allait se maintenir sur une longue période de stabilité dans la mesure où la communauté religieuse conserva la terre jusqu'au début du XXème siècle. C'est uniquement avec la Révolution Libérale et l'expédition de la *Ley de manos muertas* (Loi de mains mortes) en 1908, que le Clergé religieux s'est vu dépossédé des terres, lesquelles ont été expropriées en passant aux mains de l'Etat qui les a par la suite gérées à travers la « *Junta de Asistencia Social* ». Ce nouveau système de gestion impliquait la location des terres à des particuliers (ou *arrendatarios*), la plupart d'entre eux d'origine *terrateniente*⁶⁰ (Prieto, 1978), ou à des entreprises industrielles spécialisées dans la production de céréales (Chiriboga, 2008 :163), tout en conservant la logique de domination du système d'hacienda.⁶¹.

Pour notre analyse il est important de souligner que le fonctionnement de cette « *communauté d'hacienda* » constitue l'axe central d'un processus de territorialisation qui aurait commencé à se construire de façon souterraine, depuis la fin du XIXème siècle, prenant finalement du poids avec la réforme agraire de 1964. Mais comment s'est consolidée cette communauté interne à l'hacienda ?

naturelles de l'hacienda". (1976 : 154). Voir Schéma du modèle de distribution de la terre d'un Huasipungo type en annexe No.3.

⁶⁰ Grand propriétaire terrien – foncier.

⁶¹ Par exemple à l'hacienda "La Chimba", depuis 1913 jusque 1945, on peut comptabiliser la présence de trois locataires particuliers : J.R. Delgado qui figure en tant que locataire pendant 5 périodes depuis 1914 jusque 1945 (Prieto, 1978, p. 26).

Le postulat d'Andrés Guerrero est d'affirmer que la stratégie des *concertajes* de l'hacienda est de chercher à travers des « *socorros y suplidos* » (aides sous forme de produits de la récolte ou sous forme d'argent demandé par les familles des *conciertos*)⁶², à augmenter le niveau d'endettement pour réussir à disposer de ressources suffisantes pour la reproduction du groupe domestique. Il s'agit sans doute d'une des explications structurelles de la consolidation de la communauté d'hacienda (Guerrero, 1991)⁶³. Selon l'auteur, cette stratégie aurait consisté à conserver le *huasipungo* pour garantir la subsistance du groupe domestique et obtenir de façon additionnelle des ressources de l'hacienda à travers le système de *socorros/suplidos* qui variait en fonction des besoins du groupe domestique. Pour Guerrero (1991), autant la production obtenue du *huasipungo*, que les biens obtenus à travers les *socorros/suplidos* pouvaient être échangés ou commercialisés au sein du marché présent dans la même « communauté d'hacienda » (Ibid :273). Ce dernier a permis le développement des peuples voisins ainsi que le développement d'activités commerciales entre les indiens.⁶⁴

Il est important de préciser que toutes les Haciendas de la sierra équatorienne n'étaient pas similaires. Dans la zone de Cayambe le modèle dominant était celui nommé par Barahona (1965) comme "*hacienda tradicional en desintegración*" (« Hacienda traditionnelle en désintégration »), laquelle se caractérisait par les traits suivants (Barahona, 1965 :693) : prédominance de *l'assise interne*⁶⁵, désintégration de l'autorité patronale, augmentation interne de la population paysanne et possibilités d'organisation de la population de manière syndicale. Rivera (1970) distingue dans ce type d'Haciendas, trois zones qui structurent l'espace physique de la propriété :

⁶² Le "*socorro*" a été très bien défini par Virigilio Lechón interviewé par Yanez (1986) : "*les patrons donnaient un sac pommes de terre, un sac d'orge, un sac de blé pour l'année. Nos parents mettaient cela sur leurs dos. Comme ça il n'y avait plus de paiement*" (Yáñez, 1986 : 124). D'après un autre interviewé, Népalí Ulcuango, paysan huasipunguero de Pesillo : les "*suplidos étaient accordés depuis les années 1940. Avant cela ils n'existaient pas. Les « suplidos » étaient réparties sous forme d'animaux morts [...] le paysan faisait la demande lui-même. Le prix du suplido était évalué par le Patron, tel qu'il le voulait. Alors des fois il fallait travailler même un an ou deux pour payer cela*" (Yáñez, 1986 :118).

⁶³ Selon les données des Haciendas, vers le début du XXème siècle, les revenus de l'unité domestique "augmentaient conformément si le patron accordait de plus en plus de *socorros et suplidos* tout au long du cycle vital des familles" (Guerrero, 1991 : 303).

⁶⁴ Le village d'Olmedo s'est fondé sous l'administration du président Isidro Ayora en 1931. Ce village s'est accentué sur une superficie totale de 40 ha de pâturages près d'une zone connue comme « El Dije » appartenant à l'hacienda « Pesillo ». Il a été conformé par un groupe de 300 familles « blanches » qui habitaient à côté des haciendas. (Yanez, 1986, pp. 208-211).

⁶⁵ Pression exercée par les *huasipungueros* sur les ressources de l'Hacienda

- a) *Des zones basses avec une vallée et des terrains plats, ce qui correspond aux terres « commercialement cultivables », exploitées par différents locataires après qu'elles aient été cultivées par la communauté religieuse.*
- b) *Des zones intermédiaires, correspondantes aux laderas des montagnes, caractérisées par des fortes pentes et des vallées profondes. A cet endroit se localisaient les petits lopins « Huasipungos ».*
- c) *Des zones hautes (« Paramos ») avec très peu de superficie cultivable, et des terrains plutôt rocheux.*

**Photo No. 1 et 2 : Une partie de l'ancienne Maison de l'hacienda « La Chimba »,
actuellement abandonnée.**



Source : Terrain : « La Chimba », Novembre 2014

Plus précisément le « Rapport CIDA »⁶⁶ publié en 1965, nous détaille aussi l'utilisation de la terre à l'époque des haciendas de l'Etat. La première zone décrite antérieurement était utilisée pour des cultures essentiellement céréalières (blé, orge) et pour les pommes de terre. Cette zone représentait la quasi-totalité des terres productives de l'Hacienda. Les terres de la deuxième zone, étaient consacrées essentiellement au pâturage et s'y trouvaient également les petits « *Huasipungos* ». Cette deuxième zone était caractérisée par une importante érosion du sol. Malgré cela au moins 1,41 hectares étaient consacrés aussi aux cultures transitoires et semi-permanentes comme le maïs, les oignons, les céréales (blé et orge), les pommes de terre et les fèves. Il est pertinent de remarquer le fait que la stratégie utilisée par les « *huasipungueros* » avait comme principale finalité la production pour l'autoconsommation (environ 69,1 %) et que ce qui restait (environ 30,9 %) était commercialisé ou échangé dans le marché local. La troisième zone, celle des « páramos », était aussi utilisée en moindre proportion pour le pâturage et davantage comme complément des lopins familiaux des travailleurs de l'Hacienda, et ce en fonction des besoins communaux en paille et en bois (Rapport CIDA, 1965 : 248 - 253).

Les facteurs de l'avancée paysanne dans le territoire :

En fonction des différentes études réalisées sur cette zone, on peut mentionner trois processus qui ont favorisé la conformation de la « communauté d'hacienda » : (1) « *l'assise interne* » des *huasipungueros* et leurs familles sur les ressources de *l'hacienda* ; (2) la déstructuration du système de domination une fois celle-ci passée aux mains de l'Etat ; (3) l'offensive paysanne à travers l'organisation de type syndicale, soutenue d'abord par le parti socialiste équatorien et ensuite par le parti communiste, pour finalement atteindre une victoire avec la création de la FEI (Fédération Equatorienne d'Indiens).

Le premier processus, celui de « *l'assise interne* » était déjà enraciné vers le début des années 1960. Guerrero signale qu'à l'époque, la communauté d'Hacienda déjà consolidée, était formée par des familles traditionnelles (étendues) *huasipungueras* reliées par des pratiques économiques basées sur des mécanismes de réciprocité ainsi que par leurs liens

⁶⁶ Rapport publié à Washington D.C. par le Comité Interaméricain de développement Agricole (CIDA), composé de l'Organisation des Etats Américains (OEA), la Banque Interaméricaine de Développement (BID), l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation FAO, la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations Unies (CEPAL), et l'Institut Interaméricain des sciences agricoles (IICA). La mission principale du programme CIDA est de coordonner les principales activités de planification agricole et de réforme agraire en Amérique Latine.

de parenté de consanguinité et rituel (1991a :113). Comme on l'a déjà mentionné, cette communauté interne de *l'hacienda* occupait les parties hautes les moins fertiles des terres mais il s'agissait tout de même d'une portion importante des terres. On ne dispose pas d'informations exactes pour quantifier le pourcentage occupé par la *communauté huasipunguera* mais il est probable que dans la zone de recherche cela représente près de 20 % de la superficie totale.⁶⁷ Dans ce sens, le rapport CIDA (1965) a appelé « *asedio interno* » la stratégie déployée par les paysans pour obtenir de plus en plus de ressources de l'hacienda au fur et à mesure que les besoins des familles augmentaient (Barraclough y Collarte, 1972).

« Comme on peut le voir le huasipunguero décrit en fonction de l'assiette, c'est celui qui contribue à définir ce concept avec plus de clarté. Celui qui assiette le plus : possède des liens avec l'hacienda très enracinés ; depuis le moment où il fut huasipunguero il a bénéficié de droits que d'autres travailleurs sans ce statut n'ont pas. Comme conséquence, en ayant plus de privilèges, il aura aussi plus de chemins pour les élargir » (CIDA, 1965 : 424).

Depuis la perspective analysée dans ce travail, la consolidation de la communauté *d'hacienda* et les possibilités pour déployer des stratégies en relation avec les familles *huasipungueras*, face à l'affaiblissement du système de domination traditionnel, ont permis la mise en œuvre d'initiatives qui sont à la base d'un processus à long terme de récupération du territoire des *haciendas*. Ainsi, même quand il y avait de fortes obligations de travaux forcés en faveur de *l'hacienda*, les familles possédaient une stratégie basée sur la famille étendue (avec d'autres unités domestiques au-delà de l'unité familiale). Ainsi, ils ont réussi à disposer une main d'œuvre suffisante pour réaliser les obligations de l'hacienda et en même temps pouvoir s'occuper de leur *huasipungos*, lesquels, dans certains cas comme celui de l'hacienda *Moyurco*, auraient atteint une taille de cinq hectares en moyenne (Guerrero, 1991a)⁶⁸.

C'est ainsi qu'un facteur important à prendre en compte dans ce processus de transformation interne des haciendas de *l'Asistencia Social* et faisant aussi partie de

⁶⁷ Guerrero souligne par exemple qu'à l'Hacienda Moyurco les *huasipungueros* occupaient 21% du total de la superficie (1991 :113). De son côté le rapport CIDA, signale que les *huasipungueros* occupaient 21,7% des terres d'une des haciendas de ce territoire (CIDA, 1965 : 250).

⁶⁸ Selon le rapport CIDA, à Cayambe la superficie moyenne donnée aux huasipungueros par l'IERAC jusqu'en mars 1965, était seulement de 3.54 hectares en moyenne. Cette superficie était considérée comme élevée en relation à d'autres zones de la Sierra (1965 : 512, tableau IV-13).

l'Assiège interne est l'existence d'une « pression démographique » exercée par les paysans sur les ressources, aussi mentionné par le rapport CIDA (1965), ce qui provoquait la création de nouveaux *huasipungos* sur les terres de l'hacienda. Il s'agissait de nouvelles unités domestiques formées par les « *apegados* » (fils des *huasipungueros* originaux). Ce facteur de pression est devenu de plus en plus important au niveau des stratégies paysannes une fois que l'Etat est intervenu sur les haciendas à travers le IERAC en 1964.

Le deuxième processus, correspondant à la déstructuration du système de domination, devenu possible car les haciendas n'étaient plus contrôlées par des *Terratenientes* traditionnels mais par l'Etat qui délégait les fonctions de contrôle à des locataires qui n'étaient pas propriétaires « ni des terres, ni des indiens ». Cela constituait une différence importante par rapport au système du début du XXème siècle, ainsi que par rapport à la mentalité prédominante du *Terrateniente* de l'époque. Même si les relations de production basées dans le « processus d'extraction de rente de la main d'œuvre en échange du “*Huasipungo*” » (Martínez 1995 : 8), ainsi que les rapports sociaux caractéristiques de l'ancienne Hacienda se sont conservés, l'apparition de nouveaux acteurs articulés à l'Etat (*tenientes políticos*⁶⁹, juges, intermédiaires, etc) a aussi contribué à cette déstabilisation du système traditionnel de domination.

Face à ce contexte, les mêmes locataires ont dû développer une logique accélérée « d'accumulation à court terme » (Prieto, 1980 : 109), ce qui les a obligés à intensifier les systèmes d'exploitation de la main d'œuvre, tout en menant des processus de dépossession de *huasipungos* ainsi qu'en augmentant la part de travail gratuit. Au vu de leurs faibles investissements technologiques, ils profitaient du travail gratuit collectif et des formes d'aides mutuelles encadrées dans les communautés paysannes pour ainsi, par exemple, rediriger le déroulement des « Mingas » afin d'augmenter leurs bénéfices et diminuer leurs coûts d'opération dans la plupart des travaux agricoles, dans la construction de chemins, etc. (Rapport CIDA, 1965 : 249).

Le troisième processus, celui de l'offensive paysanne et de l'apparition de l'organisation de type syndicale FEI, émerge à travers la mobilisation des partis et des forces de gauche qui ont consacré leurs actions de l'époque au milieu rural. Ces partis cherchaient avant tout l'élimination des relations de type féodal dans les champs et il est intéressant de souligner

⁶⁹ Il s'agit de l'autorité locale, déléguée de l'Etat à l'époque.

qu'ils ont réussi à avoir le soutien des paysans des haciendas de l'Etat ce qui a favorisé la conformation des premiers syndicats créés entre 1927 y 1931 : *El Inca* à Pesillo, *Tierra Libre* à Moyurco et *Pan y Tierra* à La Chimba (Prieto, 1980 : 113). Ensuite, entre 1930 et 1931, ces syndicats sont à la base de plusieurs révoltes et de pressions de la part des paysans qui ont pu faire connaître leurs demandes par rapport à la diminution de la part de travail gratuit et à la généralisation des relations salariales pour tous les travailleurs des haciendas (Prieto, 1980 : 115). Ainsi, tout ce processus de révoltes paysannes a donnée comme résultat la création de la « *Federación Ecuatoriana de Indios* » (FEI) en 1944. Il faut préciser qu'à l'époque il n'existait pas de demandes pour la terre mais plutôt, comme on vient de le signaler, des exigences pour la généralisation des relations salariales soutenues à l'époque par le Code du travail de 1938 qui reconnaissait entre autres choses, le droit d'organisation pour les travailleurs ruraux⁷⁰.

A l'époque, Cayambe, et plus précisément la zone d'Olmedo, devient un territoire symbole de luttes paysannes et du mouvement indien en Equateur. En effet, cette dynamique organisationnelle était nouvelle dans le milieu rural équatorien et elle a favorisé l'émergence de femmes leaders paysannes qui ont pu développer leur travail syndical sans risque de perdre leurs « *huasipungos* » grâce au soutien consensuel des hommes et grâce à leurs attributs relatifs au leadership (bonnes compétences oratoires et des capacités de gestion de conflits). Tel que le signale Crespi :

« ...quand les risques sont élevés pour que les hommes occupent des postes politiques nouveaux, alors les femmes obtiennent une autre alternative, à la tête du contrôle de la terre, pour ainsi acquérir le contrôle sur un groupe de partisans politiques » (1976 : 169).

Autant les faiblesses du modèle de domination de *l'hacienda* que la mobilisation politique des paysans à travers l'organisation syndicale ont fini par bénéficier au renforcement et à la consolidation de la communauté interne de *l'hacienda*. Cette dernière disposait à présent de plus de temps pour le travail des parcelles familiales. Les *arrimados* ont obtenu une amélioration de leurs salaires et la distribution de nouveaux *huasipungos*. Aussi, et de façon parallèle, il y a eu l'abolition des dîmes et des prémices (premières récoltes) ainsi que des relations avec l'église (acteur enraciné à l'ancien système de domination de *l'hacienda*). En d'autres termes, même si les paysans n'ont pas centré leurs mobilisations sur des demandes

⁷⁰ Les grèves et mobilisations qui se sont produites en 1932 sont très bien décrites dans le travail de Becker y Tuttillo (2009).

de terre, à travers leurs conquêtes salariales, les conditions se sont créées pour la mise en marche de stratégies centrées sur leurs parcelles, ce qui par la suite allait constituer la base pour de nouvelles avancées sur les ressources de l'hacienda.

Par la suite, la demande de terre par les *arrimados* ou *apegados* allait constituer le mécanisme central pour la récupération des terres de l'hacienda par la communauté interne. Les diverses stratégies mises en œuvre par les familles, que ce soit à travers la pression démographique ou des demandes syndicales, tout en profitant de la crise du modèle de domination traditionnel, ont provoqué l'occupation complète de l'espace *hacendatario*. Ainsi, il s'est produit, quelques années plus tard, un processus inédit de territorialisation qui allait provoquer toute une nouvelle dynamique non seulement économique mais aussi sociale et culturelle. Tel que le souligne Guerrero :

« ...la récupération des terres de l'hacienda par les huasipungueros pendant la deuxième moitié des années 1960 jusqu'au milieu de la décennie suivante, était un fait communal bien évidemment. Justement, dans la région de Cayambe, les huasipungueros des 7 haciendas (Pesillo, Pisambilla, La Chimba, Muyurcu, El Chaupi, La Compañía N° 1 y N° 2), presque un demi-siècle après des escarmouches, en 1974 ont exproprié l'Etat propriétaire, ont expulsé les patrons locataires et ont élargi leur domaine communautaire en occupant l'ensemble des terres : ils ont récupéré l'hacienda (Guerrero, 1991 : 336).

L'analyse historique effectuée jusqu'ici est à lier au postulat de Hirschman (1988) par rapport à la récupération de « l'énergie sociale » (1988 : 8), à partir d'expériences et de dynamiques cumulées d'action collective dans les communautés paysannes et qui ont pris forme à des moments conjoncturels spécifiques où elles ont eu les possibilités de se concrétiser. De cette façon, cette stratégie à long terme enclenchée par la communauté interne à l'hacienda a commencé sa voie de consolidation à partir de l'expédition de la Loi de Réforme Agraire de 1964. Cela a signifié l'effondrement du système d'hacienda et le début d'un long processus de construction territoriale et d'appropriation des ressources par les acteurs en réponse à un des problèmes majeurs à l'époque : la disponibilité de la terre. Il s'agit de l'ouverture vers une voie paysanne dans ce territoire qualifié à haute densité historique.

2.2. La Réforme Agraire : le début d'un processus de Territorialisation ?

Les réformes agraires des années 1960 représentent l'ouverture vers un processus de modernisation des économies en Amérique latine. Cette modernisation prenait en compte

un processus de transformation des structures agraires, ce qui favorisait la création d'un marché intérieur solide comme la base d'un processus d'industrialisation par substitution aux importations (ISI). Selon Kay (1999), « la réforme agraire, tout en modifiant l'inégale répartition du revenu, aurait élargi le marché intérieur pour les produits industriels, renforcé l'effort d'industrialisation à partir de l'augmentation de produits agricoles avec des effets favorables sur les taux de change » (1999 : 3).

De la même façon, Garcia (1973) souligne que « la réforme agraire constitue la porte d'entrée à la révolution agricole laquelle constitue la contrepartie de la révolution industrielle » (1973 : 208)⁷¹. Cela constituait effectivement la vision et l'optique de la CEPAL sur le développement en Amérique Latine (1965), c'est à dire un processus qui a été soutenu par le « Programme Américain de l'Alliance pour le progrès » en réponse au « danger politique » que représentait la révolution cubaine de 1959.

Dans ce contexte, le gouvernement militaire de l'époque avait encouragé la réforme agraire de 1964, laquelle avait pour objectif principal l'élimination des relations « précaires » en milieu rural équatorien au détriment des intérêts concernant la concentration de terre des « *latifundistas* » (Chiriboga, 2010 : 163). Cependant, même si cette Loi de Réforme Agraire de l'époque prenait aussi en compte des objectifs sociaux, tels que l'amélioration des conditions de vie des paysans à travers l'accès à la terre, les résultats de ce premier essai de transformation structurelle du milieu rural n'ont que très faiblement favorisé les paysans. En effet, différentes études montrent que la Loi de la réforme agraire n'a pas modifié structurellement la concentration des terres du pays. Elle s'est concentrée sur « l'élimination du *huasipungo* » et sur l'accès limité à la terre pour un groupe réduit de paysans des haciendas appartenant à l'Etat, sans jamais arriver à contester le pouvoir économique-politique des grands *latifundistas* du pays (Martínez Valle, 1983 : 43).

Cependant, l'exemple de Cayambe reste particulier puisqu'il représente l'ensemble des efforts provenant de l'Etat pour la mise en marche de projets d'unités de production à caractère associatif (Furche, 1980 : 349). Dans ce sens, le cas de Cayambe constitue une véritable exception. Au-delà de l'impact limité de cette loi, il faut mentionner que pour les paysans de notre zone d'étude la réforme agraire des années 1960 a plutôt constitué un

⁷¹ Les réformes agraires sont considérées, tel que le souligne Lipton, comme des réformes « distributives » dans la mesure où elles cherchent « non seulement à réduire la pauvreté mais aussi à créer la base économique en réponse aux besoins des marchés » (Lipton, 2010 : 327).

évènement important avec des effets positifs. Cela a favorisé la formalisation ou la légalisation de l'accès aux terres des *huasipungos* d'un point de vue interne à l'hacienda. Comme on l'a déjà vu auparavant, les paysans avaient déjà développé des stratégies importantes par rapport à l'appropriation progressive des ressources de l'hacienda, ce qui leur a permis de consolider leur communauté interne.

La réforme agraire de l'année 1964 marque une vraie rupture avec le traditionnel système de domination de l'hacienda. En effet, la figure du locataire capitaliste, lequel personnifiait de façon symbolique le patron de l'hacienda, disparaît. C'est ainsi que l'Etat, maintenant à charge, a dû redéfinir la gestion des terres à partir d'une nouvelle corrélation de forces composée d'une part des familles ex *huasipungueras* (avec accès inégal à la terre), des familles des *arrimados* (fils des *huasipungueros* avec peu ou sans accès à la terre), des terres de l'hacienda qui allaient se transformer plus tard en coopérative et des terres encore gérées sous forme d'entreprise aux mains de l'Etat.

En 1960 déjà, le gouvernement équatorien avait demandé au Fond spécial des nations Unies ainsi qu'à la FAO, la préparation d'un plan opératif pour la mise en œuvre du Projet de « recolonisation des Haciendas » de l'Etat, géré par le Conseil d'assistance social de l'époque. L'Etat cherchait à trouver une solution aux « problèmes sociaux et économiques des agriculteurs équatoriens » à travers ces « projets de recolonisation à exécution immédiate » (FAO, 1964 : 1). Les études qui ont été menées justement dans l'une des trois haciendas, à Pesillo – Cayambe (juste à côté de La Chimba), ont donné comme résultat la conception d'un modèle mis en place au sein de toutes les haciendas appartenant à l'Etat. Ce modèle considérait essentiellement deux secteurs productifs, l'un d'entre eux était composé des fermes familiales pour des *huasipungueros*, des *arrimados* mais aussi des paysans sans accès à la terre, et l'autre était destiné à une grande unité d'exploitation coopérative. Pour le cas analysé par la FAO, celui de l'hacienda *Pesillo* il est mentionné de manière explicite :

« Dans la restructuration proposée il y a 185 petites fermes de 3.25 ha pour l'occupation et l'exploitation individuelle, ainsi qu'une exploitation agricole coopérative de 950 ha, complétée par une exploitation forestière de 700 ha d'ordre coopératif, ainsi que des páramos à usage collectif pour l'élevage de moutons » (FAO, 1964 : 52).

Comme on peut le noter, l'intérêt du projet était celui de conserver, autant que possible, la grande extension productive à travers la coopérative agricole (FAO, 1964 : 51 ; Rivera,

1970). Les données mises en évidence par l'étude de la FAO montrent certaines difficultés dans la mise en marche du projet de « recolonisation ». En effet, avant la réforme agraire il y avait déjà un processus d'accès inégal à la terre au sein du système des *huasipungos* où les paysans n'auraient jamais accepté de recevoir des lopins de taille homogènes (de 3.25 ha). C'est ainsi que ce même rapport nous indique que peu de familles (7.1%) avaient des exploitations de moins de 1 hectare pendant que la plupart (80.7%) disposaient de parcelles allant de 1 à 4 hectares, et qu'un petit groupe (12.2%) avaient des parcelles plus grandes entre 5 et 8 hectares⁷².

Pour la FAO, cette proposition avait pour objectif d'assurer l'unité de la terre ou unité *hacendaria* à travers les deux systèmes fonciers : la propriété privée pour les familles paysannes et la propriété coopérative pour le reste des terres. Pour l'organisation il s'agissait d'une alternative unique qui visait l'augmentation de la productivité et le développement de l'esprit d'entreprise (FAO, 1964 : 52). Cela allait à l'encontre de la stratégie paysanne qui s'était consolidée souterrainement dans le système archaïque du *huasipungo*, comme nous l'analyserons plus en avant.

Selon la Loi de 1964, les terres de l'Assistance sociale devaient d'abord être transférées à l'Institut de Réforme Agraire (IERAC), pour ensuite être transférées aux paysans. Cette action s'est effectuée uniquement pour *l'hacienda Pesillo*, alors que pour le reste des haciendas de la zone le processus a commencé 8 ans plus tard c'est-à-dire en 1972, après une nouvelle mobilisation paysanne réalisée en 1969 qui cherchait à accélérer le transfert des *haciendas* aux familles paysannes (MAG, 1977).

Cette intervention directe, nommée « Projet Cayambe ⁷³ », s'est déroulée entre 1972 et 1977⁷⁴ et a été mise en marche dans huit anciennes haciendas correspondant à 7895 hectares de superficie. Dans la mise en place de ce projet, et de façon identique à la proposition réalisée par la FAO en 1960, la répartition des terres a été conditionnée à la conformation préalable d'une coopérative de production qui représentait 40,5% du total des terres

⁷² Données extraites du tableau N° 10. Distribution des unités d'exploitation de l'hacienda Pesillo. (FAO, 1964: 50). L'inégalité en termes d'accès à la terre a déjà été étudiée à partir d'une perspective sociodémographique dans certains travaux (Guerrero, 1991a ; Martínez Valle, 1995)

⁷³ Considéré comme une initiative de développement « Top down » dans laquelle ont participé des techniciens en provenance d'Israël. (Évaluation du projet Cayambe, 1977 : 16)

⁷⁴ Vers 1977 l'évaluation du projet sectoriel Cayambe, s'est effectué afin de dégager les principales tendances développées à l'intérieur des haciendas du territoire dans la période post réforme agraire.

disponibles, alors que 23,02% des terres disponibles se sont réparties à travers la remise de titres de propriétés pour la famille paysanne – anciens *huasipungueros*, et finalement le reste s’est maintenu dans les mains de l’Etat qui, sous l’administration de l’IERAC, a utilisé pendant plusieurs années une main d’œuvre salariée de la zone pour l’exploitation des terres. (Evaluation du projet Cayambe - ERA, 1977 :23). (Voir tableau ci-dessous)

Tableau No. 3

Distribution et utilisation de la terre dans 8 coopératives à Olmedo 1972.

	Hectares	%	Utilisation
Coopératives	3235,79	40,5	Essentiellement agricole (Blé – Orge, Pommes de terre, maïs, petits pois, fèves) et pâturage pour la production laitière.
Familles - Huasipungos	1839	23,02	Essentiellement agricole pour l' <u>autoconsommation</u> (Cultures traditionnelles d'altitude : pommes de terre, orge, fèves)
Etat - IERAC	1747,08	21,9	Utilisation agricole et pâturage
Terres (contrôlées par le IERAC) au repos, forêts, pentes, autres constructions	1170,02	14,58	Terres de réserve et construction de centres civiques.

Source : Elaboration selon données du rapport d'évaluation du projet Cayambe, 1977

L'économie du territoire était clairement duale : D'un côté 53 % du total des terres était orienté à une production agricole marchande (orge, pommes de terre, blé, et bétail pour l'élevage) comme base de « l'articulation agro-industrielle » de l'époque (bière, pâtes, produits laitiers)⁷⁵, alors que 34 % des terres restaient consacrées aux productions plutôt

⁷⁵ Il s'agissait d'un type d'articulation entre deux types d'entreprises : les entreprises agricoles à charge de l'Etat et les entreprises privées locales et nationales. Par exemple, la production de blé était absorbée par les moulins de l'entreprise « *La Unión de Cayambe* », « *El Censo* » et « *Superior* » de Quito ; alors que la production d'orge était de son côté destinée aux entreprises brasseuses « *cerveceras nacionales* » (MAG, 1997 : 36-37)

orientées à la satisfaction des besoins alimentaires des familles paysannes. Dans le premier cas, la production marchande était à charge de la coopérative et de l'entreprise traditionnelle sous la direction de l'IERAC ; dans le deuxième cas il s'agissait d'une production familiale qui répondait plus à des modèles traditionnels d'utilisation des ressources.

Pour la première fois dans l'histoire, la possession légale et la gestion des « Huasipungos » par les paysans indigènes ont été possibles grâce à cette remise provisionnelle de titres de propriété. Selon les données disponibles pour 6 anciennes haciendas, cette répartition des terres (863 Ha) aurait bénéficié dans une première étape à 188 familles ayant reçu chacune 4,6 Hectares de terre en moyenne. Chacun des bénéficiaires restait aussi un membre partenaire de la coopérative. Cependant, la croissance démographique aurait affecté l'harmonie du modèle coopératif et provoqué des processus de différenciation sociale à l'intérieur des communautés indigènes. Selon Martínez (1995), ce modèle coopératif n'a pas prévu une redistribution de la terre de manière appropriée en fonction des nouvelles conditions de croissance démographique. En effet, les enfants des bénéficiaires de terres (appelés « *Arrimados* » ou « *Apegados* ») n'auraient pas eu droit à la terre.

Ce contexte a été à la base de nouvelles pressions internes et de disputes autour de la terre qui se sont calmées partiellement entre 1974 et 1977 avec la répartition de 883 Hectares additionnels pour les « *Arrimados* » qui ont reçu en moyenne 3 hectares et qui sont à leur tour devenus les nouveaux (et derniers) membres de la coopérative agricole. 13 ans après le décret de loi, plus de la moitié des terres disponibles étaient sous le contrôle des paysans (Evaluation du projet Cayambe, 1977 :26).

Selon le rapport sur l'évaluation de la Réforme Agraire (1977), il y avait donc, dans le territoire, trois structures productives de base qui s'étaient consolidées :

- a) L'entreprise publique agricole (aux mains de l' IERAC),
- b) Les formes coopératives de production (8 coopératives agricoles du projet),
- c) Les économies paysannes intégrées par les exploitations familiales et sous-familiales (membres et non membres des coopératives)⁷⁶ (MAG, 1977 : 29).

⁷⁶ Le groupe des non membres des coopératives était formé surtout par des « *arrimados* » qui possédaient en même temps très peu de terre.

Néanmoins, à partir de l'information dégagée par l'Evaluation de la Réforme Agraire ERA (1977), on remarque aussi que ce modèle de gestion des terres n'arrivait pas à mettre fin aux problèmes de transmission des terres, ce qui provoquait la continuité des tensions et des processus de différenciation sociale, croissants à l'intérieur des communautés. Effectivement, le modèle contrôlé par le haut ne tournait pas tout à fait correctement. Après 13 ans de réforme agraire, il était possible de distinguer trois tendances centrales : la crise de l'entreprise de l'Etat (celle qui était gérée par l'IERAC), la crise du modèle coopératif et la dynamique des économies paysannes consolidées dans le territoire.

Le modèle de l'entreprise de l'Etat : L'entreprise agricole de l'Etat aurait adopté rapidement le même rôle que les anciens locataires, c'est-à-dire qu'elle s'est transformée en Patron (supérieur) de l'hacienda même quand il s'agissait des terres qui devaient être accordées aux paysans. Il faut signaler que l'IERAC gérait 61.3 % du total des terres cultivables, alors que les coopératives géraient quant à elles uniquement 38.7 % de ce même total. La main d'œuvre utilisée était celle des familles paysannes (coopérées mais aussi les non coopérées)⁷⁷. Malgré l'utilisation d'une « technologie moderne », les rendements de l'entreprise n'étaient pas extraordinaires mais restaient acceptables par rapport aux productions locales et nationales de blé et d'orge. En revanche, les rendements par hectare des coopératives restaient faibles à l'exception de la production de maïs et de blé (1977 :33).

Etrangement, l'IERAC résistait à la distribution de terre aux paysans, tout en cherchant la forme de promouvoir le projet coopératif dans toute la superficie de l'hacienda⁷⁸. C'est ainsi que l'institution, même en ayant exécuté l'élimination du *huasipungo* en 1965, a uniquement accordé des titres provisoires à 188 familles dans 6 haciendas. (MAG, 1977 : 23).

Le modèle de la coopérative : La deuxième entreprise productive, celle constituée par les coopératives, faisait partie d'un modèle imposé depuis le haut, ou « *top down* », sans le consensus des paysans. En effet, il s'agissait d'un modèle coopératif conçu par des techniciens israéliens et conduit par l'IERAC qui déterminait l'utilisation de la terre, les

⁷⁷ Au total il y avait 825 travailleurs permanents avec un salaire de 10 sucres par jour sans repas. (MAG, 1977: 24).

⁷⁸ D'après le rapport ERA : L'IERAC « a décidé de différer l'attribution des terres par un temps indéterminé, avec le propos d'exécuter la totalité du projet... » (MAG, 1977 : 25).

modalités de production et les quantités à produire (Chiriboga, 2010 : 169). Ce modèle n'a pas réussi à inclure tous les paysans des haciendas. En 1974, il y avait 572 coopérants (dont 210 étaient de *huasipungueros* et 362 des *arrimados*) mais 30 familles *ex huasipungueras* n'ont pas été incluses pour plusieurs raisons comme par exemple : leur manque de confiance envers l'IERAC, à cause de l'âge des paysans mais aussi à cause de leur manque de ressources économiques pour répondre aux exigences d'entrée (MAG, 1977 :45). Ce groupe de familles qui n'ont pas réussi à accéder au statut de coopérant ont tout de suite conformé les couches les plus pauvres des familles du territoire⁷⁹.

Les coopératives ont aussi adopté une gestion similaire à celle de l'hacienda : prestation de services de machines agricoles et/ou location de pâturages naturels pour les non coopérés. La main d'œuvre était essentiellement issue des familles des coopérés pendant que les dirigeants appartenaient à un petit groupe de familles avec plus d'expérience et un meilleur niveau de scolarité. Dans ce sens, il faut signaler qu'il n'y avait pas une gestion démocratique et très peu de participation des membres dirigés par des « leaders » autoritaires et népotistes⁸⁰. Par exemple, on peut voir, dans un rapport assez critique sur les coopératives et le développement rural en Amérique Latine, que pour le cas équatorien : « ...dans les haciendas expropriées là où se sont menés les projets de réforme agraire, l'ancienne organisation seigneuriale est restée sous le costume de « coopératives de terres ». Une forme plus efficace et sophistiquée pour faire appel aux vieux modèles de possession de terre lesquels sont restés sans aucune variation » (Fals Borda, 1971 :114)

Finalement, les coopératives ont aussi adopté le modèle de l'hacienda dans ses dimensions sociales et politiques. Par exemple, la location des terres aux non coopérants, le paiement de salaires en produits agricoles, et l'utilisation de travaux communautaires comme la *minga* au profit de la coopérative constituaient des formes de reproduction des relations similaires à celles établies entre les patrons et les *huasipungueros* à l'époque des haciendas. Guerrero, souligne de façon explicite : *Quand un membre a besoin de travailleurs pour semer ou récolter dans sa parcelle personnelle, il a recours à la coopérative. La coopérative accorde des services différenciés à ses membres, par exemple la location du*

⁷⁹ Selon Guerrero (1987 : 7), pour faire partie de la coopérative il était nécessaire de payer "550 sucres en tant que part initiale, également un agneau, des pommes de terre, du maïs, de l'orge et du blé (un quintal respectivement) pour débiter les cultures".

⁸⁰ « Les trois postes hiérarchiques (Gèrent, Président y Trésorier) ont été occupés par des membres des mêmes familles, Par exemple à La Chimba, depuis 1974, ces postes ont été occupés par des membres de la familles Nepas" (MAG, 1977 : 48)

tracteur ou le prêt de semences. D'autre part, les membres ont le droit d'utiliser les mangeoires de la coopérative pour un nombre déterminé de leurs animaux. En général ces mécanismes de régulation ont favorisé l'émergence de relations clientélistes entre membres et dirigeants de la coopérative. (1987 : 8).

Des analyses postérieures, réalisées pendant les années 1980, ont confirmé ces tendances déjà mentionnées dans le rapport d'évaluation de la Réforme Agraire pendant les années 1970. Ainsi, il est intéressant de reprendre le postulat réalisé par Haubert (1981) concernant le modèle d'implantation des coopératives « top down », lesquelles « servent –délibérément ou non- à renfoncer la domination du système capitaliste sur les paysans et sur leur production » (1981 : 795). Ce même auteur montre qu'il y a une utilisation des « structures de réciprocité au bénéfice des travaux collectifs » de la part des dirigeants des coopératives.

Toutefois, selon Haubert, les coopératives de la Sierra équatorienne avaient des faibles résultats économiques en raison d'une faible productivité, de faibles niveaux technologiques, ainsi que de bas niveaux de participation démocratique et d'une insuffisante diffusion du modèle organisationnel (1989, p.167). L'auteur relève également le manque d'intérêt de l'Etat dans le soutien et la promotion des coopératives ainsi qu'une dépendance excessive vis-à-vis du nouveau supérieur administratif, c'est-à-dire l'IERAC, qui est apparu lors de la réforme agraire (Fauroux, 1985 ; Haubert, 1989).

Selon Fauroux (1985), cela a favorisé le début d'une crise du modèle coopératif, laquelle s'est encore approfondie avec une dispute intergénérationnelle interne entre les vieux leaders communautaires (dirigeants des coopératives) et les nouveaux leaders jeunes plutôt contestataires et opposés aux changements introduits par l'Etat (1985 :201). A partir de ce moment, il faut prendre en compte le fait que les coopératives n'ont plus fonctionné selon la logique entrepreneuriale souhaitée par l'Etat et par l'IERAC, mais plutôt à partir d'une logique paysanne. Celle-ci supposait l'occupation progressive des terres des coopératives tout en suivant un modèle productif traditionnel basé essentiellement sur les cultures agricoles, sans que cela ne signifie pour autant l'émergence d'un modèle égalitaire par rapport à l'accès aux ressources (Furche, 1980).

La dynamique des économies paysannes : La troisième modalité de structure productive correspond à l'économie paysanne (paysans coopérés et non coopérés). Comme on l'a vu, cette modalité déterminait la dynamique d'occupation de l'espace dans le territoire. Il est

nécessaire de prendre en compte qu'il y avait un lien étroit entre coopératives et unités paysannes. En effet, les membres et dirigeants des coopératives étaient aussi des propriétaires des parcelles familiales (ex *huasipungos*) et, dans ce sens, ils pouvaient également développer des activités productives dans leurs parcelles. Selon les données du Projet Cayambe, les paysans ont eu accès à 2481 ha desquels 52.2 % ont été accordés aux *ex huasipungueros* et 47.8% aux *arrimados* (MAG, 1977, annexe 4). Les premiers ont reçu, en moyenne des parcelles de 5.44 hectares, alors que les deuxièmes des parcelles de 2.77 hectares. Cependant, la distribution pouvait varier selon la population et les ressources de différentes haciendas. Dans certains cas, des *ex huasipungueros* on reçut jusqu'à 8 hectares alors que les *arrimados* ont reçu jusqu'à 4 hectares. (MAG, 1977, annexe 5). Sur cette base de terres reparties, les paysans ont principalement impulsé des activités destinées à l'autosubsistance mais aussi au marché. Certaines études de l'époque (fin des années 1970) montrent clairement les tendances de la logique des entreprises paysannes dans le territoire. En effet, il s'agit essentiellement d'une prédominance de stratégies paysannes visant à augmenter leurs ressources et leurs revenus provenant des activités de l'agriculture familiale. De cette façon vers la fin des années 1970, les paysans utilisaient leurs ressources propres (parcelles) ainsi que celles des coopératives (tracteurs, terres communales, prêts et crédits, etc.) pour assurer leur subsistance et la reproduction de l'unité familiale.

Il est intéressant de montrer que, déjà à cette époque, dans certaines coopératives (Santo Domingo 2 et Cariacu, Furche 1980), l'élevage laitier commençait aussi à devenir une stratégie économique complémentaire et, dans ce sens, la vente de lait avait aussi trouvé une place complémentaire non négligeable au sein du revenu familiale paysan. (Furche, 1980, p.355). Cependant, dans la mesure où il s'agissait d'une activité productive réservée exclusivement aux coopératives, seuls les membres de la coopérative pouvaient bénéficier des revenus issus de l'activité laitière.

Dans cette analyse, il faut aussi signaler de façon assez synthétique l'existence d'une différenciation sociale au sein des économies paysannes. Celle-ci est également prise en compte autant dans le rapport d'évaluation de la réforme agraire, que dans les analyses ultérieures concernant la zone (MAG, 1977, Furche, 1980, Fauroux, 1985 ; Haubert, 1989 ; Guerrero, 1987 ; Guerrero Andres, 1991 ; Ferraro 2004). Ce processus de différenciation paysanne s'est développé principalement à partir de l'accès inégalitaire à la terre de la part

des familles paysannes. Ainsi, quatre strates de paysans se sont développées tel qu'on peut le voir dans le tableau suivant :

Tableau No. 4

Typologie de paysans existants lors du Project Cayambe, 1977.

Types de paysans	Nombre	Hectares	Moyenne d'Hectares
1. Moyens (ex huasipungueros)	84	456	5.43
1 ^a . Moyens coopérants (ex huasipungueros)	176	957.44	5.44
2. Pauvres coopérants (ex arrimados)	408	1130.16	2.77
3. <i>Aparceros</i>	Non identifié		
4. Salariés	Non identifié		

Source : Construction à partir des données ERA 1977, p.29.

Cette information nous montre clairement l'accès inégal à la terre de la part des unités familiales. D'un côté le groupe sous le nom de « paysans moyens » (1) (dont 32.3 % ne sont pas membres des coopératives), c'est-à-dire ceux qui ont conservé leurs *huasipungos* disposaient de la moyenne la plus élevée de terres par rapport aux autres groupes de paysans. D'un autre côté, le groupe majoritaire des paysans était formé par les « coopérants pauvres » (2), c'est-à-dire les anciens *arrimados* (4) avec une disponibilité plus faible en terres. Et finalement, restaient les salariés qui n'avaient pas reçu de terres malgré leurs possibles appartenances aux unités familiales paysannes d'anciens *huasipungueros*. Le tableau prend aussi en compte l'information par rapport aux *aparceros* (3), c'est-à-dire aux nouveaux membres salariés ou *arrimados* qui ne disposent pas non plus de terres.

Cette différenciation interne est justement à la base des conflits ultérieurs qui vont apparaître en raison des disputes entre les paysans du type 1 et les paysans du type 2. Effectivement, les paysans moyens se sont opposés à des nouvelles tentatives de distribution de la terre en faveur des paysans pauvres du type 2. Ce type de conflit est aussi analysé par Guerrero (1991) comme un conflit générationnel entre parents (ex *huasipungueros*) avec plus d'accès à la terre et ses enfants (*arrimados*) avec un faible accès à la terre. Ce conflit s'est effectivement développé pendant toute la décennie des années 1980 et a trouvé une solution uniquement avec l'élimination de la coopérative tout en garantissant l'accès à la totalité des ressources gérées par celle-ci et par l'IERAC.

Aussi, il est intéressant de signaler que, face aux difficultés d'accès à la terre à l'intérieur du modèle coopératif, les *arrimados* ont déployé toute une série de stratégies à partir desquelles ils cherchaient à garantir leur bien-être et la reproduction de leurs unités domestiques. Tel que l'ont décrit quelques auteurs ayant étudié la zone entre les années 80 et 90 (Guerrero, 1987 et Martinez, 1995), ces stratégies ont essentiellement consisté à réactiver certains mécanismes de solidarité et de réciprocité entre leurs familles et voisins à travers des rituels et des pratiques capables d'instaurer un « véritable espace d'interaction des groupes domestiques » (Ibid, 1995 : 19). Il s'agissait, en quelque sorte, de retrouver des sentiments de similitude pour renforcer et favoriser la mise en marche de stratégies collectives d'affrontement d'une problématique commune tel que le manque de terre.

Une première stratégie interne correspond à la réactivation des relations de solidarité et de réciprocité à travers « *l'uniguilla* » et les formes de travail collectif telles que « le travail au partage » et le « *prestamanos* ». ⁸¹ « *L'uniguilla* » par exemple leur permettait d'avoir accès aux produits agricoles (selon les saisons de récolte) nécessaires pour leur subsistance (pommes de terre, orge et maïs). En effet, cette pratique a été vue comme un mécanisme de complément du déficit productif des unités domestiques situées dans les pentes et les parties hautes de « *Paramos* » (Guerrero, 1987 :35). De son côté, le « travail au partage » permettait la réalisation d'un travail partagé entre les familles disposant de la terre et celles disposant de peu ou pas de terres, dans un contexte de pénurie de semences (Guerrero, 1987 : 35). Cette pratique recherchait l'accroissement de la disponibilité en terre chez des proches afin de cultiver essentiellement des pommes de terre (qui demande plus de travail). Ces modalités d'entraide devenaient possibles à l'intérieur des réseaux familiaux, de parenté ainsi que des réseaux de voisinage (pour les voisins proches et dans la même situation de manque de terre) (Martinez Valle, 1995 ; Guerrero 1987).

Une deuxième stratégie était orientée vers l'extérieur de la communauté à travers la vente de main d'œuvre dans le territoire mais aussi en dehors de celui-ci. Cette stratégie était soutenue par les *ex huasipungueros* dans la mesure où elle permettait d'éviter la pression sur les ressources disponibles (essentiellement en termes de terre)⁸². En effet selon

⁸¹ Ces pratiques entre autres, sont précisées et définies de façon détaillée dans le Chapitre 4 consacré aux transformations socio-organisationnelles.

⁸² Il faut préciser que cette situation pouvait varier selon les cas et les coopératives. Par exemple à « La Chimba », la stratégie développée correspondait à celle de la réactivation des relations d'entraide et de

l'Évaluation de la Réforme Agraire (1977), les transformations suscitées par la Réforme Agraire de 1964 avaient généré « un excédent de main d'œuvre » principalement formé par les « *arrimados* » et les non-membres des coopératives. Cette main d'œuvre a dû occasionnellement partir à la recherche d'emplois dans les villages et les villes les plus proches, prenant la forme de salariés ruraux. D'autres groupes sont aussi partis vers des villes telles qu'Ibarra, Quito, Ambato et Guayaquil où ils ont obtenu des métiers comme *cargadores* (*Chargeurs ou manutentionnaire*) ou *tailleur de pierre*, dans le commerce, ou dans le bâtiment (MAG, 1977 : 44).

Certaines études réalisées dans la zone pendant les années 1980 mentionnent la tension existante entre, d'un côté, les « *arrimados* », c'est-à-dire les nouveaux chefs de famille sans terre et dans ce sens demandant la terre aux mains de la coopérative, et, de l'autre côté, les *ex-huasipungueros*, membres des coopératives s'opposant à une nouvelle redistribution de la terre. En effet, vers 1986, un groupe important de « *arrimados* » de « La Chimba » a décidé de s'organiser pour mettre en marche une « prise des terres » de la zone du Páramos. Cela a donné lieu à la création de « l'Association des travailleurs Agricoles La Chimba » formée de 53 membres et chefs de familles (Guerrero, 1987 : 40). Ce fait a marqué la rupture définitive avec le modèle coopératif, lequel pour les années 1990 avait déjà disparu complètement du territoire. Ainsi, l'occupation totale de l'espace des anciennes haciendas, à partir d'accords collectifs et de logiques organisationnelles propres aux groupes indigènes gérées sous le modèle communautaire, est devenue vite une réalité qui s'est renforcée avec la distribution de titres de propriété privés permanents. Les familles paysannes avaient élargi leur extension de terres occupées et avaient déjà assigné 1185 hectares aux nouvelles familles ne disposant pas de terre. Il faut également préciser, qu'au-delà de cette lutte endogène d'appropriation du territoire, qui a également contribué à l'élimination du modèle coopératif, c'est justement l'abandon de l'Etat vis-à-vis de ses interventions directes dans la zone dans les années 1990, et selon une logique de politiques publiques influencées par le modèle néolibéral (Chiriboga, 2008 : 169).

réciprocité, alors que dans d'autres, comme à « Moyurco », les stratégies pratiquées étaient plutôt les stratégies migratoires. Tout cela dépendait de la disponibilité des terres.

Ceci montre que dans l'imaginaire paysan, modulé depuis la phase de *l'hacienda*, l'accès à la terre, même de façon inégalitaire, a toujours constitué l'axe central de la reproduction des familles dans ce territoire. Tel que le mentionne Haubert par rapport au cas équatorien :

“Quoi d'étonnant dans ces conditions à ce que le principal acte de démocratie coopérative des paysans attributaires ait été de se mettre collectivement d'accord pour refuser la collectivisation et pour se répartir les terres de la réforme agraire afin d'y réaliser prioritairement des cultures de subsistance, chacun pour son propre compte, et même à un niveau technique relativement faible ? (Haubert, 1989 :167)

2.3. Vers la domination agro-industrielle : Contexte et modalités d'articulation des unités de production paysannes au marché laitier.

Malheureusement, ce processus de territorialisation paysanne s'est achevé à une époque peu favorable pour les communautés de la paroisse d'Olmedo. En effet, l'occupation du territoire par les paysans coïncide également avec le recul de l'Etat et le début d'une période de politiques néolibérales et d'ajustements structurels dans le pays (décennie des années 1990). Les principaux changements concernaient « la dévaluation monétaire locale, la réduction de barrières commerciales et les restrictions du rôle de l'Etat dans les politiques agricoles » (Ferraro, 1996). Ce manquement au rôle institutionnel fut rapidement comblé par diverses ONG nationales et étrangères qui avaient pour principale mission la mise en œuvre de programmes de développement économique et social en milieu rural tout en profitant d'un contexte de « libre marché », d'une forte croissance urbaine et d'une « demande croissante de produits alimentaires (dont laitiers) à l'échelle nationale » (Ibid. 1996 :74).

Il s'agit d'ONG telles que « La Casa Campesina de Cayambe » (CCC), appartenant à la congrégation religieuse *Salesiana*, la Coopération Belge, le Fond équatorien-canadien pour le développement (FECD), la coopération Suisse (Swiss contact) et « Ayuda en Accion » provenant de l'Espagne. Toutefois, c'est surtout l'ONG « Casa campesina de Cayambe », constituée en 1994, qui a joué un rôle fondamental, essentiellement en ce qui concerne la captation de ressources financières pour le développement d'un programme de crédits et microcrédits en partenariat avec « *Ayuda en accion* » (Espagne), le FECD et plus tard la Banque interaméricaine de développement (BID) ainsi que la *Corporacion Andina de Fomento* (CAF). Ce programme était constitué de divers types de crédits tels que des crédits pour l'amélioration des lieux d'habitats et la construction de toilettes et de douches, des

crédits « émergents » (pour le traitement de personnes souffrant de maladies), des crédits « ordinaires » (pour la consommation des familles). Cependant, l'axe essentiel du programme était constitué par des microcrédits destinés au développement de nouvelles activités productives. Ces derniers étaient principalement orientés à l'amélioration des semences ainsi qu'à la rénovation des pâturages et à la mise en marche d'activités d'élevage bovin laitier au sein des parcelles familiales. En effet, il est important de signaler que, dès le début du programme de coopération, la CCC était décidée à mener son programme financier essentiellement autour du développement de la production laitière (Abdo Lopez, 1996 :49). Effectivement, la CCC considérait les zones des communautés paysannes d'Olmedo comme des « zones favorables pour la production laitière » du fait qu'à l'époque des coopératives les activités laitières avaient déjà commencé à se développer de façon collective (avec le soutien de l'IERAC) mais aussi individuelle dans le sens où elles se trouvaient déjà présentes (minoritairement) dans certaines unités domestiques appartenant aux anciens membres des coopératives (Furche, 1980). Dans ce contexte s'est donc diffusé et généralisé, au sein du *campesinado*, une activité économique qui était réduite⁸³ dans le passé et à laquelle ne pouvaient avoir accès que peu de coopératives, et en son sein que très peu d'unités familiales.

Cependant, les actions de la CCC n'étaient pas uniquement reliées aux programmes de crédits financiers. Elles étaient également liées aux aides concernant la formation des petits producteurs et à l'assistance technique autour du développement de la filière laitière. Cela prenait en compte l'amélioration génétique du bétail (à travers l'introduction de pratiques d'insémination artificielle), l'amélioration des systèmes de pâturage à travers l'application de sels minéraux, l'utilisation de machines agricoles et éventuellement les stratégies de commercialisation du lait (FECD, 1996 ; Ferraro, 2004 ; Chiriboga, 2008).

Il est intéressant de signaler que l'influence de la CCC a été perçue de manière positive de la part de paysans (ex-coopérants) et que, selon Ferraro (2004), elle a remplacé dans leur mémoire historique le rôle des anciens prêtres religieux du système traditionnel de l'Hacienda, par un nouveau rôle, plus moderne et efficient.

Avec le développement du programme des « micro crédits productifs », les paysans de la paroisse d'Olmedo se sont consacrés massivement à l'élevage laitier à petite échelle.

⁸³ Voir Annexe No. 4 : Photo 1 du livre de comptabilité - Disponibilité de Bovins laitiers à l'échelle de la coopérative dans les années 1970 -1980 (Il y avait au total 97 bovins laitiers pour toute la coopérative).

L'argent était essentiellement orienté vers le lancement d'un processus de rénovation des pâturages et aussi vers la mise en marche d'un tout nouveau système d'irrigation par « aspersion »⁸⁴. Cela a favorisé l'amélioration du rendement par hectare, lequel est passé de 12 litres à une moyenne de 39 litres (Herrán, 2011, 65-66). Il y a eu, au même moment, une diversification de la production issue des parcelles familiales, lesquelles étaient basées antérieurement en grande partie sur l'agriculture andine traditionnelle.

Il faut souligner que l'intervention des autres ONG dans la zone a suivi la même tendance que celle de la « Casa campesina de Cayambe » (CCC), c'est-à-dire accorder une priorité à la production à petite échelle d'élevage bovin laitier. Mais ce que n'ont jamais imaginé ces acteurs, c'est que cette activité allait se convertir, dans une très courte période, en une activité dominante et déterminante par rapport à la logique productive du territoire, tout en cassant le schéma traditionnel de « diversification de cultures » que certaines d'entre elles (à exception de la CCC) proposaient même de le conserver.

En effet, il est important de signaler aujourd'hui qu'au début de leurs actions sur le territoire les ONG, avec une vision strictement « campesinista », avaient pour objectif principal l'amélioration des revenus des familles. Dans ce sens, les ONG ne se sont pas directement focalisées sur l'aspect de la commercialisation du lait. Cependant, dans une certaine mesure, le fameux « microcrédit », qui était normalement orienté à l'élimination du rôle des « *chulqueros* » (prêteurs locaux), ainsi qu'à celui des intermédiaires laitiers⁸⁵, a créé les conditions structurales, ou en d'autres termes, a tracé un chemin favorable, à l'articulation des paysans avec les agro-industries laitières.

De cette manière, on peut voir comment, autant l'aide technique comme le système de crédit promu et accordé par la CCC, a bien eu l'impact espéré par rapport à la production laitière dans cette zone. De leur côté, les petits producteurs n'ont pas eu d'autres alternatives que de suivre les directrices productives et se sont essentiellement concentrés sur l'approvisionnement de lait aux intermédiaires (« *piqueros* ») qui collectaient le lait dans le territoire pour ensuite approvisionner certaines entreprises de l'agroalimentaire situées dans les villes proches (Quito – Ibarra - Cayambe).

⁸⁴ D'après la CCC, le premier système d'irrigation par aspersion a été installé en 1994.

⁸⁵ A de nombreuses occasions les intermédiaires laitiers occupaient aussi le rôle de prêteurs (Ferraro, 2004). Interview Nancy Bonifaz, CILEC.

Il faut signaler que vers la fin des années 1990, et malgré la forte crise économique que traversait l'Equateur comme conséquence des politiques d'ajustement structurels, l'Etat s'est porté favorable à « la consolidation définitive » d'une agriculture de type entrepreneuriale et au développement des marchés agro-industriels à l'échelle nationale (Carrillo Garcia, 2014 :43). Ceci a évidemment provoqué, selon Ferraro (2004), une intensification des relations capitalistes de production en milieu rural. A l'époque, quelques entreprises agro-industrielles cherchaient déjà à développer des articulations avec des petits producteurs autour d'un des marchés les plus dynamiques et les plus protégés par l'Etat, celui du lait.

Dans ce contexte, au début des années 2000, la production laitière constituait déjà un axe central du système agro-productif de la zone d'Olmedo. La spécialisation productive avait été lancée et tout était favorable à la poursuite de l'intensification de la production laitière. En pleine connaissance du soutien aux prix du litre de lait par l'Etat, les actions et projets menés par les ONG se sont ensuite poursuivies jusqu'à l'accord de crédits productifs pour la construction, l'installation et l'équipement de centres de collecte laitiers (Chiriboga, 2008 ; Herrán, 2011)⁸⁶. Pour la gestion de ces centres de collecte, les ONG ont suscité chez les producteurs l'intérêt de s'organiser en associations de producteurs⁸⁷, lesquelles auraient un rôle restreint à la sphère économique et productive mais pourraient faciliter les démarches de négociation avec leurs futurs acheteurs.

A partir de l'année 2002, étant donné les bonnes conditions telles que l'amélioration du volume de production⁸⁸, l'existence de centres de collectes et l'organisation de producteurs en associations, plusieurs agro-industries, à la recherche d'une diminution de leurs coûts de production, se sont intéressées au développement de relations contractuelles. Certaines d'entre elles sont venues s'installer dans la zone de Cayambe (c'est le cas notamment de Nestlé qui a déplacé ses activités et son usine en 2003)⁸⁹, d'autres, extérieures à la zone (FLORALP originaire d'Imbabura et une entreprise à proximité de Quito), ont aussi vu

⁸⁶ A « La Chimba », le centre de collecte a été bâti en 2001, et a commencé ses opérations en 2002 avec un volume de production de 3600 litres par jour.

⁸⁷ En sachant que selon Eaton, C ; Shepherd, A (2002), l'organisation des producteurs constitue un point fondamental pour mener dans des bonnes conditions et dans la bonne voie le développement de l'agriculture contractuelle.

⁸⁸ Selon Chiriboga (2008), « la production des organisations de Cayambe dépasse les 30.000 litres de lait par jour, c'est-à-dire une augmentation de plus de 100% » entre le début des années 2000 et 2008. (2008, 173).

⁸⁹ Voir Annexe No. 7 – Article Journal « El Universo » – Ecuador, 14 de mayo, 2003.

l'intérêt d'établir une articulation directe par le biais de la contractualisation tout en gardant leurs activités de transformations dans ses villes d'origine.

Selon le Fond Equatorien et Canadien pour le développement, les communautés de *Pesillo*, *Turucucho* et *La Chimba* ont d'emblée été considérées comme des zones prospères et favorables de par l'existence de quelques facteurs bénéfiques. Il s'agit d'abord d'une zone avec la présence d'abondantes sources en eau, avec des terres de bonne qualité pour la semence de pâturage (FECD, 1996). Ces communautés, étant les plus les plus grandes de la zone, permettaient de disposer d'un volume important de production laitière journalier. Cependant, toute la production n'avait pas été directement destinée au profit d'acteurs agro-industriels dans la mesure où encore 30% du lait restait commercialisée avec les intermédiaires ou « *piqueros* » (Chiriboga, 2008,185).

Selon des informations provenant du CILEC et du gouvernement local d'Olmedo⁹⁰, on estime, par exemple, que les premiers contrats qui se sont développés entre la communauté de « La Chimba » et l'agro-industrie laitière ont été basés sur des accords plutôt du type informel, sans parvenir encore à devenir dans sa totalité une forme « d'intégration verticale » mais avec toutes les caractéristiques d'un contrat de commercialisation du type « marché au comptant » (Vavra, 2009 :7), c'est-à-dire où « les produits sont vendus et immédiatement livrés », et où l'agro-industrie fixe les conditions de vente ainsi que les formes spécifiques de livraison du produit. Dans ce type d'articulation, les producteurs gardaient encore la maîtrise de leur production sans perdre totalement le contrôle de la sphère productive. Toutefois, de façon progressive, les contrats de commercialisation sont aussi devenus des « contrats de production » où les entreprises avaient déjà commencé à exercer plus de contrôle sur les exploitations avec notamment l'assistance technique. Dans ce sens, et petit à petit, les producteurs commençaient à perdre le contrôle de la sphère productive et, par la même occasion, l'autonomie qu'ils avaient gagné lors du processus de territorialisation. Après l'établissement des premières relations contractuelles dans la zone d'Olmedo, les actions et les démarches des ONG sur le territoire se sont progressivement vues affaiblies. La CCC par exemple, a poursuivi encore pendant quelques années ses activités en relation avec l'accord de micro-crédits et, parallèlement, a monté un centre de suivi et de recherche (plutôt d'ordre académique en relation avec l'université Salesiana) afin de réaliser des diagnostics et des évaluations permanentes au sein des exploitations

⁹⁰ Interviews effectuées auprès de membres du gouvernement local et de CILEC, Juin, 2015

laitières⁹¹. Cependant, leur rôle d'appui et de soutien technique a été peu à peu occupé par celui de l'agro-industrie.

CONCLUSION

Les différents événements analysés dans cette brève synthèse historique, nous ont éclairé sur les différentes dynamiques territoriales survenues dans les territoires des communautés indigènes de la paroisse d'Olmedo. Spécifiquement, la réforme agraire de 1964 et l'application du modèle coopératif à travers le « projet sectoriel Cayambe » ont, certes, éliminé les formes précaires d'articulation de la main d'œuvre avec les anciennes haciendas disparues, mais elles ont aussi modifié la structure de la concentration de la terre du territoire. Cependant, s'agissant d'un projet *top down*, plusieurs tensions se sont développées ce qui a provoqué la crise et la disparition du modèle coopératif proposé en laissant le champ libre au développement de dynamiques endogènes, émanant des acteurs paysans qui ont tenté de résoudre leurs problèmes de manque de terre en s'appropriant et en valorisant leurs ressources territoriales. On peut qualifier cette dynamique de stratégie endogène pour le contrôle de la terre ou même de « voie paysanne », dans la mesure où ce sont les familles qui ont accédé individuellement ou collectivement à la terre ainsi qu'à d'autres ressources provenant de l'ancienne hacienda⁹².

Il s'agit de la construction d'un véritable processus de « territorialisation », lequel s'appuie sur une interrelation de l'espace physique, du genre de vie paysan et d'une agriculture consacrée essentiellement à la satisfaction des besoins de la famille, sans pour autant nier une insertion aux marchés qui n'était que complémentaire dans la sphère de l'économie paysanne depuis le lendemain de la réforme agraire et jusqu'à la fin des années 1980. Ceci a signifié une insertion permanente à l'économie marchande avec, bien sûr, une variation importante des priorités accordées par les familles aux différentes pratiques en agriculture au cours des périodes analysées.

Pendant tout ce processus, les paysans sont passés par diverses catégories socio-productives ce qui indiquait aussi les rapports sociaux existants à l'intérieur du système d'hacienda

⁹¹ Il s'agit du Centre de recherche sur la problématique laitière à Cayambe et en Equateur (CILEC), qui avait son siège (bureaux et laboratoires) dans la ville de Cayambe.

⁹² La concentration de la terre par un seul propriétaire n'existe plus et, sans arriver à établir des similitudes, ce processus a des traits communs avec la « *vía farmer* » nommée par Lenin (1974).

jusqu'à sa disparition. D'abord, « *huasipungueros* », ensuite « *cooperados* » et finalement producteurs familiaux. Cependant, le maintien du lien organisationnel et social a toujours été à charge de la figure de « *la comunidad* » ou « communauté indienne », laquelle est un acteur majeur dans la zone mais qui a subi aussi des changements importants au niveau du poids qu'elle a exercé sur l'organisation de la vie collective tout au long de l'histoire.

Les deux dernières décennies (depuis fin des années 80) se caractérisent par un changement au niveau de la structure du système d'acteurs présent dans le territoire, mais aussi au niveau de la structure agraire du territoire. Comme on vient de le voir, malgré la phase de récupération de l'espace par les paysanneries après la réforme agraire, l'insertion croissante d'acteurs extra-territoriaux⁹³ a mené les communautés paysannes dans la voie de la spécialisation laitière et, sur cette base, plusieurs agro industries ont vu l'intérêt de s'articuler aux paysanneries locales par le biais de l'agriculture contractuelle. Cela leur permettait de bénéficier des matières premières à de faibles coûts de production et d'une force de travail familiale abondante.

Ainsi, un changement des logiques productives des paysans s'était produit. Ces derniers avaient réussi à conserver, entre la fin des années 1970⁹⁴ et la moitié des années 1990, un modèle productif traditionnel caractéristique de l'époque de *l'hacienda* : pommes de terre, cultures andines, céréales et l'élevage. Dans ce sens il est important de souligner que jusqu'à la moitié des années 1990, la grande majorité de la main d'œuvre paysanne était concentrée dans la production agricole traditionnelle (Ferraro, 2004). Actuellement, la conformation d'associations de petits producteurs et la priorisation des sols destinés au pâturage constituent des conditions nécessaires pour s'intégrer dans une relation contractuelle avec l'entreprise capitaliste.

Le manque de politiques publiques orientées vers la diversification de la production agricole a sans doute laissé un espace ouvert permettant au marché d'agir sans aucun

⁹³ ONG, acteurs de la coopération internationale et agro-industries.

⁹⁴ En una publicación del diario El Comercio del 9 de marzo de 1978, los campesinos de 25 organizaciones de la zona de Cayambe y Tabacundo presentan un alegato al Ministro de Agricultura. En el primer punto, señalan textualmente: "A partir de 1976, en la mayoría de nuestras propiedades superamos la producción agrícola de la gestión de la Asistencia Social o las alquiladas a terceros, producción que sale en su totalidad hacia los centros de consumo. Así, por ejemplo, la cooperativa San Pedro de la hacienda Santo Domingo N° 1 produjo en el año agrícola 1976-1977, 3.100 quintales de cereales, 6.000 quintales de papa y 382.000 litros de leche, mientras esa propiedad producía en alquiler, 2.200 quintales de cereales, 4.000 quintales de papa y 228.000 litros de leche" (Bernard, 1982:146)

obstacle à la diffusion et la généralisation de l'élevage bovin laitier. On a vu qu'une forte articulation a commencé à se produire à cette époque entre les unités familiales et l'agro-industrie laitière, laquelle s'est finalement consolidée au XXIème siècle tout en laissant sa trace sur le territoire (qu'on abordera dans la partie suivante). On peut alors se demander, ce qu'il s'est-il passé avec le territoire paysan de « La Chimba » touché par l'agriculture contractuelle depuis 15 ans. Aussi, quelles sont les principales transformations économique-productives et socio-organisationnelles qu'a connu ce territoire ?

DEUXIEME PARTIE

**Les transformations territoriales au pied du Volcan :
Un processus de déterritorialisation de l'agriculture
familiale ?**

INTRODUCTION

Dans la précédente partie, nous avons vu comment suite à la réforme agraire, le territoire analysé s'est progressivement modifié au profit d'un processus de territorialisation paysanne. Mais cela n'aurait duré qu'une courte période. En effet, seulement quelques années plus tard, l'avancée et développement du capitalisme en milieu rural a favorisé l'arrivée de nouveaux acteurs externes, tels que ceux de la coopération internationale et l'agro-industrie. Ainsi, le territoire s'est encore redéfini au profit de nouvelles relations de domination en provoquant parallèlement certaines modifications apparemment caractéristiques d'un processus de « Déterritorialisation ».

Quand on compare le scénario d'il y a quarante ans avec celui d'aujourd'hui, les transformations spatiales, productives, économiques, sociales, organisationnelles et culturelles sont évidentes et suivent une même tendance évolutive parallèlement au degré d'articulation des économies paysannes au marché du type capitaliste. Comme on l'a vu précédemment, ces premières tendances d'articulation des économies paysannes au marché, prennent diverses formes et ne sont pas récentes. Il est clair qu'elles n'ont pas toujours été dominantes, elles ont progressivement pris du poids depuis le dernier tiers du XXème siècle, se sont intensifiées, même « radicalement », dès la fin des années 1990 et, par la suite, à partir des premières relations contractuelles entre les petits producteurs et les agro-industries. C'est à ce moment qu'on reprend l'idée de Polanyi (2013, original 1944), où le « changement radical que représente le passage à une économie dominée par le marché n'en ressortira que plus clairement » (2013 : 88).

Dans ce sens, on verra dans cette partie comment les changements plus rapides, profonds et drastiques se présentent dans un contexte actuel de globalisation économique et comme le résultat direct du développement de modèles productivistes en milieu rural. Pour ce faire, notons que le processus de déterritorialisation, qu'on tient à démontrer ici, a été défini précédemment, comme une conséquence directe et le résultat de l'application d'un « modèle productiviste » (Rieutort, 2009 ; Entrena Duran, 1998 ; 2010), lequel a été introduit, à Cayambe à partir des années 2000, par le biais de l'agriculture contractuelle.

Etant donné que notre étude prend en compte le territoire comme un élément dynamique, en construction permanente et non pas comme un élément statique, on pourrait tout aussi bien se demander, inversement, si le processus de déterritorialisation n'aurait pas eu lieu

de toute façon sans nécessairement passer par un contexte d'agriculture contractuelle ? Si bien que, dans ce travail, on ne va pas se concentrer sur cette possibilité ni la réfuter, mais on va plutôt démontrer comment les modalités spécifiques de cette intégration verticale ont accéléré les transformations territoriales au cours des seize dernières années, tout en conduisant la communauté de « La Chimba » vers un processus de déterritorialisation d'une façon assez rapide.

Dans cette partie on analysera les transformations territoriales⁹⁵ identifiées à partir des résultats de nos enquêtes quantitatives et qualitatives en tant que manifestations précises du processus de déterritorialisation et on verra comment le processus analysé a suivi un rythme accéléré depuis le début du XXI^{ème} siècle. Pour ce faire, on verra dans un premier chapitre, les transformations territoriales survenues sur le plan agricole et économique-productif en faisant une comparaison entre la situation actuelle de « La Chimba » et un scénario⁹⁶ antérieur aux années 2000. Ensuite, dans un deuxième chapitre on mettra en évidence les transformations sur le plan socio-organisationnel des agricultures familiales, lesquelles, comme on le verra, sont étroitement liées aux transformations suscitées dans le secteur agricole.

⁹⁵ Les transformations analysées dans les deux chapitres à venir ont été donc organisées selon l'ordre des manifestations présentées dans la définition proposée dans la première partie du document.

⁹⁶ Reconstitue grâce aux données disponibles, au questionnaire de perception et à quelques parties d'interviews et des focus groups effectués auprès des acteurs locaux (Agriculteurs et autorités locales).

CHAPITRE 3

Les transformations sur le plan agricole économique

Les espaces ruraux [...] sont soumis à des évolutions, des tensions et des processus divers et souvent contradictoires, une alchimie complexe qui prend évidemment appui sur des facteurs externes, portés par des acteurs distants et des règles nationales et internationales [...] (Torre et Filippi, 2005 :3)

Adopter un modèle agricole productiviste est actuellement devenu une stratégie très encouragée, autant au niveau de marchés extérieurs qu'intérieurs, par les politiques agricoles de la plupart des gouvernements du monde entier en réponse à un contexte de « globalisation des marchés » (Torre et Filippi, 2005). Ce modèle reste prédominant et il possède, selon Favreau et Molina (2011), une formule « gagnante » qui consiste à « se spécialiser, s'agrandir et se moderniser pour accroître ses rendements » et répondre aux besoins des marchés compétitifs. En effet, Pecqueur et Campagne (2014), affirment qu'actuellement une grande partie de la production agricole du monde est axée en fonction des exigences du marché, et plus précisément des « marchés rémunérateurs » (Rieutort, 2010).

En Equateur, depuis les années 1990 avec les réformes néolibérales, les marchés rémunérateurs intègrent principalement les produits d'exportation dits « non traditionnels », (fleurs, fruits exotiques, certains légumes comme le brocoli, quinoa, etc.)⁹⁷, du fait de leur contribution positive dans la balance commerciale (Acosta, 2002). Cependant, la croissance démographique du pays, ainsi que la croissance de la population urbaine, intensifient également la demande interne de produits alimentaires de première nécessité, standards à bas coûts et à faible prix, dont le lait et ses produits dérivés font partie.

Prioriser cette stratégie dite « productiviste » ou même « hyper-productiviste » provoque, selon quelques auteurs, la déstructuration des espaces ruraux voire une « distanciation des activités agricoles et agroalimentaires vis-à-vis des territoires » (Torre et Fillipi, 2005 : 8 ; Hernandez et Phélinas, 2012), soit une « dissociation de l'agriculture et son territoire », en créant un clivage entre « le monde productif nomade ou a-spatial et le monde productif territorial » (Pecqueur et Campagne, 2014 :42). Il s'agit clairement d'un contexte où « l'agriculture perd son rôle prépondérant » en provoquant cette « fracture entre la sphère agricole et la société civile » (Ibid, 2005 :1) ou, plus précisément, cette « rupture entre agriculture et territoire » (Favreau et Molina, 2011 ; Entrena Duran, 2010). Il y a selon Hernandez et Phélinas, (2012) une « recomposition des formes de production traditionnelles et des modes de construction des territoires » (2012 : 5). En effet, cela signifie que le modèle remis en question possède une vision « monolithique du territoire »,

⁹⁷ A l'opposé, les produits d'exportation traditionnels ont été le café, le cacao, la banane, le pétrole et les crevettes.

c'est-à-dire une vision rigide où le territoire se réduit à une fonction d'espace physique. Ce dernier valorise d'avantage les intermédiaires plutôt que les producteurs et les consommateurs. Les agriculteurs ne sont alors plus citoyens mais simplement « une partie d'une chaîne de production » (Ibid, 2011).

Ne répondant plus aux besoins ni aux préoccupations des habitants du territoire, ce modèle se voit totalement déconnecté des problématiques locales et priorise la fonction productive afin de pouvoir rester fonctionnel aux intérêts des grands groupes agro-industriels. La rupture entre agriculture et territoire se traduit donc également par la rupture avec les réseaux sociaux, l'environnement, le paysage, mais principalement avec l'alimentation locale. (Entrena Duran, 1998 : 4)

Dans ce chapitre, on verra comment le changement des logiques agricoles productives⁹⁸ (ou des modes de production) en réponse aux logiques capitalistes (3.1), vont aussi provoquer des modifications au niveau des modèles alimentaires traditionnels des familles paysannes (3.2), mais aussi parallèlement vont reconfigurer et transformer l'espace qui a été approprié par la communauté paysanne, tout en provoquant des nouvelles représentations de cet espace chez les acteurs locaux.

3.1. Le Changement de logiques productives à « La Chimba » : Expansion des pâturages et diminution des polycultures andines.

Comme on l'a vu précédemment, dans plusieurs zones de la Sierra équatorienne, le développement du secteur laitier a commencé dans un contexte post réforme agraire. En effet, selon Hernandez et al (2013), l'Etat a favorisé un processus de modernisation à travers l'importation du bétail et l'introduction de nouvelles techniques ce qui a eu comme résultat des meilleurs niveaux de production et productivité laitière en réponse aux demandes croissantes des marchés urbains. Plus tard, pendant les années 1990, « l'appui et consolidation définitive au développement d'une agriculture entrepreneuriale » est devenu possible (Carrillo Garcia, 2014 :43). En effet, dans un contexte de politiques d'ajustement structurel en Equateur, comme le souligne Ferraro (2004), les relations capitalistes de

⁹⁸ On tient à préciser que cette transformation est la seule à pouvoir être mesurée et comparée sous un aspect quantitatif et où on peut être capables de voir statistiquement son rythme accéléré. Cette accélération va influencer aussi par la suite le rythme des autres transformations qui vont être mises en évidence dans cette partie.

production se sont intensifiées en augmentant aussi la participation des paysans indigènes dans des nouvelles logiques marchandes et productives.

A partir des années 2000, malgré le contexte d'ajustement structurel et de libéralisation des marchés (dans un tout nouveau contexte de dollarisation), le lait reste un produit protégé par l'Etat et ses politiques productives à l'échelle du pays. Dans ce contexte, la recherche de bons prix et de diminution des coûts de production par les agro-industries favorise en grande partie le développement des premières relations contractuelles entre petits producteurs et grandes entreprises agro-industrielles dans certaines paroisses rurales de Cayambe.

Quelques années plus tard, à partir de 2007, sous le gouvernement « progressiste » de la « révolution citoyenne », tout un programme de développement et soutien aux relations contractuelles se met en marche dans le pays. Il s'agit des programmes *inclusifs* (expliqués antérieurement comme PRONERI) où les grandes entreprises, le gouvernement, et les petits producteurs deviennent signataires d'un contrat qui cherche à approvisionner les chaînes de production alimentaires des différents programmes sociaux. Le secteur laitier retrouve une véritable opportunité de développement avec la création du programme d'alimentation scolaire « *Nutriendo el desarrollo* » où le lait est devenu l'élément principal des menus des enfants à l'école.

A l'échelle territoriale, ce contexte est devenu déterminant et a permis aux petits producteurs de se procurer un revenu régulier et stable tout au long de l'année. Cependant, la dépendance vis-à-vis de l'extérieur a augmenté et cela a déterminé les différents choix et stratégies effectués par les agriculteurs familiaux afin de rester compétitifs et pouvoir intégrer à long terme ces marchés. Ce contexte a favorisé par la suite « un processus de capitalisation et modernisation dans les parcelles » (Rebai 2012) et comme le signalent Torre et Filippi (2005) cela « accélère l'intégration de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire... »

Effectivement, on est face à des « changements structurels qui touchent l'activité agricole » et qui selon Torre et Filippi (2005), provoquent parfois des évolutions que les auteurs qualifient même de « brutales » et « irréversibles ». Par exemple dans le contexte français cela a provoqué la réduction des surfaces cultivées (Ibid, 2005 :9). En effet, l'expansion de la frontière agricole ainsi que la diminution des espaces agricoles diverses au profit des

monocultures en pâturages, constituent un des principaux changements issus du processus de modernisation de la filière laitière en Equateur. Ainsi, les transformations deviennent notamment plus profondes et évidentes au cours des années 2000 (Hernandez et al, 2013).

A « La Chimba », comme dans les communautés voisines de la paroisse d'Olmedo, on a assisté pendant les années 1990, comme le souligne Ferraro (2004), à une « multiplication des activités productives non traditionnelles » (en faisant référence à l'élevage bovin laitier) grâce aux actions de soutien et d'influences d'ONG locales et internationales. A cette période, le revenu issu de l'activité laitière constituait une source importante pour les économies paysannes. Cependant, tel qu'on la vu plus haut, les familles conservaient encore les activités liées à l'agriculture traditionnelle qui concentrait leur plus grande force de travail (Ibid, 2004 : 69 - 70). En d'autres termes, les choix productifs des familles restaient en accord avec les problématiques locales c'est-à-dire indépendants des contextes et décisions économiques extérieurs au territoire.

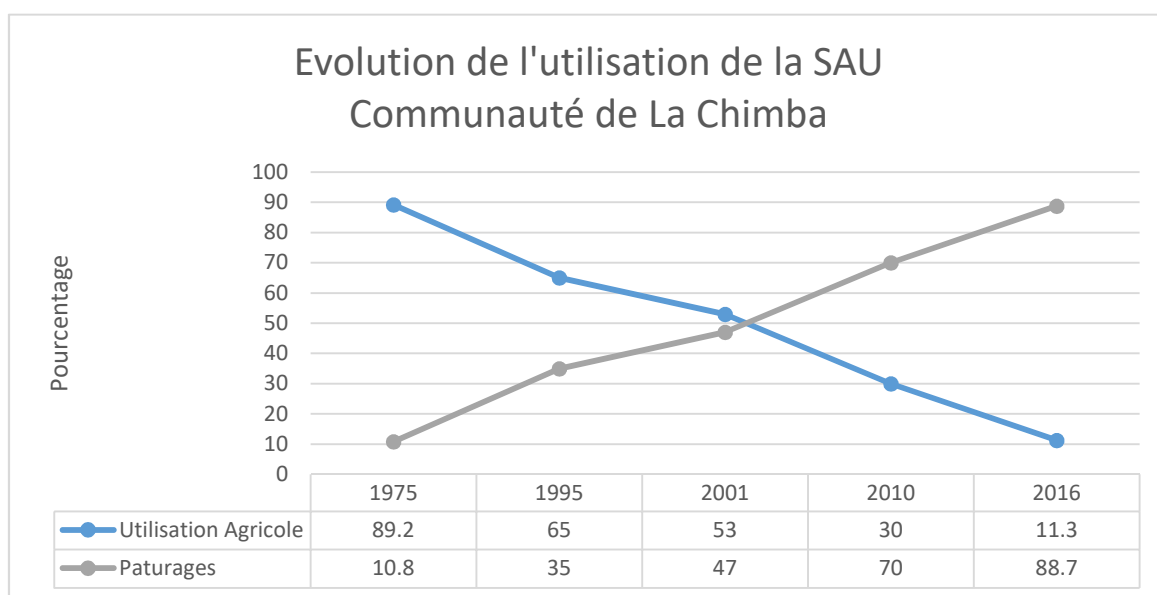
Progressivement, l'activité laitière constituera leur principale source de revenu et, tout comme la situation décrite par Torre (2005), les agriculteurs deviendront plus « contraints par des déterminants et des décisions extérieures à leur territoire ». C'est ainsi que les paysans ont commencé à transformer radicalement leurs parcelles « de pommes de terre » - peu rentables économiquement (vision caricaturale de : Aubron, 2013), ou même à acheter des nouvelles terres pour les transformer dans des parcelles où les pâturages sont actuellement prédominants. Cette stratégie leur assure bien évidemment des revenus monétaires constants leurs permettant de garantir leur « sécurité alimentaire » laquelle ne serait plus en relation avec leur « souveraineté alimentaire ». En effet, l'agriculture n'occupe ici plus sa fonction principale liée à l'alimentation du groupe familial, dans la mesure où la monoculture de pâturage reste prédominante. Auparavant, les besoins alimentaires des familles étaient assurés par une production endogène de « tubercules et céréales » alors qu'actuellement elle diminue et disparaît dans certains cas (Aubron, 2013 :200).

Si bien qu'il existe encore 87,5 % des familles enquêtées qui disposent de très petits espaces (11,3 % du total des terres) destinées aux cultures de quelques produits traditionnelles andins pour l'autoconsommation, pour l'échange en moindre quantités (36 % des familles) et pour la commercialisation en très petites quantités (seulement 16 % des familles), ces espaces diversifiés seraient en voie de disparition. En effet, comme on peut le voir dans le

graphique No. 4 ci-dessous, actuellement 89 % de la superficie agricole à la Chimba est occupée par les cultures de pâturage utilisées pour l'élevage laitier et uniquement 11,3 % des terres sont destinées aux polycultures andines tels que la pomme de terre, le maïs, des grains (haricots, petits pois), fèves, légumes, Quinoa...etc, alors que ces pratiques étaient encore dominantes entre les années 1970 et la première moitié des années 1990 où l'agriculture traditionnelle andine occupait plus du 65 % de la superficie agricole utilisable (Recensement Agricole, 2000).

On peut voir clairement que la surface en pâturage a augmenté de presque 80 points en quarante ans, dont 40 points correspondent aux quinze dernières années. Pour autant, l'augmentation la plus rapide de cette surface s'est produite pendant les 5 dernières années où la superficie en pâturage augmenta de 20 points. Il s'agit effectivement d'une transformation très accélérée par rapport au rythme évolutif précédent, ce qui pourrait pratiquement éliminer les espaces agricoles diversifiés dans une très courte période à venir. (Voir cartes No. 4, 5 et 6 - Evolution de l'utilisation du sol à « La Chimba » entre 2003 et 2013)

Graphique No. 4



Source : Projet sectoriel Cayambe (1977) - Guerrero (1987) – Recensement agricole (2000) - Enquêtes La Chimba (2013-2016)

Les différents rythmes de croissance de la superficie en pâturage peuvent être ainsi attribués à différentes étapes vécues au cours des dernières décennies. En effet, autant les politiques de développement du secteur laitier en Equateur comme les logiques productives

introduites par des acteurs externes, ont une claire influence au niveau de l'évolution de la voie de spécialisation laitière dans la communauté étudiée.

- A partir du graphique précédent, on identifie clairement le moment post réforme agraire où il y a eu une première politique de régulation du prix du lait en 1977 (Hernandez et al, 2013)⁹⁹, ce qui explique certainement le début de cette voie vers la spécialisation. En effet, on doit prendre en compte le fait que la protection du marché laitier par les pouvoirs publics a commencé dans les années 1970, ce qui influence fortement sur l'utilisation de la surface agricole, surtout de la région andine. Mais dans les 15 dernières années, cela n'a pas été le seul facteur déterminant le rythme de transformations des surfaces agricoles et des stratégies adoptées par les petits producteurs par rapport à l'utilisation de leur terre.
- Par la suite, les missions techniques provenant des acteurs externes de la coopération internationale pendant les années 90 qui ont clairement conduit ces agriculteurs familiaux dans cette voie de spécialisation productive.
- On note néanmoins comment les relations contractuelles établies au début des années 2000 ont intensifié le rythme d'agrandissement de cette surface et ont encouragé ces petits producteurs à destiner la plupart de leurs parcelles aux pâturages.
- Malgré cela, il reste évident que la création des programmes de soutien à l'agriculture contractuelle, en tant que politique agricole (entre 2007 et 2010), ainsi que la régulation, et augmentation progressive du prix du lait (entre 2009 et 2013) par le gouvernement¹⁰⁰, sont devenues l'élément moteur ou le facteur décisif des stratégies adoptées par les petits producteurs, en particulier pour l'utilisation de leur foncier en destinant tout à l'élevage bovin laitier.

Aussi, il paraît logique, selon la tendance repérée dans nos enquêtes, que 7 sur 8 producteurs ont choisi d'augmenter leur surface agricole en pâturages pour l'élevage bovin, ainsi que leur nombre de bêtes, à cause d'un contexte favorable de stabilité et rentabilité

⁹⁹Le lait a constamment intégré la liste des produits protégés en termes de prix par l'Etat depuis les années 1970, et ceci est dû notamment grâce aux influences du collectif des grands exploitants éleveurs, (représentés par l'AGSO), en lien constant avec les grandes entreprises laitières. (Hernandez et al, 2013).

¹⁰⁰ Voir annexe No. 8 : Articles de presse référents à l'évolution du Prix du litre de lait en Equateur.

économique élevée qu'offre le marché du lait depuis en moyenne une dizaine d'années, cela au détriment d'une agriculture paysanne de moins en moins valorisée sur le marché.

Durant notre recherche de terrain on a retrouvé Tobias Quinche, un paysan de 55 ans, fils d'un ancien « Huasipunguero » à l'époque de l'Hacienda, qui a connu toute l'évolution de la spécialisation laitière dans la communauté. Tobias Quinche, à la différence de la grande majorité des producteurs, n'a pas encore tout destiné au pâturage, et voit justement l'intérêt de ne pas perdre les pratiques agricoles traditionnelles. Disposant de 4 hectares et demi au total, 1 hectare et demi est destinée pour les cultures d'autoconsommation, à l'échange et à la commercialisation. Dans une des premières interviews effectuées, il nous a expliqué les raisons pour lesquelles la plupart des producteurs choisissent d'éliminer progressivement leurs espaces cultivés diversifiés.

**Extrait de la première interview à Tobias Quinche (producteur de 57 ans)
Mai 2015 :**

Q : Mais alors, tout le monde est concentré sur l'élevage laitier ?

R : Bien sûr, ils sont tous dedans. Ils ne veulent plus dépenser dans le « arado », ni dans le tracteur (en faisant référence à l'emprunt). Ils ne veulent plus être tordus « agachados » dans le champ toute la journée. Ils se demandent pourquoi est-ce que je ferai cela. C'est un travail sacrifié. Pourquoi est-ce que je vais cultiver si je peux gagner plus avec le lait sans avoir besoin de salir mes mains. La terre pour les pommes de terre est plus utile pour l'élevage et comme ça j'ai plus d'argent. Actuellement ce n'est que ça, ils ne pensent qu'aux vaches, les intrants « balanceado », le « glifosate » ... ils achètent à l'association pour faire plus du lait.

Q : C'est vraiment tout le monde ou quelques-uns ?

R : Tous déjà, c'est à dire il y en a quelques vieux comme moi qu'on reste et oui en effet on fait encore nos fèves, nos pommes de terre, nos animaux... mais les foyers plus jeunes, ont une toute une autre mentalité. Ils ne valorisent plus l'agriculture. C'est plutôt leur lait, tous les quinze jours ils sont payés, ils prennent leur argent et vont tout acheter aux marchés à Cayambe (En faisant allusion à trois grandes enseignes de super marchés en ville tels que "Santa Maria", "AKI" et "TIA").

On constate bien à partir de ces informations, que les stratégies des agriculteurs familiaux sont actuellement focalisées dans le « business laitier ». On assiste à une situation similaire à celle décrite par Torre et Filippi (2005), où ce qui motive aujourd'hui les petits producteurs est la « recherche de gains de productivité laquelle entraîne un accroissement des besoins en capitaux » et s'accompagne de l'introduction des notions de « rentabilité et

profitabilité » ainsi que des modes de gestion du type industriels qui étaient auparavant « inconnus dans les sphères agricoles ».

A partir du témoignage du Président du gouvernement local d'Olmedo¹⁰¹, il est aussi intéressant de prendre en compte, qu'à partir des actions de l'ONG « Casa Campesina de Cayambe » ainsi que de l'articulation avec l'agro-industrie, les parcelles ont bien eu recours aux micros crédits pour accéder à une certaine technification comme le système d'irrigation par aspersion et l'amélioration de la génétique du bétail. Mais à partir de 2007¹⁰², l'achat des intrants et l'accès au crédit s'est généralisé et, par conséquent, les niveaux d'endettement des familles ont augmenté pour acquérir principalement des asperseurs, des intrants, des terres, des vaches etc. Cela est devenu la priorité pour les agriculteurs familiaux, les mêmes qui voulaient augmenter leur quantité de lait produite par jour (Il s'agit des deux principaux postes de dépense des producteurs, Voir graphique No. 7, Page 139). Par exemple, entre le milieu des années 1990 et 2010, le système d'irrigation par aspersion est arrivé à couvrir 60 % des parcelles familiales, alors que depuis 2013, 100 % des familles de la communauté disposent de ce système.

Cependant, au-delà du contexte favorable pour la production laitière, il faut aussi prendre en compte le fait que les exigences des contrats établis entre 2002 et 2007 ne sont pas les mêmes que les contrats établis avec le soutien des pouvoirs publics à partir de 2007. Certes, actuellement il ne s'agit plus de la signature de « contrats de commercialisation » mais plutôt de la signature d'un type de contrat d'intégration verticale « *multipartite* »¹⁰³ (Eaton, C ; Shepherd, A, 2002), entre le gouvernement, l'agro-industrie et les différentes associations laitières à Cayambe. Effectivement tel qu'on l'a mentionné auparavant, une entreprise unique assignée par l'Etat (*El Ordeño*), contrôle la sphère productive et, dans ce type de contrat, les producteurs ne disposent plus de la maîtrise sur leurs actifs agricoles (Vavra, 2009). En effet, « les clauses relatives aux ressources et à la gestion » (Ibid, 2002), c'est-à-dire, les parties relatives à l'introduction de « conseils et pratiques » sont devenues des « normes » beaucoup plus exigeantes et rigoureuses. Selon Campagne et Pecqueur (2014), « la pénétration » des marchés capitalistes dans les espaces ruraux « s'est réalisé

¹⁰¹ Interview réalisée à Vinicio Quilo, président du gouvernement local d'Olmedo.

¹⁰² Début du système d'articulation entre Etat – Entreprise agroalimentaire – Petits producteurs.

¹⁰³ Selon la FAO ce type de contrat prend en compte le modèle centralisé d'agriculture contractuelle mais par contre il implique divers organismes qui sont souvent des « organes de droit public » (Eaton, C ; Shepherd, A, 2002)

[...] par l'intermédiaire des normes de qualité et par les niveaux de prix des produits ». D'après les auteurs, l'imposition de ces facteurs a « transformé radicalement l'économie des territoires ». Dans un interview réalisé en dehors du siège de l'association laitière de La Chimba, l'administrateur a accepté de nous parler¹⁰⁴. Il a manifesté l'idée qu'il est de plus en plus difficile de garder les espaces de cultures pour l'autoconsommation.

Extrait d'interview à Darwin Quilo (Agent administratif de l'association de producteurs El Ordeno – Janvier 2016)

Depuis 6 ou 7 ans il y a des normes à suivre, mais ce sont surtout des conseils que l'agro-industrie nous donne à travers deux techniciens permanents sur place (l'un argentin et l'autre néozélandais), afin d'augmenter notre rentabilité et pouvoir améliorer la qualité du lait vendu. Cela nous a beaucoup aidé pour répondre aux exigences et pouvoir continuer dans cette voie avec l'AGSO.

Pour moi, un des principaux conseils à suivre c'est celui par rapport au maintien d'une parcelle homogène en pâturages cultivés (du type : pasto azul). Cela a notamment besoin de mettre, au moins deux fois par an, des intrants tels que le « 18460 » et « ferti-forraje » (intrants chimiques).

Pour un meilleur rendement et pour laisser plus d'espace aux bêtes, les techniciens de l'agro-industrie nous ont conseillé de garder au maximum 10% de l'espace en terre pour d'autres cultures.

Ainsi, quels autres éléments nous permettraient de démontrer cette relation de cause à effet entre les premières expériences d'agriculture contractuelle du début des années 2000, et les transformations accélérées des pratiques agricoles du territoire ? Il est difficile d'envisager le calcul d'une corrélation statistique exact pour confirmer cette « relation de dépendance », en revanche, quelques tendances qui ont été dégagées, à partir des résultats des enquêtes, pour approfondir cette réflexion.

Effectivement quatre personnes enquêtées sur cinq ont décidé, soit de destiner la totalité de leurs parcelles aux cultures de pâturage au détriment des polycultures traditionnelles, soit de diminuer la superficie de ces espaces en faveur des monocultures de pâturage, depuis une fourchette de temps comprise entre 5 et 15 ans.

Dans la même idée, quelques perceptions des habitants de « La Chimba » sont intéressantes. On peut voir qu'au cours des 15 dernières années, 72 % des familles enquêtées ont perçu une diminution progressive des pratiques de cultures pour l'autoconsommation. Au contraire, 21 % des familles pensent que ces pratiques seraient

¹⁰⁴ Interview réalisée à Darwin Quilo (Administrateur de l'Association El Ordeno), Février 2016.

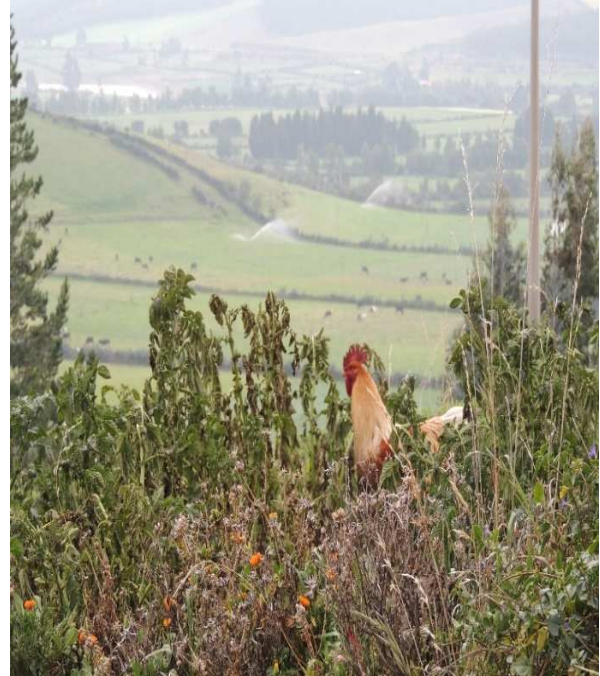
maintenues et uniquement 7 % des familles pensent que les pratiques d'agriculture traditionnelle auraient augmenté sur cette même période.

Les choix des agriculteurs familiaux de « La Chimba » pouvant être qualifiés de « rationnels » ou bien de « stratégiques », sont en rupture face au modèle de gestion des terres que l'hacienda, en tant qu'acteur dominant, avait mis en marche entre le XVII^e et la première moitié du XX^e siècle. En effet, contrairement à ce que l'on croit, la production agricole diversifiée était une des principales stratégies de l'ancienne *hacienda*, pour diminuer les dépenses monétaires et atteindre l'autosuffisance. Cela permettait de soutenir les productions les plus rentables qui avaient des débouchés sur le marché en utilisant intensivement leurs ressources en main d'œuvre¹⁰⁵. (Ramón Valarezo 1986 : 653).

¹⁰⁵ Voir Annexe No. 5 – Photo 2 : Anciens livres de comptabilité et gestion de la coopérative agricole La Chimba. Cet établissement a conservé une certaine logique de *l'hacienda* en ce qui concerne l'organisation de la production.

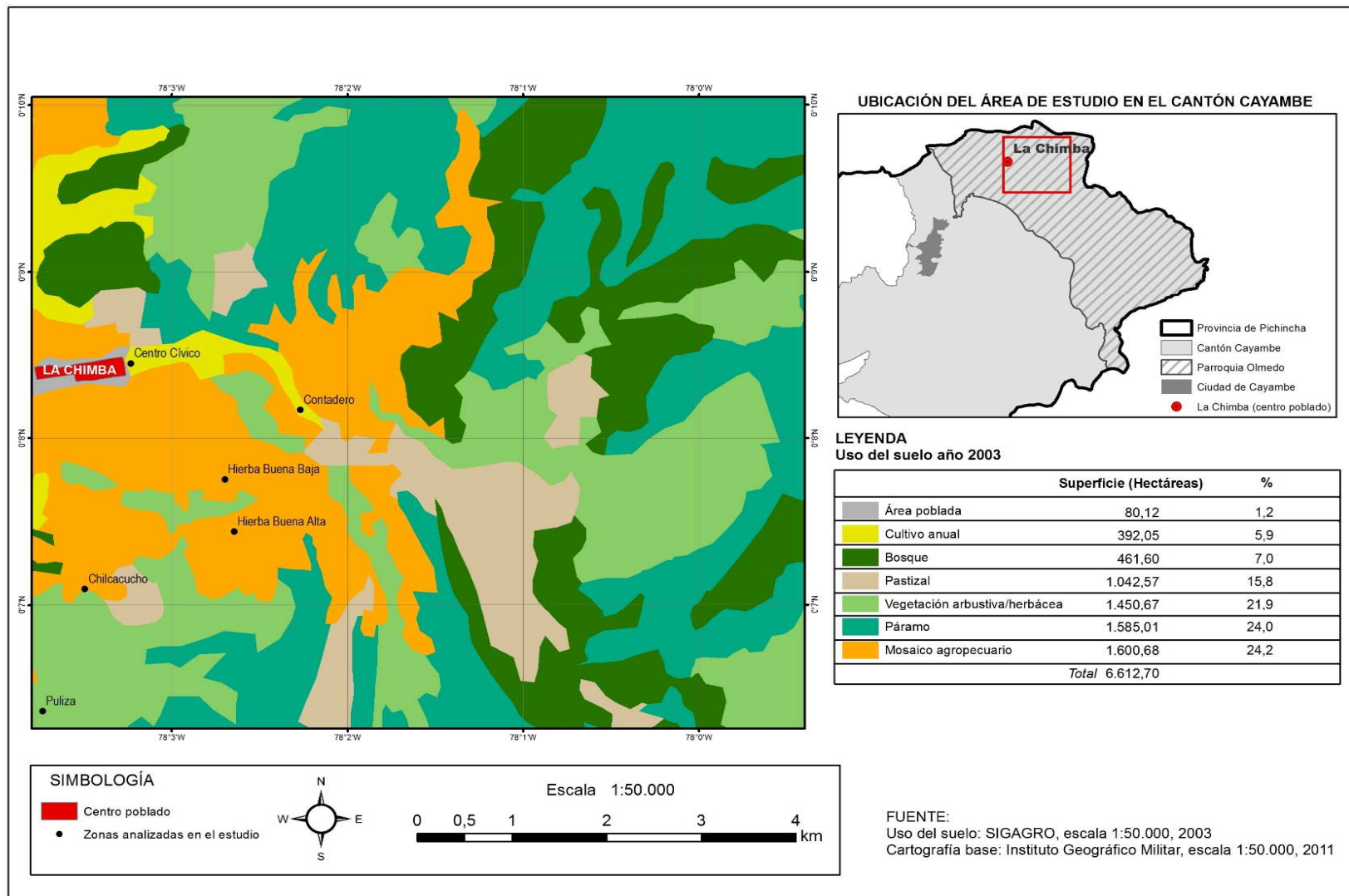
Photo No. 3, 4, 5

Une très petite parcelle à « La Chimba » destinée aux cultures pour l'autoconsommation (Pomme de terre - céréales) au milieu des grandes superficies de pâturages (1) – 200 mètres de petites cultures et élevage de poules en pente (2) – Espace Agricole au pied de la parcelle (3)



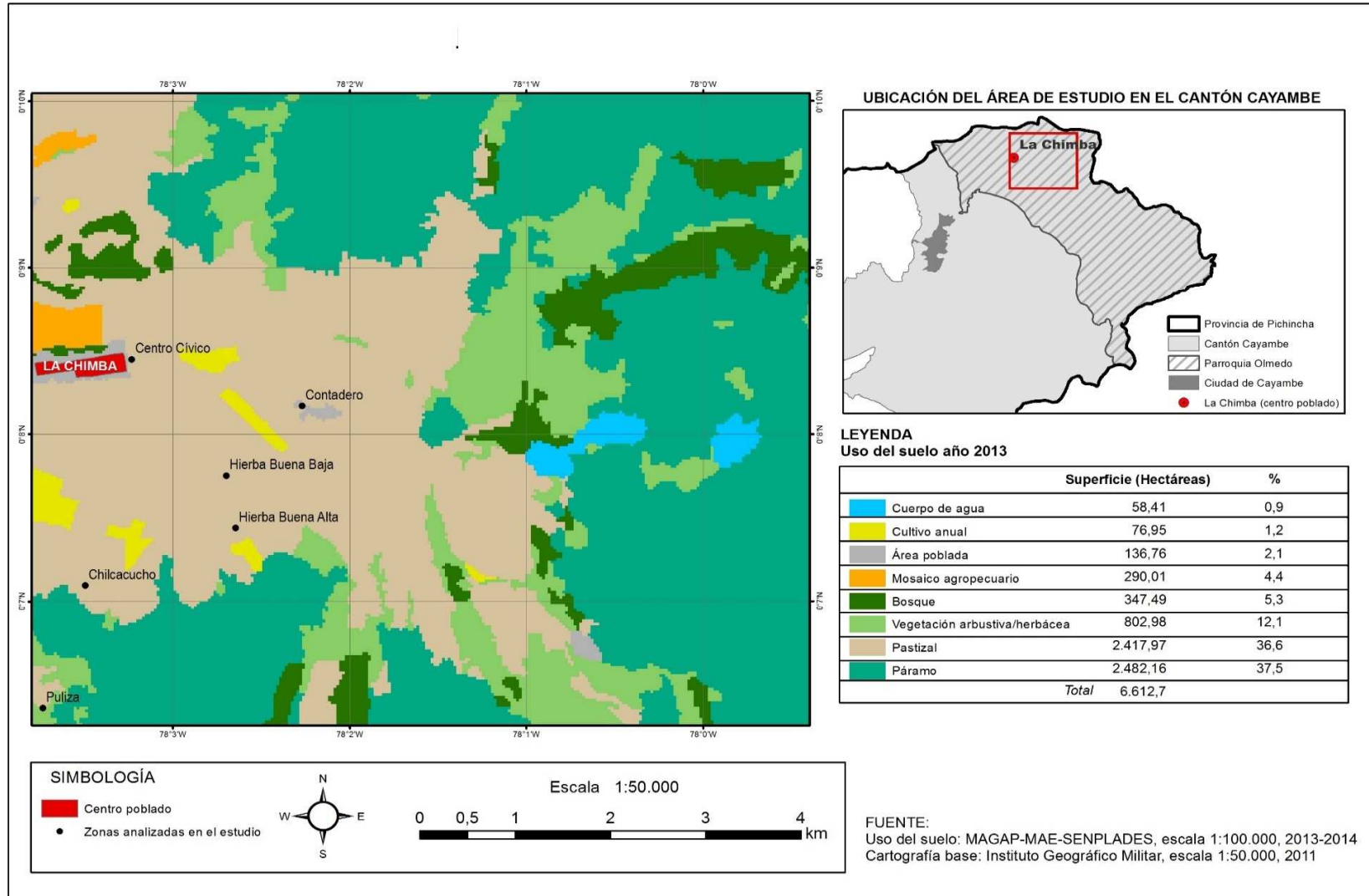
Source : Recherche de Terrain / Diego Martinez - juillet 2015

Carte No. 4 : Utilisation du Sol « La Chimba », 2003



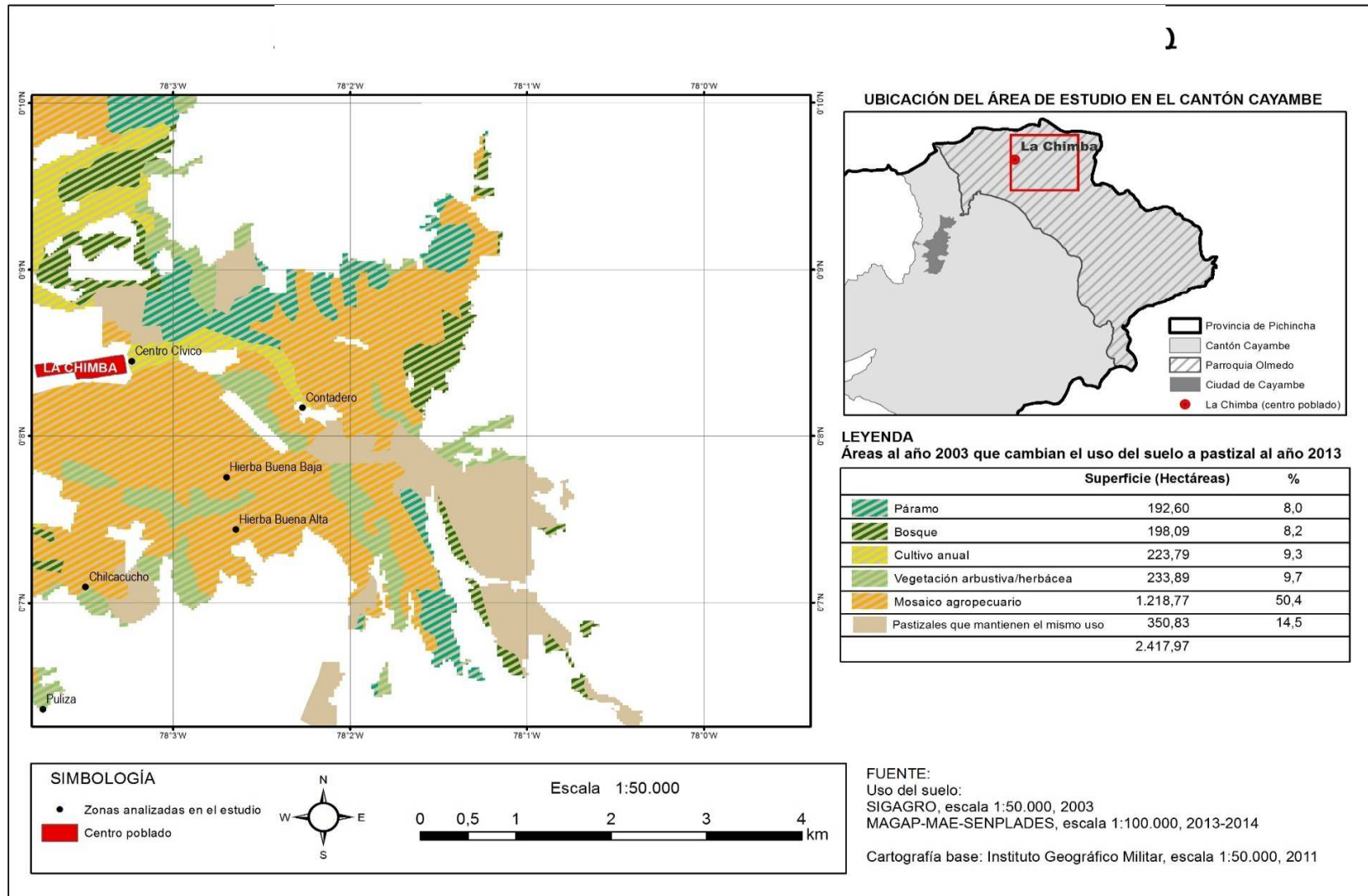
Source : SIGAGRO, 2003 – IGM, 2011

Carte No. 5 : Utilisation du Sol « La Chimba », 2013



Source : MAGAP – MAE - SENPLADES, 2013 - 2014 – IGM, 2011

Carte No. 6 : Changement de l'utilisation du sol 2003 - 2013



Source : SIGAGRO, 2003 - MAGAP – MAE - SENPLADES, 2013 -2014 – IGM, 2011

3.2. Un modèle alimentaire traditionnel en voie de disparition ?

Même si dans notre cas d'étude on ne peut pas parler d'un « modèle alimentaire artisanal » (Rieutort, 2009), on peut évoquer un modèle traditionnel andin d'alimentation qui disparaît face au développement du capitalisme en milieu rural. Effectivement, tel que le souligne Régnier *et al.* (2006 :63), « la diversité de nos cultures alimentaires », ainsi que les « repères traditionnels » de l'alimentation sont actuellement menacés. Le modèle alimentaire constitue incontestablement un « facteur d'enracinement dans les territoires » ainsi qu'un élément important pour le développement des « identités individuelles et collectives » qui s'affaiblit progressivement et donc favorise le processus de déterritorialisation (*Ibid*, 2009 : 37 ; Suremain et Katz, 2008).

A « La Chimba », on constate bien que la transformation du système agricole, va de pair avec l'affaiblissement, voire la perte, du modèle traditionnel andin d'alimentation familiale¹⁰⁶. Ce dernier a commencé à changer progressivement depuis les années 1980. Cependant, comme pour la transformation des modes de production, analysée dans la partie précédente, les modifications plus « drastiques » de ce modèle se sont présentées ultérieurement, vers la fin des années 1990.

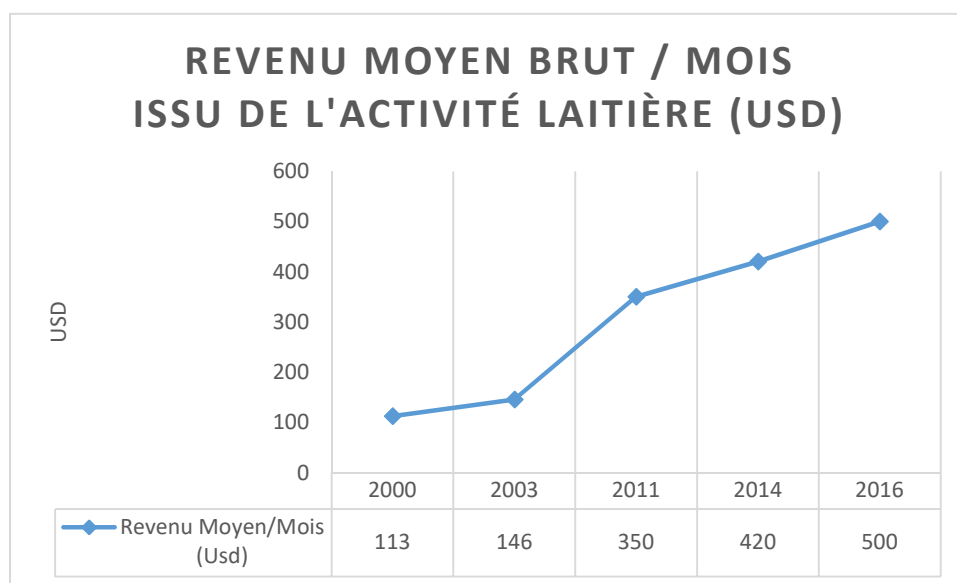
A « La Chimba », comme on vient de le signaler, jusqu'aux années 1990, la vente du lait restait le revenu journalier le plus stable, mais l'essentiel de l'alimentation du groupe familiale était encore assuré par l'agriculture. En effet, la production agricole restait importante. Elle employait 60 % de la force de travail et les espaces destinés à l'agriculture diversifiée à l'époque restaient largement majoritaires (plus de 60 % de la SAU, Voir graphique No. 4) (Ferraro, 2004). Les premières modifications consistaient surtout en l'augmentation de farines et d'amidons dans les repas des paysans avec l'introduction et l'achat de riz et de pâtes, ceci en complément des céréales, des grains, et des tubercules andins produits dans les campagnes (*Ibid*, 2004).

Ce n'est actuellement plus le cas. Depuis les années 2000, les espaces agricoles ont commencé à devenir minoritaires et donc de plus en plus insuffisants pour l'alimentation

¹⁰⁶ On tient à préciser ici, qu'un rythme accéléré au niveau de la réduction des superficies destinées à l'autoconsommation sera reflété dans un rythme similaire au niveau des transformations du modèle alimentaire de la population analysée.

des familles (Voir graphique No.4). N'ayant plus de possibilités de s'auto fournir en aliments, la dépendance au marché extérieur pour l'alimentation de la famille est devenue plus forte et a augmenté de façon plus rapide. Les familles ayant accès à un revenu stable et régulier, dans le cadre de la signature des contrats avec l'agro-industrie (Voir graphique No. 5 ci bas), ont eu la possibilité d'accéder à un modèle alimentaire du type « urbain » disponible dans les supermarchés des centres peuplés les plus proches (Cayambe et Olmedo).

Graphique No. 5¹⁰⁷



Source : Martinez Godoy (2013) et Enquêtes de terrain - La Chimba (2016)

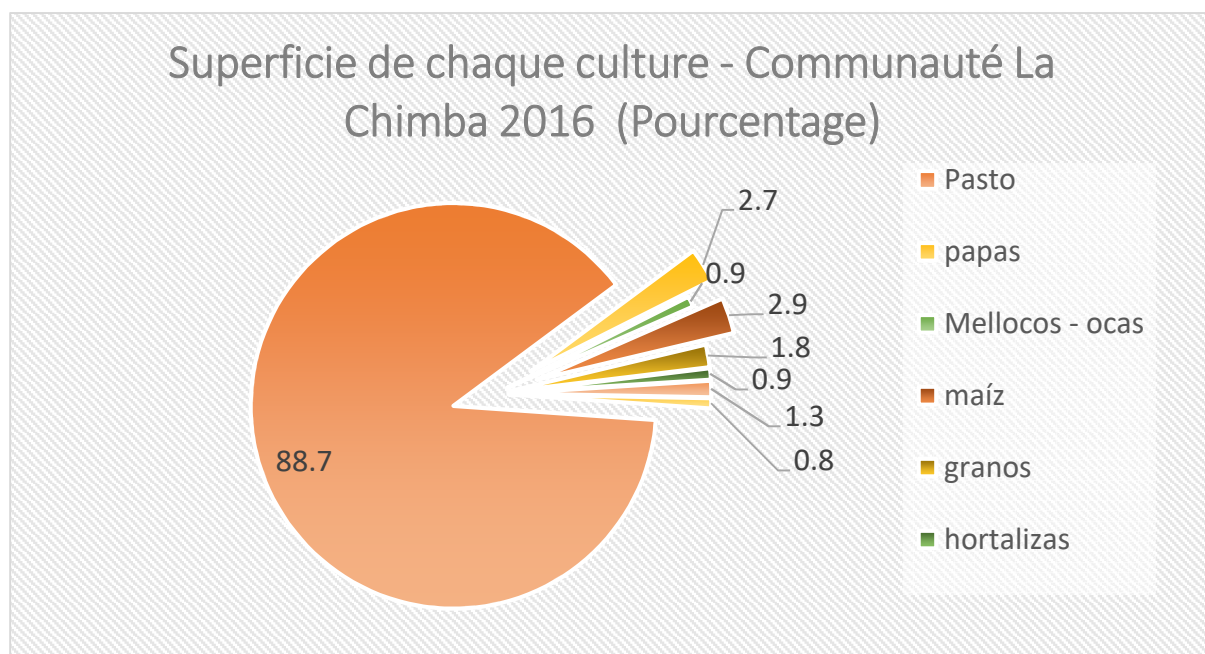
En effet, on peut voir que le passage d'un contexte de vente informelle du lait aux intermédiaires vers un contexte d'intégration verticale et à la contractualisation du marché laitier, intensifie l'insertion de l'économie locale dans un système de production du type capitaliste, tout en bouleversant rapidement le rythme de l'évolution du modèle alimentaire des familles à « La Chimba ».

Aujourd'hui, même si plusieurs familles continuent à produire et à consommer des produits agricoles traditionnels andins (Voir graphique No. 6), l'essentiel de l'alimentation familiale ne peut plus être satisfait par l'agriculture. Cette dernière est uniquement devenue le complément d'un nouveau modèle alimentaire. On peut voir sur le graphique ci-dessous,

¹⁰⁷ Plusieurs facteurs ont favorisé l'amélioration des revenus issus de la production laitière des familles (tels que : la protection du prix du lait par l'état, le développement de programmes publics d'alimentation scolaire, l'amélioration des techniques productives, etc.) Cependant, le facteur déterminant a été le processus de contractualisation et la vente de manière associée à l'agro-industrie. Chiriboga (2008).

que les produits qui continuent à être cultivés se trouvent dans la catégorie des 11.3 % des terres et qui n'ont pas encore été atteints par l'extension des pâturages, sont principalement le maïs (2.9 %) et la pomme de terre (2.7 %). En plus petites quantités sont encore produites les graines (1.8 %), les légumes (0.9 %) et les autres tubercules andins (0.9 %). Pourtant, hormis ces produits « traditionnels », les repas sont constitués principalement par des produits achetés tels que les conserves de sardines, de soupes préparées, (Ferraro, 2004 : 70), des pâtes, du thon, des snacks, des boissons sucrées, huile etc. (Focus Groups producteurs, Mai 2016). On pourrait arriver à considérer, que la mauvaise alimentation familièrement qualifiée de « malbouffe »¹⁰⁸ (Régnier *et al.*, 2006 : 63) est aussi arrivée dans les Andes Equatoriennes.

Graphique No. 6



Source : Enquêtes de terrain - La Chimba (2016)

Il est également intéressant de noter que la production d'aliments et les pratiques agricoles diversifiées dans la communauté ne sont pas homogènes et ne sont pas pratiquées par tous les habitants de façon identique. On verra à partir du tableau No. 5 (ci-dessous) que, d'une part, il y a bien un maintien des traditions plus fort dans certains groupes d'habitants que dans d'autres et que, d'autre part, tous les producteurs ne sont pas dans la même situation. Il est évident que des stratégies productives différentes vont dépendre des disponibilités de

¹⁰⁸ La « malbouffe » constitue un terme « polysémique » qui associe les conditions de production, celles de distribution, et de consommation et qui met l'accent sur la « valeur dépréciatif de la qualité – nutritionnelle ou sanitaire de l'alimentation » (Régnier *et al.*, 2006 :63).

ressources en capital économique-productif (cette question ne va être approfondie ici mais sera abordée et développée d'avantage dans la dernière partie, en faisant référence aux stratégies selon les types d'agriculteurs familiaux).

Tableau No. 5 :
Caractérisation des producteurs ayant une production pour l'autoconsommation et l'alimentation familiale.

Production pour l'autoconsommation				
Classe d'âge	21 – 30 ans	31 – 40 ans	Plus de 41 ans	X
	2.4 %	26.2 %	71.4 %	
Superficie de la Parcelle (En Hectares)	0.1 – 4.9 Ha	5 – 9.9 Ha	Plus de 10 Ha	X
	73.8 %	23.8 %	2.4 %	
Production Laitière / Mois	0 – 500 L	501 – 1500 L	1501 – 2500 L	Plus de 2501 L
	23.1 %	48.7 %	15.4 %	12.8 %

Source : Enquêtes de terrain – La Chimba 2016

- Grace aux données du tableau ci-dessus, on voit bien que les pratiques traditionnelles d'agriculture pour l'autoconsommation sont encore présentes notamment chez les populations âgées de plus de 40 ans. En effet, pour les nouvelles générations, l'agriculture destinée à l'alimentation locale n'est pas viable dans les communautés de la paroisse. Selon le témoignage d'un jeune producteur de 23 ans (travaillant à la Chimba)¹⁰⁹, il y aurait deux raisons qui expliquent cela : d'un côté, ils n'ont plus d'intérêt à poursuivre dans une voie agricole diversifiée mal valorisée sur le marché et avec plusieurs contraintes économiques. De l'autre côté, même si l'intérêt serait présent chez les jeunes, ils n'auraient que peu d'opportunités à s'investir et favoriser le développement de cette voie agricole, en raison du fait que la plupart de terres sont aujourd'hui destinées à l'élevage laitier et qu'après plus de deux décennies en faveur des monocultures en pâturages et d'excès d'intrants chimiques et « glifosate » - (Round up), la reprise d'une agriculture territoriale s'avère difficile.

¹⁰⁹ Interview à Kleber Catucuamba (Jeune agriculteur 23 ans), Février 2016.

- On voit également grâce à ce même tableau que ceux qui disposent de moins de terre et, par conséquent, moins de bétail dans leurs parcelles, ne peuvent avoir suffisamment de production laitière pour garantir un revenu suffisant pour l'alimentation de leur famille. Ils doivent donc obligatoirement diversifier leurs stratégies notamment à partir de l'agriculture pour assurer principalement l'alimentation familiale. A l'opposé, les producteurs ayant plus de production laitière n'ont pas d'intérêt à conserver leurs parcelles pour l'autoconsommation. Ce constat est justement confirmé par la vision d'un producteur plus âgé (près de la soixantaine) qui, contrairement à la plupart des producteurs, voit d'un œil inquiet les transformations liées à l'alimentation et aux espaces destinées à l'agriculture diversifiée.

Extrait du deuxième interview (Interview et observation participatif) à Tobias Quinche (57 ans) / (Juin – Juillet 2015)

Mais alors c'est tout le monde ou seulement quelques-uns ceux qui ne consomment plus ce dont ils produisent ici ?

La plupart, il y en a quelques-uns plus vieux qui restent. On y fait encore nos fèves, nos pommes de terre... mais les autres surtout les chefs de famille plus jeunes, ont une autre mentalité. Ils ne valorisent plus l'agriculture. C'est plutôt leur lait, parce qu'avec cela ils prennent leur salaire « quincena » et ils vont tout acheter au marché et au supermarché à Cayambe (En faisant allusion à trois grandes enseignes de super marchés en Ville tels que "Santa Maria", "AKI" et "TIA").

Maintenant ils ne cultivent plus! Certains laissent au maximum un demi-hectare pour l'agriculture. Moi par contre je continue et je pratique aussi le « travail au partage » « al partir ». Cela fonctionne de la façon suivante : 50 pourcent pour le propriétaire de la terre et 50 pourcent pour celui qui ramène les semences. Le tracteur on le paye tous les deux (en faisant référence à la location du tracteur) et ainsi de suite. La première "curada" c'est moi qui le mets et la deuxième c'est vous. Cela on le fait uniquement nous car on n'a pas tout destiné au pâturage pour les vaches on possède encore de la terre pour nous¹¹⁰.

C'est pour ça que je vous dis, la terre peut nous sauver, parce que des fois avec le lait on n'est pas payé à temps, et les pommes de terre on les utilise soit pour les vendre, soit pour les échanger et manger quelque chose. Moi je dispose d'un hectare et demi, uniquement à moi pour mes cultures et trois hectares pour l'élevage. Avec cela je peux me défendre.

¹¹⁰ Cette affirmation est intéressante puisqu'il considère la terre destinée pour l'agriculture « pour lui », il se sent autonome de pouvoir produire pour lui. Alors que le reste, peut-être, est caractéristique d'un processus de « dépossession » (Marx et Engels 1998, cité par Haesbert, 2012), c'est une superficie pour les vaches, et dans ce sens indirectement pour l'agro-industrie laquelle impose le modèle productif.

Alors vous êtes un des rares qui continue à pratiquer cette agriculture andine et même des échanges (Uniguilla) avec vos voisins ?

Oui ! Il n'y en a pas plus ! Vous-même vous pouvez le constater à simple vue, N'est-ce pas ?

En effet on voit que du pâturage. – Et vous pensez que cela vous a affecté ?

Certes, à moi ça me donne de la peine parce que tout le monde se jette en ville pour tout y acheter, alors qu'ils pourraient ici avoir tout comme avant et moins cher.

Et moins chimique aussi ?

Oui mais ici c'est déjà très difficile, cette superficie doit avoir déjà au moins 15 applications d'engrais chimique.

J'ai vu que plusieurs des producteurs achètent du « glifosato » à l'association :

Tobias n'a pas répondu. On a continué notre trajet de retour à cheval, vers la parcelle laitière à 4 heures de l'après midi (l'heure de la deuxième collecte).

On vient donc de constater qu'à la Chimba, l'activité laitière, comme que dans le cas étudié à « Sinto » (Sierra péruvienne) par Cochet, Aubron et Jobbe Duval, (2009), même s'il s'agit de deux types différents d'intégration marchande¹¹¹, « ne vient pas seulement compléter le revenu monétaire de la famille, mais assure l'essentiel de son alimentation » constituant « un enjeu majeure pour sa sécurité alimentaire » (*Ibid*, 2009 :404).

Effectivement, comme on l'a déjà mentionné, c'est grâce à cette disponibilité régulière de revenu monétaire tous les 15 jours, (tel qu'apparaît sur les bases des contrats), que les petits producteurs peuvent s'accorder un budget pour accéder à une offre alimentaire disponible principalement en grandes surfaces. À partir des résultats de nos enquêtes on peut voir que les revenus sont en grande partie utilisés pour l'achat d'aliments.

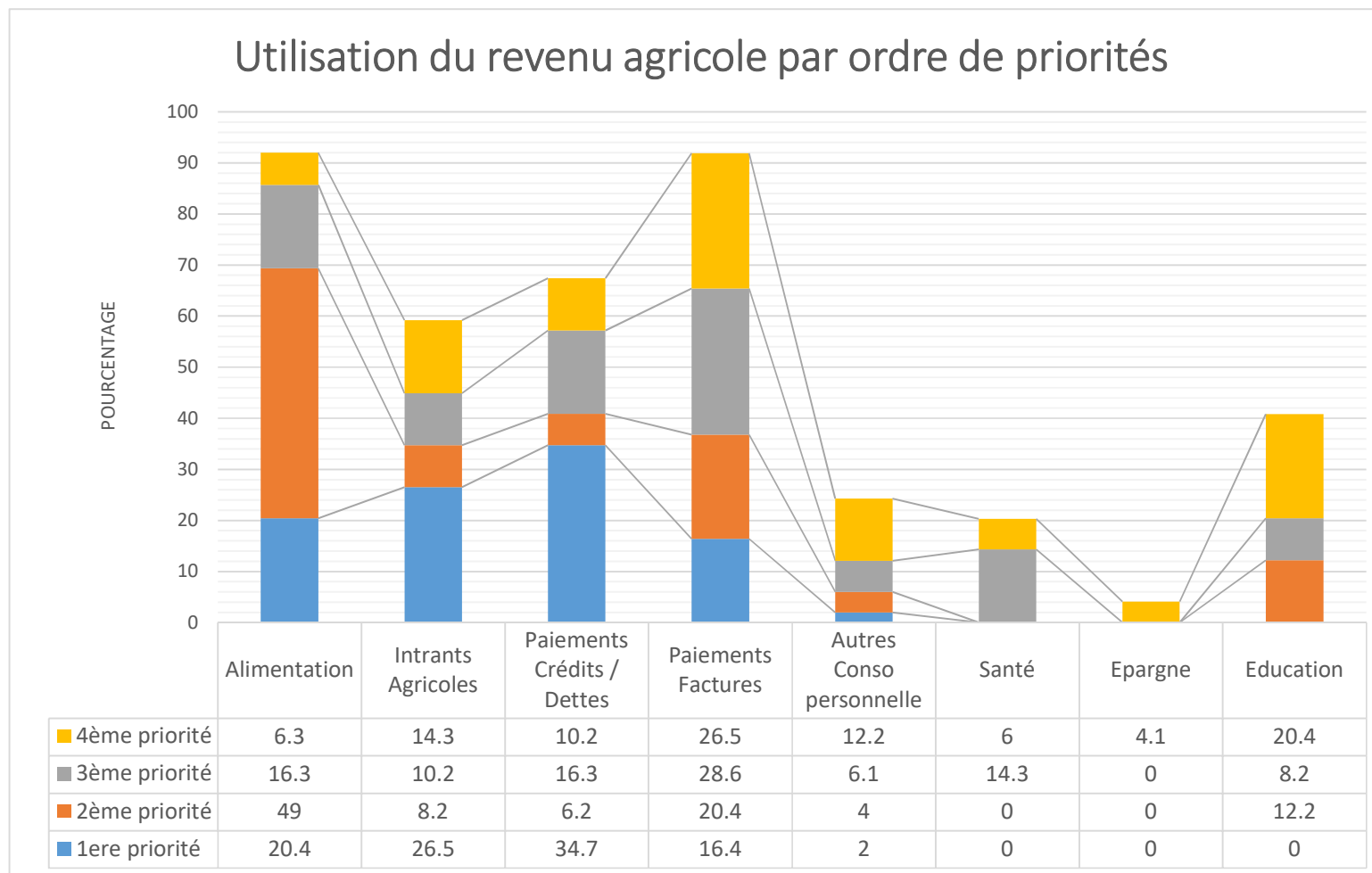
On voit sur le graphique No. 7 ci-dessous, que l'achat d'aliments, que ce soit dans des supermarchés¹¹² ou dans les marchés locaux, est un poste de dépense prioritaire pour 85.7 % des familles paysannes enquêtées. En effet, pour 20.4 % des familles enquêtées, l'achat

¹¹¹ L'une par vente directe au marché local, et l'autre par l'intermédiaire de l'agriculture contractuelle

¹¹² Devenu une pratique très habituelle chez les paysans d'Olmedo. Les supermarchés (ou grandes surfaces) plus fréquentés par les paysans sont « Santa Maria » ou « AKI » à Cayambe et le supermarché « Mariela » à Olmedo. Ce dernier est passé d'être une petite « Tienda » (épicerie) au début des années 2000 à être une grande superette à deux étages et avec trois filiales actuellement.

d'aliments constitue la première priorité dans leur liste de dépenses, ensuite pour 49 % des familles l'alimentaire représente leur deuxième priorité et, finalement, pour 16.3 % des familles cette rubrique constitue leur troisième priorité d'achat. On voit que pour seulement 6.1 % des familles, l'achat d'aliments ne représentent qu'une 4^{ème} priorité dans leur liste de dépenses (Il s'agit certainement de cas marginaux et minoritaires qui maintiennent une certaine autosuffisance alimentaire dans leurs parcelles familiales).

Graphique No. 7



Source : Enquêtes La Chimba (2016)

A côté de la transformation des habitudes alimentaires¹¹³, l'origine des aliments consommés s'est aussi clairement modifiée à travers de nouvelles pratiques d'achat. Depuis 10 ans, selon le président du gouvernement local d'Olmedo, Vinicio Quilo, les petits espaces qui restent destinés aux cultures pour l'autoconsommation, demeurent insuffisants pour garantir l'alimentation quotidienne des familles à La Chimba¹¹⁴. Ces dernières préfèrent acheter leurs aliments aux supermarchés de la ville de Cayambe ou d'Olmedo. Sa vision exprimée dans une interview confirme cette tendance.

Extrait d'interview à Vinicio Quilo – Elu président du gouvernement local d'Olmedo (Juin 2015)

« Avant il y avait très peu de gens qui sortaient à Olmedo ou à Cayambe pour acheter des aliments, les autres ne sortaient même pas, car les besoins (alimentaires) étaient satisfaits dans la campagne, chacun cultivait et produisait ce dont il avait besoin et son excédent ils l'échangeaient avec leurs voisins. Il y a quelques années il y avait même des échanges et de la commercialisation avec les membres d'autre communautés voisines »

Photo No. 6 : Construction du supermarché « Méga Santa Maria » à Cayambe (2008)



Source : Nicanor-Larrea y Asociados (Entreprise à charge de la construction du bâtiment)¹¹⁵

¹¹³ Contenu de l'alimentation sur le plan qualitatif

¹¹⁴ Interview réalisé à Vinicio Quilo - Juin 2015.

¹¹⁵ <http://www.nicanorlarreaasociados.com/content/detalle.php?id=125§or=comercial&pagina=3>

De façon parallèle à la vision du président du gouvernement local d'Olmedo, 30 producteurs interviewés dans un Focus Group confirment également ce qui se passe depuis une dizaine d'années au niveau des habitudes de consommation d'aliments des familles de la communauté.

Extrait Focus Group 1 – Producteurs (Mai 2016)

Où est-ce que vous achetiez les aliments pour le quotidien ?

La plupart sort en ville, à Cayambe pour acheter des aliments aux supermarchés ou aux marchés de Cayambe »

Et avant comment ça se passait, il y avait plus d'agriculture ?

P1 : Avant, (vuelta) ici, sur place, on avait tout, et quand il y avait peu, les pommes de terre toujours ainsi que la « colada » (Soupe épaisse à base de fèves, orge et pommes de terre). Ici à la Chimba on ne cultive plus, cela est fini pour nous. On achète dehors.

Depuis combien de temps vous constatez que ce qui est cultivé ici n'est plus suffisant pour l'alimentation des familles ?

P1 : Moi je cultivais jusqu'il y a 10 Ans –

Oui cela doit faire une dizaine d'années. Oui ça doit faire ce temps-là.

P2 : Moi je ne cultive plus rien depuis 5 ou 6 ans, il y a trop de travail...

Nous devons sortir faire les courses, que pouvons-nous faire d'autre ?

Mais ou doivent sortir la plupart des familles afin de se procurer des aliments ?

P3 : A Cayambe la plupart d'entre eux

Oui mais plus spécifiquement ?

P4 : Chez « Santa Maria » et Chez « Tia » (Grandes enseignes de super marchés) Quelques-uns vont aussi au marché « cobachas » (marché local).

Extrait de la première interview à Tobias Quinche – (petit producteur 57 ans) (Mai 2015).

Et qu'est-ce qu'ils font les gens pour se fournir des aliments ?

Maintenant les gens vont en ville au super marché pour tout y acheter. Ils ne se cassent plus la tête.

Y Quand vous dites "tout", c'est quoi précisément "tout" ?

Des boissons Sodas, des jus, des pâtes, des Thons (en conserve), mais aussi des légumes, et même des "K'chitos" (snacks frites). Ce sont les produits que les gens achètent en ville et qui ramènent pour leurs repas. Moi par contre j'ai ici mes propres fèves. Vous en voulez ?

Je voudrais bien merci

(Mettant sa main sous le « poncho » pour sortir une poignée avec 4 fèves grillés – Elles sont trop dures peut être pour vous ? – Vous devez les mouiller, les sucer et ensuite les triturer. Voila !

Ça fait combien de temps que vous voyez que les gens doivent sortir en ville pour aller faire ses courses du fait qu'ils ne peuvent plus produire ses aliments ?

Ça fait un bout de temps ! Avant on voyait seulement quelques collègues (compañeros) qu'on pouvait compter au doigt, qui sortaient. Maintenant il y a même des lignes de bus qui font des trajets à Cayambe pour faire face à la demande de gens qui se mobilisent, je ne pourrai plus les compter. C'est, toutes les familles, c'est tout le monde !

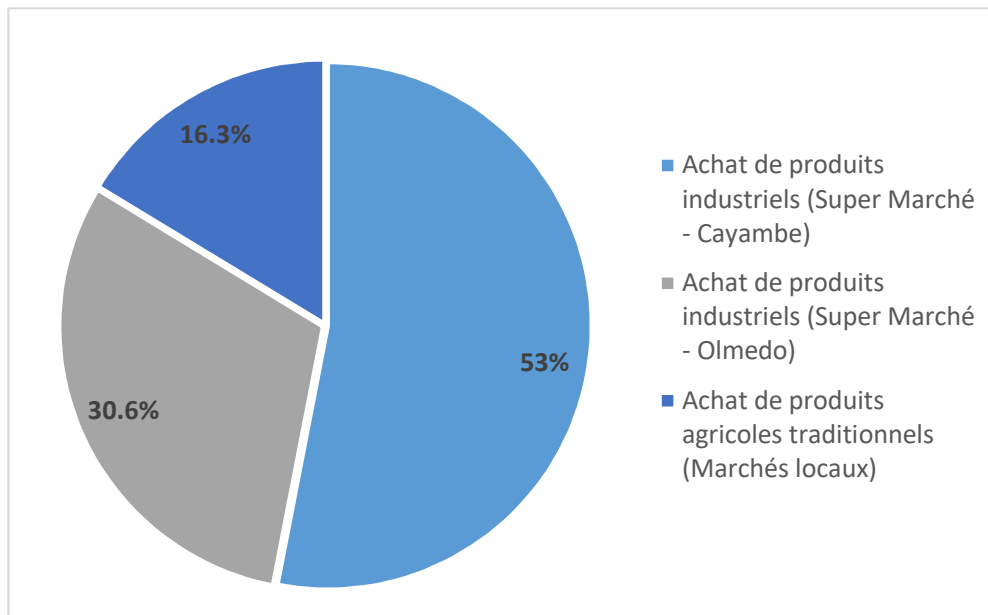
D'accord mais vous avez plus ou moins une idée depuis quand ?

Ça doit être depuis plus de 6 ou 8 ans plus ou moins. Avant Ils sortaient comme je vous dits mais pas beaucoup aujourd'hui les bus qui reviennent sont blindées de sacs des courses.

Aujourd'hui il est vrai que toutes les familles ne s'approvisionnent pas de la même façon en produits alimentaires, cependant 100 % des familles enquêtées affirment qu'elles doivent sortir régulièrement de la communauté et se diriger vers les centres peuplés et centres urbains (soit à Olmedo ou en ville à Cayambe), pour réaliser leurs achats d'aliments nécessaires pour la semaine ou pour les quinze prochains jours. Ceci n'était pas une pratique habituelle, il y a une quinzaine d'années, comme on le constate au travers des témoignages des producteurs vu précédemment et du président du gouvernement local. On peut voir sur le graphique No. 8 ci-dessous que 83 % des familles paysannes enquêtées s'approvisionne en aliments à travers l'achat de produits industriels aux supermarchés de proximité à Olmedo (30.6 %) et aux grandes surfaces en milieu urbain, notamment à Cayambe (53 %). Uniquement 16.3 % des familles enquêtées réalisent l'achat de produits agricoles sur les marchés locaux (*Ferias campesinas*), où ce sont les paysans d'autres communautés qui commercialisent leurs produits.

Graphique No. 8 :

Habitudes d'achat de produits alimentaires chez les producteurs



Source : Enquêtes de terrain - La Chimba (2016)

3.3. Les transformations spatiales comme résultat du développement d'un modèle productiviste.

En préambule, il faut préciser qu'on n'est pas des spécialistes dans l'analyse des paysages ruraux, ni dans l'interprétation de ses transformations subies au cours de l'histoire. En effet, d'abord cette « pensée sociale des interactions entre sociétés et nature » signalée par Pinton (2014 :434), sort de notre domaine de compétences puisque cela relève plus d'un travail anthropologique que sociologique. D'ailleurs Bertrand (cité par Baudry et Laurent, 1993), signalait déjà en 1992 qu'une « science du paysage n'est pas souhaitable » du fait de ses multiples enjeux sociaux ainsi que de ses diverses disciplines en jeu. Il s'agit d'un objet d'étude extrêmement complexe et dans ce sens, selon Baudry et Laurent (1993), il serait « hors de question » non seulement « d'énumérer [...] tous les processus qui contribuent à sa formation » et, nous le pensons aussi, à son évolution.

Ici, on va uniquement montrer comment l'espace qui devient paysage (facette morphologique) constitue un des piliers essentiels pour la construction de la notion de territoire analysée précédemment ou bien un « sous système du territoire » (Moine, 2005 : 2). Effectivement, il s'agit de l'espace physique qui se modifie de manière constante et qui résulte de l'interaction de multiples processus où un « ensemble d'acteurs agriculteurs et non agriculteurs » (Baudry et Laurent, 1993) vont moduler le paysage en fonction de ses représentations créées et des rapports sociaux construits « propres à chaque groupe localisé » (Di Méo, 1998).

Dans ce processus de transformation, il y aura effectivement des rapports existentiels entre les habitants et leur milieu, c'est ce que Torre (2005) appelle le « lien au lieu ». Cependant, dans certains cas, « les espaces ruraux sont soumis à des évolutions » où les acteurs locaux ne sont plus indépendants mais sont contraints par les « décisions extérieures à leurs territoire » « portées par des acteurs distants » (*ibid*, 2005). Cela donne souvent lieu à la modulation des espaces en fonctions des logiques commerciales tout en contribuant à l'avancée de ce processus de déterritorialisation.

Comme le signale Rieutort (2009), le processus de déterritorialisation se caractérise également par une « réelle modification des paysages ruraux ». Pour l'auteur, ce sont en effet des campagnes paysannes, « de moins en moins agricoles » et qui deviennent des « bassins de production spécialisées » avec des « combinaisons agricoles en fonction

des produits plus rémunérateurs » (Rieutort, 2009 : 37). En effet, ces transformations drastiques, que nous allons décrire par la suite, sont en grande partie attribuées à une période correspondant au développement d'un modèle agricole productiviste. Comme le signale Pinton (2014), ce modèle s'avère « peu soucieux d'externalités sociales et écologiques » dont la « banalisation des paysages » en fait partie. Torre et Filippi, montrent que cette recherche de gains de productivité comme fin unique et le choix de « rentabiliser la production » vont « modifier la configuration spatiale des « bassins de production ». (2005 :10). Pour Van der Ploeg (2012) on serait ici face à un contexte où « la nature vivante a été transformée en un stock de marchandises ».

On tient à préciser, tout comme pour les autres modifications évoquées dans ce chapitre, que le rythme de ces modifications spatiales, en lien permanent au degré d'articulation des économies paysannes au marché du type capitaliste, s'est aussi accéléré à partir du moment où l'intégration verticale entre petits producteurs et l'agro-industrie est devenue une réalité. Effectivement, le changement accéléré des logiques productives à partir de l'articulation avec l'agro-industrie vues précédemment, a non seulement transformé les habitudes alimentaires des familles paysannes, mais aussi l'aspect « morphologique » du territoire de « La Chimba ».

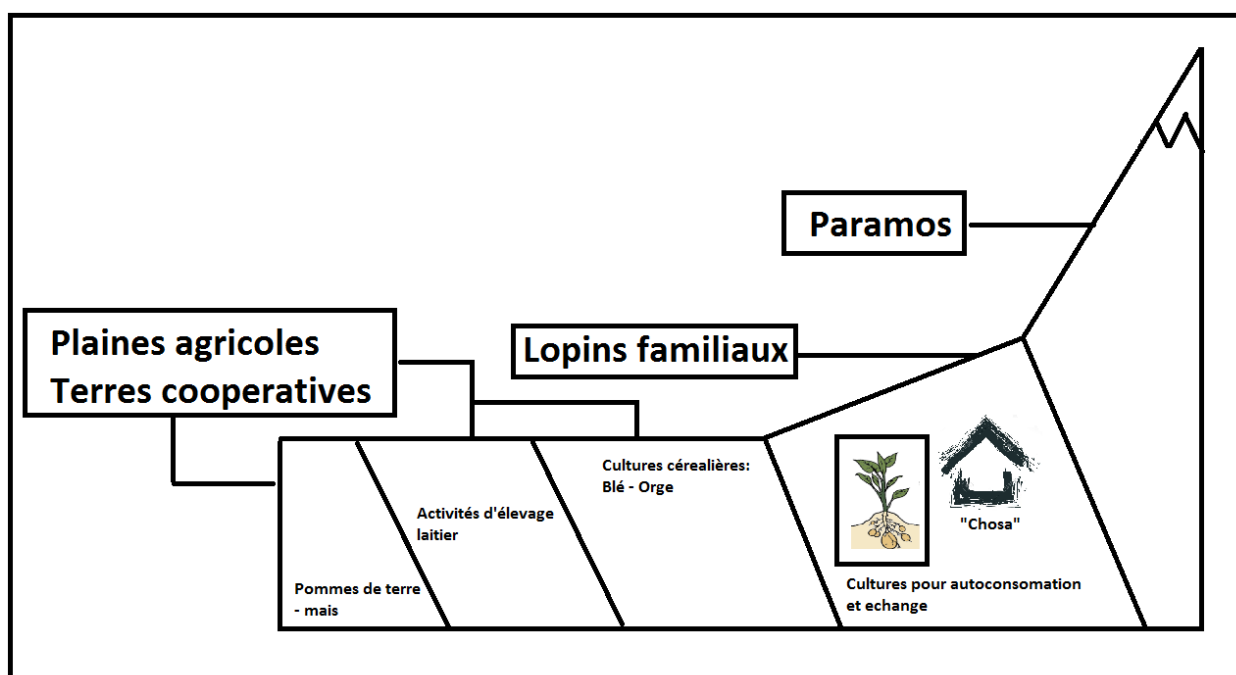
Pour l'intérêt de notre étude, on décrira et analysera ici les deux principales transformations en termes d'organisation spatiale identifiées dans notre travail de recherche. Tout d'abord, on va se concentrer sur la transformation du paysage comme résultat du changement de logiques productives. On abordera ensuite les changements au niveau de la localisation des hommes et de l'organisation de l'espace pour des nouvelles activités qui résultent des « systèmes de représentations » de l'espace chez les acteurs (Moine, 2005). Ces derniers sont désormais sous l'influence de nouveaux modèles valorisés à partir de l'intégration au marché du type capitaliste.

3.3.1 Du paysage agricole diversifié au « bassin de production spécialisé ».

Etant donné que le paysage s'insère dans un monde en permanente évolution, on sait que le paysage de « La Chimba » a évolué depuis toujours. Lointaines sont les époques post-réforme agraire où les logiques paysannes étaient dominantes et où la plupart de la superficie agricole était consacrée aux cultures pour l'autoconsommation, pour l'échange et marginalement pour la commercialisation des produits excédentaires.

Depuis l'époque de l'hacienda, les parcelles laitières faisaient partie d'une mosaïque agricole diverse à « La Chimba », cela restait similaire dans la plupart des huit autres haciendas de la zone d'Olmedo. Ensuite, à l'époque des coopératives et comme on l'a vu dans la partie précédente, la gestion des terres était également partagée entre plusieurs utilisations du sol (Voir figure No. 5).

**Figure No. 5 : Schéma de l'utilisation de l'espace à « La Chimba »
(Post réforme agraire – Années 1970 - 1980)**



Source : Diego Martinez, selon rapport d'évaluation du projet Cayambe, 1977

Indubitablement, depuis que la production laitière a commencé à devenir un axe important pour l'économie des familles, le paysage a subi des modifications importantes et profondes. Le fait de passer de 40 % (dans les années 1990) à 88 % (en 2016) de superficie destinée aux pâturages, provoque déjà un premier changement radical observable facilement dès qu'on arrive à la communauté.

En rentabilisant la production en fonction des besoins de l'industrie agroalimentaire, ces espaces sont devenus, en reprenant l'expression évoquée par Torre et Filippi (2005), « uniquement des lieux de localisation » des matières premières. On ne retrouve plus à la « La Chimba » (comme dans les autres communautés de la paroisse d'Olmedo) cet espace de vie communautaire d'il y a trente ou quarante ans, où l'agriculture était essentiellement pratiquée pour assurer la reproduction du groupe familial. Aujourd'hui, ce ne serait qu'une

localisation stratégique pour les entreprises laitières, du fait de sa proximité avec les centres urbains tels que Cayambe et Quito.

Dans cette logique, on voit qu'effectivement le secteur laitier, « représentatif des tensions entre logique industrielle et logique territoriale », contribue fortement à l'apparition des rapports de force qui définiront une configuration nouvelle de l'utilisation de l'espace, modifié selon des logiques externes de productivité et de rentabilité (Torre et Filippi, 2005).

À première vue, il s'agit aujourd'hui d'un paysage rural entièrement dominé par les parcelles laitières (*Voire photo No. 7*). Cela laisse très peu ou pas de marge à la valorisation visuelle des traditionnels « páramos » et aux végétations andines spécifiques des vallées situées au pied du volcan. Ces deux derniers éléments caractéristiques de la zone andine, seraient actuellement en voie de disparition du fait de l'extension de la frontière agricole ainsi que de la substitution des polycultures au profit de l'activité laitière. (*Voire image No. 3 et cartes No.4, 5 et 6*)

Photo No. 7 :
Paysage rurale à La Chimba (Parcelles laitières)



Source : Recherche de Terrain, Diego Martinez 2014 – 2016

Le premier plan et deuxième plan de cette image correspondaient anciennement aux plaines agricoles signalées dans la figure No.5. Il s'agissait des terres gérées par les anciennes

coopératives de façon diversifiée. Le troisième plan de l'image était celui destiné à l'utilisation des familles pour le maintien de leurs lopins pour l'alimentation familiale. Aujourd'hui on peut noter comment, sur les trois plans de l'image, la superficie agricole est structurée en fonction des parcelles laitières. Il s'agit d'un paysage homogène en pleine zone andine en opposition à d'autres paysages dans la cordillère équatorienne qui conservent la diversité d'espèces et de cultures andines. (On fait référence notamment aux paysages diversifiés des provinces de Tungurahua ou de l'Azuay). Avec la disparition des principaux traits caractéristiques andins, on suppose également celle des liens de similitude et des sentiments d'appartenance construits entre acteurs locaux par rapport au paysage traditionnel (appropriation et enracinement des acteurs indigènes à l'espace andin).

Photo No. 8 :
Extension de la frontière agricole pour l'utilisation des pâturages au détriment des systèmes des « páramos » et d'arbres natifs



Source : Recherche de Terrain, Diego Martinez 2014 – 2016

Cette image correspond à une parcelle laitière d'une zone haute (3400 mètres d'altitude) de la communauté (*la zone de Contadero*), où plusieurs familles maintiennent une logique similaire de gestion de leur superficie agricole. À partir de cette image, on peut voir au premier plan, la plaine de la parcelle laitière ayant pour limite le début de la pente. Cette

dernière, visible au deuxième plan de l'image, se caractérise par une superficie peu cultivable et ayant un sol rocheux. Elle était consacrée, il y a encore quelques années, au maintien de forêts et des « páramos ». Selon la propriétaire de la parcelle¹¹⁶, cela fait quatre ans que sa famille a décidé d'éliminer les arbres « *pour laisser plus de place aux vaches* ». En effet, on voit ici comment l'extension de la superficie agricole en faveur du pâturage constitue une stratégie économique fondamentale pour les familles afin d'augmenter leur production laitière. Les végétations arbustives des « páramos » ainsi que les espèces d'arbres natifs sont désormais éliminés dans plusieurs zones hautes de la communauté afin de dégager de l'espace supplémentaire au bétail.

Photo No.9 :
Cultures d'avoine pour la fabrication de fourrage



Source : Recherche de Terrain, Diego Martinez 2014 – 2016

¹¹⁶ Interview avec Jomaira Guatemal. 2 Mars 2016.

3.3.2 Des nouvelles représentations de l'espace (relocalisations des hommes et nouvelles activités marchandes développées)

« Le résultat le plus important des marchés --- la naissance des villes et d'une civilisation urbaine » Karl Polanyi (2013, Original 1944)

Au-delà des paysages agricoles affectés, il y a aussi des espaces, auparavant délaissés, qui vont se reconfigurer et reprendre un certain dynamisme à partir de nouvelles logiques résidentielles et commerciales liées strictement au développement du processus d'intégration au marché capitaliste par le biais de la spécialisation laitière dans la communauté de « La Chimba ».

En effet, jusqu'aux années 1990, la zone la plus proche de « La Chimba » en arrivant du village d'Olmedo, appelée le « Centre civique », ne jouait qu'un rôle symbolique rappelant les anciennes installations du siège de la maison d'Hacienda. Dans cet endroit se trouvaient les bureaux administratifs, les étables, le grenier, les caves et les lieux de réunion des « *huasipungueros* » avec les patrons, devenus plus tard la maison communale et le centre culturel « Transito Amaguana » construits en 2009. Les espaces entourant ces bâtiments étaient dans leur majorité consacrés aussi à l'agriculture.

La décision de construire le siège de l'association laitière à coté de cet endroit, entre 2000 et 2001, est devenu un élément déclencheur de dynamisme pour le « centre civique ». Tout en étant à proximité d'Olmedo ainsi qu'à côté du siège associatif, la zone du « Centre civique » a commencé à devenir à nouveau une zone d'affluence et de forte mobilité pour les producteurs. A cet endroit-là, les producteurs sont obligés de se déplacer deux fois par jours pour laisser leur lait et une fois tous les 15 jours pour signer leur bulletin de paye. Malheureusement ce dynamisme reste axé uniquement sur des relations de type marchand entre les producteurs et l'association de collecte du lait.

Suites aux demandes des habitants en 2010, le gouvernement local a décidé de paver (*adoquinar*) le chemin principal qui traverse cette zone de la communauté. Cette amélioration du chemin a été décisive pour la remise en valeur des propriétés situées au bord de la route, lesquelles se sont transformés en terrains utilisés exclusivement pour la construction de nouvelles maisons et le développement d'une petite zone commerciale.

Selon les témoignages de quelques producteurs, ainsi que de nos observations, ce n'est que depuis 5 ou 6 ans que plusieurs petits commerces se sont développés dans cette zone qui était auparavant consacrée aux activités agricoles et lieu de rencontre des « *comuneros* » pour préparer les « *Mingas* » ou leurs assemblées communautaires. On retrouve actuellement trois épiceries, un local d'internet, une papeterie, un bazar, et deux ou trois garages pour les services de transport et plusieurs maisons construites sur la base de techniques « modernes » tout en renonçant aux techniques traditionnelles de construction paysanne « *d'Adobe* » (*matériel de construction fait à base d'eau, paille, terre et bouse*)

Extrait d'interview à Tobias Quinche (57 ans).

Pourras tu m'expliquer, ici on est où ?

Ici c'est le Centre Civique.

Mais Ici il y a presque un nouveau village qui s'est développé ?

*Oui ! Avant tout était abandonné, le reste c'était des champs. Il y avait maximum trois maisons, pas plus. D'ici jusqu'en bas personne ne cultivait (en nous montrant les anciens bâtiments de l'hacienda), alors qu'ici oui beaucoup de l'orge et du blé (en nous montrant les terres qui entouraient l'association laitière et les anciens bâtiments). Moi je me promenais ici quand j'étais petit, avec mes cochons je ramassais tout ce qui était tombé de la collecte, je faisais du « *chugchir* » (mot en langue quechua pour décrire cette pratique).*

Depuis quand ils ont commencé à se développer ces petits commerces ici ?

Ça doit faire 4 ou 5 ans au maximum. Il y a une épicerie qui a plus de 10 ans mais c'était la seule à l'époque. Maintenant comme c'est presque déjà un village, les terrains (lotes) près de cette voie appelée « la principal » coûtent assez cher, c'est-à-dire entre 10000 à 12000 dollars. Ils ont énormément augmenté. Ma cousine a acheté celui-là à 15000 dollars. C'est celui-là regarde le. (Il s'agissait d'un terrain qui faisait l'angle de la route)

Et cette maison ? Ça appartient à qui ? À un producteur ?

Oui, comme c'est cher il doit avoir de l'argent. Quelques gens sont venus acheter ici des terrains pour construire ou pour louer des maisons et des locaux. Il y en a plusieurs qui n'habitent plus là-haut dans leur terre (parcelles) comme avant. Ils habitent ici et même ils embauchent des employés pour la traite des vaches.

Comme on peut le noter à partir de ce témoignage, il y a tout un processus de relocalisation de certains producteurs vers la zone du « *centre civique* » (considéré comme point stratégique) où ils essaient de recréer, en plein milieu de la campagne, une petite zone urbanisée à partir de cette nouvelle dynamique résidentielle, qui s'est vue aussi

accompagnée du développement de certaines activités commerciales. On a l'impression de voir naître cette « nouvelle petite bourgeoisie rurale » au sens décrit par Mendras (1992).¹¹⁷

Dans cette petite partie physique de la communauté il y a bien eu une transformation de l'organisation spatiale. Il s'agit d'un phénomène de « reconfigurations spatiales des activités et relocalisation des hommes » (Torre et Filippi, 2005). Ce phénomène résulte des nouvelles représentations de l'espace qui se sont faites en fonction de quelques référents urbains introduits en milieu rural depuis que l'intégration au marché du type capitaliste exerce aussi une certaine influence dans la vie des habitants de la communauté. Ici comme dans les campagnes françaises et de plusieurs pays du monde il y a un « changement dans l'imaginaire et les attentes citadines » (Torre et Filippi, 2005). Selon Fourny, (1995, cité par Moine, 2005) c'est à « travers du vécu, du perçu, et des multiples filtres » que la perception d'un paysage, d'une organisation spatiale, de notre voisin, va se modifier.

¹¹⁷ Cette réflexion fait partie du processus de différenciation sociale qui sera abordé ultérieurement

CHAPITRE 4

Les Transformations sur le plan Socio-organisationnel

Les transformations socio organisationnelles font aussi partie de ce processus de déterritorialisation, où « le rythme et l'intensification » ont augmenté avec « le développement et l'expansion planétaire du capitalisme et, surtout à partir des processus particuliers de mondialisation qui surviennent dans nos temps » (Entrena Duran, 2010 (1) : 719). La « déterritorialisation » possède effectivement des effets « des-articulateurs » au niveau des « structures sociales » dans le territoire, lesquels se manifestent donc par un affaiblissement (abandon ou perte) des traits sociaux, organisationnels et culturels spécifiques aux communautés paysannes traditionnelles » (Ibid, 2010 (2) :42).

Cette affectation au niveau de la sphère sociale et organisationnelle du territoire nous montre, comme le souligne Tepitch (1973 : 20), que la figure de « *la comunidad* » paysanne en tant que « coque protectrice » n'a pas été capable de freiner ce « processus de conversion » (Bourdieu, 2003) vers une logique de domination capitaliste. En effet, dans le contexte équatorien, ce « pouvoir de la communauté » indigène paysanne mis en avant par Guerrero et Ospina (2003), contrairement à leur hypothèse centrale, n'a pas pu faire face aux « jeux de transformations néolibérales » (2003 :13).

Pour Martínez Valle (2016), dans la région andine équatorienne, on assiste depuis quelques décennies à un processus de détérioration des relations solidaires traditionnelles, basées sur des logiques non marchandes, caractéristiques des communautés indigènes (intégrées principalement par des pratiques de réciprocité et de coopération). Pour l'auteur, celles-ci sont remplacées progressivement par des pratiques économiques et sociales plus adaptées au contexte d'insertion marchande et de globalisation actuelle.

Il s'agit d'un contexte où la sphère économique a progressivement pris du poids sur la sphère sociale jusqu'à ce qu'elle devienne dominante. Il y aurait eu, en reprenant l'expression de Polanyi (2013 ; Original 1944), un processus de « *désencastrament* » de l'économie du « social », et cela affecte particulièrement et directement le maintien du « capital social » (Bourdieu, 2003) dans le territoire, lequel risque d'entrer dans un contexte de crise dans la mesure où « l'économique » détermine les comportements des acteurs sociaux.

En effet, c'est à partir de l'introduction de nouvelles logiques et de modèles « productivistes » qu'il y aurait cette perte d'autonomie des acteurs locaux ce qui est une caractéristique principale du processus de déterritorialisation (Entrena Duran, 1998 :4).

Dans ce sens, comme on l'a vu précédemment, les décisions des normes organisationnelles, autant au niveau productif qu'à l'échelle sociale, vont devoir être corrélées aux intérêts économiques externes. Cela explique notamment la perte des traits agricoles traditionnels (vue au chapitre précédent) ainsi que l'affaiblissement, voire une disparition des traits sociaux organisationnels caractéristiques du territoire (qui vont être abordés dans ce chapitre). En effet, pour Entrena Duran (1998), c'est « la conception productiviste du développement » qui a contribué à l'émergence du processus de désarticulation social traduits par des « modification dans les formes de structuration des solidarités collectives et des traditionnelles relations entre les classes sociales ».

Les transformations qu'on va mettre en évidence par la suite sont étroitement liées aux transformations suscitées sur le plan agricole vues précédemment. Il ne peut pas y avoir uniquement une rupture entre agriculture et territoire sans que cela n'affecte les structures sociales du territoire. En effet, autant les interactions sociales entre acteurs paysans, les échanges commerciaux et non commerciaux, l'organisation de la force du travail familial, comme toutes les autres dimensions de la vie communautaire se sont construits à partir du lien à l'agriculture. D'une certaine façon, tous les « liens d'appartenance et de similitude » (Torre et Beuret, 2012), moteurs des pratiques de coopérations et logiques d'action collective, étaient construits à partir de cette agriculture paysanne, aujourd'hui en déclin. Cette dernière a été à la base de la vie (dans la mesure où elle assurait la reproduction du groupe familial) ainsi que de l'organisation sociale des communautés paysannes de notre zone d'étude.

N'ayant plus un modèle agricole-productive endogène et ayant perdu leur degré d'autonomie dans l'organisation de la vie collective, la communauté paysanne de « La Chimba » se voit sérieusement affectée par cette déterritorialisation de la sphère sociale.

Dans ce chapitre, on abordera d'un côté ce qui se passe avec l'organisation communautaire paysanne en analysant les pratiques de solidarité et de réciprocité ainsi que les niveaux de confiance et de coopération, ingrédients essentiels du capital social dans le territoire. Par la suite, on verra comment à partir des changements au niveau de l'organisation productive et sociale du territoire, tout un contexte favorable à un processus progressif d'expulsion des acteurs locaux (volontaire ou involontaire dans certaines catégories de la population) va se mettre en place pour la recherche de nouvelles opportunités en accord à des nouveaux référents symboliques. Pour cela nous mettrons en évidence les tendances actuelles

d'occupation de la main d'œuvre familiale dans les activités agricoles ainsi que ses capacités à les retenir dans le territoire.

4.1. L'Affaiblissement de l'organisation paysanne : Les pratiques de coopération, réciprocité et niveaux de capital social en crise ?

L'articulation au marché (non récente à Cayambe) a déjà logiquement commencé à déstructurer certaines formes des relations sociales traditionnelles au sein des territoires paysans. A partir de la réforme agraire, les activités marchandes des anciens « *huasipungueros* » ont augmenté (Ferraro, 2004). Cependant, le système d'échange marchand ne constituait pas l'ordre de coordination dominant dans la mesure où les pratiques économiques restaient régulées et contrôlées par les normes sociales, les liens de parenté ainsi que par des mécanismes culturels et rituels (Ibid, 2004).

Totalement liée à l'agriculture, la « *Comunidad* » avait à charge dans la régulation et contrôle des relations sociales ainsi que des pratiques de coopération propres à la société paysanne indigène. Les formes de travail collectif (*minga et Prestamano*s), l'échange non monétaire de produits agricoles sous forme de troc (*Uniguilla*), ou le « travail au partage », principales pratiques traditionnelles pour l'accumulation de capital social, étaient basées sur des principes de réciprocité et de solidarité. Comme le signale Sabourin (2012), en citant à Mauss, Polanyi ou Levi Strauss, à l'époque la « réciprocité » pouvait parfaitement être considérée comme « le fondement des relations sociales ».

Dans le contexte post-réforme agraire, ces pratiques traditionnelles ont été utilisées et considérées par les paysans comme des éléments indispensables pour le renforcement de sentiments identitaires et la mise en marche de stratégies collectives afin de récupérer le contrôle des terres et reconstruire « ses liens sociaux et économiques » (Ferraro, 2004).

En effet, selon Pecqueur (2008), un agent qui « s'insère dans un système de réciprocité, doit pouvoir compter sur le maintien dans le temps de son identité ». Il s'agissait bien d'éléments « enracinés dans l'identité sociale des agents », ce qui suppose un « sentiment d'identification suffisamment répandu » et « constitutive du processus de Territorialisation » (Pecqueur, 2008 :6).

Il est également intéressant aussi de signaler que plusieurs de ces pratiques traditionnelles conservaient un rôle important dans la vie de la famille paysanne jusqu'à très récemment

(milieu des années 1990). En effet, selon les recherches d'Emilia Ferraro (2004), les relations de coopération et réciprocité dans la communauté paysanne, étaient encore d'actualité même dans un contexte où la production laitière avait pris du poids et était déjà considérée comme une source importante de revenus pour l'économie familiale.

La réciprocité à la base d'une économie encadrée dans le contexte laitier

Par exemple selon le « FECD »¹¹⁸ et Abdo Lopez (1996), le marché du lait constituait un marché spécifique non conventionnel totalement opposé au concept de marché néolibéral très répandu dans les années 1990. Au niveau de la commercialisation du lait, les relations de réciprocité avaient encore un « rôle fondamental ». Ce fait impliquait que les transactions étaient régulées par des institutions traditionnelles (comme le « *compadrazgo* »¹¹⁹) et ne passaient pas nécessairement par des voies « strictement économiques » (*Ibid* : 77-78). Ces relations se manifestaient comme une forme cachée sous la figure de « l'intermédiaire » (*Piquero*), considéré comme un acteur clé dans le circuit de la production laitière. Cet acteur, pouvant être métisse ou indigène (extérieur à la communauté paysanne), s'insérait dans une logique flexible où il s'adaptait aux besoins des familles (en termes de crédit ou d'avances d'argent¹²⁰) sans laisser de côté son activité lucrative marchande. En acceptant cette logique, le « *piquero* » bénéficiait en échange, de quelques avantages économiques (pas nécessairement monétaires, comme par exemple des parties des récoltes agricoles) ou non économiques (invitation à participer des pratiques rituelles de « *Compadrazgo* » ...etc.) pendant que le petit producteur paysan pouvait continuer ses activités à son rythme et en fonction de ses besoins. Il s'agissait sans aucun doute d'un scénario, des années 1990, « inimaginable » dans le contexte actuel, dominé par les relations contractuelles avec le capital financier.

Dans ce cas, on voit qu'il s'agit parfaitement d'une forme particulière de marché encadré dans les relations sociales. Le marché restait au service des besoins des familles qui gardaient une certaine autonomie dans sa régulation et son contrôle. On peut bien appliquer ici l'analyse de Polanyi qui stipule que « *la paix du marché était assurée au prix des rituels*

¹¹⁸ Fond Equatorien – Canadien de développement

¹¹⁹ Selon Ferraro (2004), le « *Compadrazgo* » est défini comme une institution qui établit des liens et des relations entre acteurs scellés par des cérémonies rituelles.

¹²⁰ Il s'agit de la pratique du « *Suplido* » laquelle était considérée comme une pratique très importante dans l'économie locale dans la mesure où elle représentait un « temps de soulagement » économique pour les familles lorsqu'elles avaient un besoin d'argent immédiatement (*Ibid*, 2004).

et de cérémonies ... tout en garantissant sa capacité de fonctionner dans les étroites limites qui lui étaient assignées » Polanyi (2013 : 110, Original 1944).

Les relations avec les « *piqueros* » se sont maintenues d'une façon importante jusqu'au moment de l'établissement des premiers contrats avec les entreprises agro-industrielles en 2002. L'élimination des intermédiaires a évidemment signifié l'accès à un meilleur prix du lait payé par les détenteurs du capital. Cependant, cela a aussi provoqué une accélération du rythme de « des-encastrement » de la sphère économique par rapport à la sphère sociale. En effet, il s'agissait d'une quasi disparition d'un lien de réciprocité dans un contexte marchand avec des acteurs externes au territoire (actuellement, 19 % des familles enquêtées gardent encore des relations commerciales avec les *piqueros*).

Cela n'est aujourd'hui plus le cas avec l'intensification du processus d'intégration au marché du type capitaliste mené par l'influence d'acteurs externes qui ne cherchent qu'à exploiter les ressources locales (Campagne et Pecqueur, 2014). Le processus de « dés-encastrement » s'est produit de façon assez rapide par rapport à d'autres territoires andins n'ayant pas encore connu encore l'expérience d'articulation marchande avec des entreprises agroindustrielles.

La réciprocité liée à l'agriculture en crise ?

Les principales pratiques d'entraide et réciprocité en lien avec l'agriculture (mentionnées plus haut), ont aussi connu un affaiblissement qui est notamment dû au processus de « conversion à la logique marchande » (Bourdieu, 2003). Ceci est caractérisé notamment par les changements des logiques productives et à l'imposition de nouvelles formes d'organisation du travail en fonction des nouveaux besoins du capital économique. Dans ce sens on voit bien chez les producteurs ruraux une transformation de leur « habitus » par rapport à ces pratiques et on peut justifier par-là cette idée d'incapacité et perte d'autonomie des acteurs pour maintenir le contrôle sur l'organisation productive ainsi que l'organisation de la vie collective.

En effet, dans notre recherche on a identifié deux raisons principales qui expliquent cet affaiblissement des pratiques d'entraide et réciprocité dans la communauté. D'un côté, il s'agit d'une question par rapport au « temps », lequel est utilisé et calculé de façon

rationnelle par les familles. Ceci nous montre une tendance à la montée progressive de logiques individuelles au détriment des logiques collectives.

D'un autre côté, on voit aussi ressortir la raison faisant référence à la disponibilité de terres destinées à l'agriculture. Comme on l'a mentionné auparavant, les liens de réciprocité dans la communauté sont principalement liés aux pratiques agricoles. Avec le changement des logiques productives (vues au chapitre précédent), il est difficile de préserver des pratiques d'échanges et d'entraide réciproques basées dans l'agriculture locale.

La figure de « *la comunidad* » en tant que forme organisatrice paysanne traditionnelle et forme institutionnalisée du capital social dans le territoire, ne constitue pas pour les agro-industries, une institution capable de gérer la production laitière commune de 360 familles. En effet, tel qu'on l'a signalé dans la première partie de l'étude, les formes d'organisations paysannes traditionnelles sont considérées comme des contraintes sociales et culturelles, lesquelles provoquent des inconvénients aux promoteurs (agro-industries laitières et Etat dans le cas de l'Equateur) de l'agriculture contractuelle. (Eaton, C ; Shepherd, A, 2002). Il est plus efficace pour la réussite de ce nouveau modèle d'articulation au marché, un développement de formes d'organisation régulées et fonctionnelles aux intérêts agro-industriels ainsi que l'émergence de stratégies individuelles (en accord avec les nouvelles exigences productives) au détriment des stratégies collectives spontanées (exemple : figure de la communauté, groupements de producteurs locaux, groupes indigènes militants...etc.).

Pour répondre aux exigences du marché et pouvoir s'intégrer correctement avec les agro-industries laitières, des nouvelles formes d'organisation productive ayant des « modes de gestion de type industriel et financier » (Torre, et al 2005), jusqu'alors inconnus dans le monde indigène des Andes, sont nécessaires et doivent être privilégiés. A partir de ces formes d'organisation productives, l'objectif est de transformer la logique d'action de l'agriculteur familial, ou dans d'autres mots comme le souligne Pinton (2014 : 434) convertir « le paysan en entrepreneur ».

Le changement des formes organisationnelles de base (celles qui ont permis le processus de territorialisation paysanne) et l'imposition de nouvelles formes organisationnelles, impliquent selon Santos (1994 cité par Carricart P, 2012), une perte progressive des formes de régulation, différentes à celles provenant du « sens local de la vie et des institutions ». En effet, ceci représente pour la société locale une diminution de sa capacité à articuler,

réguler et contrôler les relations sociales avec l'espace et donc une perte de son autonomie (Raffestin, 1987). C'est un rapprochement concret au contexte de la déterritorialisation.

A La Chimba, comme on l'a vu dans le chapitre précédent, à partir de 2007, l'agriculture contractuelle s'est appliquée sous la forme d'un « *modèle centralisée* » avec un contrat « multipartite » (Eaton et Shepherd, 2002 :50), sans prendre en compte des logiques d'organisation sociales et culturelles traditionnelles, et en contrôlant la quasi-totalité des aspects de l'organisation productive. Cela a supposé non seulement la mise en marche de stratégies « productivistes » de la part des petits producteurs tels que la priorisation des pâturages et intrants chimiques au détriment de polycultures traditionnelles, mais aussi l'imposition de nouvelles formes d'organisation des producteurs fonctionnelles à l'agro-industrie (L'association laitière).¹²¹

Actuellement on peut voir que la vie quotidienne du producteur familial se trouve déterminée et régulée par « l'association laitière », créée à la Chimba en 2001 (fonctionnelle aux intérêts agro-industriels). Depuis les premiers contrats en 2002, les producteurs adoptent un rythme de travail déterminé par les besoins de la production laitière agro-industrielle (4 heures par jour, distribuées en 2 fois, plus le temps destiné au dépôt du lait dans l'association). Depuis 7 ou 8 ans, au fur et à mesure que les exigences productives (en termes de qualité et quantité), de la part des agro-industries ont augmenté, le producteur paysan ne contrôle plus son rythme de travail ni son temps consacré à d'autres activités relationnelles. Effectivement le temps qui reste doit être destiné à des activités de plus en plus en lien à la réalisation de démarches économiques et administratives relatives à leur production laitière (demande ou paiement de crédits en ville ou achats d'intrants et rendez-vous avec les techniciens agronomes ou vétérinaires...etc). Il s'agit également de maintenir la parcelle prête pour l'application des intrants ou la réparation des asperseurs¹²².

Cela diminue considérablement le temps consacré à d'autres activités en rapport avec la reproduction des liens et des réseaux de parenté ou sociales. Ainsi, l'accumulation de

¹²¹ Comme on l'a vu auparavant, depuis la fin des années 90, l'ONG religieuse « La casa Campesina de Cayambe », est devenue l'un des principaux promoteurs des formes associatives dans plusieurs communautés de la paroisse d'Olmedo. Cette ONG a mené tout un programme d'aide technique pour l'installation de centres de collecte du lait, de programmes de formation et de micro crédits auprès des petits producteurs pour arriver à leur montrer les avantages d'une commercialisation associative afin de capter des grands acheteurs tels que les agro-industries (CCC, 2010 ; Herran, 2011, Ferraro, 2004).

¹²² Interview de Darwin Quilo (Administrateur de l'Association « El Ordeno ») : Il signale que les exigences en termes de qualité et de gestion des parcelles laitières sont de plus en plus intenses depuis 7 ou 8 ans.

relations traditionnelles favorables au maintien du « capital social » devient difficile. En effet, selon Bourdieu (2015), maintenir les relations ou les reproduire implique « tout un travail » ainsi qu'une « dépense considérable en termes de temps ». Il s'agit pour l'auteur (2001), d'un « investissement » social ou en capital social, lequel est favorable au maintien et préservation de la solidarité et de la coopération au sein d'une communauté.

Dans cette optique, les logiques de réciprocité (présentes dans les échanges, pratiques de don, contre don ou de travail collectif) utiles au renforcement du capital social dans le territoire ne sont pas rentables pour les unités familiales. Comme le signale Martinez Valle (2016), elles ont été remplacées progressivement par des logiques capitalistes. Cette tendance est justement confirmée par un groupe de producteurs participant au Focus Group réalisé dans cette recherche.

Extrait Focus Group 1 – Producteurs (Mai - 2016)

Et maintenant vous continuez à pratiquer la Minga comme avant ?

P1 : Avant il y en avait beaucoup de mingas. Tout le monde y participait maintenant ils ne veulent pas trop y aller.

Et cela est dû à quoi selon vous ?

P1 : Je pensé qu'il s'agit d'un manque de temps pour l'agriculture, et pour la communauté. Le lait concentre toute notre attention et demande tous nos efforts.

P2 : Je ne sais pas, cela dépend des personnes, il y en a certains qui n'aiment plus sortir aux mingas, il y en a d'autres qui ont les possibilités de payer des gens pour y assister. Et le reste qui ne possède pas trop d'argent sont obligés d'assister. Mais aussi certains de nos collègues considèrent qu'il s'agit d'une perte de temps, dans la mesure où l'on peut profiter de ce temps-là au travail à la maison, avec nos vaches. Par exemple, en termes de revenu, une personne qui s'occupe la journée à sa production laitière peut gagner jusque 20 dollars, mais si cette journée il a assisté à une minga et il n'a pas pu s'occuper de sa parcelle, il aura des pertes en termes d'argent et de temps.

Cela veut dire donc que l'activité laitière constitue une barrière au développement du travail communautaire ?

P3 : Oui voilà, vous avez raison.

Ces opinions nous montrent bien qu'actuellement les acteurs paysans mettent en place des stratégies économiques ainsi que des calculs rationnels pour faire face à un contexte où la sphère marchande est dominante. Il y a ici un changement des comportements économiques, sociaux et culturels des acteurs qui « s'éloignent des paradigmes du don et de la réciprocité » Martinez Valle (2016).

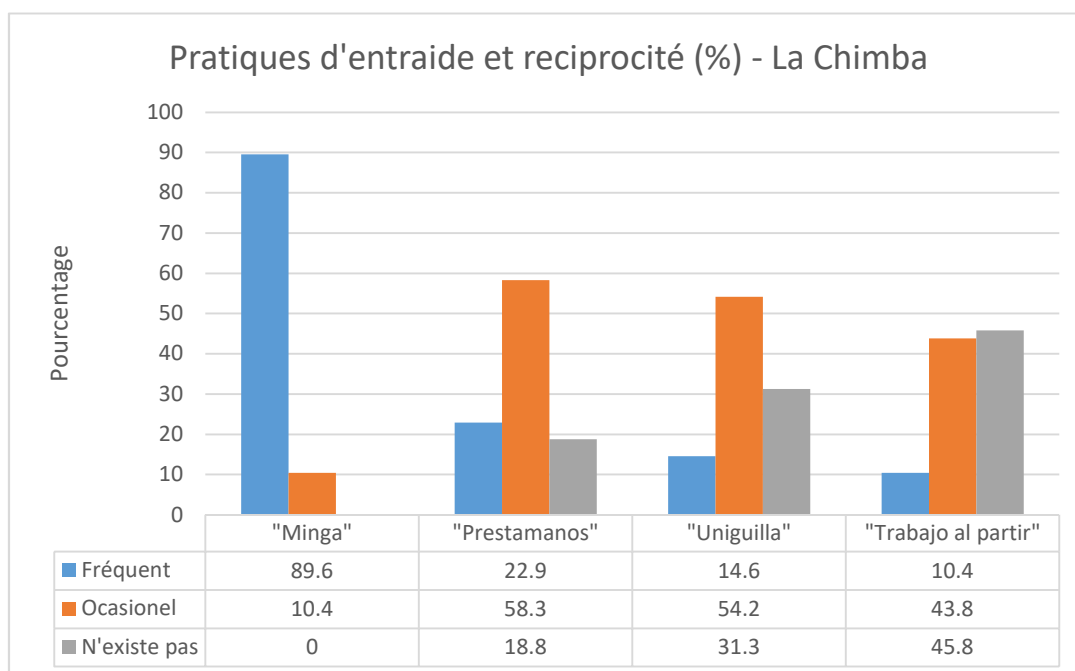
La « minga » :

Ici, effectivement les producteurs se sont exprimés par rapport à la pratique de travail collectif sous forme de « *minga* », laquelle a été pendant longtemps considérée comme un véritable espace de construction de solutions face à certains « conflits internes » et problématiques communes comme le manque d'accès à l'eau, la construction d'infrastructures collectives, les chemins, et le nettoyage collectif des canaux d'irrigation.

Actuellement, comme on peut le voir sur le graphique No.9, elle reste très fréquemment pratiquée dans la communauté (90 % des enquêtés). Cependant cela ne signifie pas que l'essence du travail collectif s'est maintenue malgré l'avancement du capitalisme en milieu rural. La Minga est un cas particulier et différent par rapport aux autres pratiques de solidarité et réciprocité (que nous aborderons plus loin). Elle est encore perçue comme une pratique qui a conservé son caractère de « prestation obligatoire » où les paysans doivent « un paiement moral et matériel à la communauté en échange de bénéfices que celle-ci peut attribuer aux familles » (Ferraro, 2004 : 81). De très nombreuses familles, surtout les plus jeunes, ne ressentent plus cette forme obligatoire collective comme une forme efficace de travail mais plutôt comme une contrainte limitant leurs temps de travail dans leur unité de production familiale. Face à cette contrainte et ayant peu d'alternatives disponibles, des calculs rationnels entrent en jeu chez les producteurs. Selon certains producteurs¹²³, consacrer toute une journée pour aller à la « *minga* » représente une perte de temps et d'argent. Les amendes s'élèvent entre 10 et 15 dollars (environ le salaire d'un jour de travail) et il est plus rentable de payer cette amende que de manquer toute une journée de travail dans la parcelle familiale. (Voir Photo No. 10)

¹²³ Interview effectué a deux jeunes producteurs laitiers (Kleber Catucuamba – 28 ans et Myriam - 26 ans)
Mars 2016 – La Chimba

Graphique No. 9



Source : Enquêtes La Chimba (2016)

Cela n'était pas le cas avant l'intégration verticale au marché laitier, où il y avait certainement déjà quelques résistances face à la « minga ». Malgré tout, les occasions pour assister aux « mingas » étaient plus flexibles dans la mesure où les obligations avec le marché ne dominaient pas la vie de la communauté. Dans cette idée, les producteurs préfèrent ne plus y assister personnellement. Cela explique qu'actuellement plus de la moitié des personnes interrogées (55%) affirme avoir, soit envoyé quelqu'un d'autre, soit avoir payé un remplaçant au lieu d'y assister personnellement.

Photo No 10 : Convocations aux « Mingas » souvent affichés à l'extérieur de l'association laitière (1) ou à l'entrée de la maison communale (2).



Source : Diego Martinez – Recherche de terrain - La Chimba (2016)

Pour la plupart des autres pratiques traditionnelles de réciprocité, on peut voir à partir du graphique No. 9 que, contrairement à la « *minga* », il y a une perte de leur poids et de leur importance pour la plupart des familles enquêtées.

Le « *prestamanos* »

Très proche de la « *minga* » le « *Prestamanos* » (ou traduit en français *Prête-mains*) constitue une pratique similaire de travail collectif mais à l'échelle de la parcelle familiale. Il s'agit d'une pratique traditionnelle qui permettait aux producteurs de satisfaire leurs besoins temporaires en main d'œuvre, sans avoir recours à l'embauche de journaliers. Ici les producteurs demandaient de l'aide à des proches consanguins ou à leurs voisins pour effectuer des tâches principalement agricoles (la préparation du terrain, les semences et les récoltes) tout en profitant des « proximités » existantes autant au niveau « géographique » comme « organisée » ou relationnelle (Torre et Beuret, 2012)¹²⁴. En effet, cette « mobilisation conjointe des deux proximités », serait favorable au maintien des relations de confiance et « peut conduire à générer des effets de coopération ou d'interaction bénéfiques et à trouver des solutions productives » (Colletis et Pecqueur 1993, cité par Torre et Beuret, 2012 : 19).

Pour établir l'accord le producteur, ayant besoin de l'aide, se déplaçait jusqu'à la maison de son voisin ou familial, muni d'un cadeau (essentiellement de l'eau de vie ou « *aguardiente* »), afin de lui demander « un coup de main » (« *pide una mano* »), (Ferraro, 2004 : 80). Par la suite, en échange de cette relation réciproque et sous une forme de « contre don » (Mauss, 2001), le premier demandeur rendait le service à l'autre producteur quand il en avait besoin.

Très probablement, la croissante disparition du modèle agricole local a provoqué une diminution de la fréquence de cette pratique dans la communauté. En effet la monoculture en pâturage n'a pas un important besoin de main d'œuvre. Malgré cela, on voit que le

¹²⁴ Pour notre étude on va comprendre la notion de « proximité » ou des « proximités » au sens de Rallet (2002, Cité par Torre et Beuret, 2012 : 5), qui les considère comme « *un effet de l'histoire du territoire, conditionnées par la dynamique des relations localisées entre une diversité d'acteurs et d'institutions*, ». La dynamique des Proximités contribue justement à la création de ces territoires. Le lieu de croisement de deux grandes catégories de proximités (« proximité géographique » et la « proximité organisée »), distinctes mais interdépendantes qui peuvent être mobilisées par les acteurs donne lieu à l'émergence de ce que les auteurs appellent la « Proximité Territoriale » (Torre et beuret, 2012 : 15). La première catégorie correspond à la distance physique entre deux acteurs, et dans des nombreux cas, elle favorise l'émergence de la deuxième catégorie faisant allusion à la distance relationnelle entre les acteurs.

« *Prestamanos* » reste fréquemment pratiqué par 23 % des familles et occasionnellement pratiqué par 58 % des familles enquêtées (graphique No. 9). Cela est notamment dû au fait que cette pratique est aussi valable et utile pour d'autres activités familiales comme, par exemple, la construction ou l'amélioration des lieux d'habitats des familles paysannes. (Ferraro, 2004).

« *L'uniguilla* » (ou l'échange de produits sous forme de troc) :

« *L'Uniguilla* » (Troc), constituait une pratique très courante à l'époque de *l'hacienda* où les « *huasipungueros* », n'ayant d'accès qu'à très peu de terre, arrivaient à diversifier et ainsi compléter leur alimentation de base, à partir d'échanges réciproques de produits agricoles avec leurs voisins et les producteurs à proximité de la même communauté, mais aussi avec ceux appartenant à d'autres communautés voisines (Guerrero, 1987). Cette pratique, contrairement aux deux autres pratiques traditionnelles analysées précédemment, est totalement liée à l'agriculture locale dans la mesure où tout autre produit n'étant pas alimentaire est automatiquement exclu de l'échange (Ferraro, 2004).

Selon Guerrero (1987), « *l'uniguilla* » était très généralisée à peu près jusqu' à la fin des années 1980 et encore fortement pratiquée pendant les années 1990. Il faudra attendre le passage vers une économie fortement dépendante du marché extérieur et le changement de logiques productives pour que cette pratique de réciprocité s'affaiblisse fortement. En effet, à partir du graphique No. 9 on constate qu'elle est pratiquée fréquemment uniquement par 14 % des familles enquêtées ainsi qu'occasionnellement par 54 % des agriculteurs. De cette façon, pour un tiers de la population interrogée cette pratique a été complètement éliminée de leur vie quotidienne, et par conséquent de leur mémoire collective. Sous cette même perspective un des résultats issus de nos enquêtes saute aux yeux : 85% des enquêtés perçoivent que cette pratique serait en voie de disparition et dans ce sens 7 sur 10 enquêtés affirment que cela est dû principalement au fait qu'il n'y a quasi plus des terres destinées à la production de produits agricoles pour l'autoconsommation. Cette tendance a justement été confirmée par les producteurs participant aux focus groups ainsi que par le témoignage d'un de nos producteurs interviewés.

Extrait Focus Group 1 – Producteurs (Mai - 2016)

On sait qu'avant il y avait des pratiques d'échange de produits entre voisins et proches ? Des pratiques de Uniguilla ?

P1 : Oui en effet. Mais cela n'existe quasiment plus. Seulement quelques familles

continuent à le faire.

Par exemple, vous quand a été la dernière fois que vous l'aviez pratiquée ?

P2 : Cela fait déjà un moment, moi j'échangeais surtout du maïs (Choclos), et quelques fois des « cuysitos » Cuyes (Cochons d'inde), des œufs. Avant on échangeait au moins 4 ou 5 fois par an, aujourd'hui, même pas une.

P3 : Le problème se sont les espaces, il n'y a plus de terres pour cultiver c'est dommage. On ne peut plus "Uniguillar". En quelque sorte c'est aussi logique. Maintenant tout le monde achète dans les « cobachas » ou au supermarché à Cayambe, tout est prêt, fini le travail de la récolte. Ils aiment cela.

Vous pensez que les superficies en pâturage vont continuer à augmenter ? Ou cela n'est plus possible ?

P4 : Impossible ! Il n'y a plus d'espace, on a mangé tout l'espace ici.

Extrait d'interview à Tobias Quinche (57 ans) - Juin, 2015.

Vous échangez ce qu'il vous reste ?

Entre nous oui, j'a uniguillar ! Mais pour faire cela, on allait chez le voisin et on ramenait quelque chose, cela pouvait être une poule. Et tout commençait comme ça.

Mais donc il faut être très proche, un très bon ami, ou quelqu'un de la famille ?

Bien sûr il faut de la confiance !

Et maintenant la confiance comment est-ce que vous la voyez par rapport aux anciennes époques dont vous faisiez allusion ?

Moi je vois qu'il y a encore un petit peu de confiance, mais cela dépend des générations. Entre nous (lui et son voisin tout en indiquant avec son doigt sa maison) bien sûr, « tas con tas » (parallèlement), Mais il est vrai cette culture d'Uniguillar, il n'y en a plus j'ya no hay, pues ! Par exemple regardez les pâturages, plus un seul aliment pour l'échange. Plus rien ! Tout est perdu pour la plupart des gens ici...

Ces informations nous amènent à nous tourner vers l'idée d'une disparition des conditions objectives pour la continuité de la réciprocité à travers « l'uniguilla » dans la communauté de « La Chimba », due au fait que les unités domestiques ne produisent plus (en terme général) des produits alimentaires pour l'autoconsommation et ont priorisé leurs terres pour la monoculture en pâturage (données des graphiques No. 4 et No. 6 - Chapitre 3). Sous l'optique d'un « calcul rationnel », cette logique d'échange réciproque d'aliments n'est plus rentable pour les unités productives qui se sont articulées de plus en plus au marché et adoptent des nouvelles pratiques de consommation.

Mais cette question n'est pas tout à fait généralisable pour toutes les familles paysannes¹²⁵. D'après nos analyses, on peut dire que la disponibilité de capital économique (définie ici par le niveau d'accès à la ressource en terre) est un indicateur qui nous montre déjà une première radiographie des familles qui sont plus ou moins articulées au marché.¹²⁶

Contrairement à ce que signale Martinez Valle (2016) pour d'autres cas de la Sierra Equatorienne (Imbabura, Tucayta, Cotopaxi), à Olmedo Cayambe (à partir de l'étude effectué à La Chimba), ceux qui possèdent le plus de ressources en terre ne sont pas ceux qui peuvent maintenir des pratiques d'échanges réciproques, mais au contraire ceux qui se sont articulés dans des meilleures conditions au marché laitier en raison de l'important volume de production qu'ils peuvent dégager. Dans ce cas, il s'agit de familles pour lesquelles les pratiques de réciprocité en lien à l'agriculture ne sont plus rentables (à partir d'un calcul en termes économiques et monétaires). En revanche, pour les producteurs qui possèdent moins de ressources en terre (les plus démunis), la diversification de l'agriculture et le maintien d'échanges réciproques restent une stratégie de survie très importante pour la satisfaction des besoins de base et la reproduction de la cellule familiale. C'est ce qu'on a vu dans le chapitre antérieur à travers des mots d'un producteur n'ayant que 3 à 4 hectares et confirmant cette tendance.

Extrait d'interview à TQ

Mais c'est pour ça que je vous dis, il y a des fois quand la terre peut nous sauver, surtout quand le lait ne va pas bien. Quelques fois le lait n'est pas suffisant et les pommes de terre, nous on peut les vendre, les échanger et manger quelque chose. Moi j'ai un hectare et demi pour l'agriculture et 3 hectares pour l'élevage. Avec cela je peux me défendre.

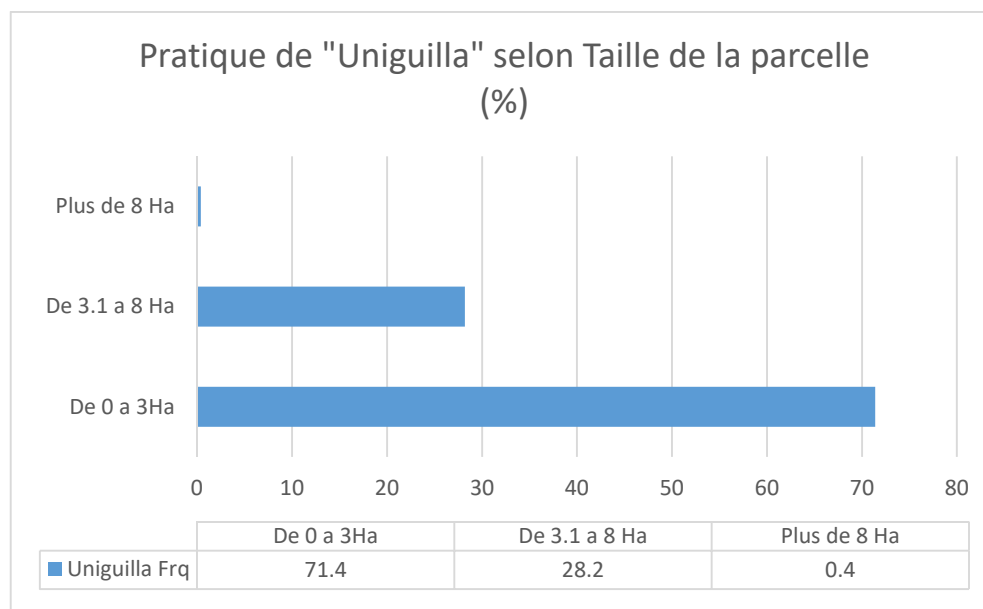
En effet, quand on analyse la pratique de « *l'uniguilla* » à partir de la taille de la parcelle, on retrouve aussi des éléments intéressants. A partir du graphique ci-dessous (No. 10), on constate que 71,4 % des familles interrogées, pratiquant de manière fréquente cette forme d'échange, possèdent des parcelles de petite et très petite taille (entre 0 et 3 hectares), alors que 28 % de ces familles possèdent des parcelles de moyenne taille (entre 4 et 8 hectares).

¹²⁵ Dans ce sens on s'est demandé quelles sont les caractéristiques que possèdent les familles où « *l'uniguilla* » reste une pratique fréquente ou occasionnelle ? Pour répondre à cette question on a décidé de croiser notre analyse avec des variables structurelles, que selon nos hypothèses pouvaient être, non seulement la superficie agricole disponible (1), mais aussi la classe d'âges (1) que nous verrons après.

¹²⁶ On élargira sur ce sujet postérieurement dans l'analyse par rapport aux types d'agricultures familiale et aux processus de différenciation sociale (Partie 4 de la thèse).

Pour les familles disposant de plus de 8 hectares, « *l'uniguilla* » n'est pas une pratique fréquente (0.4 %).

Graphique No. 10 :
Pratique d'échange de produits « Uniguilla » (Troc) par superficie de la parcelle



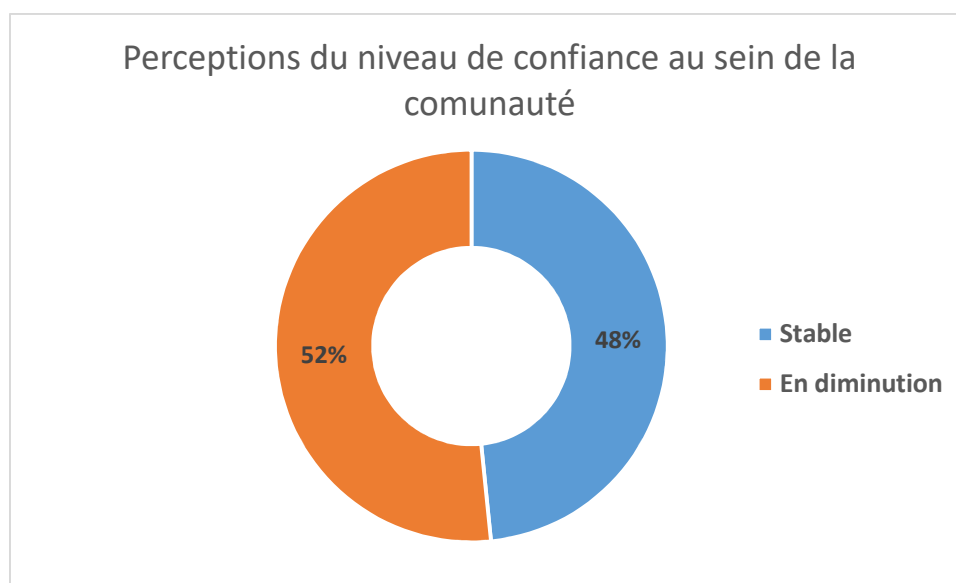
Source : Enquêtes La Chimba (2016)

En fonction de cette analyse, on constate une importance élevée du critère relatif à l'utilisation des espaces agricoles et au modèle productif adopté, afin d'expliquer le développement et le maintien, déclin ou disparition de cette pratique. Mais à partir de l'extrait d'interview (plus haut, page 157), on est capables de dégager deux éléments fondamentaux qui contribuent également à expliquer le déclin des pratiques de réciprocité dans un contexte d'insertion de la communauté paysanne au marché du type capitaliste.

L'un d'entre eux fait allusion à l'existence préalable de « la confiance » pour réussir ce type d'échange. En effet, la confiance est à la base des relations réciproques et de toute forme d'interaction sociale favorable au processus de construction du territoire. Pour Arrow (1974, cité par Laurent, 2012), il s'agit « d'un lubrifiant des relations sociales ». De son côté pour Pecqueur et Zimmerman (2004), c'est « l'ingrédient de l'action collective » et le « contingent de la coopération », qui « permet de mettre en place et maintenir un processus de solidarisation des acteurs au territoire ». Cependant, selon Orléan (1995), celle-ci est vulnérable face à un contexte de domination des relations marchandes au territoire car la logique du calcul d'intérêt génère un « obstacle » à la reproduction des « liens de confiance suffisamment solides ».

A « la Chimba », selon plus de la moitié des producteurs enquêtés (52 %), les niveaux de confiance auraient diminué dans la période correspondante aux dix dernières années (voir graphique No. 11 ci-dessous). Progressivement, la baisse des niveaux de confiance peut devenir un inconvénient selon Laurent (2012) dans la mesure où, sans liens de confiance nécessaires à la coopération, il y aurait un « handicap social et économique au sein des sociétés humaines » (2012 :70). Par rapport aux possibilités de reproduction des pratiques de solidarité et réciprocité dans le territoire, ce scénario n'est pas encourageant.

Graphique No. 11

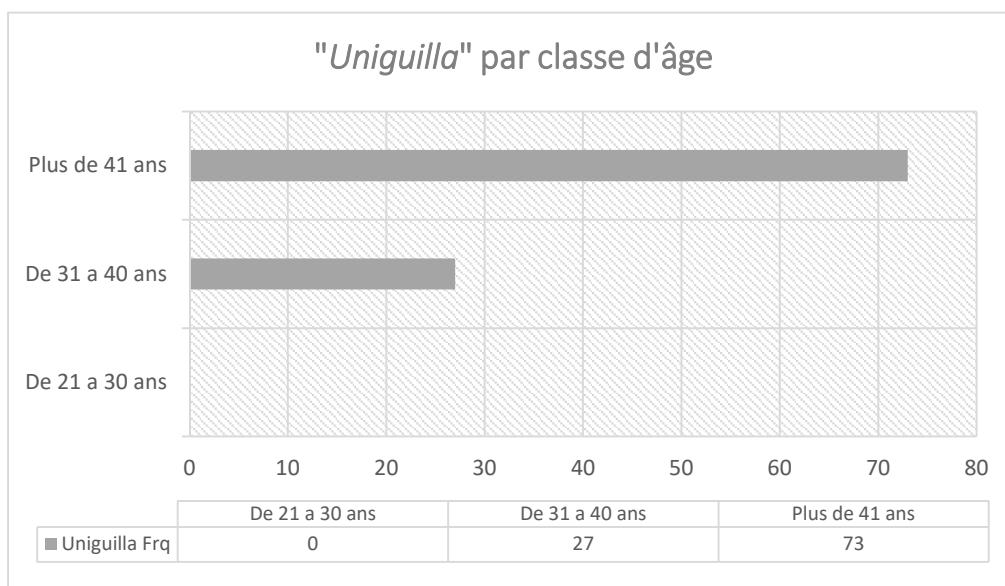


Source : Enquêtes La Chimba (2016)

Le deuxième élément fait référence à la question du maintien des pratiques réciproques selon les différentes générations. Selon nos observations du territoire et à partir de plusieurs discussions informelles avec quelques producteurs, « *l'uniguilla* » reste une pratique certainement importante dans la mémoire des habitants âgés de « La Chimba ». Actuellement, très peu de chefs de familles ayant vécu l'époque des « *Huasipungos* » sont vivants, cependant la démarche relative à « l'accumulation de relations traditionnelles » favorables au maintien du « capital social » (Bourdieu, 2001), a été effective pour conserver « *l'uniguilla* » encore vivante au moins dans la mémoire collective de plus de 60 % des producteurs enquêtés. Cela nous montre qu'il y a eu dans certaines familles une pratique de partage et transmission d'expériences entre les différentes générations.

Graphique No. 12 :

Pratique d'échange de produits « Uniguilla » (Troc) par Classe d'âge



Source : Enquêtes La Chimba (2016)

On peut voir grâce au graphique No. 12, que 73 % des chefs de famille qui pratiquent fréquemment ou occasionnellement l'échange de produits sous forme « *d'Uniguilla* » ont plus de 41 ans et uniquement 27 % ont moins de 40 ans (spécifiquement entre 30 et 40 ans). On constate que chez les jeunes cette pratique n'existe pas, et cela confirme ce qui a été exprimé par les producteurs par rapport à la pratique de « *l'uniguilla* » selon les générations plus âgées.

« *Trabajo al partir* » (Le « travail au partage ») :

De même que pour « *l'uniguilla* », le travail au partage constitue également une pratique traditionnelle et totalement liée à l'existence d'une agriculture locale. Selon Ferraro (2004), il s'agit d'un système dans lequel deux parties (soit entre deux producteurs proches rationnellement, soit un producteur avec un acteur extérieur à la communauté) décident de travailler ensemble dans un lopin de terre pour ensuite partager la récolte. Dans la plupart des cas, l'une des deux parties prête son travail ainsi que les semences et les engrais et l'autre partie met à disposition son terrain pour la réalisation des tâches agricoles. Dans l'extrait d'interview ci-dessous on peut voir, à partir de la vision d'un agriculteur, comment cette pratique se déroule actuellement.

Extrait d'interview à TQ

Maintenant ils ne cultivent plus! Au maximum ils gardent un peu moins d'un demi hectare pour leurs besoins alimentaires. Moi par contre je continue à cultiver, je peux même faire du travail au partage dans ma parcelle.

Et Comment fonctionne cela ?

50 pourcent pour le propriétaire du terrain et 50 pourcent pour le propriétaire des semences. La location du tracteur on le paye à moitié et comme ça on continue à diviser les frais de dépenses et les gains. La première "curada" c'est moi qui la mets et la deuxième par exemple c'est vous. Cela on peut le faire que si on a de la terre. Par contre si vous avez que des vaches, impossible !

Ce témoignage de l'agriculteur nous montre également que le maintien de cette pratique dépend fortement des choix réalisés par les producteurs par rapport au modèle productif utilisé dans leur parcelle. Ainsi, le « travail au partage » est probablement la pratique la plus affaiblie avec l'articulation au marché capitaliste par le biais de l'agro-industrie laitière. Actuellement, elle est pratiquée fréquemment par uniquement 10 % de producteurs enquêtés et occasionnellement par 40 % des producteurs. En effet, cette forme de réciprocité liée à l'agriculture a complètement disparu pour la moitié des familles interviewées qui ne maintiennent plus aucun lien avec d'autres producteurs via l'agriculture.

Des liens sociaux redéfinis au profit des stratégies individuelles.

On vient de voir au travers de quelques exemples et données, comment les pratiques traditionnelles de solidarité et réciprocité (constituant l'essence du capital social) ne possèdent plus un poids considérable dans la communauté paysanne. Pour Martinez Valle (2016) cela affecte directement la préservation des niveaux de confiance, et de coopération dans la communauté.

Il s'agit sans doute d'un résultat fortement lié au développement d'un modèle productif en réponse aux besoins de marchés extérieurs du type capitaliste. L'articulation avec l'agro-industrie a accéléré, à « La Chimba », la transformation au niveau de l'organisation productive avec des conséquences considérables sur l'organisation sociale. Cette autonomie et le poids de la « *comunidad campesina* » dans l'organisation de la vie collective, et dans le maintien des pratiques traditionnelles d'entraide et de réciprocité ne sont plus les mêmes qu'à l'époque où les négociations et les activités commerciales autour

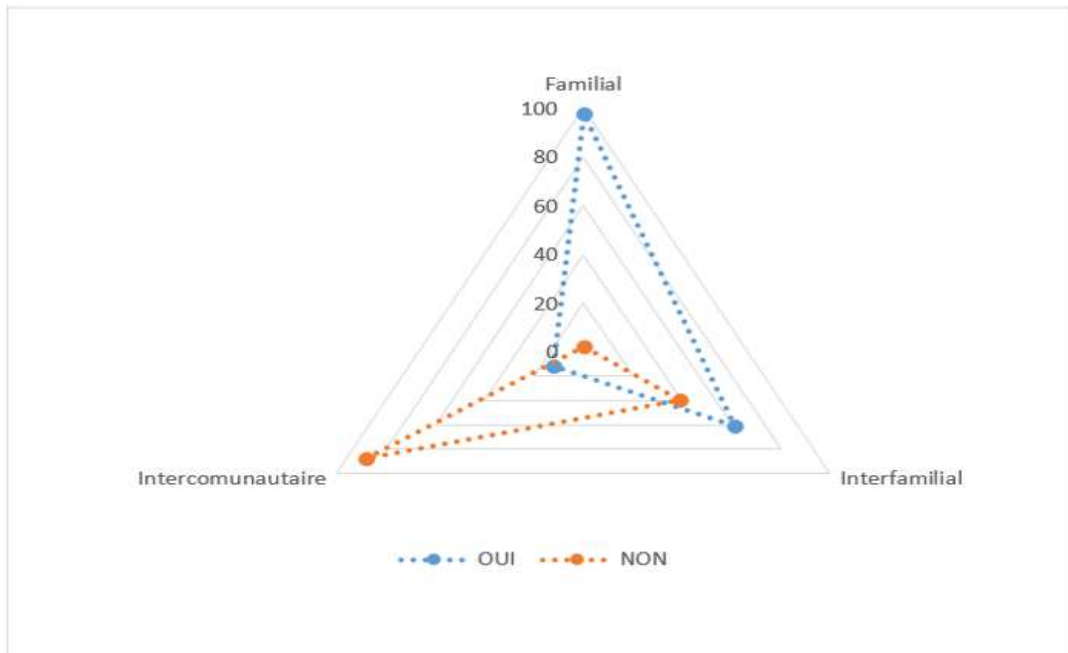
du lait restaient encore encastrées dans le système social géré par la « *comunidad* » en tant qu'acteur solide et forme institutionnalisée de capital social sur le territoire.

On assiste à une redéfinition des liens existants entre producteurs, lesquels étaient dans leur majorité des « liens de participation élective » (entre conjoints, proches, amis), caractérisés par « une reconnaissance affective ou par similitude », pour se convertir en « liens de participation organique » (entre acteurs de la vie professionnelle – producteurs laitier), caractérisés par « l'emploi stable et une protection contractualisée » ainsi que par une reconnaissance « par le travail et l'estime sociale qui en découle » (Paugam, 2013 : 64). En d'autres termes, il s'agit du passage de la « solidarité mécanique à la solidarité organique » (Durkheim, 2013, Original 1930), ou comme le signale aussi Carricart (2012), de « cette solidarité horizontale locale » pour imposer une « solidarité verticale » tout en respectant des « intérêts globaux, puissants et indifférents du contexte local » (*Ibid*, 2012 : 44).

Malgré cette crise des pratiques traditionnelles de réciprocité, on constate aussi que les relations sociales, aujourd'hui « encastrées » dans la sphère économique, n'ont pas complètement disparu. Même si ces relations non marchandes ne constituent plus l'axe articulatoire de la vie sociale, il y a encore des faibles pourcentages qui prouvent le maintien de certaines pratiques traditionnelles dans la communauté.

Cependant, cela correspond surtout à une reproduction de ces relations majoritairement dans la sphère familiale. On voit à partir du graphique ci-dessous, que les pratiques de coopération se trouvent concentrés au niveau familial (98 %), dans une moindre mesure au niveau interfamilial (61 % à l'échelle communautaire) et, en très faible mesure, au niveau inter communautaire (12 %).

Graphique No. : Niveaux de coopération



Niveaux de coopération dans la Communauté de « La Chimba »

	OUI	NON
Familial	98	2
Interfamilial	61	39
Inter – communautaire	12	88

Source: Enquêtes La Chimba (2016)

En effet, au fur et à mesure que l’articulation au marché se consolide au territoire, « les relations de réciprocité et solidarité se sont vues réduites à la sphère familiale » (Martinez Valle, 2016). Certes, la stratégie n’est plus l’accumulation de relations sociales pour consolider des bons niveaux de capital social à l’échelle du territoire mais, en revanche, à l’échelle familiale, la coopération reste encore importante pour la construction et consolidation de nouvelles stratégies, axées sur la propriété et la réussite individuelle, afin d’affronter dans des meilleures conditions les nouveaux défis et besoins du marché laitier dominé par des acteurs extérieurs.

Dans le contexte actuel, on comprend que la vie du producteur n’est plus déterminée par les relations sociales construites et reproduites mais par la recherche croissante et constante de bénéfices économiques. Comme le signale Mendras (1992), on voit bien une « diminution de l’argumentation morale au profit de l’argumentation économique et technique » (1992 : 362). Il y a ici une situation similaire à celle décrite par Torre et Filippi

(2005), où c'est cette « indifférenciation des producteurs, qui conduit à leur interchangeabilité en fonction des avantages qu'ils présentent en termes de coûts ».

Effectivement, pour les familles paysannes, il ne s'agit plus de transformer le capital économique en capital social, mais à l'inverse, de transformer le capital social existant en capital économique. En effet comme le signale Bourdieu (2015 : 525), « le capital social peut exercer un effet multiplicateur en relation à d'autres espèces de capital : disposer d'un capital social peut signifier une augmentation importante de capital économique [...] »¹²⁷.

Mais tout destiner aux logiques économiques et commerciales peut engendrer aussi des conséquences qui peuvent impacter sur les nouvelles générations. Tel qu'on l'a mentionné auparavant, l'affaiblissement des pratiques collectives d'entraide, de réciprocité et de solidarité, affectent directement le maintien des « facteurs d'enracinement » (Rieutort, 2009) et aux « logiques d'appartenance et de similitude » (Torre et Beuret 2012) utiles pour préserver cette cohésion sociale et articuler des dynamiques d'action collectives, vitales pour la construction à caractère permanent du territoire (Pecqueur 2000 ; Pecqueur et Zimmerman, 2004).

Avec la spécialisation laitière, les jeunes générations peuvent évoluer dans un contexte où il est difficile de retrouver des opportunités économiques et, ne disposant pas des repères collectifs qui les attachent au territoire, verront se développer des sentiments d'éloignement avec le contexte local pour envisager une réussite individuelle en dehors du territoire.

4.2. Manques d'opportunités et éloignement avec le contexte local : La recherche d'emploi en dehors du territoire

On aurait pu développer cette sous-partie en lien avec le chapitre précédent traitant sur les transformations agricoles économiques, néanmoins les transformations au niveau de l'utilisation de la force du travail et les conséquences aux niveaux des mouvements migratoires sont également liées au contexte organisationnel et social. On tient à préciser ici qu'on ne dispose pas des moyens ni des données nécessaires pour faire un point exhaustif sur le mouvement migratoire, afin de mesurer à travers des méthodes statistiques

¹²⁷ Cela représente pour Martinez Valle (2016), une nouvelle opportunité pour les communautés paysannes afin de s'insérer dans des meilleures conditions au marché laitière ainsi que dans un contexte global. Mais ce point sera abordé plus en détail dans la partie final du document.

précises les variations nettes de la population rurale ou de la population agricole. Cela va restreindre nos possibilités pour mettre en évidence des taux « d'exode rural » et même parler d'un phénomène « d'exode rural » ou « d'exode agricole » (Bages, 1974 ; Sauvy, 1971 ; Mendras, 1992) dans cette étude.

Etant donné que notre sujet porte sur le processus de « déterritorialisation », nous allons uniquement nous concentrer ici sur les manques d'opportunités et l'éloignement avec le contexte local qu'expérimentent les nouvelles générations en particulier. Certes, il s'agit d'un résultat de la mise en place d'un nouveau modèle productif, mais aussi d'un contexte d'affaiblissement du rôle de la « *comunidad campesina* » dans l'organisation social et le maintien de liens d'appartenance et de similitude forts dans la population. Les nouvelles générations ne sont pas dans la mesure d'envisager une continuité professionnelle au territoire paysan.

Le processus de « désertification et d'abandon » des territoires (Torre et Beuret, 2012 : 23), est une des caractéristiques plus visibles du processus de déterritorialisation qui nous montre encore une fois cette « limitation des possibilités pour contrôler les processus socio-culturelles, politiques et économiques qui déterminent l'organisation et la gestion du contexte territorial » (Entrena Duran, 1998). Ici, la communauté paysanne et les familles ne possèdent plus les capacités pour contrôler les processus migratoires qui vont toucher directement la partie jeune de la force de travail familial. Pour Entrena Duran (1998), cet « abandon croissant de la culture et des pratiques económico-productives de la communauté rurale traditionnelle » est directement en relation avec la sortie de la population vers les villes. Cela provoquera également par la suite un rapprochement vers d'autres référents au sein d'une culture globale (*Ibid*, 1998 : 9).

Autant à Olmedo, tout comme dans notre étude de cas à « La Chimba », il faut préciser que la migration, comme l'articulation au marché, n'est pas récente, elle était déjà présente en très faible intensité dans les années 80 (Guerrero, 1985). Tel que le signale Ferraro (2004), le modèle de répartition des terres imposé par la réforme agraire a également mené un processus de « fragmentation sociale et économique » en raison de sa répartition inégale, où les membres des familles (ex « *huasipungueros* » ou fils des membres des coopératives), avec peu ou sans accès à la terre, formaient une « main d'œuvre rural excédentaire ». Ces paysans sont partis à la recherche de travail en dehors du territoire, principalement dans les coopératives voisines à Olmedo, soit dans les localités plus proches (Ayora, Otavalo). Mais

également cette portion de population avait déjà connu à l'époque les premières expériences de travail dans les grandes villes (Quito, Ibarra, Ambato, Guayaquil). (Evaluation sectorielle projet Cayambe, 1977).

Cependant, il est intéressant de signaler que cette migration était occasionnelle et temporaire dans la mesure où les revenus provenant de l'exploitation des parcelles restaient insuffisants dans certaines époques de l'année où la génération de revenus complémentaires devenait difficile sur place (Ibid, 1977)

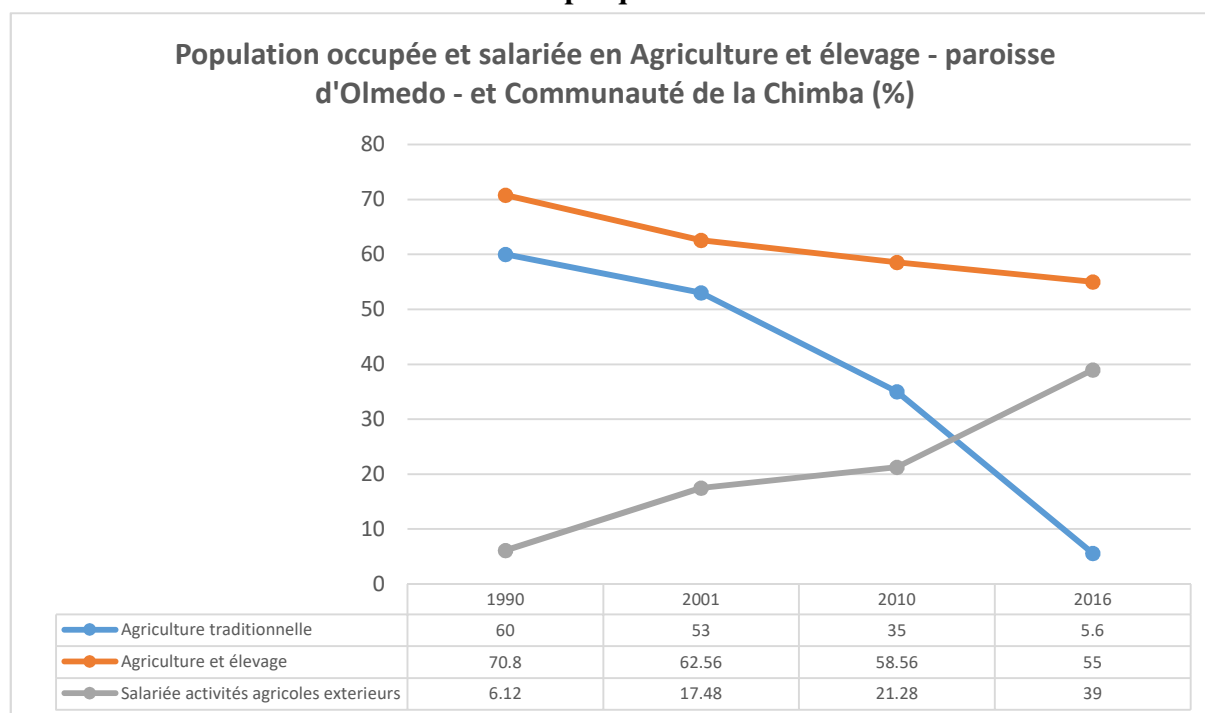
Aujourd'hui, même si les conflits autour de la terre ne sont plus d'actualité et font partie d'une problématique face à laquelle les acteurs ont pu faire face (lors du processus de territorialisation, voir partie historique), le phénomène migratoire s'est maintenu. Ce dernier est devenu plus complexe et s'est approfondi pendant les dernières décennies comme une conséquence directe du développement de la spécialisation laitière et de l'articulation au marché capitaliste par l'agriculture contractuelle. En effet, selon des études menées par Claire Aubron (2013) dans le contexte péruvien :

L'élevage laitier paysan reste peu intensif en travail...il assure des revenus monétaires, mais il est incapable d'absorber autant de main d'œuvre comme le font d'autres systèmes de cultures andines (tubercules, céréales...etc) ...mais cette orientation productive rejette la main d'œuvre hors des champs...les opportunités sont réduites. (Aubron, 2013 : 205)

De même, à « La Chimba », les besoins en main d'œuvre dans l'activité laitière sont actuellement très faibles contrairement au contexte déjà annoncé auparavant où, jusqu'à la fin des années 1990, plus de 60% de la main d'œuvre était encore occupée aux activités agricoles (recensement agricole 1990 – 2000 cité par Ferraro, 2004). Aujourd'hui, l'occupation de la main d'œuvre dans les activités agricoles a diminué progressivement au fur et à mesure que l'activité laitière s'est développée et jusqu'à ce qu'elle devienne dominante (graphique No. 14 ci-dessous). Il faut bien retenir que, depuis le début des années 2000, la diminution de la main d'œuvre occupée dans les activités agricoles traditionnelles a été flagrante (passage de 60 à 5.6 %). A l'opposé, sans encore pouvoir affirmer l'existence d'une corrélation statistique, la part de main d'œuvre dans les activités

salariées agricoles en dehors du territoire a aussi augmenté de façon accélérée pendant cette même période¹²⁸.

Graphique No. 14



Source : Recensement agricole 1900 - 2000, Système national d'information statistique (SNI), CCC, Ferraro (2004) et Enquêtes La Chimba 2016

En effet, d'un côté avec le changement du modèle productif, les conditions physiques pour garantir l'occupation totale de la main d'œuvre familiale dans les activités agricoles se réduisent considérablement. Mais, d'un autre côté, les capacités à retenir la main d'œuvre dans le territoire seraient également faibles. À partir de l'analyse le tableau No. 6, on constate que pratiquement toute la force de travail familial est actuellement concentrée dans les activités de production laitière (uniquement 5.6 % des membres des familles sont consacrés à l'agriculture, et 14.1 % des membres des familles travaillent dans d'autres activités tels que le transport, les services ou la floriculture sur place). Tout le poids de la force de travail reste donc aujourd'hui concentré dans les activités laitières en laissant peu de marge, par exemple, à la « pluriactivité » (Mendras, 1992 : 390) ou diversification d'activités favorable au maintien de la population en milieu rural (ne retrouvant plus des possibilités d'occupation dans l'activité laitière).

¹²⁸ Cela correspond notamment à la période d'expansion du modèle de production laitière et développement des activités floricoles et fruitières au Canton Cayambe et Pedro Moncayo, lesquelles captent la main d'œuvre bon marché issue des milieux ruraux.

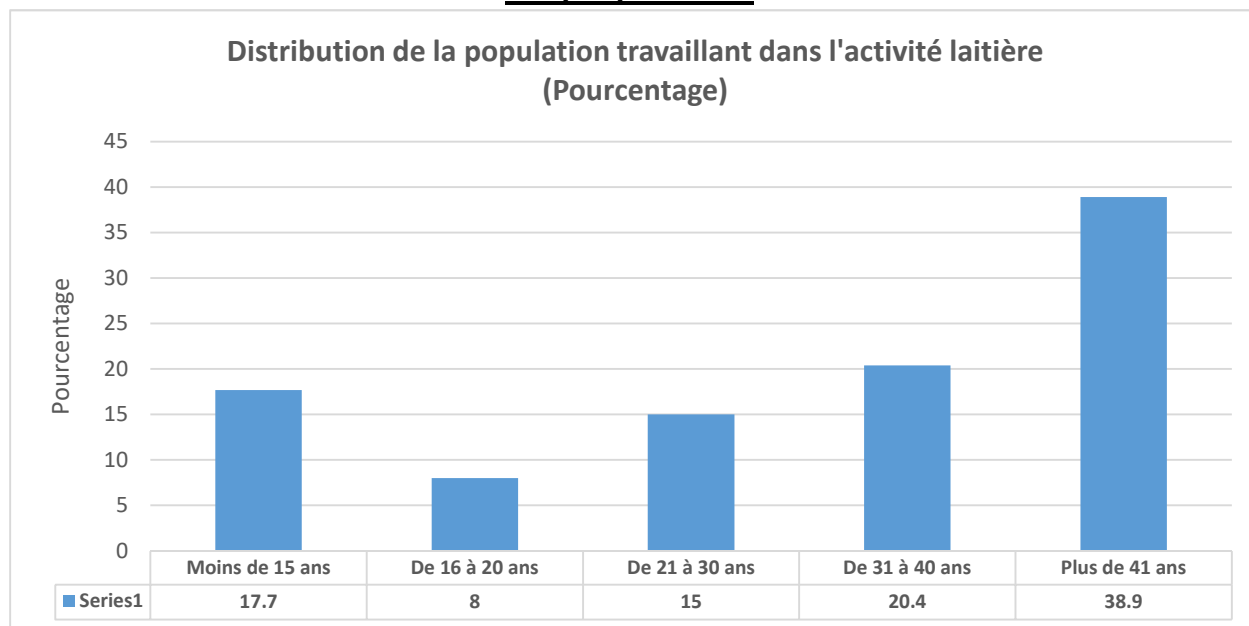
Tableau No. 6
Occupation des membres des familles (Pourcentage)

Production laitière	Agriculture	Autres activités (Transport, services, floriculture)
80.3 %	5.6 %	14.1 %

Source : Enquêtes La Chimba 2016

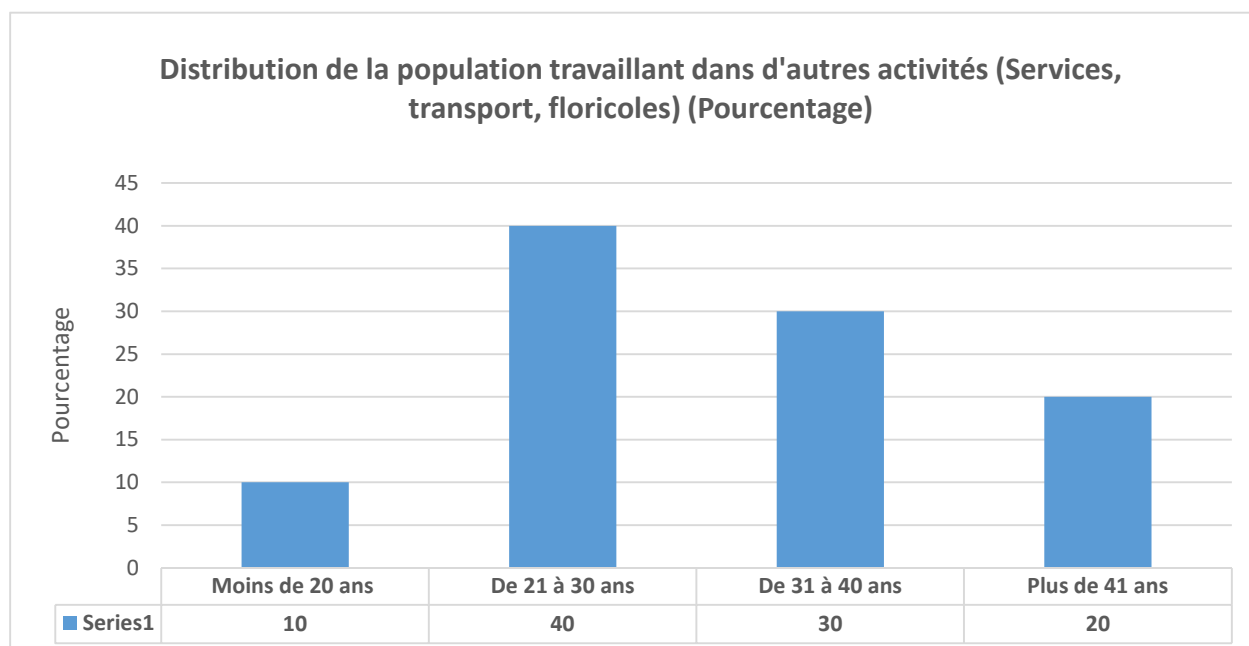
Cela nous montre que les agricultures familiales ne disposent pas des capacités ni des moyens suffisants pour maintenir occupée leur force de travail dans le territoire et cela affecte directement les jeunes paysans qui trouvent peu ou pas d'emploi au sein des élevages laitiers. On voit bien grâce à l'aide du graphique No. 15 ci-dessous (correspondant à l'analyse de 114 cas sur un total de 142 cas) que la distribution de population travaillant dans l'activité laitière est concentrée dans les segments d'âges supérieurs à 31 ans (soit 60 %), les jeunes de 16 à 30 ans ne représentent que 20 % de cette population. A l'inverse, le graphique suivant No. 16 (correspondant uniquement à l'analyse de 20 cas sur un total de 142 cas) montre que la concentration de la population enquêtée travaillant dans d'autres activités (floricoles, services, transport) sur le même territoire, est plutôt caractérisée par des habitants jeunes allant de 21 à 30 ans.

Graphique No. 15



Source : Enquêtes La Chimba 2016

Graphique No. 16

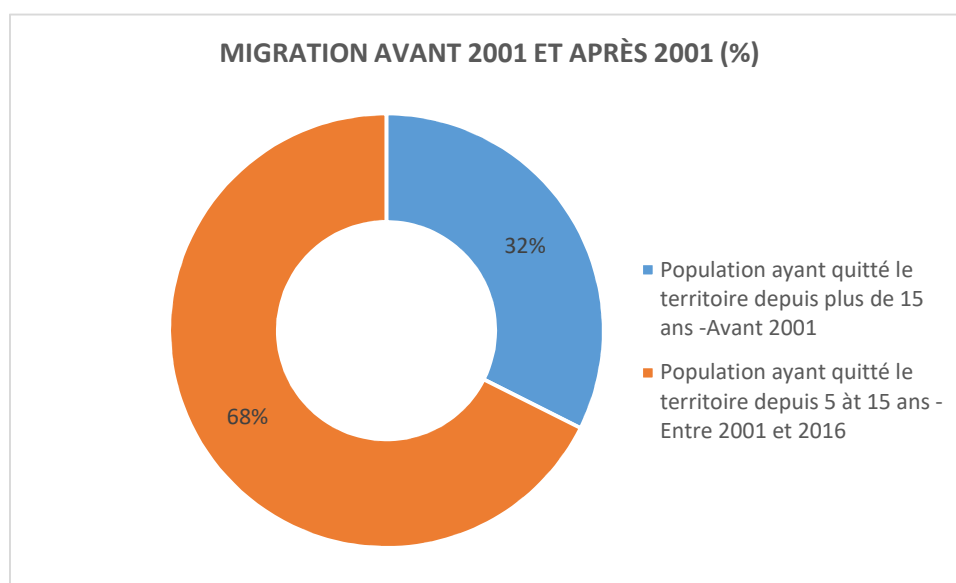


Source : Enquêtes La Chimba 2016

Face à ce constat (faibles besoins en main d'œuvre, niveaux de diversification d'activités insuffisant pour retenir la main d'œuvre dans le territoire) on voit l'émergence d'un contexte favorable à l'expulsion des catégories de la population jeune en dehors du territoire.

Ce phénomène migratoire, dont on met l'accent dans cette partie de l'analyse, n'existe que dans 41 % des familles enquêtés qui possèdent au moins un membre de leur famille en dehors du territoire paysan. Pour autant, il peut effectivement être associé à un premier facteur explicatif faisant référence au développement des contrats avec les agro-industries qui ont induit une réorganisation du travail au sein des parcelles familiales à « La Chimba » depuis déjà 15 ans. Cette réduction des besoins en main d'œuvre laisse par conséquent peu d'opportunités d'employabilité à cette force de travail jeune dans le territoire.

Graphique No. 17



Source : Enquêtes La Chimba 2016

En effet, comme on peut le voir au graphique No.17 ci-dessus, ceux qui ont quitté le territoire l'on fait très récemment. Il est intéressant de noter que 46.6 % d'entre eux vivent en dehors du territoire depuis 5 à 15 ans, 32 % vivent en dehors du territoire depuis plus de 15 ans et 21% depuis moins de 5 ans. On constate donc que la majorité de cette population migrante, laquelle a décidé de chercher d'autres opportunités en dehors de « la Chimba », a quitté le territoire en moyenne depuis 10 ans, (soit 67.6 % les 15 dernières années) c'est-à-dire quelques années après le début des premiers contrats avec l'agro-industrie laitière à « La Chimba ».

Caractéristiques de la population migrante

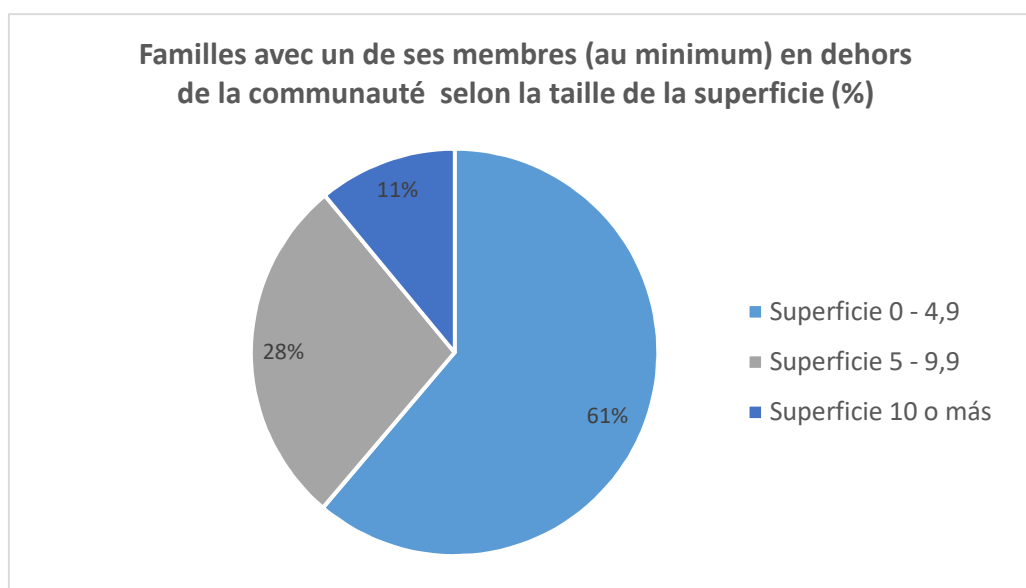
Il s'agit dans sa totalité des fils d'agriculteurs et plus de la moitié d'entre eux (58.6 %) ont actuellement entre 20 et 35 ans, seulement 37 % ont plus de 35 ans. De même on constate que la plupart des jeunes migrants sont des hommes (65,5 %).

Le graphique N. 18 ci-dessous révèle que la plupart d'entre eux proviennent des familles disposant des parcelles de très petite taille (61 %) et le reste provient de familles possédant des parcelles moyennes (de 5 à 10 hectares - 28 %) ou grandes (plus de 10 hectares - 11 %). Ainsi, aujourd'hui comme à l'époque post réforme agraire, la possession de ressources en terre continue d'être un facteur d'explication pertinente du phénomène migratoire. En effet, on voit ici que les familles disposant de moins de terre ont moins de possibilités de retenir leurs enfants en tant que main d'œuvre dans l'activité laitière. En revanche, les familles disposant davantage de ressources en terre peuvent, soit créer des emplois additionnels autour de la production laitière, soit diversifier aussi les activités dans d'autres secteurs.

Par exemple, il existe très peu de familles qui ont pu retenir leurs membres jeunes sur le territoire. Il s'agit surtout des familles possédant assez de ressources en terre qui ont décidé de diversifier les activités dans les parcelles. C'est le cas de Kleber Catucuamba¹²⁹, âgé de 25 ans ; lui et sa famille possèdent plus de 15 hectares (10 hectares de plus que la moyenne des producteurs). Avec son père à la tête de l'exploitation, il s'est investi dans la construction d'une petite production floricole à partir de laquelle il a pu générer trois nouveaux postes de travail à temps plein à côté de l'élevage laitier (bien évidemment ce cas n'est pas généralisable dans la communauté, cependant il nous montre déjà quelques indices d'un long processus de différenciation social qui continue à exister et qui sera abordé dans la dernière partie).

¹²⁹ Interview, Kleber Catucuamba, Jeune producteur de 23 ans - Mars 2016

Graphique No. 18



Source : Enquêtes La Chimba 2016

En ce qui concerne l'occupation actuelle, les enfants des petits producteurs laitiers, qui ont décidé de partir, travaillent dans les villes les plus proches tels que Quito, Cayambe ou Ibarra, majoritairement dans une relation patronale. Le commerce et les services accueillent 48 % des fils d'agriculteurs enquêtés, alors que les industries floricoles uniquement 14 % de cette population. Ces jeunes paysans vont aussi travailler dans le secteur du bâtiment (3 %) et dans d'autres métiers disponibles dans les villes mentionnées (24 %) (Boulangerie, restauration...etc).

Il est intéressant de comprendre que tous les jeunes ne sont pas partis pour travailler, un certain nombre d'entre eux (11 %) vont aussi quitter le territoire pour se former à l'université ou dans des centres de formation technique. Cependant cela va dépendre de la disponibilité de ressources économiques et des priorités au niveau des postes de dépenses dans les familles. N'oublions pas que l'éducation des enfants constitue une 4^{ème} priorité que pour 20 % seulement des familles enquêtées (voir Graphique No. 7). On voit donc que l'accumulation actuelle en capital culturel et en formation du capital humain n'est pas une stratégie valorisée par les producteurs ; il s'agit encore d'une possibilité/alternative restreinte pour la plupart des agriculteurs familiaux.

Malgré tout, il faut bien signaler que, contrairement à la migration décrite antérieurement correspondante à la période post-réforme agraire, pour tous les cas étudiés, (100 % des cas), il ne s'agit pas d'une migration occasionnelle mais plutôt définitive et on serait incapables

d'introduire ici le concept de « pluriactivité ». Cela nous laisse aussi peu d'opportunités pour développer dans notre analyse, la question de la migration en tant que stratégie ou facteur de résistance territoriale (Cortés, 2000 cité par Rebaï, 2012).

Ce constat montre, comme on l'a analysé auparavant, que les sentiments d'appartenance et de similitude envers la communauté se sont considérablement affaiblis dans cette catégorie de la population. Effectivement, la plupart des jeunes ne retrouvent plus d'intérêts, dans la reprise des activités agricoles au territoire. Cette tendance est effectivement confirmée par les producteurs participant au focus groups.

Extrait Focus Group 1 – Producteurs (Mai - 2016)

Que se passe-t-il avec les jeunes actuellement ?

P1 : [...] « Peut être les jeunes ne sont plus intéressés [...] Peut être aujourd'hui seulement ça les intéresse voir l'argent et pensent que les parents sont leurs esclaves. Actuellement seulement ils aiment se balader bien habillés, à la mode et simplement ne voient que le divertissement, rien d'autre. Aujourd'hui ils disent je dois aller à l'internet (au café net) pour faire un travail, mais voyons ceux qu'ils font réellement. Moi j'envoie mes fils à Cayambe ou à Olmedo, mais ils ne vont que pour traîner. Mais des fois je pense que c'est mieux de les entraîner plutôt dans le travail agricole, parce que après les habitudes et traditions (relatives au travail de la terre) vont progressivement se perdre. Les jeunes ne savent même plus utiliser "el azadón". Avant on voyait quelques jeunes avec "la yunta" mais aujourd'hui on ne voit plus cela.

Depuis quand vous constatez cela ?

P2 : « Peut être ça doit faire entre 10 et 11 ans qu'on ne voit plus cela. Aujourd'hui ils voient la vie d'une façon trop facile : Cela consiste à cultiver du pâturage, mettre du bétail et voilà c'est prêt. On n'y est plus à l'époque de nos parents et grands-parents qui nous montraient la lutte de "Mama Transito", c'est-à-dire « andar con la frente en la mano ». Peut-être que c'est de notre faute. On a échoué comme parents, on ne leur a pas montré la vie avec l'agriculture, on leur a pas montré comment travailler la terre. Et voir la terre comme la source de la vie. On leur a appris que tout est facile avec le lait, avec « el ganado ».

Les paroles des producteurs au cours de cet entretien collectif nous confirment que les choix des modèles productivistes et les stratégies familiales tournées vers la rentabilité de l'activité laitière ont provoqué cette diminution des pratiques traditionnelles en agriculture, tout en affectant directement les sentiments identitaires dans les nouvelles générations vis-à-vis de la communauté et du territoire.

Ce contexte se complexifie puisqu'il augmente les probabilités, non seulement des jeunes à quitter le territoire pour aller à la recherche d'un emploi, mais aussi pour cette partie de la population, à ne plus retrouver de points d'intérêts communs pour y revenir.

Aujourd'hui chez les jeunes, tel que le souligne Entrena Duran (1998), il y a plutôt une « valorisation de référents symboliques au sein d'une culture globale » En effet, cette main d'œuvre jeune va retrouver de plus en plus dans la ville, que cela soit à Cayambe ou à Quito, des référents symboliques (professionnels, culturels, modernes et de consommation) pour lesquels ils se sentent de plus en plus attirés. Ce phénomène d'attraction va surtout se concrétiser à travers des pratiques de consommation. Que cela soit au territoire (à partir des revenus issus de l'activité laitière) ou en dehors du territoire (à partir des revenus issus des activités salariées), les générations actuelles n'ont plus les mêmes intérêts que celles de leurs parents.¹³⁰

Extrait Interview Vinicio Quilo – Président du gouvernement local (Juin - 2015)

Maintenant ils ne pensent plus qu'à la technologie comme tous les autres jeunes de partout. Des smartphones, des tablettes, et bien sur l'internet avec les réseaux sociaux. [...] Ici ce qu'ils veulent tout de suite c'est acheter une moto. Rapido Rapido ! [...] Et ainsi de suite, petit à petit maintenant ils n'aiment même plus la musique d'ici. Mais bon, ceux qui habitent dehors c'est pire. Eux ils ne sont pas revenus et quand ils reviennent pour dire bonjour ils ramènent d'autres habitudes, d'autres modes et d'autres valeurs qui ne sont pas les nôtres.

Quand je parle avec eux je leurs dis que ce n'est pas mal, ils ont le droit, on sait que la technologie est bénéfique pour plein de choses, mais je sais aussi qu'ils ne doivent pas oublier notre lutte, celle de nos parents et grands-parents qui ont récupéré ces terres... j'espère qu'ils vont se rendre compte.

Ne retrouvant plus des référents symboliques solides ayant la capacité de consolider des logiques d'appartenance et de similitude solides, la reprise des activités agricoles et la mise en marche de nouvelles logiques d'action collective dans le territoire, ainsi que le développement de nouveaux projets économique-productif ayant la finalité de reconstruire la vie communautaire à « La Chimba » se voient réduits. Envisager leur futur dans le domaine agricole, ne constitue plus une alternative intéressante pour ces jeunes.

¹³⁰ Aujourd'hui l'objectif n'est plus l'investissement dans l'agriculture, mais il est plutôt fixé dans l'accès à des biens durables (possession du véhicule personnel, technologie, électroménager) L'investissement dans l'agriculture n'est plus intéressant », chaque jeune veut dépenser son argent dans son moyen de transport individuel « se déplacer librement et pouvoir sortir n'importe quand en ville » (*Interview, Kleber Catucumbamba, Mars 2016*).

De même que pour les cas analysés par Hernandez et Phélinas (2012), ici aussi « les nouvelles aspirations des jeunes migrants sont éloignés du travail du sol » et cela affecte énormément l'aspect du « travail familial » considéré comme le « véritable pilier et atout incontestable de la petite agriculture ». (*Ibid*, 2012 :9)

CONCLUSION :

Au terme de cette troisième partie, on a vu les principales transformations territoriales qui se sont produites et qui continuent à se produire au niveau économique-agricole, social et organisationnel dans cette communauté paysanne andine.

Dans cette partie de l'analyse, les transformations mises en évidence ont été abordées comme le résultat direct d'un processus d'intégration verticale au marché capitaliste. En effet, cette modalité d'accès au marché aurait imposé le développement d'un modèle agricole productiviste sous un contexte dominant de mondialisation. On a aussi précisé et montré que les éléments analysés, en fonction des résultats de nos recherches qualitatives et quantitatives (voir tableau No. 8 de synthèse en annexe No. 8), nous confirment que l'insertion croissante d'acteurs extraterritoriaux au cours des seize dernières années, n'a pas modifié les tendances transformatrices des espaces ruraux mais, en revanche, a accéléré les modifications non seulement de l'espace physique à « La Chimba », mais aussi de l'espace économique, social, organisationnel et culturel.

Tout nous indique qu'il y a actuellement, non pas l'apparition mais le développement d'un clair processus de déterritorialisation qui continue à progresser à un rythme accéléré. Dans cette idée, ce processus mène le territoire de « La Chimba » dans un scénario où les sphères économiques et productives ainsi que les logiques sociales et organisationnelles sont de moins en moins contrôlées par ses acteurs locaux et répondent de plus en plus aux intérêts externes capitalistes provenant, dans ce cas précis, de l'agro-industrie laitière.

Après environ deux décennies, depuis le début de l'intégration verticale au marché laitier par le biais de la contractualisation, la perte progressive d'indépendance et d'autonomie de la part de la « *comunidad campesina* » dans l'organisation productive et sociale, nous montre également l'apparition d'un nouveau contexte territorial configuré en fonction des intérêts économiques externes au territoire. Cela suggère qu'actuellement « les coordinations et les organisations » ne sont plus déterminés par des dynamiques internes

ou endogènes (Pecqueur et Campagne, 2014). En effet, il est évident qu'à ce jour, de nouveaux acteurs économiques contrôlent de plus en plus les dynamiques territoriales afin d'atteindre une position dominante au niveau de « l'espace social » ou du « champ social » (Bourdieu, 2013).

Mais peut-on parler d'une perte totale du contrôle du territoire par les agricultures familiales ? Jusqu'à quel point peut-on parler d'une redéfinition des rapports de force et des relations de pouvoir dans le territoire paysan de « La Chimba » ? Comment se présentent ces relations de pouvoir actuellement ? Y a-t-il la possibilité d'un affrontement au niveau du « champ socio-économique » permettant la mise en place d'un processus de reprise de contrôle du territoire, soit de reterritorialisation ?

Pour ce faire, il nous a semblé important de préciser à quelle étape de la déterritorialisation sont confrontés les agriculteurs de La Chimba à l'heure actuelle pour, ensuite, vérifier l'existence ou non d'un processus de différenciation sociale. Les producteurs sont-ils tous dans les mêmes conditions et depuis la même position ? Quel est le nouveau contexte de gouvernance et de rapports de forces aujourd'hui ? Existe-t-il un contexte de subordination ou y a-t-il des résistances ? Et quelles stratégies sont envisagées pour faire face à ce contexte ? On tentera de répondre à l'ensemble de ces questions dans la troisième partie.

TROISIEME PARTIE :
**Face à la déterritorialisation, quelles possibilités pour les
agricultures familiales ?**

*« Il ne s'agit pas seulement de générer de
l'argent, mais de générer de la vie... »¹³¹*

¹³¹ Interview réalisé à Vinicio Quilo (Président de la Junta Parroquial de Olmedo), Juin 2015.

INTRODUCTION :

On a précisé au début de cette étude qu'il ne fallait pas envisager le territoire uniquement comme un espace construit et vécu (Di Méo, 1998 ; Pecqueur, 2000), mais aller au-delà en montrant qu'il s'agit aussi d'un espace social construit à partir des relations de pouvoirs. Dans ce sens, cet espace devient également un espace de conflits entre acteurs ayant des intérêts différents. En effet, pour Haesbaert (2012), le territoire doit être analysé à partir d'une « conception relationnelle du pouvoir ». Ici, l'apport de la sociologie contemporaine à l'analyse du territoire devient fondamental. Dans la *Misère du monde* (2003), Bourdieu analyse les « effets du lieu » en soulignant que l'espace social est aussi défini par cette « *exclusion mutuelle (ou la distinction) des positions qui le constituent, c'est-à-dire en tant que structure de juxtaposition des positions sociales* ».

La perte des traits caractéristiques au niveau productif et socio-organisationnel mis en évidence dans la partie précédente nous confirment l'avancée du processus de déterritorialisation et nous montrent aussi une modification progressive au niveau des rapports de force dans le territoire au détriment des acteurs locaux. Comme le signale Torre et Filippi (2005), n'oublions pas que cette imposition de règles et normes productives, venue de l'extérieur, du global, « provoque également une recomposition des rapports de force [...] » (2005 :15). Dans ce sens, il y a clairement une restructuration profonde au niveau du système d'acteurs au cours des 15 dernières années.

Au fur et à mesure de la progression ou l'avancée du processus de déterritorialisation, la perte de contrôle des acteurs locaux s'affirme et cela modifie en parallèle la logique des forces dominantes dans le territoire au profit des intérêts des acteurs externes. Il peut y avoir des conflits d'intérêts entre les acteurs locaux et les acteurs externes, mais aussi au niveau interne entre les acteurs locaux (proches géographiquement) qui ont développé, pendant ce processus de déterritorialisation, des intérêts différents comme conséquence de l'affaiblissement de sentiments d'appartenance et similitudes analysés aussi dans la partie précédente (*Ibid*, 2005).

Ceci provoque par la suite l'éloignement des possibilités de construction d'un contexte favorable à l'émergence d'une « gouvernance territoriale »¹³². Pour Campagne et Pecqueur (2014), ce type spécifique de gouvernance est uniquement possible lorsque la dynamique d'identification et valorisation de ressources territoriales provient des acteurs locaux. Il s'agit bien d'une dynamique d'action collective, qui est actuellement absente dans notre cas d'étude.

Dans ce contexte de déterritorialisation constaté, comment se sont redéfinis les rapports de forces dans l'espace social ? Les producteurs familiaux sont-ils tous dans les mêmes conditions et quelles possibilités peuvent-ils envisager pour leur territoire ou pour « anticiper leur avenir » ? (Ibid, 2005 : 5)

Pour répondre à cette question, on verra dans un premier chapitre, à partir d'une méthodologie de calcul précise, quels sont les niveaux de déterritorialisation existants actuellement sur notre zone d'étude. Cela nous permettra de caractériser et de montrer les différentes positions des agricultures familiales face à ce processus. On verra que le processus de déterritorialisation caractérisée par des transformations à l'échelle spatiale, économique et sociale, provoque aussi un approfondissement d'un processus ancien de « différenciation sociale interne »

On analysera dans le deuxième chapitre les rapports et corrélations de force existant dans le territoire. Ils seront abordés à partir de l'approche du « champ social » (Bourdieu, 2013), lequel va nous donner la possibilité de mettre en évidence les différentes positions des acteurs dans l'espace social et finalement, discuter sur les possibilités des agricultures familiales à pouvoir développer une dynamique favorable à la mise en marche d'un processus de récupération du contrôle territoriale.

¹³² Pecqueur et Campagne (2014), distinguent la gouvernance générale de la gouvernance territoriale laquelle résulte de la « négociation permanente entre les acteurs sociaux » et met en place un système où « la gestion des hommes et des ressources du territoire » est contrôlé par les acteurs locaux.

CHAPITRE 5

La déterritorialisation : La mesure complexe d'un processus en évolution constante et le constat d'acteurs inégaux face à ce phénomène.

5.1. Quels niveaux de déterritorialisation pour la communauté paysanne de La Chimba ?

Dans la partie précédente, on a constaté que plusieurs transformations se sont produites d'une façon assez rapide au fur et à mesure que l'articulation au marché du type capitaliste progressait. Ces éléments nous ont donné la possibilité de mettre en évidence un clair processus de déterritorialisation qui se produit à « La Chimba ». Mais, afin de pouvoir analyser les possibilités pour les agricultures familiales ainsi que leur position face au processus de déterritorialisation, il est nécessaire de connaître l'étape d'avancée du processus en question.

En effet, l'existence ou la constatation d'un « processus » suggère aussi l'enchaînement de faits, de stades ou d'étapes différentes plus ou moins avancées. Comme on l'a vu auparavant dans la partie théorique, la « déterritorialisation » constitue un processus abstrait, largement analysé et discuté par plusieurs auteurs provenant de plusieurs disciplines, où on voit qu'au moins deux stades ont été suggérés, celui de la « déterritorialisation relative » où l'option d'une reterritorialisation peut être possible, et celui de la « déterritorialisation absolue » qui donnerait comme résultat un scénario plutôt compliqué caractérisé aussi par « un trou noir ou une catastrophe » (Deleuze et Guattari, cité par Albert et Kouvouama, 2013 :122-123).

On comprend qu'il s'agit également d'un phénomène complexe et peu évident à quantifier ou mesurer. En effet, en ayant révisé les différents travaux abordant le sujet, on peut affirmer qu'au sein des études rurales ce phénomène n'a pas encore été mesuré. Pour autant, reconnaître l'étape (ou degré d'avancement) de ce processus constitue dans cette étude un point fondamental pour la poursuite de notre argumentation dans une voie méthodologique mixte.

5.1.1. L'intérêt de la construction d'un indice de déterritorialisation

Dans cette partie de l'étude, on va proposer une méthodologie permettant de montrer dans quelle étape du processus se situe actuellement le territoire paysan de « La Chimba », ainsi que de tracer une évolution des étapes déjà franchies par notre zone d'étude au cours des dernières décennies. Le territoire analysé s'est-il rapproché ou, au contraire, éloigné d'un contexte de déterritorialisation ?

Ensuite, la construction de l'indice¹³³ de déterritorialisation (qui devient un facteur dépendant) nous donnera la possibilité d'une mise en relation avec un second indice faisant référence au degré d'articulation au marché capitaliste (constituant le facteur indépendant). La mise en relation de ces deux indices, construits à partir d'une même méthodologie, va nous permettre d'établir plusieurs critères pertinents pour caractériser les agricultures familiales confrontées à ce processus et ainsi mettre en évidence le fait qu'il ne s'agit pas d'acteurs constituant un seul groupe homogène face à la déterritorialisation. En effet, on sera capables d'identifier plusieurs types d'agricultures familiales s'affrontant depuis différentes positions à la déterritorialisation depuis le début du siècle.

On pourra ainsi construire deux plans factoriels. Un premier qui permettra de placer à la communauté de « La Chimba » par rapport au degré d'avancement du processus de déterritorialisation, mais aussi par rapport à son degré d'articulation avec le marché laitier du type capitaliste. Sur notre deuxième plan, on pourra placer les différents cas des familles enquêtées à la Chimba afin d'analyser quelles sont les différents types d'agriculture familiales présents ainsi que leur position par rapport aux deux indices calculés.

Finalement, à partir des résultats dégagés (en fonction du degré d'avancement du processus et des positions des producteurs) on discutera (dans le chapitre qui suivra) des possibilités pour les agricultures familiales de pouvoir récupérer ou non le contrôle, non seulement des espaces productifs, mais aussi de l'espace social, (en d'autres termes, le « contrôle territorial ») et ainsi pouvoir recommencer le cycle de reconstruction territoriale, (processus de « reterritorialisation »). Au final, il s'agira d'identifier la possibilité de l'existence d'une « ligne de fuite » vue en tant qu'alternative pour la construction ou reformulation de la logique actuellement dominante dans le territoire (Deleuze et Guattari, 1997, cité par Haesbert, 2012).

5.1.2. Méthodologie pour le calcul de l'indice de Déterritorialisation (I-DTR)

Nous avons utilisé, pour le calcul de l'indice de déterritorialisation, les réponses des 50 chefs des familles aux questions concernant la migration définitive des membres de leurs familles, leurs consommation et achat de produits alimentaires, leurs choix par rapport à l'occupation de leurs parcelles agricoles et leurs pratiques de coopération, réciprocité, et

¹³³ On prendra en compte pour notre travail la notion d'indice dans le sens d'un « indicateur social » lequel est défini selon Frédéric Lebaron (2011), comme « *la mesure scientifique d'un phénomène ou d'un processus social [...] et concerne une ou plusieurs des multiples dimensions de la vie sociale* » (2011 :4).

solidarité au sein de la communauté. Ceci nous a permis de créer 4 variables pour la construction de l'indice.

1- **L'indice de déterritorialisation** est donc composé des familles qui possèdent une faible capacité à retenir sa jeune main d'œuvre et qui possède au moins un proche travaillant en dehors du territoire ; des familles ayant comme culture principale dans leurs parcelles la monoculture de pâturage pour l'élevage laitier ; des familles produisant de manière marginale des aliments pour l'autoconsommation et priorisant l'achat de produits industriels en dehors du territoire ; enfin des familles pratiquant occasionnellement ou non les formes traditionnelles de solidarité et réciprocité caractéristiques de la communauté.

On a décidé d'intégrer quatre variables représentatives pour la construction de cet indice. Chaque variable possède une valeur allant de 0 à 1.

- V1-** La migration de main d'œuvre jeune
- V2-** L'occupation des sols par monoculture de pâturage
- V3-** La perte de souveraineté alimentaire sur le territoire (achats d'aliments en dehors du territoire)
- V4-** La perte de pratiques traditionnelles de solidarité, réciprocité et coopération au sein de la communauté paysanne.

Calcul effectué :

Moyenne des :
1. Familles avec au moins un membre jeune travaillant et vivant dehors du territoire
2. Familles ayant comme culture principale dans leurs parcelles la monoculture de pâturage pour l'élevage laitier.
3. Familles produisant de manière marginale des aliments pour l'autoconsommation et priorisant l'achat de produits industriels en dehors du territoire.
4. Familles pratiquant occasionnellement ou non les formes traditionnelles de solidarité et réciprocité caractéristiques de la communauté.
Nombre total des familles

Soit :

$$I-DTR = \frac{\sum (19 + 45 + 35 + 33 / 4)}{50}$$
$$IDTR = \frac{\sum V1 + V2 + V3 + V4}{4}$$
$$I-DTR = \frac{\sum 0.38 + 0.9 + 0.7 + 0.65}{4}$$

Le résultat a été le suivant :

$$IDR 1 = 0.67$$

L'indice, étant lui-même une variable « dichotomique, codée numériquement » (F. Lebaron, 2011), possède des valeurs allant de 0 à 1. On considère les valeurs proches de 0 comme des niveaux de déterritorialisation très faibles et proches de 1 des niveaux de déterritorialisation très élevés. Aussi on considère les rangs suivants pour interpréter notre résultat :

$$\begin{aligned} [0 = \text{ou } < x < 0.3] &= \text{Indice Faible} \\ [0.31 < x < 0.5] &= \text{Indice Moyennement Faible} \\ [0.51 < x < 0.7] &= \text{Indice Moyennement élevé} \\ [0.71 < x < \text{ou } = 1] &= \text{Indice élevé} \end{aligned}$$

Cela signifie que la communauté de « La Chimba » possède aujourd'hui un niveau de déterritorialisation supérieur à 0.5 et inférieur à 0.7, $0.5 < 0.66 < 0.7$, il s'agit donc d'un indice avec un niveau « **Moyennement élevé** ».

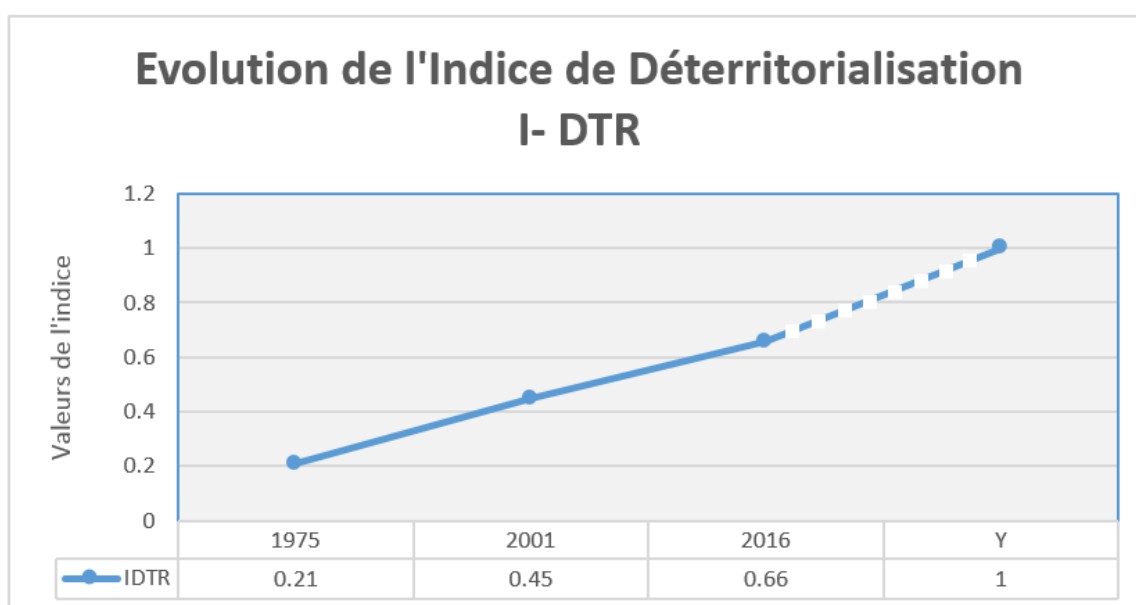
En fonction du calcul de cet indice on a pu aussi estimer les valeurs hypothétiques de l'indice, correspondantes à deux années précédentes (1975 et 2001). Cela nous permet de mettre en évidence une possible évolution du processus de déterritorialisation durant les 40 dernières années, ainsi qu'une intensification du rythme de progression de l'indice pendant les 15 dernières années (Voir Graphique No. 19 ci bas).

Effectivement, pendant toute la période analysée, l'indice suit une tendance croissante en se rapprochant progressivement de la valeur 1, c'est-à-dire d'un contexte de « déterritorialisation absolue » s'éloignant de plus en plus de 0. Selon nos calculs, l'indice

passé de 0.21 à 0.45 en 26 ans soit une augmentation de 0.26 points, alors qu'en seulement 16 ans il passe de 0.45 à 0.66, soit une augmentation similaire à la précédente.

Ces données nous indiquent une accélération du rythme de déterritorialisation depuis l'intégration verticale au marché laitier et l'introduction du modèle agricole productiviste (début des années 2000). Cet accès au marché laitier par l'agriculture contractuelle signifie aussi une relation plus étroite entre le monde paysan et le monde capitaliste et par extension, un degré plus fort d'articulation marchande qui est l'objet du calcul de notre deuxième indice.

Graphique No. 19



Source: Enquêtes La Chimba 2016

Comme on l'a vu plus haut, afin de pouvoir caractériser les agricultures familiales qui sont en face du processus de déterritorialisation, cet indice peut aussi être mis en relation avec le degré d'articulation au marché laitier du type capitaliste. En effet, toutes les familles ne sont pas égalitaires vis-à-vis de la disponibilité en moyens de production, pratiques de production, pratiques sociales, stratégies économiques...etc.

Pour la mise en relation entre les deux facteurs, le degré d'articulation au marché laitier du type capitaliste doit également faire l'objet d'un calcul d'indice similaire. Cet indice va nous permettre d'apprécier le degré ou l'intensité dans lequel les familles enquêtées de « La Chimba » sont articulées au marché laitier en fonction de plusieurs critères.

2- *L'indice d'articulation au marché laitier du type capitaliste* est composé des familles qui possèdent une articulation exclusive avec l'agro-industrie laitière, qui possèdent un crédit productif et une utilisation du revenu prioritairement utilisé pour l'activité laitière ; des familles qui ne commercialisent aucun produit agricole dans les marchés de proximité ; des familles qui ont un volume de production de lait moyen –élevé ou qui possèdent une superficie destinée à l'activité laitière de taille moyenne ou grande (selon le contexte local).

Pour cet indice on a pris en compte 5 variables auxquels nous les avons assignées aussi des valeurs allant de 0 à 1 tout comme l'indice précédent.

- | |
|--|
| <p>V1- L'articulation exclusive à l'agro- industrie (vente exclusive et prix officiel)
V2- Crédit productif et utilisation du revenu priorisé dans l'activité laitière
V3- L'absence de commercialisation de produits agricoles dans les marchés de proximité
V4- Volume de production laitière
V5- Superficie destinée à l'activité laitière</p> |
|--|

Calcul effectué :

Moyenne des :

- | |
|---|
| <ol style="list-style-type: none">1- Familles ayant une articulation exclusive à l'agro- industrie (vente et prix officiel)2- Familles utilisant un crédit productif et leur revenu principalement dans l'activité laitière3- Familles ne commercialisant aucun produit agricole dans les marchés locaux.4- Familles ayant un volume de production laitière moyen et élevé.5- Familles ayant augmenté leur superficie destinée à la production laitière et disposant actuellement d'une superficie de taille moyenne et grande (selon le contexte local et les rangs calculés). |
|---|

Nombre total des familles

Le résultat a été le suivant :

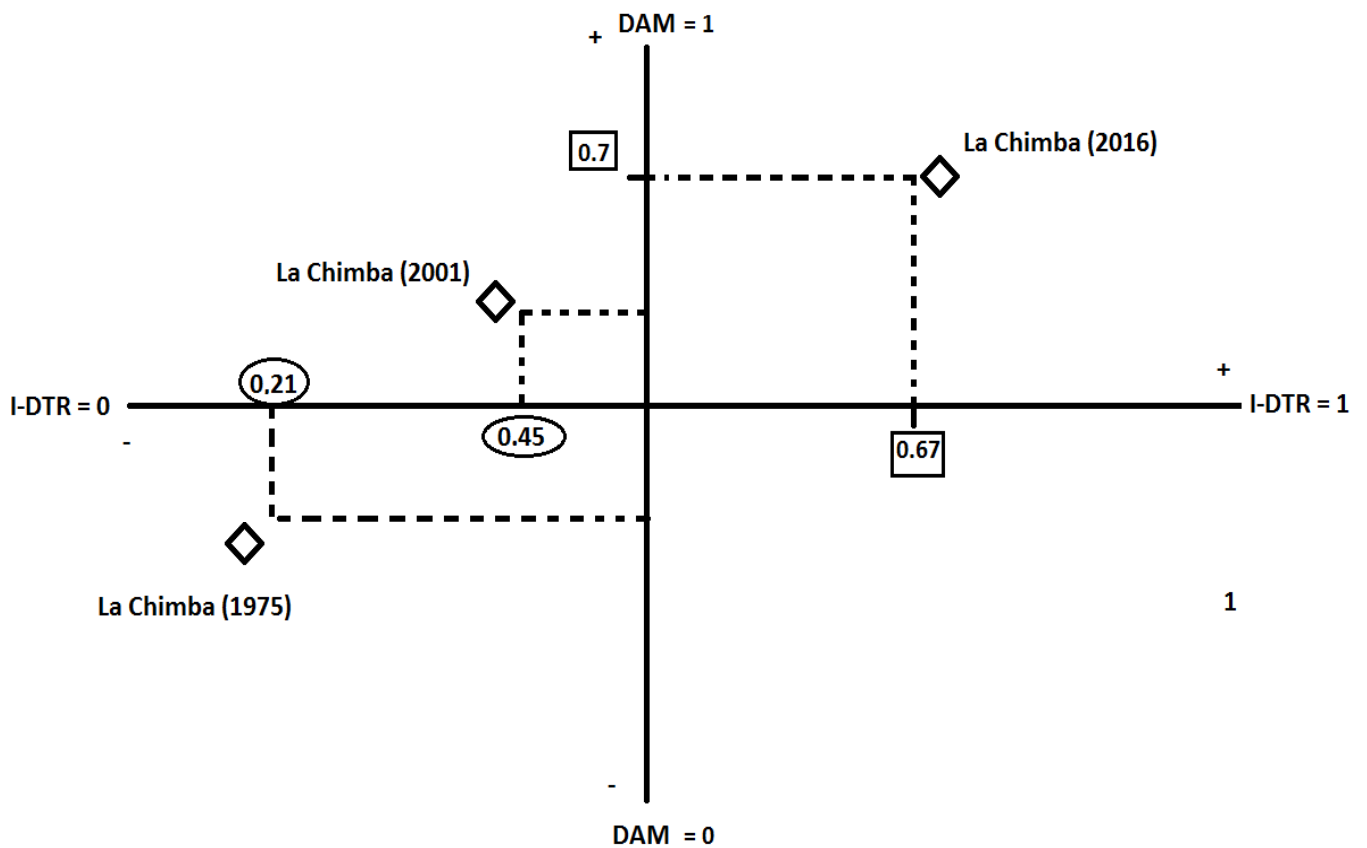
DAM = 0.72

Il y aurait aujourd'hui, selon notre calcul, un degré d'articulation au marché supérieur à 0.7 et inférieur à 1, $0.7 < 0.72 > 1$, il s'agit donc d'un indice avec un niveau « **Elevé** ».

A partir des résultats obtenus lors des calculs et de la mise en relation des deux indices on a pu construire le plan factoriel suivant (Voir Figure No.6) :

Figure No. 6 : Schéma des niveaux de déterritorialisation et d'articulation au marché capitaliste

DEPLACEMENT DE LA COMMUNAUTE "LA CHIMBA" PAR RAPPORT A SON DEGRE D'ARTICULATION AU MARCHÉ CAPITALISTE ET A L'INDICE DE DETERRITORIALISATION ENTRE 1975 ET 2010



I-DTR : Indice de déterritorialisation
 DAM : Indice d'articulation marchande
 ◆ : Position de la Communauté La Chimba par rapport aux axes I-DTR et DAM
 ○ : Calcul sur la base d'estimations
 □ : Calcul sur la base des enquêtes

Source : Recherche de terrain - Enquêtes « La Chimba » 2016, Guerrero, 1987, Recensement agricole 2000.

On a ici le parcours de la communauté de « *La chimba* » lors de ces 40 dernières années. En fonction de valeurs actuelles, et même avec des valeurs estimées pour les années précédentes, on est arrivé à reconstruire graphiquement et à modéliser un scénario traversé par ces deux facteurs au cours du temps. Au final, il apparaît un rapprochement logique du contexte de déterritorialisation élevé au fur et à mesure de l'augmentation du degré d'articulation marchande.

En 1975 par exemple, dans un contexte de réforme agraire, le recours au marché pour le maintien de l'économie paysanne était marginal et vue uniquement comme complémentaire. Par la suite, la vente du lait aux intermédiaires aurait augmenté cette articulation au marché, cependant, comme on l'a vu auparavant, ces relations marchandes restaient régulées par la communauté et l'établissement de normes et des pratiques sociales traditionnelles, dans ce sens la déterritorialisation se serait maintenue dans des niveaux moyennement faibles. Ce n'est qu'à partir du choix de spécialisation productive et du début des relations contractuelles que les règles du jeu ont changé à « La Chimba ». Cela signifie évidemment l'augmentation du degré d'articulation au marché et donc du degré de processus de déterritorialisation dans notre zone d'étude.

Mais, en restant sur les niveaux actuels d'articulation au marché et de déterritorialisation, comment les familles enquêtées se sont-elles distribuées ou positionnées dans ce plan factoriel, sont toutes dans la même position face au contexte de la déterritorialisation ? Quels sont leurs contributions statistiques par rapport aux deux indices ?

5.2. Une différenciation sociale accrue ? : Quels types d'agricultures familiales et quelles positions face à la déterritorialisation ? : Analyse et typologie territoriale des agricultures familiales à « La Chimba ».

« L'économie de marché « déprime certains territoires [...], les inégalités tendent à être augmentés [...] et font comprendre que les économies et les espaces façonnent un monde, contradictoirement inégal » (Viana Hissa et Ribeiro, 2011 :31)

Selon Entrena Duran (2010), les territoires ruraux impactés par la « mondialisation capitaliste », « inégalitaire et contradictoire », ont souffert des processus de déterritorialisation qui se sont ensuite traduits par des fortes « exclusions et des

déséquilibres sociaux », ce qui peut suggérer l'apparition d'une « fragmentation de l'espace et de la société » (Carricart P, 2012) ou plutôt d'un processus de « différenciation sociale interne ».

Certes, l'analyse de la différenciation sociale, nous renvoie directement à l'analyse des classes sociales en milieu rural (Bartra, 1974). Cependant, dans cette partie on ne vise pas une analyse profonde portant sur l'existence, le maintien ou la disparition des « classes sociales » dans une approche marxiste classique. L'analyse de la « classe paysanne » ne constitue pas notre objectif et, de plus, elle dévierait notre étude dans une voie qui mérite d'être approfondie dans une perspective exclusive de critique à l'approche territoriale dans un contexte d'actualité du discours marxiste au XXI^{ème} siècle.

Dans cette étude, on tient à approfondir la compréhension d'une des conséquences de l'intégration verticale au marché capitaliste par le biais de l'agriculture contractuelle, faisant aussi partie du processus de déterritorialisation, qui constitue l'approfondissement d'un processus déjà existant de différenciation sociale. On veut simplement analyser que « les producteurs agricoles », vus en tant que « groupes professionnels [...] avec leurs particularités et intérêts propres » (Mendras, 1992 : 361), qui connaissent actuellement un accroissement des « distances sociales » entre acteurs paysans dans « l'espace social », ce qui est aussi visible dans l'usage de « l'espace physique » et la création d'un « espace hiérarchisé » (Bourdieu, 1993), pouvant devenir conflictuel (Torre et Filippi, 2005 : 13).

Pour Tepitch (1973), face aux économies dominantes, le destin de l'économie paysanne n'est pas homogène mais plutôt diverse, conformée par un « ensemble de traits [...] qui s'accroissent graduellement, puis diminuent à une cadence qui n'est pas nécessairement la même pour tous » (1973 :41). Cette différenciation et distanciation interne entre agricultures familiales existe par rapport aux intérêts, aux stratégies économiques et productives, aux possessions en termes de capitaux, et aux différentes formes d'accès au marché. Mais cela ne conduit pas nécessairement à l'apparition de classes sociales, mais plutôt à l'apparition d'une « juxtaposition de positions sociales » (Ibid, 1993) ou d'une stratification sociale¹³⁴. Comme on le verra par la suite, cette dernière restera fonctionnelle

¹³⁴ On comprendra la stratification sociale comme : « l'ensemble des différenciations sociales associées aux inégalités de richesses, de pouvoir, de savoir, de prestige et déterminant la division de la société en groupes... », On peut à partir de cela développer une « analyse alternative à celle en termes de classes » ou en met en avant l'existence de « groupes multiples hiérarchisés en fonction de critères divers ». Selon la définition proposée par Echaudemaison et al (2006).

aux intérêts économiques externes au territoire, et elle diminuera les capacités et possibilités des agricultures familiales à s'affronter au processus de déterritorialisation pour reprendre le contrôle territorial.

Comme on l'a vu plus haut, pour le courant d'analyse de « *descampesinistas* », le développement du système capitaliste en milieu rural est effectivement à l'origine d'un processus important de différenciation sociale au sein des paysanneries (Feder, 1977). De la même façon, Martinez Valle (1981) souligne que depuis longtemps la littérature agraire nous montre « qu'au fur et à mesure qu'avance et se développe le mode de production capitaliste, s'origine corrélativement un processus de différenciation paysanne » (1981 : 219). Pour autant, selon l'auteur il ne faut pas considérer le capitalisme comme seul facteur explicatif du processus.

En effet, on a vu dans la partie historique de notre étude de cas, que le processus de différenciation sociale à l'intérieur des communautés indigènes est ancien et remonte à l'époque « post réforme agraire » lors de l'application du modèle coopératif. On a montré comment effectivement ce modèle (contrôlé par le haut, jusqu'en 1977), possédait des faibles niveaux de participation démocratique et n'a pas été capable de mettre fin aux problèmes de transmission de terre. La redistribution de la terre n'a pas pris en compte les nouvelles conditions de croissance démographique et a favorisé une continuité des tensions autour de la terre, ce qui a provoqué par la suite un processus croissant de différenciation sociale au sein des diverses communautés paysannes à Cayambe¹³⁵ (Haubert, 1989 : 167 ; Project sectoriel Cayambe, 1977 ; Ferraro, 2004). Depuis cette époque, la disponibilité de ressources en terre et donc l'extension de l'exploitation paysanne, est resté un facteur à travers lequel on parvient à identifier et comprendre le processus de différenciation sociale.

Actuellement, tout comme pour l'analyse de l'agriculture contractuelle sous une approche territoriale, les analyses portant sur l'approfondissement de la différenciation sociale vue comme un des principaux résultats de l'application de modèles d'agriculture contractuelle, ne sont pas nombreuses.

¹³⁵ Selon l'évaluation du Projet sectoriel Cayambe (1977), plusieurs familles d'anciens « Huasipungueros » n'ont pas intégré les coopératives dès le début ce qui a provoqué qu'à la fin ne se sont pas bénéficié de la répartition des terres coopératives.

Quelques auteurs ont déjà analysé l'approfondissement de la différenciation sociale dans un contexte de mondialisation économique et en lien au développement de l'agriculture contractuelle dans plusieurs zones du continent africain, d'Amérique du sud et d'Asie, (Oya 2012 ; Garcia, 2013 ; Craviotti, 2010 ; Hernandez et Phelinas, 2012.). En effet, pour Garcia (2013), l'agriculture contractuelle « en tant que forme indirecte de subordination » va provoquer le développement de la différenciation sociale et, à long terme, l'exclusion des petits producteurs. Il y a effectivement le risque d'une intégration dans des meilleures conditions pour les producteurs mieux capitalisés et celui de l'exclusion des plus pauvres du fait de la progressive élimination ou disparition « de la seule activité qui leur permettait au moins de nourrir leur famille » (Hernandez et Phélinas, 2012).

Dans notre travail, on a montré précédemment que certains éléments nous indiquent que le processus de déterritorialisation n'affecte pas de façon homogène les familles des producteurs laitiers à « La Chimba ». En effet, jusqu'à cette étape de l'étude on a vu que face aux transformations caractéristiques de la déterritorialisation, tous les agriculteurs familiaux ne sont pas dans les mêmes conditions. Par exemple, par rapport à l'utilisation de la superficie agricole, on a retrouvé des producteurs pratiquant plus que d'autres l'agriculture pour l'auto-consommation. De même, on a retrouvé des différences dans la consommation d'aliments, les pratiques d'entraide et solidarité au sein de la communauté, l'utilisation de la force de travail, l'utilisation du revenu, les pratiques de commercialisation, entre autres... où quelques producteurs conservent davantage de pratiques ou au contraire, ont intégré de nouvelles pratiques par rapport à d'autres producteurs.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces différences. Le groupe d'âge, les niveaux de production, les capacités d'adaptation aux nouvelles normes productives et sanitaires... mais un facteur explicatif essentiel reste celui de la disponibilité en terre. En effet, on a vu que la terre constitue une variable structurelle qui est à l'origine et qui nous permet d'expliquer et mettre en évidence le processus de « différenciation sociale » encore présent à l'heure actuelle. Ce processus n'a jamais disparu depuis le scénario post-réforme agraire mais, à l'inverse, s'est approfondi dans ce contexte de déterritorialisation démontré auparavant dans notre étude.

Actuellement, les agricultures familiales disposant davantage de ressources en terres et donc en capital économique sont celles qui peuvent le mieux s'intégrer au marché, répondre

aux exigences de qualité, quantité et de productivité demandées par l'agro-industrie laitière. Au final, ces agriculteurs mieux dotés s'adaptent mieux au processus technologique qui intègre principalement la semence de pâturages spécifiques, l'application d'engrais chimiques au sol, le contrôle de maladies des bêtes etc. Il s'agit en effet des producteurs les mieux « capitalisés » qui apparaissent « souhaitables » aux yeux des industries agro-alimentaires capitalistes du fait qu'ils contribuent le mieux à la réduction des coûts de transaction (Echanove Huacuja, 2008). En raison de leur volume de production, il s'agit aussi des exploitations qui reçoivent le plus d'aides, d'assistance technique et d'accès au crédit ce qui renforce, selon Hernandez et Phélinas (2012), la reproduction des inégalités existantes entre les exploitations.

En revanche, les agricultures familiales disposant moins de terre, possèdent une « échelle réduite d'opération » (*Ibid*, 2008) et passer dans un autre stade de production devient alors compliqué. Encore traversées par des traits culturels et sociaux traditionnelles (Craviotti, 2010), elles ne sont en mesure de suivre toutes les normes productives. Disposer de moins de volume de production plus faible les oblige à diversifier leurs stratégies productives, les empêchant de s'aligner au modèle productif imposé. La pleine adaptation et intégration au marché laitier dominé par l'agro-industrie n'est pas toujours facile à atteindre.

On constate clairement ici ce que signale Aubron (2013), c'est à dire une « *coexistence de systèmes productifs avec des niveaux distincts de productivité* » qui se traduit souvent par des différences en termes de revenus (2013 : 200).

Comme pour la communauté de « La Chimba », presque la moitié des producteurs interrogés possèdent des petites et très petites exploitations (48%) (De 1 à 3 Ha), quand l'autre moitié possède des moyennes et des grandes exploitations allant jusqu'à 19 hectares. Dans ce sens, les moyennes (38 %) et les grandes exploitations (14%) sont celles qui sont vues d'un œil positif par les agro-industries. Cependant, s'agissant de presque la moitié des cas, les petites et très petites exploitations sont, tout de même, prises en compte dans les contrats par obligation. En effet, les entreprises se retrouvent face à un groupe de producteurs appartenant avant tout à une communauté paysanne qui a mis en marche le projet associatif sans prendre en compte les différences concernant la taille de l'exploitation. Cependant, le fait d'appartenir pour tous à une communauté paysanne comme celle de « La Chimba », d'être intégrés verticalement au marché laitier par le biais de contrats avec l'agro-industrie, et d'avoir construit une identité à partir de la production

laitière, n'implique pas non plus l'absence du développement de processus de différenciation sociale au niveau interne.

Comme on l'a vu antérieurement à partir des transformations agricoles économiques, la possibilité de conversion du rôle du « paysan en entrepreneur » Pinton (2014 : 434) était présente. On pouvait parler d'un affaiblissement identitaire de la figure de l'agriculteur au détriment de l'affirmation identitaire par rapport à la figure du producteur laitier. Mais tous les producteurs ne se sentent pas totalement concernés par l'une de ces deux figures repérées.

En effet, on vient ici d'identifier et d'expliquer les deux situations extrêmes possibles, dans lesquelles un agriculteur familial peut se retrouver dans différentes positions face au processus de déterritorialisation. Cependant, entre ces deux extrêmes, il existe encore plusieurs cas dans une position intermédiaire ou en transition. Mais qu'est-ce que cela veut dire ?

Quelles sont alors les différentes positions des agricultures familiales face au processus de déterritorialisation ?

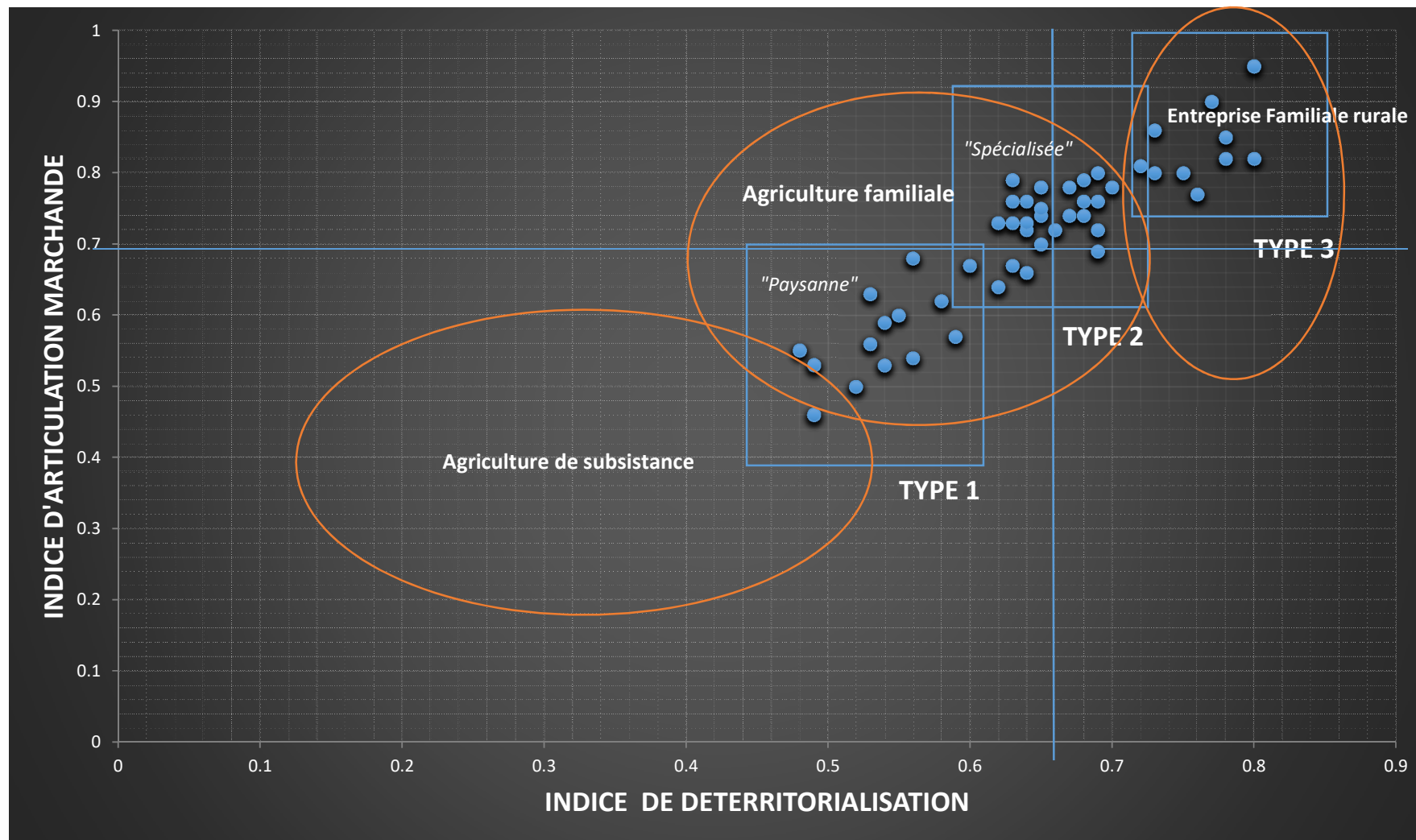
A partir de notre analyse, on constate que les familles interrogées occupent des positions différentes autant par rapport à l'axe de la déterritorialisation, qu'à celui du degré d'articulation au marché laitier. Toutes les familles ne contribuent pas, statistiquement, de la même façon, à la construction de ces deux axes¹³⁶. À partir des différentes positions des familles paysannes, on est parvenu à identifier 3 groupes d'agricultures familiales sur notre plan factoriel (voir graphique No. 20 ci bas), ce qui nous a permis de construire une typologie en fonction des mêmes critères (ou variables) faisant partie de la construction des indices précédents (celui de la déterritorialisation et du degré d'articulation au marché).

On voit bien à partir de cette représentation graphique qu'on est face à trois groupes d'agriculteurs familiaux. Un premier groupe encore un peu éloigné du degré moyen de déterritorialisation du fait de son intégration moyenne au marché laitier avec l'agro-industrie. Un deuxième groupe qui est majoritaire et qui contribue le plus à la construction des indices. Enfin, un troisième groupe encore minoritaire qui se rapproche des degrés avancés de déterritorialisation et qui possède des hauts niveaux d'articulation marchande.

¹³⁶ Voir Tableau des valeurs des indices calculés pour chaque famille enquêtée en Annexe No. 9

Ces trois groupes font effectivement l'objet de trois types d'agricultures familiales existant dans la communauté paysanne de « La Chimba ».

Graphique No. 20 : Types d'agricultures familiales et positionnement par rapport au processus de déterritorialisation et au degré d'articulation au marché capitaliste. – Communauté de « La Chimba » 2016.



Source : Enquêtes de terrain « La Chimba », 2016 – Réalisation par l'auteur à l'aide des logiciels : SPSS V.21 – Excel

- **Type 1 : Les agricultures familiales paysannes encore visibles : « The Peasant way » en déclin.**

Ce groupe est constitué par 14 des 50 familles de producteurs laitiers. Il s'agit des familles possédant très peu de terre (Entre 0.1 et 3 hectares), et qui continuent à pratiquer une agriculture diversifiée et garantissant l'alimentation du groupe familial. Pour ce faire, ils destinent entre $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{2}$ de leur superficie agricole, le reste servant pour le pâturage.

Ces familles réalisent encore de manière fréquente et occasionnelle des échanges réciproques de produits agricoles et maintiennent actives certaines formes de travail collectif en relation à l'agriculture. Ces pratiques sont réalisées entre voisins proches appartenant au même secteur de résidence (n'oublions pas qu'il existe 5 secteur à "La Chimba"). Dans ce sens, la « proximité géographique » est fortement mobilisée dans ce groupe leur permettant de continuer à préserver un certain niveau de « proximité relationnelle ».

Ici on retrouve justement, comme le souligne Hervieu et Pursegile (2013), « les exploitants économiquement inaptes à s'engager sur la voie d'une agriculture capitaliste ». Ne pouvant pas suivre l'ensemble des normes de qualité imposée par l'agro-industrie, le lait est souvent refusé dans l'association. Face à cette « menace » de leur « élimination » (Ibid, 2013), ils se voient obligés à maintenir encore des relations avec les intermédiaires ou « *piqueros* », et grâce à cela ils arrivent encore à bénéficier de services économiques et d'échanges réciproques avec ces acteurs.

En raison de leur faible disponibilité de terre, ces familles disposent d'un volume de production faible, (allant jusqu'à 1000 litres de lait par mois) ce qui leur oblige encore à commercialiser certains produits agricoles andins (majoritairement des pommes de terre et du maïs) dans les marchés locaux ou « *ferias campesinas* » de proximité à Olmedo ou à Cayambe. Cela leur permet de compléter leur revenu nécessaire à la satisfaction des besoins de base de la cellule familiale. Pour ces producteurs, l'utilisation du revenu est divisée entre le paiement de dettes, des prêts monétaires, le paiement de services de base (eau, électricité), et l'achat d'intrants pour l'agriculture.

- **Type 2 : Les agricultures familiales en transition ou intermédiaires.**

Ce groupe est constitué par 27 des 50 familles de producteurs laitiers. Il s'agit surtout des familles possédant des superficies moyennes (entre 3.1 et 8 hectares), mais aussi de quelques familles possédant très peu de terre (entre 0.1 et 3 hectares). Dans ce groupe, les familles destinent la plupart de leur superficie agricole au pâturage et dans ce sens le besoin de main d'œuvre est très faible. Dans ce type d'agriculture familiale, se retrouvent la plupart des familles ayant au moins un de leurs membres jeunes travaillant et vivant en dehors du territoire.

L'agriculture pour l'autoconsommation est pratiquée que de manière marginale. Logiquement, l'alimentation du groupe familial est principalement garantie à travers l'achat de produits dans les supermarchés d'Olmedo et Cayambe,

Les familles des producteurs pratiquent les relations traditionnelles de réciprocité et solidarité d'une façon très occasionnelle, mais il y a quelques familles qui ne maintiennent plus ces pratiques. Ici, l'intérêt pour le maintien du lien social n'est pas une priorité. En effet, comme on l'a vu auparavant, la stratégie n'est plus l'accumulation de relations sociales pour consolider des bons niveaux de capital social à l'échelle du territoire. Cependant, il existe parfois des formes de coopération adaptées à l'activité laitière où la « proximité géographique » constitue un avantage mobilisé occasionnellement. On constate des indices caractéristiques de formes de « solidarité organique » (Durkheim, 2013, original 1930). Dans ce cas, les familles possèdent majoritairement des stratégies, axées sur la propriété et la réussite individuelle, afin d'affronter dans les meilleures conditions les nouveaux défis et besoins du marché laitier dominé par des acteurs extérieurs.

Pour ces familles, l'articulation avec l'agro-industrie est exclusive, il s'agit de leur seul débouché pour la commercialisation du lait. Très peu de familles (aux alentours de 3 ou 4 familles) recourent parallèlement à d'autres débouchés (notamment intermédiaires) pour la commercialisation quotidienne du lait, surtout à certaines époques quand les paiements sont en retard.

Ayant un volume de production laitière important (allant de 1000 à 2500 litres par mois), l'activité laitière constitue leur seule source de revenu. Les familles n'ont pas

besoin de compléter leur revenu, ce qui explique l'absence de commercialisation de produits agricoles dans les marchés locaux. Leur revenu est essentiellement utilisé pour le paiement de crédits productifs utilisés afin d'améliorer leur exploitation, de payer leur véhicule motorisé ainsi que pour l'achat de nouvelles semences en pâturage et d'intrants, tout en suivant les conseils techniques et les normes de production liées à l'agro-industrie. L'achat de l'essentiel de l'alimentation familiale et le paiement des services de base constituent aussi des postes prioritaires pour ces familles.

- **Type 3 : Les agricultures familiales marchandes ; La figure du Farmer, au centre de la dynamique laitière : « De l'exploitation agricole à l'entreprise rural » (Hervieu et Purseigle, 2013)**

Il s'agit du groupe de familles minoritaire, constitué par 9 des 50 familles. Dans ce groupe on retrouve des familles possédant des superficies moyennes de terre (Entre 3.1 et 8 hectares), mais surtout des familles possédant des superficies de « grande taille » (selon le contexte local allant de 8.1 jusqu'à 19 hectares). Les familles destinent la quasi-totalité de leur superficie au pâturage et l'agriculture pour l'autoconsommation est presque inexistante (seules 3 exploitations possèdent des espaces marginaux pour cela). L'essentielle de l'alimentation familiale est donc garantie à travers l'achat dans les grandes surfaces à la ville de Cayambe.

Pour ce type d'agriculture familiale, les pratiques traditionnelles de solidarité et réciprocité sont très rarement pratiquées ; pour la plupart des familles (6/9) ces pratiques n'existent plus. Dans ce groupe, on constate la prédominance des stratégies individuelles en dépit des formes traditionnelles de coopération en lien à l'organisation collective paysanne.

L'association laitière constitue leur seul point de livraison du lait puisque l'agro-industrie est leur seul débouché. On ne retrouve pas des familles ayant recours aux intermédiaires pour la vente du lait. Il s'agit de familles qui possèdent un volume de production élevé (allant de 2100 à 3500 litres de lait par mois) et qui arrivent à s'adapter correctement aux exigences productives provenant de l'agro-industrie.

Grace au volume de production, le revenu issu de la commercialisation du lait est largement supérieur à celui des autres familles appartenant aux autres types

d'agricultures familiales. Ainsi, les familles appartenant à ce groupe ont réussi à se capitaliser grâce à la vente du lait qui leur a donné la possibilité de diversifier en quelque sorte leurs activités économiques dans d'autres domaines comme le transport (1 famille), la floriculture (2 familles), le commerce (1 famille) ou bien l'acquisition de nouvelles propriétés pour la location ou l'acquisition de nouvelles terres pour élargir leurs superficies laitières.

Le revenu issu de l'activité laitière, dans ce groupe de producteurs, est essentiellement utilisé pour le paiement de crédits bancaires et pour l'achat de matériel agricole et d'intrants pour l'amélioration de leurs superficies laitières. Ces familles possèdent aussi l'accès au crédit bancaire utilisé pour l'acquisition des véhicules motorisés (4X4 ou camionnettes), mais aussi pour la construction ou l'amélioration des lieux d'habitat.

**Tableau No. 7 :
CARACTERISATION DES TYPES D'AGRICULTURES FAMILIALES - LA CHIMBA**

CRITERES DE DIFFERENCIATION	Type 1 : Agriculture Familiale Paysanne : « Peasant way »	Type 2 : Agriculture Familiale en transition	Type 3 : Agriculture Familiale Marchande : « Farmer »
Disponibilité de terre	Faible Entre 0 et 3 Hectares	Moyenne De 3.1 à 8 Hectares	Haute Plus de 8.1 Hectares
Utilisation de superficie agricole	Pâturage et agriculture	Pâturage et agriculture marginale	Pâturage
Production pour l'autoconsommation	Oui	Marginalement	Non
Achat d'aliments hors du territoire	Complémentaire	Essentielle	Essentielle
Pratiques de réciprocité et solidarité	Fréquemment ou occasionnellement	Occasionnellement ou Jamais	Jamais
Migration de jeunes en dehors du territoire	+	+++	+
Vente de lait à l'agro-industrie	Oui	Oui	Oui
Vente Intermédiaire	Oui	Non	Non
Volumes de production	Faible (De 100 Jusqu'à 1000 litres /mois)	Moyen (De 1000 Jusqu'à 2500 litres /mois)	Moyen / Elevé (De 2500 Jusqu'à 3500 litres /mois)
Commercialisation de produits agricoles aux marchés locaux de proximité	Oui	Non	Non
Postes de dépenses prioritaires	Paiement dettes informelles, factures et activité laitière	Crédit bancaire, Activité laitière	Crédit Bancaire, Activité laitière
Investissement dans un véhicule ou dans l'habitat	Non	Oui	Oui

Source : Enquêtes « La Chimba » - 2016

Photo No 11 : La différenciation sociale illustrée à travers « le transport du lait »

TYPE
1



TYPE
2



TYPE
3



Source : Diego Martinez, 2015 - 2016

Photo No 12 : La différenciation sociale illustrée à travers « les lieux d'habitat »

TYPE
1



TYPE
2



TYPE
3



Source : Diego Martinez, 2015 - 2016

5.3. Un processus de différenciation social qui favorise largement la domination de « l'espace social » par l'agro-industrie :

Comme le souligne Mendras (1992), « *une différenciation des rôles sociaux, conduira à une plus grande diversification des systèmes des valeurs qui se traduira [...] par une diminution de l'argumentation morale et politique au profit de l'argumentation économique et technique* » (1992 : 362)

D'un point de vue économique-productif, on arrive à penser que la coexistence de différents types d'agricultures familiales n'est pas souhaitable pour les agro-industries. En effet, pour les promoteurs de l'agriculture contractuelle, être face à des agricultures familiales ayant divers systèmes productifs avec des niveaux de productivité différents constitue un point négatif. Cela peut mettre en difficulté le processus de contrôle quotidien d'une bonne partie de la production collectée. Dans le cas du lait comme dans d'autres produits frais, il y a nécessairement un besoin « d'uniformité » de la qualité du produit car il s'agit selon Eaton et Shepherd (2002), d'un type de marché « exigeant des normes de haute qualité ».

Cependant, d'un point de vue socio politique, l'existence d'une « différenciation sociale » peut aussi devenir bénéfique pour la réussite de l'agriculture contractuelle en milieu rural. En effet, la distanciation interne des agricultures familiales contribue, comme on l'a mentionné auparavant, à une perte progressive des formes de régulation locales (Santos, 1994 cité par Carricart P, 2012) et à une diminution des capacités d'articulation et contrôle des relations sociales avec l'espace, ce qui signifie une perte d'autonomie des acteurs (Raffestin, 1987). Ceci met en évidence, non seulement l'affaiblissement du rôle joué par la figure de « la communauté paysanne » dans l'organisation productive et sociale au sein du territoire, mais aussi la diminution, voire disparition, des logiques d'appartenance et de similitude mentionnées antérieurement.

Dans ce cadre, le processus de construction des « proximités », indispensable pour la construction de dynamiques territoriales, de logiques de coopération et pour l'action collective autour des problèmes productifs, éprouvera des difficultés à émerger et se développer. En effet, pour Torre et Beuret (2012), il s'agit de dynamiques affaiblies ou disparues avec le développement des industries agroalimentaires et la déstructuration des espaces ruraux.

Cette idée nous permet maintenant de comprendre pourquoi, tel qu'on l'a signalé auparavant, l'existence d'une organisation paysanne « traditionnelle » solide et capable de gérer les aspects productifs, sociaux et culturels, n'est pas souhaitable et même contre-productif pour les entreprises (Eaton et Shepherd, 2002).

Aujourd'hui, dans ce contexte de différenciation sociale, les agricultures familiales possèdent des stratégies économiques-productives différentes et, dans ce sens, font face au développement du marché de façons diverses. Bien que les producteurs soient très proches géographiquement au sein de la communauté de « La Chimba » et dans ce sens possèdent une « proximité géographique donnée », au niveau relationnel ils sont plus distincts les uns des autres. Cela favorise énormément la consolidation de la domination de l'espace social par les acteurs externes.

En effet, les agriculteurs familiaux se retrouvent dans un contexte où ils sont divisés en termes d'intérêts, de stratégies, et donc distanciés au niveau organisationnel et relationnel. Les producteurs disposent actuellement de peu d'intérêts communs favorables à la mise en marche de pratiques coopératives et à la recherche des solutions collectives face à des problèmes communs. Face à ce contexte, l'identification de la déterritorialisation en tant que problématique commune, n'est pas actuellement envisageable par les producteurs.

Cela laisse peu d'options à la contestation du modèle économique dominant. Aussi, l'agro-industrie peut aujourd'hui continuer à exercer son influence à travers l'imposition d'un modèle productif fonctionnel à ses intérêts et d'une « représentation de l'espace » en réponse à un système de valeurs externes. On perçoit une vraie tendance à la « recomposition des rapports de force » (Torre et Filippi, 2005), favorable aux acteurs économiques externes. On se demande alors si les agricultures familiales seront capables de résister ou resteront subordonnées aux logiques du marché ? Quelles sont les stratégies qui peuvent être envisagées face au contexte de déterritorialisation ? Existe-t-il des possibilités d'affrontement dans le « champ social » utile à une récupération du contrôle territorial, voire des possibilités de reterritorialisation ? C'est à ces questions qu'on tentera de répondre dans la dernière partie de cette étude.

CHAPITRE 6

Recomposition des rapports de force, dynamiques de « champ social » et possibilités pour les agricultures familiales face à la déterritorialisation.

« Les résultats ou effets des contrats dépendent des relations de pouvoir entre les producteurs et les entreprises » (Porter y Phillips-Howard, 1997 : 229 ; Masakure y Henson, 2005 : 1732 cité par Echanove Huacuja, 2008).

Comme on l'a souligné plus haut, le territoire constitue une notion non seulement étudiée par les géographes et les économistes, mais aussi par les sociologues. Pour Gana et Terrazoni (2014), « *le territoire est le produit d'une co-construction interdisciplinaire* » et ainsi « *le caractère socialement produit, vécu et représenté de l'espace, doit beaucoup à la sociologie* ». Dans ce sens, l'apport de la sociologie à la science du territoire devient fondamental, en particulier en ce qui concerne l'approfondissement de la compréhension des dynamiques sociales des acteurs dans le territoire. Pour notre analyse, telle qu'on l'a signalé plus haut, on essaiera de dépasser la notion du territoire vue comme un espace construit, ou un espace vécu. On verra que la condition dynamique du territoire nous renvoie aussi à l'analyse d'un « espace de tensions » ou de « conflictualités » (Kouvouama, 2013) avec des conflits d'intérêts et de pouvoirs entre les différents acteurs qui peuvent être abordés sous un angle plus sociologique.

En effet, pour Haesbaert (2012), on ne peut pas définir le territoire sans parler de « pouvoir », puisque l'espace même est produit à travers des relations de pouvoir (2012 :26). Il faut rappeler que le processus de « territorialisation » fut mené par les communautés paysannes qui se sont organisées afin d'augmenter leur pouvoir, face aux acteurs institutionnels de l'époque. Cela leur a permis de mettre fin au modèle des coopératives imposées sous une logique « *top down* » par l'Etat Equatorien et ainsi récupérer le contrôle total des terres pour consolider le territoire paysan.

Mais actuellement, il existe une redéfinition des relations des pouvoirs en faveur des acteurs externes. Il faut donc plutôt se concentrer sur « la consolidation de nouveaux pouvoirs » qui, selon Saskia Sassen (1998) se produit dans un contexte de mondialisation et d'émergence d'un nouvel ordre spatial (cité par Gana et Terrazoni, 2014). Dans les espaces ruraux, cette configuration fait souvent référence à l'analyse de la consolidation du « pouvoir agroindustriel » aussi caractéristique du processus de déterritorialisation (Haesbaert, 2012).

Certes, la question des rapports de forces et des conflits de pouvoirs entre les différents acteurs est actuellement discutée dans les « sciences du territoire », notamment à partir de l'analyse des « jeux d'acteurs » (Torre et Darly, 2011), de l'appel aux « régimes conventionnels » provenant des théories de « l'économie des conventions » (Buclet, 2011) et de l'introduction du concept de « Gouvernance » étudié et repris par Burno Jean (2011), Campagne et Pecqueur, (2014) et Torre et Filippi, (2005) entre autres auteurs.

D'un point de vue sociologique, le concept de pouvoir a été abordée par l'approche classique des « classes sociales » mais, dans notre travail et pour l'analyse des nouvelles relations de pouvoirs et des rapports de forces, on utilisera l'approche du « champ » socio-économique de Bourdieu (2013). Cette approche nous permettra de mettre en évidence la situation des acteurs et la concentration de pouvoir dans « l'espace social » et, ainsi, de discuter des possibilités pour les acteurs de pouvoir modifier ou équilibrer ces relations de pouvoir afin « d'augmenter la marge de manœuvre des acteurs locaux dans la gestion de leur propre territoire » (Entrena Duran, 2010 :45). En effet, il est intéressant de noter que, selon Bourdieu (1989, cité par Duval, 2015 : 6), « l'analyse en termes de Champ » peut être à la base de « *modèles prédictifs : si l'état d'un champ est, [...], le produit des luttes des périodes antérieures, son avenir ne peut pas être considéré comme indéterminé* »

6.1. Dynamiques organisationnelles à l'intérieur du Champ Social

Pour Bourdieu (1993) « l'espace social », décrit dans son ouvrage *La Distinction*, est un des lieux où s'affirme et s'exerce le pouvoir et où se produisent des conflits et des luttes symboliques entre les acteurs pour l'appropriation de cet espace (physique et/ou social). Selon l'auteur, la réussite dans ces luttes ou affrontements va aussi dépendre du capital disponible des acteurs. Effectivement, le pouvoir sur l'espace est donné en fonction de « la possession du capital dans ses diverses formes ». En d'autres termes, « la capacité de domination de l'espace (social), va dépendre des formes de capital disponibles » (économique, social et culturel).

Dans ce sens, selon Bourdieu (2013), « *la notion d'espace social est utilisée indifféremment comme si elle avait la même signification que le concept de champ* » (2013 :29)¹³⁷. Comme pour Duval (2015), l'espace social peut devenir « un champ de lutte » où divers acteurs sociaux « poursuivent différents enjeux et s'affrontent « *pour organiser la lutte sociale autour des enjeux qui leur sont plus favorables* ». En effet, ces acteurs s'affrontent pour occuper des positions privilégiées et exercer des rapports de domination envers les acteurs occupant les positions subordonnées du champ.

Pour notre analyse, on comprendra le concept de « champ socio-économique » dans le sens plus proche « d'espace social », où des agents sociaux occupent une situation ou une

¹³⁷ Il s'agit d'un extrait de la Séance 8 du séminaire intitulé : « De la Méthode structurale au concept de Champ » de 1975. Dix ans plus tard dans l'article « Espace social et genèse des classes » (1984), « le concept de champ trouvera sa place dans la théorie globale » (Bourdieu, 2013 :29).

position déterminé par l'accès à divers types de capital (économique, cultural, social) et développent plusieurs stratégies pour changer dans le temps, leur position par rapport aux autres agents qui occupent des positions de domination dues à la concentration de capitaux. On retrouve dans cette dynamique sociale un vrai « champ de forces » (Bourdieu, 2013 ; Bourdieu, 2012 ; Bourdieu et Wacquant, 2005). Il s'agit d'un « univers dans lequel les caractéristiques des producteurs sont définies par sa position dans les relations de production, et par la place qu'ils occupent dans un espace des relations objectives » (Bourdieu, 2008 : 345).

La structure du champ socio-économique peut effectivement « connaître des variations dans le temps » dues au fait des mobilisations des acteurs à l'intérieur du Champ. Pour se mobiliser dans l'espace social, les acteurs vont devoir construire des stratégies (dans le temps), afin de convertir leurs capitaux disponibles « d'une espèce à l'autre ». Cette possibilité de conversion devient « une opération sociale fondamentale » ainsi qu'un « enjeu de luttes » capable de favoriser ou défavoriser les groupes sociaux dans la recherche d'une position dominante dans l'espace social. (Duval, 2015). Dans ce sens Bourdieu (2015), signale par exemple que :

Le (capital social) peut exercer un effet multiplicateur par rapport aux autres espèces de capital : avoir un capital social peut être un redoublement très important du capital économique, [...] c'est qu'à travers un espace de capital social, matérialisé sous forme de relations, on peut avoir du « crédit » (au sens fort de confiance, de croyance, c'est sur quoi on peut compter dans l'avenir à partir du présent) (2015 :525).

Pour autant, dans les sociétés capitalistes, il existe une hiérarchisation de capitaux ou bien évidemment le capital économique « reste l'espèce de capital la plus liquide et la plus puissante » et donc « apparaît comme celui qui permet le plus de reconversions », cela influencera par la suite en grande partie la position des acteurs dans l'espace social (Duval, 2015).

Comment les relations de pouvoir sont actuellement présentées dans notre zone d'étude ?

Bien évidemment, il existe des modifications par rapport aux structures des champs socio-économiques tout au long de l'histoire de la configuration du territoire analysé. Pour le seul processus de territorialisation et déterritorialisation analysé, on pourrait identifier plusieurs

étapes et phases du Champ socio-économique possédant chacune des rapports de force spécifiques qui méritent d'être approfondis lors d'une étude particulière.

Ici on tient à analyser une courte évolution du Champ socio-économique présentée en deux phases : la première analysant la période précédant l'agriculture contractuelle (celle des années 1990) et la deuxième traitant le scénario à partir du début de l'agriculture contractuelle jusqu'à nos jours. Il s'agit de pouvoir mettre en évidence un chemin pour la consolidation d'un nouveau rapport de forces et l'état actuel du champ socio-économique.

Effectivement, dans notre étude de cas, il existe actuellement la prédominance du capital économique dans le champ social, ce qui a favorisé au cours des deux dernières décennies la consolidation des acteurs économiques externes dans une position dominante en détriment des acteurs paysans qui occupent des positions plutôt faibles, voire de subordination dans l'espace social.

La situation des acteurs dans le Champ Socio-économique avant l'agriculture contractuelle (années 1990) – (Figure No. 7)

Certes, juste avant l'agriculture contractuelle, les familles des producteurs laitiers à « La Chimba » occupaient déjà une position subordonnée et à la fois intermédiaire dans le champ. Cependant, il y avait à cette époque tout un contexte favorable à la multiplication de relations et d'interactions sociales utiles à l'accumulation du capital social au niveau communautaire. En effet, comme on l'a vu précédemment, les agricultures familiales étaient encore organisées à travers la figure de la communauté paysanne et, ainsi, les relations économiques et de commercialisation restaient en grande partie encadrées dans la sphère sociale, c'est-à-dire encore régulées par les normes sociales traditionnelles. Face aux acteurs intermédiaires laitiers « *piqueros* », la communauté gardait des liens sociaux forts, leur permettant d'accumuler du capital social pour ensuite le transformer en capital économique.

Dans ce contexte, les agricultures familiales, disposant à la fois du capital social et du capital économique en petite et moyenne quantité (terre, production agricole, bétail, infrastructure communautaire) auraient pu envisager (au cours du temps) des stratégies collectives visant à améliorer leurs disponibilités en capitaux ainsi que sa position au niveau du Champ socio-économique pour arriver à mieux contrôler les dynamiques territoriales. Cependant, avec le recul caractéristique de l'Etat des sphères sociales et économiques

(politiques agricole incluse) de l'époque néolibérale pendant les années 1990 (Breton, 1997), les acteurs paysans ont connu tout un système relationnel à l'intérieur du champ social avec L'ONG « *Casa Campesina de Cayambe* » qui remplaçait dans une certaine mesure le rôle de l'Etat. Grâce à sa disponibilité de capital économique, social et culturel, l'ONG occupait une position dominante et à la fois intermédiaire dans le Champ, tout en restant en lien permanent avec la communauté paysanne. Entre les deux acteurs, il y avait une relation socio-institutionnelle ainsi qu'économique qui visait à transformer les démarches productives et organisationnelles afin de les rendre fonctionnelles à la spécialisation laitière dans la zone.

Ayant pour objectif l'amélioration du revenu paysan et de l'économie familiale des producteurs à travers la commercialisation du lait, les intermédiaires laitiers « *piqueros* » ont été vus comme un obstacle, face auquel l'ONG devait construire une stratégie pour y faire face. La voie de la spécialisation productive mentionnée, prenait en compte aussi l'élimination des intermédiaires pour laisser ensuite un chemin tracé, favorable à l'articulation directe au capital agro-industriel. (FECD, 1996). On constate effectivement qu'il n'existait pas de relations entre les ONG et les intermédiaires laitiers (Ferraro, 2004) et, dans ce cas, on pouvait parler d'une dispute symbolique entre ces deux acteurs pour l'occupation et consolidation des positions dans le Champ socio-économique entre ces deux acteurs.

Il faut signaler (comme précisé auparavant) que depuis les années 1990, l'agro-industrie laitière a considéré petit à petit les zones paysannes d'Olmedo comme des zones stratégiques pour la diminution de leurs coûts de production et l'augmentation de leurs profits. Cependant, s'y insérer n'a pas été une tâche facile en raison de l'existence d'agriculteurs familiaux organisés. En lien avec les intermédiaires, leur insertion au Champ socio-économique était relativement partielle, comme on peut le voir grâce à la figure No.7 ci-dessous. Progressivement, à partir du chemin tracé par la coopération internationale, leur insertion totale est devenue une réalité.

Dès le début du XXIème siècle, l'insertion de cet acteur externe au Champ social a donc signifié la fin de cette confrontation symbolique (dans le sens d'un « Champ de luttes ») entre l'ONG et les intermédiaires laitiers. En effet, étant donné qu'aujourd'hui la liaison avec le marché se fait directement par le biais de l'agro-industrie à partir des contrats, les acteurs sociaux se trouvant antérieurement dans un niveau dominant et intermédiaire,

comme L'ONG « *Casa Campesina de Cayambe* », et les intermédiaires du lait, ont été exclus et minimisés au profit de la nouvelle logique de domination agro-industrielle du Champ socio-économique. Ce dernier est devenu plus ouvert (c'est-à-dire avec moins d'acteurs), et en même temps plus complexe.

La situation des acteurs dans le Champ socio-économique avec l'agriculture contractuelle (2000 - 2016) :

Effectivement, depuis les années 2000, une nouvelle période est marquée par la consolidation du pouvoir agro-industriel. Les acteurs de la coopération, lesquels avaient déjà construit des bases (de spécialisation productive) favorables à l'articulation directe avec l'agro-industrie, ont diminué progressivement leur rôle d'accompagnement aux agricultures familiales. Une fois que l'Etat a repris la politique agricole, le poids de la « *Casa Campesina de Cayambe* » s'est considérablement affaibli. Depuis 2010, l'ONG a diminué ses actions au territoire pour ensuite disparaître complètement, exclue de l'espace social et donc du Champ socio-économique, comme on peut le voir dans la figure No. 8 ci-dessous.

Avec les premières tentatives de retour du rôle de l'Etat dans la politique agricole nationale (entre 2007 et 2010), plusieurs ONG et acteurs de la coopération étrangère se sont concentrés à tisser des liens (sous une forme de lobbyisme) avec le gouvernement afin de promouvoir les modèles d'intégration verticale avec les agro-industries et proposer la construction de programmes pilotes de développement d'agriculture contractuelle afin qu'ils soient pris en compte dans les politiques publiques.

De son côté, l'agro-industrie, utilisant son capital économique, social et culturel, a conduit une stratégie pour affirmer et garantir durablement sa position dominante. Comme on l'a vu précédemment, à partir de la création des programmes sociaux d'alimentation, sa stratégie a consisté à tisser des liens solides avec l'État ce qui a généré la conformation d'un capital socio-politique solide, inaccessible aux agriculteurs familiaux. (Il s'agit d'une sorte de triangulation relationnelle entre Etat, agro-industrie et gouvernement local, marquée en rouge dans la figure No.8).

Cette évolution fait qu'actuellement le Champ socio-économique est entièrement structuré à partir d'une logique externe du type capitaliste et non endogène. Dans ce contexte, la

sphère économique domine les logiques d'action ainsi que les comportements et stratégies des autres acteurs sociaux présents dans le Champ.

Tout ceci nous démontre qu'à l'heure actuelle le territoire de « La Chimba » ne constitue pas un territoire complètement paysan, premièrement en raison de la présence d'autres acteurs sociaux dans l'espace social, et deuxièmement par l'absence d'acteurs paysans dans les positions dominantes du « Champ socio-économique ». De même, on a remarqué de même dans les parties précédentes, un éloignement des valeurs traditionnelles paysannes (sociales et cultures) qui s'est confirmé à partir de la mise en évidence d'une transition remarquée de l'agriculture familiale paysanne vers une agriculture spécialisée plus du type entrepreneuriale (transition des trois types d'agricultures familiales, Voir graphique No.20).

Inévitablement, les agricultures familiales actuelles se retrouvent face à un réseau socio-politique suffisamment solide et favorable aux intérêts agroindustriels. Face à cette réalité, on comprend que la majorité des agricultures familiales occupent une position subordonnée (malgré la position intermédiaire du type 3), où elles doivent désormais assumer des nouvelles stratégies afin de répondre aux intérêts capitalistes.

Toutefois, on peut dire qu'elles sont encore rassemblées dans des communautés indiennes et actuellement dans des associations. Elles possèdent donc encore certains niveaux de capital social. Elles possèdent également du capital économique (parcelles, troupeau de bétail, des ressources communautaires, etc.). Son capital culturel reste néanmoins encore faible, bien qu'à partir des années 2000, il existe quelques progrès au niveau éducatif. (Chiriboga, 2008). Ceci nous laisse penser qu'elles pourraient changer de position avec le temps face aux entreprises laitières. Dans ce contexte, selon l'analyse de Bourdieu sur le champ social (2013), des conditions peuvent se créer afin que cette portion de capital social soit utile au développement du capital économique de ces producteurs qui pourront, par la suite, occuper une position moins éloignée ou similaire à celle de l'agro-industrie.

Concernant le capital économique, malgré une amélioration des revenus au cours des 16 dernières années, leur disponibilité en capital économique demeure moyenne (pour les agriculteurs qui possèdent plus de terre en position intermédiaire) et faible (pour ceux qui possèdent moins de terre et de production en position de subordination). Effectivement, comme on l'a vu dans le chapitre précédent, seuls certains groupes d'agriculteurs familiaux

ont pu se capitaliser et de cette façon, mieux répondre aux exigences de l'agro-industrie. Pour la majorité des agriculteurs familiaux (Type 1 et 2), leur possession en termes de capital économique ne s'est amélioré que faiblement.

De même pour le capital social (chapitre portant sur les transformations socio-organisationnelles), on a constaté qu'il existe actuellement une prédominance des relations économiques et des stratégies productives individuelles au détriment des relations sociales traditionnelles qui ne passent pas par le marché. Cela a généré des changements par rapport au capital social disponible autant au niveau des familles des producteurs qu'au niveau communautaire. En effet, pour les producteurs l'accumulation de relations pour renforcer et augmenter leur disponibilité en capital social ne constitue pas une stratégie prioritaire. Actuellement, pour la plupart d'entre eux (type 2 et type 3), la stratégie est strictement économique et consiste à augmenter leurs niveaux de productions et productivité en réponse aux besoins agro-industriels.

Dans ce même contexte, comme on vient de le voir dans le chapitre précédent, il existe actuellement un contexte accéléré de différenciation sociale favorable, comme le signale Duval (2015), à l'éloignement dans l'espace des agricultures familiales. N'existant plus d'homogénéité sociale et ne possédant plus des conditions d'existence similaires, les chances de rapprochements sont ainsi réduites pour « l'établissement de relations stables et durables ». Cela provoque en quelque sorte un mélange de stratégies individuelles en préjudice des possibilités de construction de logiques de coopération et de stratégies collectives endogènes de développement.

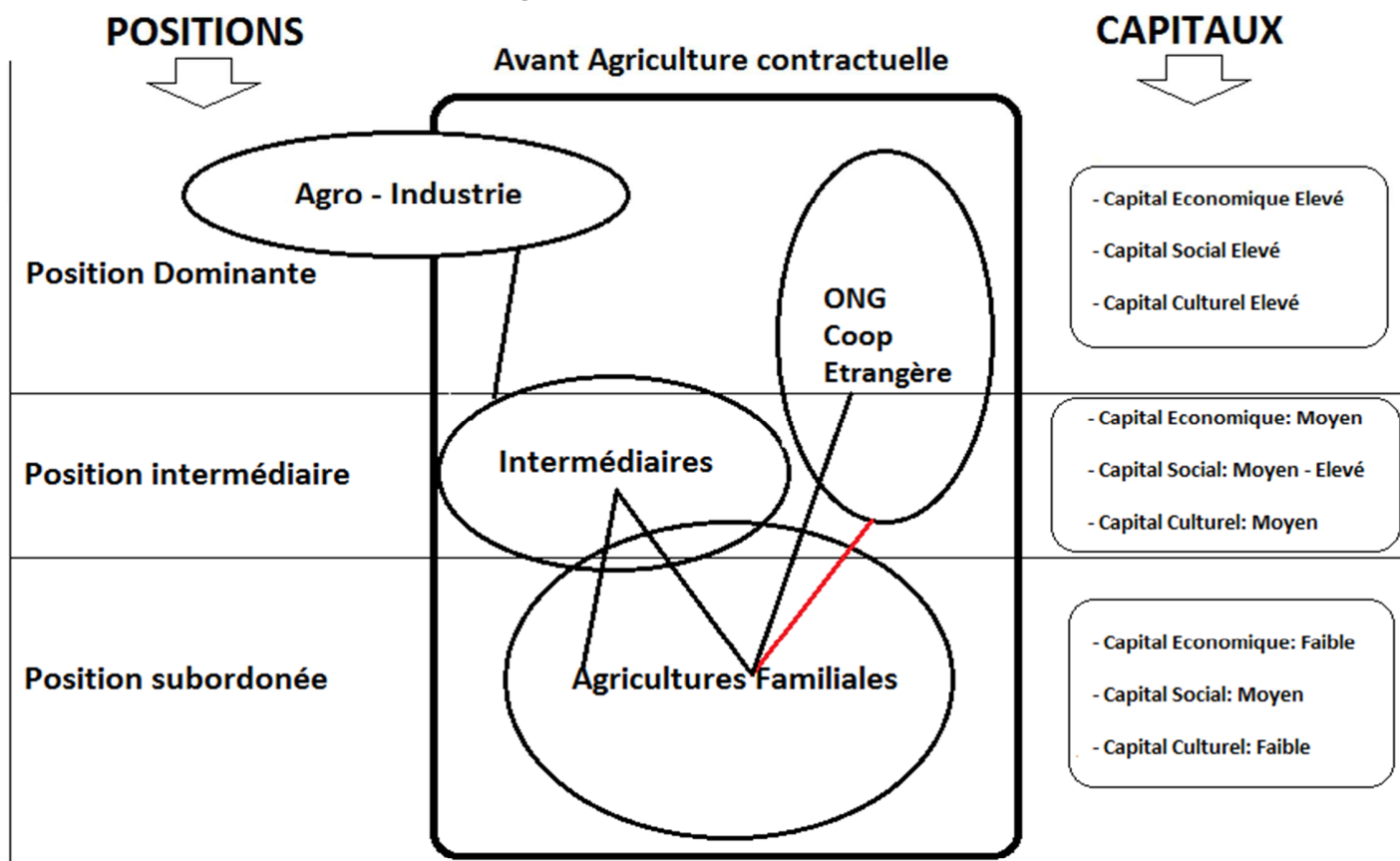
De cette façon, les agricultures familiales sont soumises à un scénario avec peu de chances de se mobiliser au niveau du Champ socio-économique, en continuant à bloquer le processus de production ainsi que d'accumulation de capital social, lequel peut devenir utile avec le temps à la transformation dans d'autres formes de capitaux.

Dans un champ socio-économique dominé par les logiques marchandes et productivistes, les principales formes institutionnelles de capital social sont de moins en moins valorisées et perdent progressivement leur force de proposition et de contrôle social. En effet, tel qu'on l'a déjà explicité, la communauté paysanne a aujourd'hui perdu son importance et l'association des producteurs ne joue qu'un rôle économique adapté à l'acteur capitaliste au sein de « *La Chimba* ». Actuellement, les paysans n'ont pas un niveau de cohésion

sociale suffisant et utile au renforcement ou à la reconstruction des formes associatives existantes dans la sphère productive et permettant de défendre leurs intérêts dans le champ social.

Figure No. 7 : Schéma des positions des acteurs sociaux dans le « Champ socio-économique »

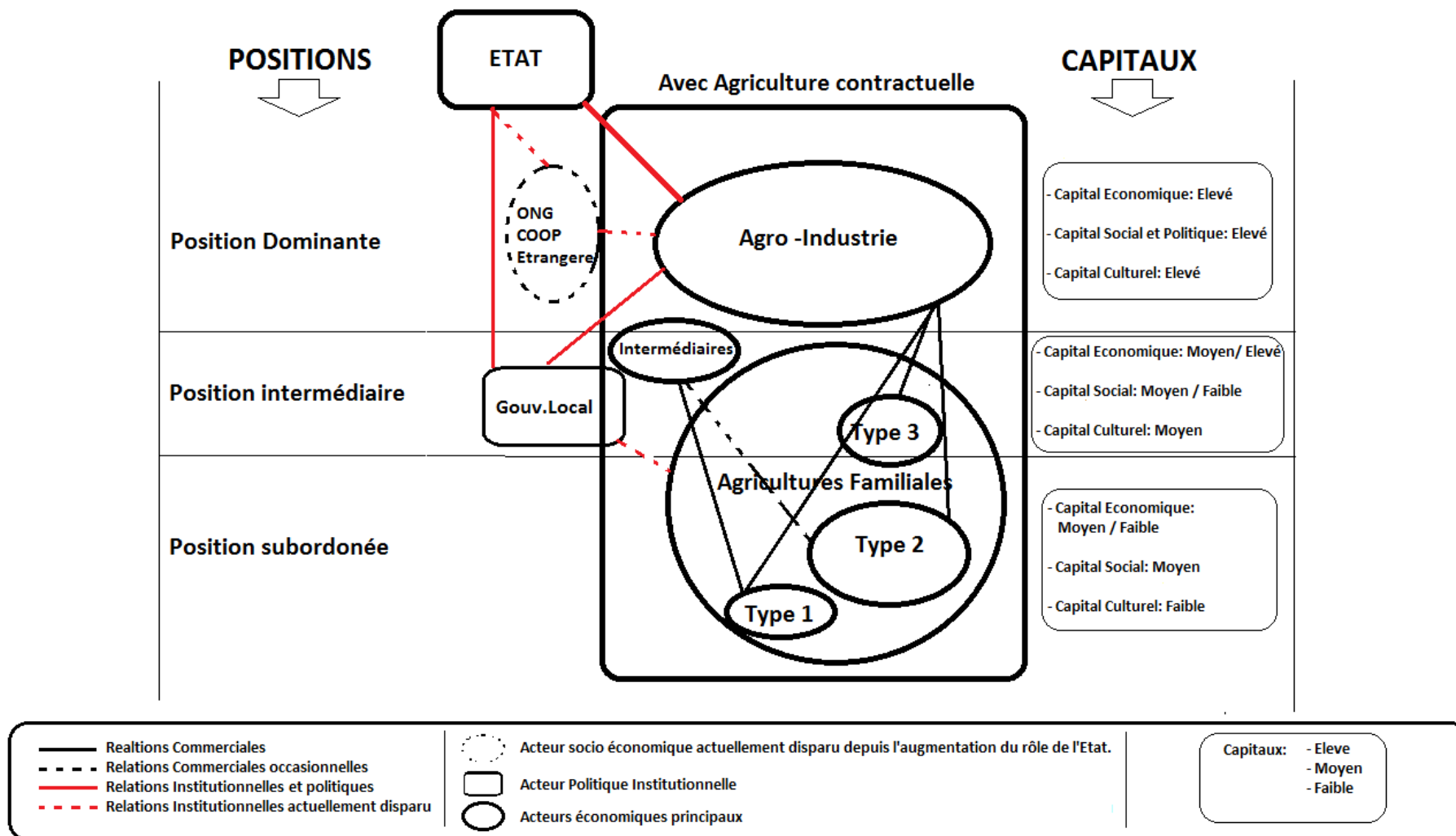
Avant Agriculture contractuelle (Années 1990)



Réalisation : Diego Martinez – Aout 2016

Figure No. 8 : Schéma des positions des acteurs sociaux dans le « Champ socio-économique »

Avec Agriculture contractuelle (2000 - 2016)



Réalisation : Diego Martinez – Aout 2016

Cela nous laisse penser qu'il n'y a pas en ce moment les conditions nécessaires à la résistance des agriculteurs face aux agro-industries.

Les argumentations comme celle de Van der Ploeg (1998) quant au potentiel de production de petite marchandise (PMP) au sens où « non seulement la force de travail, mais presque toutes les ressources pertinentes ne sont pas marchandisées et sont donc utilisés et régulés à travers des mécanismes et circuits non marchandes » (1998 :43) ne sont pas très utiles pour expliquer la dynamique des territoires où l'agro-industrie agit agressivement comme à « La Chimba ».

On se retrouve ici face à un panorama identique à celui analysé et décrit par Duval (2015), où il est évident que « *les rapports de forces au sein de l'espace social se sont modifiés au cours des dernières décennies, sans doute parallèlement à la distribution des principales espèces de Capital* ». Selon l'auteur, les groupes occupant les espaces du bas (les dominés) n'apparaissent plus comme des acteurs « mobilisés ni mobilisables à des fins de subversion » et, à l'opposé, les groupes du haut (les dominants) possèdent sans doute plus de pouvoir qu'avant dans la mesure où ils ont réussi à concentrer « plus de ressources sociales », ce qui leur laisse la possibilité à « *mettre en œuvre des politiques misant sur les concurrences internes aux dominés et leur affaiblissement comme force politique* » (2015 : 14).

Il est pour le moment clair que la dynamique du champ social reste dominée par l'agro-industrie qui développe des stratégies pour conserver à long terme sans modifications la structure du champ des forces. Dans ce sens, ces acteurs externes en position dominante sont dans la mesure d'éviter toutes sortes d'affrontements, susceptibles de rééquilibrer les forces dans le Champ socio-économique. De sa part, les acteurs paysans en position subordonnée, maintiennent des faibles possibilités de mobilisation dans le champ social et disposent peu de chances de mettre en marche des mouvements de résistance leur permettant de construire par exemple, un processus de reterritorialisation.

Certes, cela n'est pas réalisable actuellement pour les petits producteurs puisque le capital social ainsi que leur disponibilité en d'autres formes de capitaux ne sont pas suffisants pour modifier ce champ des forces dominé par l'agro-industrie laitière. De même, les stratégies des acteurs paysans ne sont plus axées et conduites de façon collective mais plutôt

individuellement, ce qui diminue leur capacité de réaction et d'affrontement en tant que « groupement de producteurs » et membres d'une communauté paysanne.

Même si à partir de l'analyse du Champ socio-économique il n'est pas pour le moment envisageable de voir l'émergence de stratégies collectives visant à changer la situation actuelle des acteurs paysans dans le champ social (les « prédictions » ne sont pas suffisamment encourageantes), il faut quand même avancer dans la réflexion en se posant comme question, tel que le souligne Torre et Beuret (2012), à savoir : « comment construire des liens et références communes entre des acteurs qui se tournent le dos, alors qu'ils sont intéressés par les mêmes biens communs localisés ? »

Il faut signaler qu'il n'existe actuellement pas une multitude de voies possibles pour les agriculteurs familiaux de « La Chimba » mais, en revanche, une seule voie complexe leur donnant la possibilité de s'affirmer en tant que groupe productif et acteur institutionnel solide, au niveau du Champ socio-économique et ainsi du territoire.

Aujourd'hui, tel que le souligne Perret (2011), il existe une forte importance accordée à la question des coordinations locales non marchandes, « celle du lien social, celle de l'appartenance au groupe (famille village tribu) » et leur impact positif sur le développement économique. En effet, pour l'auteur, « à côté du marché (de la concurrence) et de la hiérarchie (l'autorité), la coopération (l'association et les réseaux, etc) s'impose comme un mode de coordination de l'activité économique », lequel est favorable au développement territorial.

Le capital social est donc vu en tant que facteur de dynamisation et redynamisation des territoires. Selon l'auteur, même pour les organismes internationaux (OCDE et Banque Mondiale), le capital social possède une importance ainsi qu'un rôle indiscutable dans le développement des territoires. Pour la Banque Mondiale par exemple, cette forme de capital est à la base de la résolution de « problèmes collectifs » ainsi que des « coopérations réussies » capables de favoriser des « futures collaborations dans d'autres domaines ».

« D'autre part, si le capital social désigne les normes et les valeurs qui régissent l'action collective alors il est aussi l'expression de la territorialité des sociétés » (Loudiyi et alii, 2004, cité par Perret, 2011)

Effectivement, Perret signale bien que « soutenir une dynamique territoriale nécessite une organisation et une mise en réseaux des acteurs du territoire ». Vu sous cette optique, la

stratégie, afin de se positionner dans une situation plus favorable du point de vue socio-économique et politique, devrait consister à renforcer les sphères là où les producteurs sont les mieux dotés et possèdent une longue tradition du fait de leur trajectoire historique dans le territoire.

Cela veut dire que les forces doivent être concentrées dans la récupération de niveaux de capital social pour permettre un meilleur approvisionnement des autres formes de capitaux tels que l'économique et le culturel. Les agents subordonnés doivent donc d'abord chercher à réactiver les différentes formes de proximités disponibles (géographique et organisationnelle) et de cette façon accorder du poids au développement des « circuits intérieurs dans l'agriculture paysanne » (Tepitch, 1973).

En d'autres termes, il s'agit de renforcer des « liens forts » à l'intérieur de la communauté (Granovetter, 2000) ou « liens de proximité forts » (Perret, 2011), tout en profitant de l'existence des liens de parenté encore présents et importants au niveau inter familiale, ainsi que de quelques sentiments d'appartenance et similitudes qui continuent malgré tout à être retransmis au sein de certains types d'agricultures familiales (notamment au niveau du type 1 et 2). Ensuite, il s'agit impérativement d'élargir leurs liens vers l'extérieur, également importants, car ils amènent à une possibilité d'ouverture à des réseaux d'informations nouveaux. Il s'agit dans la théorie de Granovetter, (2000), de la « force des liens faibles », utiles au renforcement de réseaux vers l'extérieur afin de consolider le capital social et politique notamment en relation avec l'État (en utilisant comme plateforme l'appui du gouvernement local de la paroisse). Cela devient très important puisque, comme le souligne Aubron (2013), « *Le pouvoir politique que possèdent les paysans, joue un rôle fondamental dans le rééquilibrage de cette relation...* » (2013 :209). Dans le cas contraire, le changement des positions entre les principaux acteurs et la mobilisation dans ce champ social deviendra une tâche de plus en plus difficile.

On tient à préciser bien qu'il ne s'agit pas d'exclure ou d'éliminer l'acteur agro-industriel du Champ de forces, mais de rechercher une situation de « coexistence avec des logiques a-spatiales, nomades, peu ancrées » comme celle soulignée par Pecqueur (2000). C'est-à-dire une situation de cohabitation ne voulant pas dire subordination mais co-construction dans un contexte plus égalitaire où des négociations se déroulent dans des meilleures conditions, afin de redonner une certaine autonomie aux acteurs locaux pour qu'ils puissent envisager un processus de reterritorialisation et ainsi arriver à boucler le cycle territorial.

De même cela ne suggère pas non plus un retour vers une société paysanne traditionnelle comme celle construite dans le contexte post réforme agraire, ou celle d'avant la colonisation. Au contraire, il s'agit de comprendre, comme le mentionne Thierry Linck (2006), qu'il existe le besoin de création d'un « espace d'autonomie » pour les producteurs locaux favorables à la réinvention du chemin à partir du local en utilisant les ressources disponibles ainsi que des capacités d'innovation social qui vont découler du renforcement et reconstruction des liens forts et faibles dans un nouveau contexte de gouvernance territorial.

6.2. De la subordination à la reterritorialisation : Quelles possibilités pour un modèle de gouvernance territorial spécifique au contexte des Andes Equatoriens ?

« Je crois qu'en termes didactiques, aussi on peut imaginer au territoire comme un continuum, comme un processus continu » (Haesbert, 2012 : 27).

En effet pour l'auteur le territoire doit être conçu comme « le produit du mouvement combiné de la déterritorialisation et de la reterritorialisation » (Ibid, 2012 : 26). Dans ce sens, on ne peut pas terminer cette étude sans aborder de façon assez synthétique ce que la reterritorialisation peut impliquer pour le territoire analysé et quel peut être l'intérêt de la mise en marche d'un processus de gouvernance territoriale à « La Chimba ».

Tel qu'on l'a annoncé dans la partie théorique de ce travail, nous n'allons pas aborder de manière détaillée le processus de « Reterritorialisation » dans notre recherche. Certes, elle constitue une partie importante pour l'analyse des possibilités face à la « déterritorialisation », mais elle ne fera pas l'objet d'une discussion approfondie. Cette partie du processus a été gardée pour la fin de l'étude pour ainsi respecter la logique du cycle de la « Territorialisation, Déterritorialisation et Reterritorialisation » (Carricart, 2012 ; Velut, 2007).

Tout comme pour les deux autres étapes (Territorialisation et Déterritorialisation), il s'agit d'un processus analysé par quelques auteurs en sciences sociales, à travers lequel « un territoire local déterminé » peut connaître une « restructuration de ses fonctions socio-économiques et/ou de sa signification symbolique culturelle » (Entrena Duran, 2010 : 45). Mais en ce qui concerne les espaces ruraux, il est important de souligner ici le postulat défendu par Rieutort (2009), par rapport à la Reterritorialisation où le « préfixe « re » ne désigne pas [...] un mouvement de retour à un territoire passé idéal et idéalisé. Mais plutôt

« *le mouvement de retour de l'agriculture vers le territoire* », En d'autres termes, pour l'auteur, il s'agit de reconstruire « le lien au territoire dans sa dimension matérielle, culturelle, sociale et idéologique » (Ibid, 2009 : 39)

Dans la même idée, Torre et Filippi (2005) soulignent qu'il n'est pas possible de considérer la reterritorialisation comme « un simple retour en arrière » ce qui suggère donc l'idée d'un processus de « réinvention du local », autour des questions relatives à l'organisation de la production, à la mise en place de projets collectifs et à la coordination entre acteurs avec des « intérêts divergents [...] qui s'ignorent ou s'opposent ». Il s'agit sans doute d'innover localement, en ayant conscience que « la recherche de la spécificité et le développement de techniques sont intimement imbriquées », mais aussi que le développement d'activités et politiques de partenariats » favorables à l'ouverture de marchés locaux et extérieurs est fortement nécessaire (Ibid, 2005 : 10 - 20).

Effectivement, comme on l'a souligné antérieurement, le renforcement des niveaux d'organisation des acteurs locaux est indispensable afin de rééquilibrer les rapports des pouvoirs dans l'espace social, sans que cela implique l'exclusion ou l'élimination des acteurs économiques privés (externes) de l'espace social. Ainsi, et dans l'état actuel du processus de mondialisation, il serait impossible de concevoir le développement des territoires sans une voie coordonnée par les différents types de pouvoirs existants au territoire. A « La Chimba », par exemple il existe tout un processus de transfert de technologie et de savoir-faire autour de la production laitière qui s'est développé avec la présence de l'agro-industrie, et cela doit être combiné avec le développement de stratégies productives endogènes qui peuvent avoir comme base principale des logiques de coopération favorisées par la récupération de valeurs culturelles et des rapports sociaux traditionnels.

Il s'agit dans ce sens, plutôt de la construction d'un système rééquilibré de « négociation collective » entre les différents acteurs (Linck, 2006). Pour le cas des petits producteurs de notre zone d'étude, cette amélioration des conditions et des capacités de négociation dans un nouveau contexte de rééquilibrage des pouvoirs est fondamentale. Cela peut effectivement avoir des impacts positifs non seulement en ce qui concerne le rééquilibrage au niveau de la « répartition de la valeur ajoutée entre les acteurs de la chaîne laitière » (MAGAP, 2016: 88-89), mais aussi dans la récupération de l'autonomie et du contrôle de la sphère productive du territoire, ce qui implique notamment un changement de logiques dans l'utilisation de

l'espace ainsi que la mise en marche de nouvelles stratégies productives fondées sur la valorisation des ressources spécifiques.

Cette idée s'inscrit dans une pratique de « négociation permanente entre les acteurs sociaux », (Campagne et Pecqueur, 2014 :176), laquelle constitue la base pour la mise en marche d'un modèle de gouvernance adapté. Il s'agit en effet, de la gouvernance dite « territoriale » qui selon Campagne et Pecqueur (2014), doit être analysée comme « un processus de coordination des acteurs ». Cette gouvernance mobilise « l'émergence coordonnée de trois types d'acteurs [...] amenés à travailler ensemble » tels que les publics, les acteurs privés, et en particulier ceux qui sont à la base des initiatives locales, c'est-à-dire, les acteurs associatifs ou la société civile en faisant allusion à la « société rurale qui y réside » dans un « espace rural » pris en charge (2014 :48).

Ainsi pour Jean (2011), ces trois types d'acteurs mentionnés sont aussi à la base de la coordination entre trois ordres de pouvoir tels que « le pouvoir politique (gouvernement local), le pouvoir économique des entreprises du secteur privé et le pouvoir social... ». L'auteur nous parle de « la nouvelle gouvernance rurale » qui « concerne la manière dont les différents pouvoirs locaux aménagent leurs rapports pour prendre des décisions » (Jean, 2011). Celle-ci est différente d'une « gouvernance utilitariste », il s'agit d'une « gouvernance citoyenne » contribuant à construire des « régions qui gagnent ».

Ce type de gouvernance est certainement capable, selon Gilly et Torre (2004), « d'articuler la gestion des différents acteurs ou groupes d'acteurs locaux » et vise à « harmoniser les modes de coordination locaux... ». La gouvernance territoriale favorise d'une certaine façon « la mise en place de collectifs d'acteurs locaux autour d'un problème commun et la médiation entre ces acteurs... »

Cependant, le processus de gouvernance peut varier « d'un territoire à l'autre » et dépend ainsi de la « configuration spécifique de chaque territoire » (Ibid, 2014 :173). Dans cette optique, elle doit être envisagée de façon spécifique. Récemment le gouvernement local d'Olmedo a décidé d'ouvrir un espace dédié au dialogue et à la discussion, étant conscient de son manque de compétences en matière agricole¹³⁸ ainsi que des risques d'un modèle de

¹³⁸ En effet tel que nous l'avons vu dans la première partie de l'étude, le développement des politiques agricoles actuellement ne prend pas en compte la diversité d'acteurs ni les différents contextes locaux et dans ce sens n'a pas réussi à intégrer la « variable territoriale » (Martinez Godoy, 2015 : 147) dans la construction des différents programmes en matière agricole. Malgré un effort de décentralisation de compétences le

développement axé uniquement sur la valorisation d'une production standard comme celle du lait.¹³⁹ Dans ce contexte, le gouvernement local d'Olmedo a mis en avant l'importance de l'organisation sociale ainsi que de la coopération entre acteurs pour faire face à un tel contexte qui peut devenir néfaste. Les faiblesses par rapport aux capacités organisationnelles des huit communautés paysannes d'Olmedo sont déjà identifiées par le gouvernement local, ce qui met sur le devant de la scène une nécessaire réactualisation et reconstruction des réseaux de coopération entre acteurs proches géographiquement ainsi que relationnellement, et pouvant se retrouver autour des mêmes problématiques.

Quelles nouvelles organisations pour faire face à un processus de Déterritorialisation ? Des Nouvelles organisations pour affronter cette mutation ?

Lors d'une interview, le président du gouvernement local d'Olmedo a affirmé que le renforcement des niveaux d'organisation communautaire, encore faiblement présent dans le territoire, est non seulement important mais aussi fondamental. Cela implique une récupération, une réactivation et une réorientation des pratiques traditionnelles de réciprocité et solidarité propres aux communautés andines vers des objectifs plus larges dépassant le seul niveau familial.

Dans ce sens, une initiative suscitée par le gouvernement local, évoque actuellement la création d'un « *gouvernement communautaire* », comme une espèce d'organisation de deuxième degré capable de rassembler les différentes organisations communautaires paysannes existantes au niveau de la paroisse d'Olmedo et les associations de producteurs laitiers, pour ensuite développer des initiatives locales actuellement minimisées par la dynamique laitière telles que des systèmes locaux de caisses d'épargne, des petits groupement d'artisans, les assemblées des ressources hydriques, etc.¹⁴⁰ (Voir Figure No.9 ci-dessous).

gouvernement local d'Olmedo comme d'autres cas au pays, se retrouve affaiblit face au pouvoir central lequel possède la plupart des compétences en matière agricole.

¹³⁹ On fait référence notamment aux possibles menaces identifiées, que le secteur laitier équatorien peut subir dans les années à venir soit à partir d'une crise économique généralisée au niveau du pays, soit à partir d'une future signature d'un « accord de libre-échange avec l'Union européenne », où il y aura une menace d'importations de produits laitiers européens.

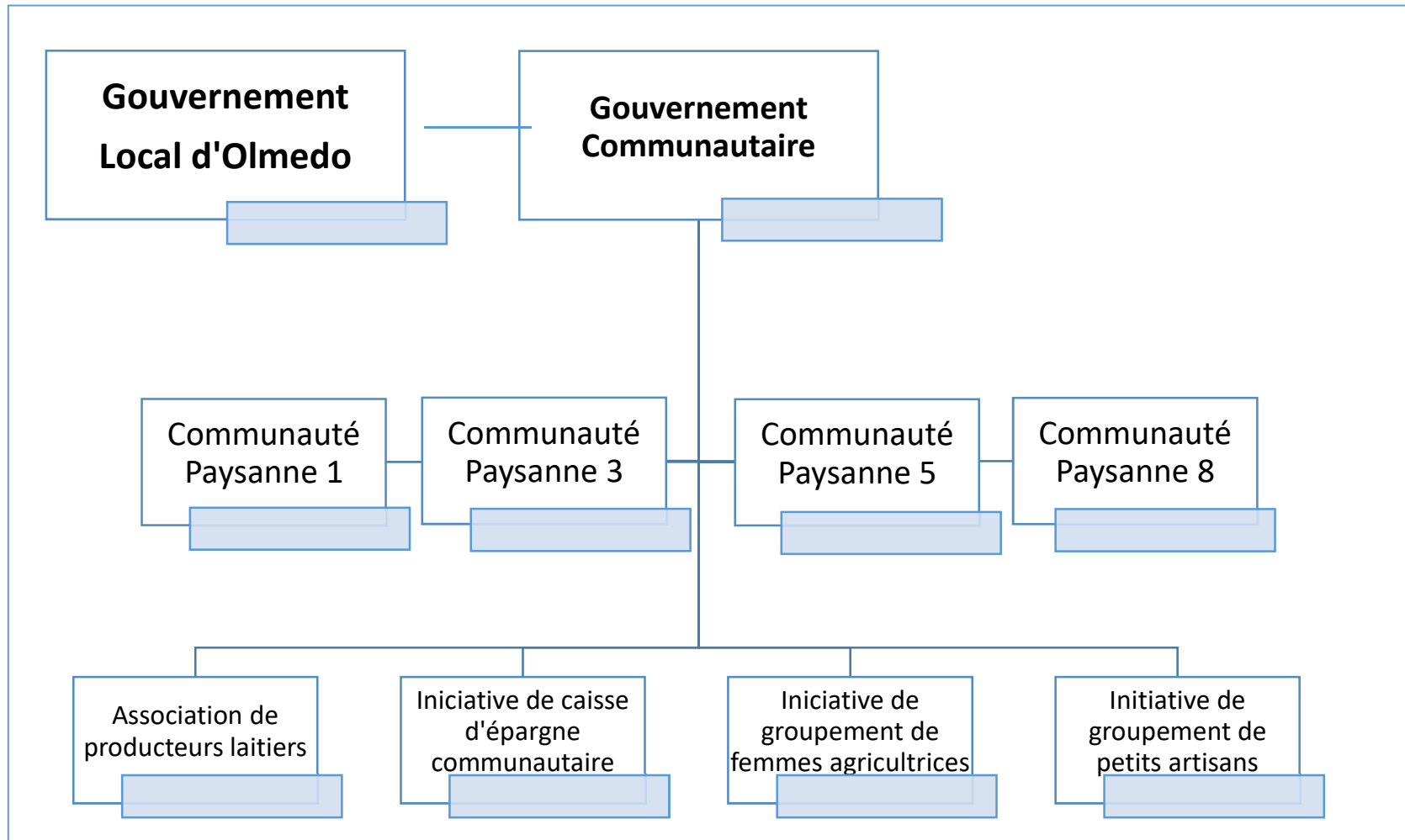
¹⁴⁰ Interview réalisé à Vinicio Quilo, président de la paroisse d'Olmedo (Cayambe), juillet 2015.

Cette initiative s'inscrit justement dans la voie évoquée plus haut consistant à redonner cet « espace d'autonomie » aux producteurs locaux Linck (2006), à partir du renforcement organisationnel à plusieurs niveaux. Cela permettra, d'une part, de réactiver les différentes formes de proximités existantes dans le territoire pour favoriser l'articulation des acteurs locaux autour d'une problématique commune et, d'autre part, de mettre en commun des ressources en capital social afin de construire un réseau socio-politique et économique en lien avec pouvoir politique (gouvernement local et gouvernement central) pour élargir par la suite le réseau économique. Il s'agit de favoriser par la suite le développement d'un processus d'innovation social pour la continuité et le renforcement des initiatives productives locales tout en valorisant les circuits de proximité disponibles.

Ainsi, à moyen terme, la reprise du contrôle des logiques productives (notamment de la chaîne productive laitière au niveau local) peut devenir une possibilité sans que cela signifie la fin des relations avec l'acteur agro-industriel. À long terme, cela pourrait s'inscrire dans un contexte plus indépendant en alliance avec le pouvoir politique, afin de reconstruire une voie qui prenne en compte par exemple le rôle d'une économie sociale et solidaire dans la reconstruction territoriale.

Figure No. 9 :

Schéma de la structure organisationnelle du Gouvernement Communautaire : Paroisse d'Olmedo



Elaboration : Diego Martinez en fonction de l'Interview et sous accord du président du gouvernement local, Olmedo - Juin 2015.

Cependant, malgré l'existence de quelques producteurs conscients du besoin d'un autre modèle organisationnel pour affronter et s'insérer dans des meilleures conditions au marché, la plupart des producteurs laitiers se conforment à leur situation économique actuelle. Seulement face à un contexte de plus en plus compliqué et une crise économique généralisée au niveau national, certains d'entre eux¹⁴¹ commencent à voir progressivement l'intérêt d'une meilleure organisation coopérative capable de créer non seulement une intégration économique mais aussi une intégration sociale (Martinez Godoy, 2013 : 122).

Il est clair qu'il ne s'agit maintenant plus de continuer à favoriser une stratégie d'accumulation de capital économique dans le territoire, laquelle, comme on vient de le voir tout au long de cette étude, a provoqué l'accélération de la déterritorialisation et l'approfondissement de la distanciation entre les acteurs paysans dans l'espace social. Pour autant, il ne s'agit pas non plus de nier le marché car comme le précise Linck (2006), « qu'on aime ou non le marché il est présent » et bien que n'étant pas le seul mécanisme de régulation, « il continue à être le principale » (2006 : 253). Pour cette raison, tel qu'on vient de le mentionner, il ne faut pas exclure le « pouvoir économique ou secteur privé » (Jean, 2011). Ce qui doit être exclu du territoire sont « les principes de calcul et d'intérêts individuel qui sont à la base du « *Rational choice* » des économistes libéraux » (Ibid, 2006 : 254).

Dans ce contexte, il existe une multitude de stratégies endogènes qui peuvent être développées selon une logique de reterritorialisation, pas seulement en tant que communauté de « la Chimba » mais en profitant de la mise en réseau local proposé par cette organisation de deuxième degré (Voir figure No. 9).

Concernant les possibilités de relocalisation de l'agriculture dans le sens d'un « retour du lien au territoire » (Rieutort, 2009), il faut mentionner qu'étant donné les conditions actuelles d'utilisation de la superficie et d'états des sols après 16 ans d'utilisation de normes strictes de production dans le cadre d'une agriculture contractuelle, l'agriculture familiale a peu de chances de déployer des stratégies de production axées uniquement sur l'agriculture.

¹⁴¹ Interviews réalisées à : Vinicio Quilo, Darwin Quilo, Jaime Nepas (président de la paroisse d'Olmedo et producteurs laitiers à La Chimba), Juillet 2015 – Janvier 2016.

Cependant, comme on l'a vu auparavant, notre étude de cas nous apprend qu'il y a chez le petit élevage bovin laitier quelques exceptions à l'échelle de la communauté (chez les types 1 et 2) des familles qui conservent encore des morceaux de terre destinés à l'agriculture locale. Certes, il ne s'agit pas d'une nouvelle stratégie chez les petits paysans car l'agriculture constitue toujours une source complémentaire de revenus. Malgré cela, ces pratiques encore présentes pourraient être à la base d'initiatives permettant « l'enracinement d'une économie sociale et solidaire » (Latouche et Harpagès, 2012) au territoire. Il s'agit d'alternatives et d'initiatives connues et pratiquées dans les pays européens mais encore faiblement développées et très peu répandues en Amérique Latine ainsi que dans notre zone d'étude, telles que le développement de circuits courts alimentaires de proximité tout en profitant de la croissance démographique de Cayambe ainsi que des 90 Km de distance avec les nouvelles niches alternatives de consommateurs dans la Capitale du pays. Citons également les pratiques faisant référence au développement d'une dynamique de « Systèmes agro-alimentaires localisés » (SYAL), capables d'intégrer plusieurs activités économiques, culturelles et récréatives liées spécifiquement au territoire et où la valorisation des produits alimentaires locales est essentielle ; ici le gouvernement communautaire peut en être à la base¹⁴² (Cañada & Muchnik : 2013).

¹⁴² Dans un SYAL, les activités économiques rassemblent, la production, la transformation et la restauration, et les activités culturelles et récréatives. Celles-ci font référence aux activités de l'ordre, éducatives, festives, tourisme rural, formations, etc.

CONCLUSION

Au terme de cette partie, on a compris que la déterritorialisation constitue un processus à mesure complexe, qui ne se manifeste pas encore dans son état maximal mais qui a certainement progressé de façon très rapide pendant les dix dernières années. On comprend également que face au processus de déterritorialisation et à son avancée, les agricultures familiales ne constituent pas un groupe homogène et n'occupent pas la même position. En effet, il existe depuis longtemps un processus de différenciation sociale qui s'est approfondie dans le contexte de déterritorialisation et qui provoque une distanciation croissante entre les acteurs paysans en termes d'intérêts communs et de stratégies sociales et productives.

À l'échelle territoriale, on a pu identifier l'existence actuelle de trois types d'agricultures familiales caractérisées par une disponibilité de moyens matériels, des pratiques productives ainsi que socio-organisationnelles différentes. La plupart des agricultures familiales (celles appartenant aux groupes 2 et 3), dans la mesure où elles peuvent mieux répondre aux exigences productives provenant de l'agro-industrie, sont déjà en complet alignement ou en transition avec le système d'intégration marchand capitaliste. Cependant, une bonne partie des familles (celles du type 1), du fait de leur faible disponibilité en ressources économiques, se voient encore aujourd'hui contraintes à diversifier leurs stratégies économiques et sociales et ont mieux conservé des pratiques relatives à l'agriculture traditionnelle, à l'entraide et à la réciprocité.

Cette distinction suggère également une distanciation des agricultures familiales qui se fait au profit de la domination de l'espace social par les acteurs économiques externes. Cette domination de l'espace social s'inscrit dans un processus, mené au cours du temps, d'affrontements entre acteurs et de conflits de pouvoir. On a vu que la réussite dans ces affrontements (symboliques) va dépendre de la disponibilité en termes de capitaux des différents acteurs au niveau du « Champ socio-économique ». Effectivement, à partir de l'optique du « Champ » de Bourdieu (2013), on observe, comme des acteurs économiques parviennent à occuper des positions dominantes par l'utilisation de leur disponibilité de capital économique, social, politique et culturel leur permettant de devenir légitimes par rapport à l'imposition de modèles productifs, d'organisations d'acteurs, et d'utilisation de l'espace physique. Autrement dit, leur insertion et consolidation de leur position dominante est devenue possible à travers la construction de réseaux sociaux entre acteurs stratégiques

possédant un niveau similaire en capitaux. Ainsi, il existe par exemple, au sein des sphères dominantes, un développement de réseaux socio politiques inaccessibles aux acteurs paysans, ce qui consolide progressivement la position dominante des acteurs capitalistes et renforcent la relation de subordination existante envers les acteurs paysans. La domination de l'acteur économique externe est évidente et les possibilités de mobilité pour les agricultures familiales au niveau du Champ sont restreintes.

Pour autant, face à des contextes adverses comme celui de la déterritorialisation et malgré la distanciation des agricultures familiales, il existe encore certaines ressources non mobilisées dans sa totalité qui pourraient être à la base d'une amélioration de position des acteurs subordonnés dans le Champ Social, d'une amélioration des termes de négociations avec l'agro-industrie dans le sens d'une récupération de leur autonomie au niveau productif, social et culturel. Il s'agit surtout de leur dotation en ressources de capital social qui peut être renforcés par des initiatives comme celles du « gouvernement communautaire » permettant la reprise du contrôle par les agricultures familiales dans un contexte de domination du territoire par la sphère économique. Le développement de « réseaux sociaux » (Mercklé, 2011), à partir des liens forts comme faibles, deviendrait fondamental pour la mise en marche de processus d'innovation social capable de reconstruire le territoire depuis les forces locales ou, en d'autres termes, mener le territoire vers un processus de reterritorialisation. Comme le signale Latouche et Harpagès (2012 :68), il s'agit de « retrouver le local » ou plus précisément retrouver cette « autonomie économique locale ».

CONCLUSION GENERALE

Cette chronique touche à sa fin [...], il décida alors de rédiger le récit qui s'achève ici, pour ne pas être de ceux qui se taisent, pour témoigner en faveur de ces pestiférés, pour laisser du moins un souvenir de l'injustice [...] et pour dire simplement ce qu'on apprend au milieu des fléaux, qu'il y a dans les hommes plus des choses à admirer que des choses à mépriser »

(Albert Camus, La Peste, 1947).

CONCLUSION GENERALE

1- Un contexte politique difficile pour la recherche critique en milieu rural.

Lorsque le gouvernement Equatorien a refusé le soutien financier (au dernier moment) pour la réalisation de cette thèse, on se demandait quelles en étaient les raisons. On a déjà reçu en cours de route une lettre qui argumentait, entre autres choses, que notre travail ne constituait pas une priorité pour le pays, dans la mesure où il ne contribuait pas au développement de l'innovation technologique ni à l'amélioration de la productivité en matière agricole. Ce type de réponse étalée en trois pages tend à nous avoir montré que la politique agricole du pays n'a pas réellement changé d'orientation depuis les politiques mises en œuvre à partir de la fin des années 1980 et 1990 pendant la période néolibérale. Cette réalité nous a d'autant plus encouragé à continuer notre projet de recherche dont on croyait fermement. Depuis l'Equateur, d'autres organismes tels que le CAAP et la FLACSO ont compris l'intérêt de mener cette étude afin d'approfondir la connaissance du milieu rural équatorien par une approche peu étudiée au pays, celle de l'analyse territoriale. L'étude allait pouvoir mettre en avant l'importance de la construction d'un chemin conduisant vers un processus d'innovation sociale des territoires avant d'envisager directement l'innovation technologique « *top down* » proposée par l'Etat. Ces deux organismes ont décidé de soutenir ce projet de recherche jusqu'à sa fin.

Tout au long de cette étude, on a vu comment l'avancée du capitalisme en milieu rural, à « La Chimba » comme dans la zone d'Olmedo, tire ses origines dans un contexte post réforme agraire pour atteindre sa pleine expansion avec l'établissement des relations contractuelles entre agricultures familiales et agro-industrie laitière.

On a vu qu'actuellement l'accès au marché, à travers cette modalité, constitue pour certains organismes internationaux, un mécanisme important de lutte contre la pauvreté non seulement en Equateur, mais dans toute l'Amérique Latine et dans d'autres pays du sud. Cela fait déjà une trentaine d'années en Equateur que les premières expériences d'agriculture contractuelle sont apparues. Aujourd'hui, cette forme d'intégration verticale fait partie d'une stratégie gouvernementale qui vise à faire face à une exclusion et marginalisation historique des populations paysannes indigènes. En Equateur, le gouvernement (inscrit dans la tendance progressiste caractéristique de la dernière décennie en Amérique du Sud) n'a pas voulu utiliser directement le terme d'agriculture contractuelle mais plutôt le remplacer par celui de « *negocios inclusivos* », soit des « affaires justes et solidaires ». Cependant, au-delà de cette vision « optimiste », plusieurs analyses critiques ont souligné que l'agriculture contractuelle, dans ses diverses modalités, n'est qu'une forme indirecte de subordination des petites paysanneries au capital agro-industriel.

Précisément à Olmedo et notamment dans la communauté de La Chimba, l'insertion au marché par le biais de l'agriculture contractuelle constitue un événement majeur. Ce type d'articulation marchand a marqué une rupture avec l'historicité d'un territoire indigène auparavant caractérisé par l'existence de logiques paysannes basées sur des pratiques de réciprocité et en lien avec une agriculture andine prioritairement destinée à la satisfaction des besoins alimentaires familiaux. Ceci nous a permis d'analyser et de comparer deux scénarios : celui précédant l'agriculture contractuelle avec celui la succédant.

Lors de cette comparaison, l'approche d'analyse territoriale nous a donné la possibilité de mettre en évidence les principales transformations au niveau des dynamiques productives et socio-organisationnelles, survenues dans l'espace rural dans un contexte déterminé par un processus croissant de mondialisation économique. On a constaté au terme de notre analyse, que les transformations repérées ont clairement contribué au développement d'un processus de déterritorialisation confirmé dans cette étude. Il nous faut pourtant préciser et retenir que ce processus se développe progressivement depuis le début de la spécialisation

productive laitière du territoire et s'est ensuite accéléré considérablement depuis le début des premières relations contractuelles entre petits producteurs et l'agro-industrie laitière.

Autant d'un point de vue théorique que méthodologique, nous avons traité et complété l'approche territoriale à partir d'une démarche analytique faisant appel à la sociologie classique. En effet, cet apport aux sciences du territoire est devenu fondamental pour l'analyse d'un processus de déterritorialisation bien particulier. Malgré son état d'avancement élevé, et malgré la domination de l'espace social par l'acteur économique privé (l'agro-industrie), une analyse des rapports de forces, entre les différents acteurs au territoire et leur disponibilité en termes des différents types de capital, a permis de discuter des possibilités de résistance et récupération du contrôle territorial par les acteurs subordonnés. Afin de pouvoir conclure cette étude, il nous faut revenir sur certains éléments importants à retenir.

2- L'importance du contexte historique pour comprendre les transformations contemporaines du territoire.

Certes, on ne pouvait pas commencer à analyser tout de suite les transformations survenues à « La Chimba » depuis le changement de logiques productives imposées dans un contexte d'agriculture contractuelle. Il fallait avant cela aborder l'analyse de certains éléments historiques pour comprendre les différentes dynamiques territoriales qui ont précédé l'arrivée de l'agro-industrie sur le territoire. Lors de cette analyse, on a vu que face à la domination du système d'hacienda (imposé depuis l'époque coloniale), tout un processus de dynamiques endogènes, propres aux acteurs indiens, a favorisé la mise en marche d'une résistance paysanne qui a été à la base de l'émergence d'un processus de territorialisation. Dans ce processus de longue durée, les indiens subordonnés ont développé un système de dynamiques internes, de stratégies familiales et interfamiliales afin de consolider la « communauté interne » à l'hacienda.

Ainsi, après la réforme agraire, la communauté paysanne a réussi à exercer une pression sur les ressources de l'hacienda leur permettant progressivement l'appropriation totale des terres et l'imposition des logiques d'action paysannes au territoire, caractérisées par des pratiques productives, organisationnelles, d'entraide et de solidarité spécifiques au territoire. A la différence d'autres territoires paysans de la Sierra équatorienne, où la réforme agraire avait été un échec, les logiques endogènes d'appropriation territoriale mises

en marche par les indiens de la zone d'Olmedo ont été décisives à l'époque pour la réussite de cette voie paysanne.

Toutefois, cela n'aurait duré qu'une courte période. Très rapidement, dans un contexte de recul du rôle de l'Etat à l'époque néolibérale (années 1990), des ONG nationales et étrangères sont apparues sur le territoire pour proposer des programmes de micro-crédits et d'assistance technique productive dont l'objectif était l'amélioration des revenus monétaires des familles paysannes à travers la spécialisation productive laitière. Une entrée sur le territoire pour l'agro-industrie était tracée et les premières relations articulées autour des contrats sont devenu possibles dès le début du XXIème siècle. À cet instant, le territoire s'est inscrit dans une logique productive, inconnue auparavant des communautés paysannes et, qui allait transformer le territoire relativement rapidement tout en le conduisant vers un contexte de déterritorialisation.

3- Les transformations

On a bien précisé tout au long de ce travail, que les transformations survenues à « La Chimba » ne sont pas uniquement le résultat de la mise en œuvre des relations contractuelles entre petits producteurs familiaux et l'agro-industrie. En effet, à partir du moment où le territoire est analysé en tant que concept dynamique en constante évolution, ces transformations sont le produit d'un processus historique de stratégies, d'interactions et d'interrelations entre différents acteurs pendant la construction territoriale. Dans ce schéma, on a compris au cours de cette étude, que les modalités de production imposées aux agricultures familiales, dans un contexte de mondialisation et « d'expansion planétaire du capitalisme » en milieu rural tel que le signale Entrena Duran (2010a), ont accéléré le rythme des tendances transformatrices du territoire, sans que cela signifie que ces modifications ne seraient pas survenues plus lentement sans agriculture contractuelle.

On a vu comment le changement de logiques productives et l'adoption d'un modèle productiviste, entraîne une première transformation par rapport à l'utilisation de la superficie agricole. Les espaces destinés aux pâturages sont actuellement dominants à « La Chimba » et ont connu une tendance à l'augmentation rapide durant les dix dernières années (période correspondante au passage des contrats de commercialisation vers les contrats de production soutenus par l'Etat). Avec ces nouveaux contrats, les agriculteurs familiaux ont pratiquement perdu leur autonomie de décisions dans la sphère productive. Ainsi les

espaces destinés aux polycultures sont aujourd'hui en voie de disparition et l'agriculture pour l'autoconsommation en diminution. Il y a une rupture progressive entre agriculture et alimentation jusqu'à sa généralisation lors de cette dernière décennie, transformant les habitudes alimentaires des familles paysannes.

D'un autre côté, on a constaté qu'il ne pouvait pas y avoir des transformations à l'échelle économique et productive sans que cela n'affecte les structures sociales et organisationnelles du territoire. En effet, les changements productifs se sont aussi accompagnés par une réorganisation et une reconfiguration des dynamiques relationnelles des petits producteurs laitiers. Ainsi, le poids de l'organisation communautaire traditionnelle s'est vu sérieusement affecté au détriment de la figure de l'association de producteurs laitiers, laquelle possède actuellement plus d'intérêt et d'implication de la part des agriculteurs. Actuellement, on a pu constater à partir de l'étude, le déclin des pratiques de solidarité et réciprocité traditionnelles ce qui menace le maintien des sentiments d'appartenance et de similitude - éléments nécessaires à la survie du lien social à l'échelle communautaire.

Mais au-delà des transformations mises en évidence à partir de l'analyse territoriale, il fallait également préciser qu'il y a chez les paysanneries locales une perte d'indépendance et de contrôle de la sphère productive et sociale. Ce phénomène s'amplifie rapidement au fur et à mesure que l'intégration au marché par l'agriculture contractuelle prend une forme verticale. Aujourd'hui, « les coordinations et les organisations » ne sont plus déterminées par des dynamiques internes ou endogènes (Campagne et Pecqueur, 2014). On peut donc confirmer l'existence d'un processus croissant de déterritorialisation, qui progresse parallèlement au degré d'articulation de la communauté paysanne au marché capitaliste.

Mais on ne pouvait pas se contenter de dire, tout simplement, que le territoire s'affrontait à un processus de déterritorialisation caractérisé par la perte partielle ou totale du contrôle par les acteurs locaux. Effectivement, l'analyse territoriale allait nous faire comprendre plus tard qu'on était face à un contexte unique de déterritorialisation qui ne pouvait pas se reproduire de la même façon dans d'autres territoires du fait de l'existence d'acteurs locaux spécifiques possédant des logiques et des dynamiques organisationnelles propres à leur territoire. Certes, il y a forcément eu, au cours de ces 15 dernières années, une redéfinition des rapports de force et des relations de pouvoir au territoire. Mais comprendre comment

elles se manifestaient allait nous permettre de discuter des possibilités des agricultures familiales à reprendre le contrôle de leur territoire.

4- Des acteurs inégaux face à la déterritorialisation et les possibilités de reterritorialisation

Pour ce faire, être capable de mesurer ce processus complexe (du fait de ses multiples facteurs de manifestation) est devenu fondamental dans cette étude. Le calcul de l'indice de déterritorialisation a aidé à mettre en évidence un processus qui ne se manifeste pas encore dans sa totalité, mais qui présente un degré d'avancement plutôt élevé. On a pu ensuite rendre compte que, face à ce processus, il n'y avait pas qu'un seul type d'agriculture familiale, mais plusieurs comportant certainement de nombreux points communs mais avec des intérêts et des stratégies différentes. Certaines mènent des actions afin de répondre aux exigences agro-industrielles et de rester compétitifs dans le marché laitier, d'autres, essaient de résister face à des contextes socio-économiques adverses alors que celles qui restent sont en transition.

Face à cela, l'apport de la sociologie classique ainsi que celui de la sociologie économique aux sciences du territoire a été utile afin d'analyser et d'introduire des réflexions autour d'une hétérogénéité sociale des acteurs locaux et mettre en évidence les différents rapports de force qui en découlent. On a dépassé ici le concept du territoire en tant qu'espace construit et espace vécu, pour également intégrer l'idée qu'il s'agit d'un espace de conflits et de pouvoirs.

On a pu donc constater, qu'actuellement, au sein du même territoire, coexistent trois types d'agricultures familiales qui connaissent depuis longtemps un processus de différenciation sociale apparu après la réforme agraire et qui s'est accentué avec la déterritorialisation. Cette différenciation sociale, dans la mesure où elle contribue à une distanciation interne entre les acteurs paysans et leurs intérêts et stratégies communes, a été analysée en tant que facteur favorable à la domination de l'espace social par l'agro-industrie.

L'espace social, tel qu'il a été analysé par Bourdieu (1993 ; 2013), constitue également un champ socio – économique qui peut devenir un champ de luttes ou, en d'autres termes, un champ d'affrontements symboliques entre acteurs occupant des positions différentes (de

domination, intermédiaires et de subordination) selon leurs disponibilités en capitaux (social, économique, et culturel).

D'après l'analyse du champ socio-économique, présent dans notre zone d'étude, on a pu constater que les agricultures familiales se trouvaient dans une situation de subordination avec des possibilités restreintes à pouvoir mener, comme le soulignent Hervieu B et Purseigle F (2013), des « résistances aux changements ». Pourtant, en analysant les positions des acteurs selon la disponibilité en termes de capitaux, même en cas de domination de l'agro-industrie, il subsiste encore certaines ressources non mobilisées dans leur totalité et pouvant être à la base d'une amélioration de la position des acteurs dominés dans le champ social. Il s'agit surtout des ressources en capital social concentrés dans le type 1 et 2 d'agricultures familiales, ainsi que des ressources en capital économique disponibles dans le type 2 et 3, qui peuvent être renforcés à partir de quelques initiatives d'organisations et développement de nouvelles formes de gouvernements communautaires proposées par le gouvernement local. Ces derniers peuvent effectivement être à la base d'une amélioration des termes de la négociation avec l'agro-industrie et d'un meilleur accès à des réseaux sociaux favorables à la construction d'un groupement solide d'acteurs paysans en partenariat avec les acteurs privés et les acteurs politiques.

Certes on suggère par-là les possibilités des acteurs à pouvoir mettre en place un système de gouvernance territorial. Pour autant, on constate à travers cette analyse, que ce modèle, implique absolument le rééquilibrage des rapports de forces existant dans l'espace social. Cela dépendra notamment des stratégies visant l'accumulation de certaines formes de capital afin d'améliorer les positions des acteurs dans le champ socioéconomique. Ceci pourrait sans doute être à la base de nouveaux projets de valorisation de ressources et donc d'une récupération de leur autonomie au niveau productif, social et culturel.

5- Perspectives pour l'approfondissement de l'étude :

Cette étude s'est inscrite dans une ligne de travaux contribuant à la compréhension des potentiels de l'agriculture familiale paysanne à pouvoir résister face à l'avancée du capitalisme en milieu rural. L'idée était d'apporter des éléments pertinents à une discussion sur le potentiel des territoires ruraux et leurs capacités à générer des logiques endogènes de développement pour résister à l'intégration verticale au marché capitaliste. Les sciences du territoire ont constitué le cadre d'analyse adéquat pour rendre compte des transformations

et pouvoir analyser les dynamiques spécifiques des acteurs paysans face à un contexte de déterritorialisation. Mais aussi, comme on vient de le signaler, l'apport de la sociologie classique et de la sociologie économique aux sciences du territoire ont permis d'introduire l'analyse des rapports de force sur territoire et de discuter ses possibilités face à un contexte adverse dominé par l'agriculture capitaliste en milieu rural.

Des recherches complémentaires sont actuellement indispensables pour identifier plus en détails le rôle des dynamiques organisationnelles fondées sur « des logiques de coordination horizontales » (Maillat, 2011 : 37) et leur capacité de génération de nouvelles possibilités de récupération de contrôle territorial par les agricultures familiales paysannes dans des espaces dominés par les différentes formes d'agricultures d'entreprises aux pays du sud. Etant donné qu'il existe déjà plusieurs études descriptives qualitatives, la priorité est le développement d'analyses quantitatives capables d'approfondir, par exemple, l'analyse des réseaux sociaux à travers la création de nouveaux indicateurs spécifiques aux niveaux de capital social et de confiance et ainsi pouvoir mesurer le degré d'intensité des relations horizontales pour finalement montrer en quoi ces dernières peuvent être à la base de nouvelles logiques endogènes de développement. Cela reste effectivement un point central qui a été peu traité et peu intégré dans le champ d'études du territoire, en particulier s'agissant des études rurales équatoriennes comme latino-américaines.

BIBLIOGRAPHIE :

- ABDO LOPEZ, Gustavo (1996), *La casa campesina de Cayambe. Experiencias comunitarias de desarrollo*, Fondo Ecuatoriano canadiense de Desarrollo – FECD, Quito.
- ACOSTA, Alberto (2002), *Breve Historia económica del Ecuador*, Biblioteca general de cultura, Corporación editora nacional: Quito
- ALBERT, C et KOUVOUAMA, A (2013), *Déterritorialisation : effet de mode ou concept pertinent ?* Presses de l'université de Pau et des pays de l'Adour : Pau
- ARROCENA, José (1986), *Le développement par l'initiative locale. Le cas Français*. L'harmattan, Paris.
- ARROYO, G; RAMA, R y RELLO, F (1985), *Agricultura y alimentos en América Latina: El poder de las transnacionales*. México DF: Universidad Autónoma de México (UNAM) e Instituto de Cooperación Iberoamericana (ICI)
- AUBRON, Claire; *et al* (2013), *Producción campesina lechera en los países Andinos: Dinámicas de articulación a los mercados*. SIPAE: Quito
- AUBRON, Claire (2014), «Ganadería lechera: ¿Una vía de desarrollo para los países andinos?», *Revista agraria* No.164, pp :10-11
- AZCUY AMEGHINO, Eduardo (2014), “Durmiendo con el enemigo: Capitalismo y Campesinado en Argentina”, Separata de la *Revista Interdisciplinaria de estudios agrarios* No.40.
- BAGES, Robert (1974) « Exode rural et mobilité sociale ». In : *Population*, 29^e année, n°1, pp. 121-131.
- BAIR, Jennifer (2008), *Frontiers of Commodity Chain Research*, Stanford University Press
- BARAHONA, Rafael (1965), “Una tipología de haciendas en la sierra ecuatoriana”, en DELGADO, Oscar (ed), *Reformas Agrarias en América Latina: Procesos y perspectivas*, Fondo de Cultura Económica, México. pp. 688-696
- BARTRA, Roger (1974), *Estructura agraria y clases sociales en México*, Ediciones Era, México DF.
- BARSKY, Osvaldo *et al* (1980), *Ecuador: Cambios en el agro serrano*, FLACSO-CEPLAES, Quito.
- BARRACLOUGH, Solon y COLLARTE, J Carlos (1971), “Ecuador” en *El hombre y la tierra en América Latina. Resumen de los informes CIDA sobre tenencia de la tierra en*

Argentina, Brasil, Colombia, Chile, Ecuador, Guatemala, Perú. ICIRA-Ed Universitaria, Santiago.

- BARRERA M, Victor y LEON V, Vicente (1991), “Diagnostico agro socioeconómico de la actividad lechera en Cayambe”, *Boletin C.R*, Instituto Nacional Autonomo de investigaciones Agropecuarias (INIAP), Quito.
- BAUDELLE, G ; GUY, C ; MERENNE-SCHOUMAKER, B (2011), *Le développement territorial en Europe, Concepts, enjeux et débats*, Editions Presses Universitaires de Rennes.
- BAUDRY Jacques et LAURENT Catherine (1993), « Paysages ruraux et activités agricoles », *Courrier de l’environnement de l’INRA*, No 20
- BECKER, Marc y TUTILLO Silvia (2009), *Historia Agraria y social de Cayambe*, FLACSO – Ediciones Abya-Ayala, Quito
- BELLO, Walden (2012), *La fabrique de la famine. Les paysans face à la mondialisation*, Carnets nord, Paris.
- BENOIT-CATTIN Michel « L’agriculture familiale et son développement durable », *Économie rurale*, 300 | 2007, 120-123.
- BERNARD, Allain (1982), *Diagnostico socio-económico del sector rural ecuatoriano*, MAG-IRD-SIPAE (Versión Digital), Quito
- BERGER, A ; CHEVALIER, P ; Cortes, G et Dedeire, M (2009), *Héritages et trajectoires rurales en Europe*, L’harmattan, Paris
- BERNSTEIN, Henry (2012), *Dinámicas de clase y transformación agraria*, Universidad autónoma de Zacatecas – Miguel Angel Porrua, Mexico
- BERNSTEIN, Henry (2014), “Food sovereignty via the peasant way: a skeptical view”, *The journal of Peasant Studies*, Vol.41 - No. 6, pp. 1031-1063
- BONNEMAISON, J (1981), « Voyage autour du territoire », *L’espace géographique*, No.4, pp : 249 – 262
- BONNY, Sylvie, « Les systèmes de production agricole dans la chaîne agroalimentaire : position et évolution », *Économie rurale* [En ligne], 288 | Juillet-août 2005, URL : <http://economierurale.revues.org/2751>
- BOSC, P *et al* (2014), « Définir, caractériser et mesurer les agricultures familiales », dans, Sourisseau J (ed), *Agricultures familiales et mondes à venir*, Editions Quæ, Paris.

- BOURDIEU Pierre, SAYAD Abdelmalek – 1964, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*. Les Editions de Minuit, Paris
- BOURDIEU, Pierre (1980), « Le capital Social, notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Volume 31.
- BOURDIEU, Pierre (1993), *La misère du monde*, Editions du Seuil, Paris
- BOURDIEU, Pierre (1993), « Effets de lieu », dans *La misère du monde*, Editions du Seuil, Paris
- BOURDIEU, Pierre (2003), « La fabrique de l'habitus économique » *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* n° 150 : 79-90.
- BOURDIEU, Pierre et WACQUANT, Loïc (2005), *Una invitación a la sociología reflexiva*, Siglo Veintiuno Editores, Argentina.
- BOURDIEU, Pierre (2012), *Sur l'Etat*, Paris : Le Seuil.
- BOURDIEU, Pierre (2013), « De la méthode structurale au concept du champ », en *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, N° 200, décembre, Seuil, Paris.
- BOURDIEU, Pierre (2015), *Sociologie Générale, Volume 1. Cours au collège de France (1981 – 1983)*, Paris, Raisons d'agir.
- BRAUDEL, Fernand, (1969), *Ecrits sur l'histoire*, Flammarion, Paris
- BRETON, Víctor (1997), *Capitalismo, Reforma agraria y organización comunal en los Andes. Una introducción al caso Ecuatoriano*, Edicions de la Universitat de Lleida, España.
- BUCLET, Nicolas (2011), « Territoire, innovation et développement durable : l'émergence d'un nouveau régime conventionnel ? », *Revue d'économie régionale et urbaine*, No. 5 (décembre), pp : 911-940
- CANADA SANZ, Javier et MUCHNIK, Jose (2012) « Introduction : Ancrage et identité territoriale des systèmes agroalimentaires localisés », *Economie rurale*, No. 322 mars – avril
- CAMPAGNE, Pierre et PECQUEUR, Bernard (2014), *Le développement territorial. Une réponse émergente à la mondialisation*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris
- CARRICART, Pedro (2012), « Procesos de territorialización y desterritorialización en el mundo cooperativo », *Revista interdisciplinaria de estudios agrarios*, No 36, pp: 29 – 56, UBA: Argentina

- CARY, P et JOYAL, A (2011), *Penser les territoires, en hommage à Georges Benko*, Presses universitaires de Quebec
- CHAYANOV, Alexander V (1985), *La organizacion de la unidad economica campesina*, Ediciones Nueva vision, Buenos Aires.
- CHIASSON, G. avec la collaboration de V. Nterizembo (2012). « Territorialisation », dans L. Côté et J.-F. Savard (dir.), *Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*.
- CHIRIBOGA, M *et al.* (2007), *Mecanismos de articulación de pequeños productores rurales a empresas privadas. PPR-EP*, Informe Nacional Ecuador, RURALTER, Quito.
- CHIRIBOGA, Manuel (2008), «El papel de las instituciones en territorios rurales sujetos a acciones de reforma agraria» en Luciano Martinez (coomp), *Territorios en mutación: repensando el desarrollo desde lo local*, FLACSO – Ministerio de cultura
- CHOLANGO, Humberto (2015), “Dialogo y participación para el desarrollo territorial. Visión desde el cantón Cayambe” en MARTINEZ GODOY, Diego y CLARK, Patrick, *Desarrollo territorial en Ecuador*, CONGOPE - Abya-Yala: Quito
- CIDA (Comité interamericano de Desarrollo agrícola) (1965), *Tenencia de la tierra y desarrollo socio-económico del sector agrícola. Ecuador*, Washington: Unión Panamericana.
- CLERC, Denis (2009), *Comprendre les économistes*, Les petits matins, Alternatives économiques : Paris
- COCHET, H (2011), *L'agriculture comparée*, Editions Quæ : Paris
- COCHET, H ; AUBRON, C ; JOBBE-DUVAL, M (2009), « Quelles sont les conditions pour une intégration marchande porteuse de développement durable pour les paysanneries Andines ? » *Les cahiers d'outre-mer*, No.247, pp : 395-417
- COCHOY, Franck (sous la direction) (2012), *Du lien marchand, comment le marché fait société*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse.
- COLLETIS G, et PECQUEUR, B (1993), « Intégration des espaces et quasi intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives », *Revue d'économie régionale et urbaine*, No.3
- COULEUX, DEDIEUX (2009), CEP, Ministère agriculture, Note de fond No5, La contractualisation dans le secteur laitier.

- COURLET, Claude (2008), *L'économie Territoriale*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble
- COSTALES S, Piedad y Alfredo (1987), *Pesillo. Documentos para su historia*, Ediciones Abya- Yala, Quito.
- COMITÉ INTERAMERICANO DE DESARROLLO AGRICOLA "CIDA" (1966), Informe de Tenencia de la tierra y desarrollo socio-económico del sector agrícola - Ecuador, Secretaría general de la OEA.
- CRAVIOTTI, Clara, (2010), "La producción familiar en la globalización agroalimentaria: la diferenciación social en la citricultura del noroeste argentino". *Revista europea de Estudios Latinoamericanos y del caribe*, No.89, pp: 65-85
- CRESPI, Muriel (1976), "Mujeres campesinas como líderes sindicales: la falta de propiedad como calificación para puestos políticos". *Estudios Andinos* (5) 1, pp. 151 – 171.
- DENIEUIL, Pierre-Noel (2008), « Développement social, local et territorial : repères thématiques et bibliographiques sur le cas français », *Mondes en développement*, n° 142, p. 113-130.
- DI MEO, GUY (1998), « De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie ». *L'information géographique*. Volume 62, No.3, pp: 99-110.
- DI MEO, GUY (2014), *Introduction à la géographie sociale*. Armand Colin : Paris
- DOLLFUS, Olivier (1981), *El reto del espacio Andino*, Instituto de estudios peruanos
- DOLLFUS, Olivier (1991), *Territorios Andinos, reto y memoria*, Instituto frances de estudios Andinos (IFEA)
- DUCHESNE, Sophie et HAEGEL, Florence (2013), *L'entretien Collectif*, Armand Colin, Paris.
- DURKHEIM, Emile (2013), *De la division du travail social*, Presses Universitaires de France, Paris
- DUVAL, Julien (2015), « Espace social et Capitaux : quelques éléments sur des transformations des structures sociales au cours des 30 à 40 dernières années. », Papier présenté au colloque International : *Recherche et Régulation 2015*, Paris 10-12 Juin 2015.

- EATON, Charles ; SHEPHERD, Andrew W (2002), *L'agriculture contractuelle, des partenariats pour la croissance*, Bulletin des services agricoles de la FAO, No.145, FAO, Rome.
- ECHANOVE HUACUJA, Flavia (2008), “Globalización, agroindustrias y agricultura por contrato en México”, *Geographicalia*, No. 54, pp.45 - 60
- ENTRENA DURAN, F (1998), “La desterritorialización de las comunidades locales rurales, y su creciente consideración como unidades de desarrollo” *Revista de Desarrollo Rural y Cooperativismo Agrario*, N° 3.
- ENTRENA DURAN, F (2010), Dinámicas de los territorios locales en las presentes circunstancias de la globalización Estudios Sociológicos [online], XXVIII (septiembre-diciembre)
- ENTRENA DURAN, F (2010), «Los territorios locales como espacios sociales: Una aproximación a sus dinámicas en la era de la globalización», en, Sanchez Vera, P y Riella, A, *Globalización y perspectivas de la integración regional*, Editum, Universidad de Murcia.
- FALS BORDA, Orlando (1971), *Cooperatives and rural development in Latin America. An analytic report*, UNRISD, Geneva
- FAO (1964), *Plan de recolonización de las haciendas administradas por la Junta Central de la Asistencia Social del Ecuador*, FAO/SF:3/ECU, Roma
- FAURAUX, Emmanuel (1985), « Le problème des jeunes leaders paysans dans les communautés de l'Equateur Andin ». *Cahiers. OSTROM*, 2-3, pp. 197-202
- FAVREAU, Louis et MOLINA, Ernesto (2011), *Economie et société. Pistes de sortie de crise*. Presses de l'Université du Québec, Québec.
- FEDER, Ernest (1977), “Campesinistas y descampesinistas. Tres enfoques (no incompatibles) sobre la destrucción del campesinado”, *Comercio Exterior*, Vol.27, No.12, Mexico - pp. 1439-1446
- FERRATON, Nicolas ; TOUZARD, Isabelle (2009), *Comprendre l'agriculture familiale, Diagnostic des systèmes de production*, Editions Quae, Grembloux.
- FERRARO, Emilia (2004), *Reciprocidad, Don y Deuda. Relaciones y formas de intercambio en los Andes Ecuatorianos, La comunidad de Pesillo*. FLACSO- Ecuador, Ediciones Abya – Yala.
- Fondo Ecuatoriano Canadiense de Desarrollo - FECD (1996), *La Casa Campesina de Cayambe: Experiencias comunitarias de desarrollo*, FECD, Quito.

- FREGUIN-GRESH S, ANSEEUW W., D'HAESE M., 2012: *Demythifying Contract Farming: Evidence from Rural South Africa*, 2012 Conference, August 18-24, 2012, Foz do Iguacu, Brazil 126567, International Association of Agricultural Economists.
- FURCHE, Carlos (1980), «Lógica de funcionamiento interno y racionalidad económica en empresas campesinas asociativas: El caso de dos cooperativas en el cantón Cayambe», en, BARSKY *et al*, *Ecuador: Cambios en el agro serrano*, FLACSO-CEPLAES, Quito. pp. 105-130.
- GAD Olmedo (2015), Plan de desarrollo y Ordenamiento territorial de la Parroquia de Olmedo (PDOT).
- GANA, A et RICHARD, Y (2014), *La régionalisation du monde*, IRMC – Karthala
- GANA, A et TERRAZZONI L (2014), « Quelles contribution de la sociologie et de l'anthropologie à l'analyse de l'intégration régionale ? » dans GANA, A et RICHARD, Y, *La régionalisation du monde*, IRMC – Karthala, pp :113 – 127
- GARCIA, Ana Laura (2013), «Productores familiares y agricultura de contrato. Vínculos y estrategias en el caso de la avicultura entreterriana », *Revista Pampa*, n° 09, p. 207
- GARCIA, Antonio (1973), *Reforma Agraria y dominación social en América Latina*, Ediciones S.I.A.P, Buenos Aires.
- GARCIA PASCUAL, Francisco (coordinador) (2000), *El mundo rural en la era de la globalización: incertidumbres y potencialidades*, Serie Estudios, Universitat de Lleida, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación. España
- GASSELIN, Pierre (2000), *Le temps des roses : La floriculture et les dynamiques agraires de la région agropolitaine de Quito (Equateur)*, Thèse de doctorat, Institut National Agronomique Paris – Grignon.
- GEREFFI, Gary, HUMPHREY, John, STURGEON, Timothy (2005), “The Governance of global Value Chains”. *Review of International Political Economy*.
- GHEZALI, Tarik et SIBILLE, Hugues (2010). *Démocratiser l'économie, le marché à l'épreuve des citoyens*. Editions Grasset & Fasquelle, Paris.
- GIDDENS, Anthony (1999), *Consecuencias de la modernidad*, Madrid, Alianza .
- GODET, Michel ; DURANCE, Philippe et MOUSLI, Marc (2010), *Libérer l'innovation dans les territoires*, La Documentation Française, Paris.

- GRANOVETTER, Mark (1985). “Economic action and social structure, The problem of Embeddedness”, *American Journal of Sociology*, Vol 91, No – 3, pp: 81-510
- GRANOVETTER, Mark (2000). *Le marché autrement, Les réseaux dans l'économie*. Desclée de Brouwer, Paris.
- GUERRERO Andrés, (1991), *La semántica de la dominación*, Ed. Libri Mundi, Quito.
- GUERRERO Andrés, (1991a), “Estrategias campesinas indígenas de reproducción: de apegado a Huasipunguero. Cayambe 1983” en Andrés GUERRERO, *De la economía a las mentalidades*, Editorial El Conejo, Quito
- GUERRERO Fernando, (1987), *Estrategias de reproducción y características de las unidades domesticas de Moyurco y La Chimba* (Estudios de Caso), Document non publié.
- GUERRERO Fernando y OSPINA Pablo (2003), *El poder de la Comunidad*, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales CLACSO, Buenos Aires
- HAESBAERT Rogério, (2012), «Del mito de la desterritorialización a la multiterritorialidad», seminario permanente: *Cultura y representaciones sociales*, Instituto de investigaciones sociales - UNAM, Mexico
- HAUBERT, Maxime (1981), «De la tradition communautaire à la modernité coopérative : évolution, greffage ou récupération ? » *Tiers Monde* No.22 (88). Pp. 789-806
- HAUBERT, Maxime (1989), « Coopératives de réforme agraire et sécurité alimentaire dans la sierra équatorienne », *Etudes rurales*, pp : 157 – 172
- HERNANDEZ *et al*, (2013), “Articulación del sector lácteos campesino ecuatoriano al mercado”, en AUBRON *et al*, *Producción campesina lechera en los países andinos: dinámicas de articulación a los mercados*. SIPAE, Ecuador, Quito
- HERNANDEZ Valeria y PHELINAS Pascale (2012), “Débats et controverses sur l’avenir de la petite agriculture”, *Autrepart*, No. 62, p.3-16.
- HERRAN, J (2009), *Programa de micro crédito de la Casa Campesina de Cayambe*, Tesis de Maestría en Desarrollo Local, Universidad Politécnica Salesiana, Quito.
- HERRAN, Javier (2011), « El Micro crédito como gestión compartida: La experiencia de la Casa Campesina de Cayambe, en TORRES, Víctor Hugo, *Alternativas de vida, Trece experiencias de desarrollo endógeno en Ecuador*, Universidad Politécnica Salesiana, Quito. pp.47-68.

- HERVIEU, BERTRAND (2003), « La ruralité française : Une place singulière en Europe » *Projet*, No.274, pp. 33-42
- HERVIEU, BERTRAND et PURSEIGLE, François (2013), *Sociologie des mondes agricoles*, Armand Colin, Paris
- HIRSCHMAN, Albert O (1988), « The Pinciple of conservation an mutation of social energy » in Annis, Sheldon and Hakim Peter (eds.), *Direct to the Poor. Grassroots Development in Latin America*. Boulder & London: Lynne Rienner Publishers.
- HOUTART, François (2011), “El concepto del Sumak Kawsay (Buen Vivir) y su correspondencia con el bien común de la humanidad”, *Ecuador Debate*, n° 84, 57-76, CAAP.
- INEC (2000), Datos del Censo Agropecuario
- JEAN, Bruno (2011), « Les régions qui gagnent. La prospective mise au défi de comprendre les dynamiques rurales contemporaines », dans CARY, P et JOYAL, A, *Penser les territoires, en hommage à Georges Benko*, Presses universitaires de Quebec
- JOUVE, Philippe et CASSE, Marie-Claude (éditeurs scientifiques) (1999), « Dynamiques agraires et construction sociale du territoire », Actes du séminaire,
- KAY, Cristobal (2000), “Los paradigmas del desarrollo rural en América Latina” en GARCIA PASCUAL, Francisco (coordinador), *El mundo rural en la era de la globalización: incertidumbres y potencialidades*, Serie Estudios, Universitat de Lleida, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación. España
- KAY, Cristobal (1999), “Mirando atrás: el tiempo de las reformas agrarias”, en Envio 208, <http://www.envio.org.ni> .
- KAY, Cristobal (2007), “Enfoques sobre el desarrollo rural en América Latina y Europa desde mediados del siglo XX”, en PEREZ, Edelmira, *La enseñanza del desarrollo rural: Enfoques y perspectivas*, (Ed): 49-111, Universidad Javeriana, Bogotá.
- KROLL J-C ; TROUVE, Aurélie (2012), « Faut-il encore réguler les marchés agricoles, l'exemple des quotas laitiers », *Economie appliqué* No.4
- KOURTESSI-PHILIPPAKIS, Georgia (2011), « La notion de territoire : définitions et approches » in KOURTESSI-PHILIPPAKIS, Georgia et TREUIL René, *Archéologie du territoire, de l'Egée au Sahara*, Publications de la Sorbonne, Paris
- KOUVOUAMA, A (2013), « Le territoire, espace de tensions ? » pp : 121 - 132, dans ALBERT, C et KOUVOUAMA A, *Déterritorialisation : effet de mode ou concept pertinent ?*, Presses de l'université de Pau et des pays de l'Adour : Pau.

- LAMARCHE, Hugues (1994), *L'agriculture familiale, comparaison internationale*, Collection Alternatives rurales, L'Harmattan, Paris.
- LATOUCHE, Serge (2005), *L'occidentalisation du Monde*, La découverte, Paris
- LATOUCHE, Serge et HARPAGES, Didier (2005), *Le temps de la décroissance*, Le bord de l'eau, Lormont.
- LAPEZE, Jean (dir) (2007), *Apport de l'approche territoriale à l'économie du développement*, L'Harmattan: Paris
- LAVILLE, Jean-Louis et HILLENKAMP, Isabelle (2013), *Socio économie et démocratie, L'actualité de Karl Polanyi*, Editions ERES, Toulouse
- LAURENT, Eloi (2012), *Economie de la confiance*, Editions La découverte, Paris
- LEBARON, Frédéric (2011), *Les indicateurs sociaux au XXIème siècle*, Les Topos, Editions Dunod, Paris
- LENIN, (1974), *El Desarrollo del capitalismo en Rusia*, Ed. La Oveja Negra, Medellín.
- LE BERRE, (1995), « Territoires » in BAILLY, A ; FERRAS, R et PUMAIN, D (dir.), *Encyclopédie de la géographie*, Paris, Economica, pp. 601-622
- LE CHAU ; PAPAIL, J (1989), « Transformations agraires et mobilités de la main d'œuvre dans la région nord andine de l'Equateur », Centre Français sur la population et le développement, Les dossiers du CEPED No8, Paris.
- LE QUANG, Mathieu et VERCOURTERE T, (2013). *Ecosocialismo y Buen Vivir, Dialogo entre dos alternativas al capitalismo*. Cuadernos Subversivos, n° 1, IAEN, Quito
- LEWONTIN, Richard (1988), « The maturing of capitalist agriculture : Farmer as proletarian », *Monthly review*, Vol. 50, No.3, pp.72 – 84
- LEZY, Emmanuel (2007), « Le Nord vu du Sud, ou « qui pôle plus, pôle moins ». Le rôle du géomagnétisme dans la perception et la construction de l'identité et des territoires traditionnels amérindiens», *Autrepart* (n° 41) , p. 113-134
- LICANDRO, O (2012), « Los Negocios inclusivos », Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo, Escuela virtual del PNUD, www.escuelapnud.org, 20.p
- LINCK, Thierry (2006), “La economía y la política en la apropiación de los territorios”, *Revista ALASRU, Nueva Época, Analisis Latinoamericano del medio rural*, No.3, pp: 251 – 285

- LIPTON, Michael (2009), *Land reform in Developing Countries*, Routledge, London.
- LOMBARD, J ; MESCLIER, E et VELUT, S (dir.) (2006), *La mondialisation côté Sud. Acteurs et territoires*. Paris, IRD.
- LOSCH, Bruno (2014), « Les agricultures familiales : au cœur de l’histoire des agricultures du monde », dans, Sourisseau J. (ed), *Agricultures familiales et mondes à venir*, Editions Quæ, Paris.
- MADELINE Fanny (2008), « L’empire et son espace. Héritages, organisations et pratiques », *Hypothèses* (11), p. 213-225
- MAcCALLUM, Diana; MOULAERT, Frank; HILLIER, Jean; VICARI HADDOCK, Serena (2009), *Social Innovation and Territorial Development*, Ashgate Publishing Limited, Great Britain.
- MAG – IERAC (1977), *Evaluación del proyecto sectorial Cayambe*, IERAC-MAG-JUNAPLA (mimeo), Quito.
- MAGAP-IICA (2006), “La agroindustria en el Ecuador, Un diagnóstico integral”, Quito, septiembre.
- MAGAP (2016), *La política agropecuaria ecuatoriana. Hacia el desarrollo territorial rural sostenible 2015 – 2025. Parte 1*, Quito.
- MAILLAT, Denis (2011), « Globalisation, systèmes territoriaux de production et milieu innovateur » dans CARY, P et JOYAL, A, *Penser les territoires, en hommage à Georges Benko*, Presses universitaires de Quebec
- MARTINEZ VALLE, Luciano (1980), *La descomposición del campesinado en la sierra ecuatoriana*, Editorial El Conejo: Quito.
- MARTINEZ VALLE, Luciano (1983), *Changements dans la forcé de travail rural. Le cas de la Sierra en Equateur*. Thèse de Doctorat, sous la direction de Jacques Chonchol. Université de Paris 3, Sorbonne Nouvelle – IHEAL.
- MARTINEZ VALLE, Luciano (1983), “Capitalismo agrario: Crisis e impacto social”, en Luciano MARTINEZ VALLE, et al. *Ecuador Presente y futuro*, Editorial el Conejo, Quito. pp.39-84.
- MARTINEZ VALLE, Luciano (1984), *Pobreza y Migración* » en CHIRIBOGA *et al. Ecuador Agrario*, Editorial El Conejo, Quito.

- MARTINEZ VALLE, Luciano (1995), *Familia campesina y comportamiento demográfico, el caso de las cooperativas indígenas de Cayambe*, AEPO, Colección Avances, No 1, Quito.
- MARTINEZ VALLE, Luciano y NORTH, Liisa (2009), *Vamos dando la vuelta. Iniciativas endógenas de desarrollo local en la Sierra ecuatoriana*, FLACSO, Sede Ecuador.
- MARTINEZ VALLE, Luciano (2014), “La heterogeneidad de las agriculturas familiares en el Ecuador” en Craviotti *et al.*, *Agricultura familiar en Latinoamérica. Continuidades, transformaciones y controversias*, Ediciones CICCUS, Buenos Aires.
- MARTINEZ VALLE, Luciano (2015), *Asalariados rurales en territorios del agonegocio: Flores y Brócoli en Cotopaxi*, Serie Cuadernos de Trabajo, FLACSO – Ecuador: Quito
- MARTINEZ VALLE, Luciano (2016), “La crisis de los procesos de cooperación y solidaridad entre el campesinado andino de Ecuador”, *En prensa*
- MARTINEZ VALLE, Luciano et MARTINEZ GODOY, Diego (2016), « Crise des Organisations traditionnelles Paysannes et déterritorialisation dans les Andes Equatoriens ? Le cas de Cotopaxi et Cayambe », dans Divers Auteurs, *Agricultures familiales, territoires et perspectives de développement dans les Suds*, Editions Karthala, IRMC, Paris. (A paraitre)
- MARTINEZ GODOY, Diego (2013), “La Asociación lechera: ¿Desarrollo local o subordinación productiva? El caso de la comunidad La Chimba, Cayambe”, CAAP, Ecuador Debate, No.89. p. 119–133.
- MARTINEZ GODOY, Diego y CLARK, Patrick (2015), *Desarrollo territorial en Ecuador*, CONGOPE - Abya-Yala: Quito
- MARTINEZ GODOY, Diego (2015), “Entre economía social y economía popular. Confusiones y desaciertos políticos en el Ecuador del Buen Vivir”, *Revista Eutopia*, Flacso – Ecuador, pp: 147 – 161.
- MARSHALL, Anaïs *et al.*, (2012), « Les petits producteurs dans le nouveau modèle agro-exportateur péruvien : entre subordination et stratégies propres », *Autrepart* (N° 62), p. 57-73.
- MARX, Carlos / ENGELS Federico (1973), “Manifiesto del partido comunista” en, *Obras escogidas*, Tomo IV, Buenos Aires: Editorial Ciencias del hombre.

- MAUREL, Marie-Claude (2009), « Penser l'historicité des territoires », En BERGER, A ; CHEVALIER, G ; CORTES, M ; DEDEIRE, *Héritages et trajectoires rurales en Europe*, L'harmattan, Paris. pp.21-40
- MAUSS, Marcel 2001, *Sociologie et anthropologie*, Paris : Presses Universitaires de France.
- MAZOYER, Marcel, ROUDART, Laurence (2002), *Histoires des agricultures du monde*, Collection Points, Editions Seuil : Paris.
- MELE, Patrice (2009), Identifier un régime de territorialité reflexive, in VANIER, Martin (dir.), *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- MENDRAS, Henry (1992), *La fin des Paysans*, Babel : Paris
- MERCKLE, Pierre (2011). *Sociologie des réseaux sociaux*, Éditions La Découverte, Paris.
- MESCLIER E., CHALEARD J.-L. (2007), " *Niepos: cambios productivos y recomposición territorial en la sierra del Perú* ", Table ronde " Las nuevas figuras del mundo rural latinoamericano". 5e Congrès européen des latino-américanistes CEISAL, Bruxelles : Belgique <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00334033>
- MOINE, Alexandre (2005), « Le territoire comme un système complexe. Des outils pour l'aménagement et la géographie », Septièmes Rencontres de Theo Quant, Février 2005, Besançon, France. <http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2005/TQ2005>
- MORA ALFARO, Jorge (2009), *Desarrollo rural y ciudadanía social. Territorios, instituciones y actores locales*. FLACSO, Costa Rica.
- MORENO YANEZ, Segundo (comp.) (1981), *Pichincha, Monografía histórica de la Región nuclear Ecuatoriana*, Consejo Provincial de Pichincha, Quito
- MURMIS, Miguel (2005), « Entendiendo el agro : procesos y agentes sociales ». En GRAS, Carla, *Entendiendo el Agro*, Buenos Aires: Biblos, pp.11-13
- ORLEAN, André (1995), « La confiance : un concept économique ? », *Problèmes économiques* No.2422, pp.7-14
- OBEREM, Udo (1981), "Los Caranquis de la sierra norte del Ecuador y su incorporación al Tahuantinsuyo", en MORENO, Segundo y OBEREM, Udo, *Contribución a la Etnohistoria Ecuatoriana*, Instituto Otavaleño de Antropología (IOA), Otavalo

- OBEREM, Udo (1981a), “Contribución a la historia del trabajador rural de América Latina: conciertos y huasipungueros en el Ecuador”, en MORENO, Segundo y OBEREM, Udo, *Contribución a la Etnohistoria Ecuatoriana*, Instituto Otavaleño de Antropología (IOA), Otavalo
- OZOUF-MARIGNIER Marie-Vic (2009), « Le territoire, la géographie et les sciences sociales : aperçus historiques et épistémologiques », in Vanier M. (dir.), *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Presses universitaires de Rennes, Collection « Espaces et territoires », p. 31-35.
- OYA, Carlos (2012), « Contract farming in Sub-Saharan Africa: A Survey of approaches, debates and issues », *Journal of Agrarian Change*, Vol. 12, pp: 1-33
- PAUGAM, Serge (2013), *Le lien social*, Presses universitaires de France : Paris
- PECQUEUR, Bernard (2000), *Le développement local*, Editions La Découverte Syros : Paris
- PECQUEUR, Bernard, et ZIMMERMAN, Jean Benoit (2004), *Economies de proximités*, Lavoisier : Paris
- PECQUEUR, Bernard (2007), « L'économie territoriale : une autre analyse de la globalisation », *L'économie politique* No.33, p.44-52.
- PENOT, Eric (2004), « Processus d'innovation, dynamique agroforestière et changement technique : le cas de l'hévéaculture villageoise en Indonésie. » in : *Fruits des terroirs, fruits défendus. Identités, mémoires et territoires*. CHARLERY DE LA MASSELIERE Bernard (dir.), Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2004.
- PERRET, C (2011), « Capital social et développement territorial », Notes de Recherches, No11-01, IREGÉ, Université de Savoie.
- PINTON, Florence (2009), « De la paysannerie française aux peuples de la forêt amazonienne », *Etudes rurales*, Vol 8- No.2, p 425-450.
- PINTON, Florence (2014), « De la période coloniale au développement durable », *Revue d'anthropologie des connaissances*, No.183, p 201-220.
- PINTON, Florence y CONGRETTEL, Melanie (2016), « Innover para resistir? La territorialización de la Guaraná en la Amazonia (Brasil) », *Eutopía* No.10, p 25 - 40
- POLANYI, Karl (2013), *La Grande transformation*, Editions Gallimard.
- POLANYI, Karl et ARENSBERG, C. (1975). *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Librairie Larousse, Paris.

- POLESE M et SCHEAMUR R, (2009), *Economie urbaine et régionale : Introduction à la géographie économique*, Economica: Paris
- PREBISCH, Raul (1984), “Five stages in my thinking on development” en G.M Meier y D. Seers (eds), *Pioneers of development*, New York y Oxford: Oxford University Press for World Bank.
- PRIETO, Mercedes (1978), *Condicionamientos de la movilización campesina: El caso de las haciendas de Olmedo-Ecuador (1926-1948)*. Tesis de Antropología, PUCE, Quito
- PRIETO, Mercedes (1980), “Haciendas estatales; un caso de ofensiva campesina: 1926-1948”, En BARSKY, Osvaldo *et al. Ecuador: Cambios en el agro serrano*, CEPLAES, Quito. pp.105-130,
- PROWSE M, (2008), « Faire fonctionner l’agriculture contractuelle », *Capacity.org*, n° 34, p. 11-12.
- PURSEIGLE, François et HERVIEU, BERTRAND (2009), « Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation », *Etudes rurales*, No.183, p 177-200.
- RALLET, A et TORRE, A (2004), « Proximité et localisation », *Economie rural*, No. 280, pp. 25 - 41
- RAMON VALAREZO, Galo (1987), *La resistencia Andina. Cayambe 1500-1800*, CAAP, Quito.
- RAMON VALAREZO, Galo (1987), “Del cacicazgo andino a la hacienda: La transformación del espacio productivo en Cayambe” en *Cultura* Vol. VIII. No. 24b, pp.639-653.
- RAFFESTIN, Claude (1986), « Territorialité : Concept ou Paradigme de la géographie sociale ? » in *Geographica Helvetica*, No.2, pp. 91 - 96
- RAFFESTIN, Claude (1987), « Repères pour une théorie de la territorialité humaine », *Cahier du groupe Réseaux* No.7
- REBAÏ, Nasser (2012), *A chacun son chemin, Une analyse de la redéfinition des stratégies paysannes et des dynamiques territoriales dans le contexte migratoire des Andes Equatoriens*. Thèse de doctorat. Paris : Université Paris 1, Panthéon – Sorbonne, 345p.
- REBAÏ, Nasser (2014), «Mutaciones de la agricultura familiar y retos para el desarrollo territorial en los Andes del Ecuador», *Ecuador Debate* n° 93, 123-140.

- REGNAULT, Henry (Coord), (2008), *Agriculturas andinas, TLC y globalización agroalimentaria, ¿Oportunidades, reconversiones, vulnerabilidades?*, Centro de investigaciones sociológicas, económicas, políticas y antropológicas (CIESPA), PUCE del Perú, Lima
- REGNIER, Faustine ; L'HUISSIER, Anne ; GOJARD, Séverine, (2006), *Sociologie de l'alimentation*, La découverte, Paris.
- REQUENA SANTOS, Felix (2003), *Análisis de redes sociales. Orígenes, Teorías y aplicaciones*. CIS-Siglo XXI, Madrid.
- REQUIERT-DESJARDINS, et al (2014), « La diversité des formes d'agriculture d'entreprise au prisme des réalités latino-américaines », *Économie rurale*, n° 344, p. 45-60.
- RHEIN Catherine, (2002), « Intégration sociale, intégration spatiale », *L'espace géographique*, No.31, pp : 193-207
- RIEUTORT Laurent (2009), « Dynamiques rurales françaises et reterritorialisation de l'agriculture », *L'Information géographique* /1 Vol. 73, p. 30-48.
- RIMISP – FIDA (2014), *La agricultura familiar en América Latina. Un nuevo análisis comparativo*, Roma, FIDA.
- RIVIERA, Salomón (1970), « El caso de Portento: una cooperativa indígena », en R.Pugh et al, *Estudios de la realidad Campesina: Cooperación y cambio*, UNRISD,
- ROBIN Bourgeois et GOUYON Anne, « D'El Nino à Krismon, comment les riziculteurs de Java ont fait face à une crise multiple ». **In** : *Agricultures en crise : populations, matières premières et ressources naturelles en Indonésie : 1996-2000*. RUF François et GERARD Françoise (dir.), Montpellier : CIRAD / Paris : Karthala, 2001, pp. 313-344
- SABOURIN, Eric (2012), *Organisations et sociétés paysannes, Une lecture par la réciprocité*, Editions Quae : Paris
- SANTOS, Milton (1994), «O retorno do territorio» en SANTOS, Milton et al (Org.), *Territorio: Globalização e fragmentação*, Sao Paulo, Hucitec.
- SANTOS, Milton (1992), « Les nouveaux mondes de la géographie » in *Encyclopédie de Géographie*, Economica., <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/deterritorialisation>
- SANCHEZ-PARGA Jose (2014), *Alternativas virtuales vs cambios reales. Derechos de la Naturaleza, Buen Vivir, Economía Solidaria*, CAAP, Quito.

- SANCHEZ VERA, Pedro y RIELLA, Alberto (editores) (2010), *Globalización y perspectivas de la integración regional*, Ediciones de la Universidad de Murcia, España
- SAUVY Alfred, (1971), *L'exode rural, suivi de deux études sur les migrations. Présentation d'un cahier de l'I.N.E.D.* In : *Population*, 26^e année, n°3, pp. 519-524.
- SCHEJTMAN, Alejandro, (1998), “Agroindustria y pequeña Agricultura: experiencias y Opciones de transformación”, en CEPAL, FAO, GTZ (comps), *Agroindustria y pequeña agricultura: Vinculos, potencialidades y oportunidades comerciales*, Santiago de Chile, CEPAL, FAO, GTZ.
- SCHNEIDER, Sergio (2003), *A pluriatividade na agricultura familiar*. UFRGS, Serie Estudos Rurais, Porto Alegre.
- SENPLADES Secretaria Nacional de Planificación y desarrollo (2009), *Plan Nacional de Buen Vivir 2009 – 2013*.
- SENPLADES Secretaria Nacional de Planificación y desarrollo (2012), *Estrategia para el Buen Vivir rural*. Borrador.
- SENPLADES Secretaria Nacional de Planificación y desarrollo (2012), *Transformación de la matriz productiva, Revolución productiva a través del conocimiento y talento humano*, Folleto Informativo
- SENPLADES Secretaria Nacional de Planificación y desarrollo (2009), *Plan Nacional de Buen Vivir 2013 - 2017*.
- SENPLADES Secretaria Nacional de Planificación y desarrollo (2014), *Estrategia para la erradicación de la Pobreza*.
- SHANIN, Teodor (1979), *Campesinos y sociedades campesinas*, Fondo de cultura económica, México DF.
- SOURISSEAU, Jean Michel, (2014), *Agricultures familiales et mondes à venir*, Editions Quæ, Paris.
- SOURISSEAU, Jean Michel, et al. (2012), « Les modelés familiaux de productions agricole en question, comprendre leur diversité et leur fonctionnement », *Presses de sciences Po - Autrepart*, No 62, pp: 159-181.
- STURGEON, Timothy (2008), “From commodity chains to value chains: interdisciplinary theory building in an age of globalization”, in BAIR, Jennifer (2008), *Frontiers of Commodity Chain Research*, Stanford University Press.

- SUREMAIN, Charles-Édouard et KATZ, Esther (2008), « Introduction : modèles alimentaires et recompositions sociales en Amérique Latine », *Anthropology of food* [Online], S4 | URL : <http://aof.revues.org/4033>
- TEPITCH, Jerzy (1973), *Marxisme et agriculture : Le Paysan Polonais*, Armand Colin : Paris.
- THERY, Hervé (2008), « Mondialisation, déterritorialisation et reterritorialisation, gagnants et perdants », *Dossier Territoires et mondialisation, Les cahiers de la décentralisation*, Editions, La documentation française.
- TORRE, André et FILIPPI, Maryline (2005), *Proximités et changements sociaux économiques dans les mondes ruraux*, INRA Editions, Paris.
- TORRE, André et FILIPPI, Maryline (2005), « Les mutations à l'œuvre dans les mondes ruraux et leurs impacts sur l'organisation de l'espace », dans TORRE, André et FILIPPI, Maryline (2005), *Proximités et changements sociaux économiques dans les mondes ruraux*, INRA Editions, Paris.
- TORRE, André et DARLY, Segolène (2011), « Conflits d'usage et partage des ressources entre ville et agriculture en Île de France » dans CARY, P et JOYAL, A, *Penser les territoires, en hommage à Georges Benko*, Presses universitaires de Quebec
- TORRE, André et BEURET, Jean - Eudes (2012), *Proximités Territoriales*, Editions Economica : Paris.
- TORRES, S, Hugo (1999), «El PRONADER, un desafío para la superación de la pobreza», *Comuniica* No.13, Año 4, pp. 66- 71
- TULET, J-C (2009), « Reconfiguration productif des territoires ruraux en Amérique Latine », en VELASQUEZ, Fabio y FERRO MEDINA, Juan (eds.), *Las configuraciones de los territorios rurales en el siglo XXI*, editorial Pontificia Universidad Javeriana
- VAILLANT, Michel (2013), *L'araire ou la Barque : migrations mondialisation et transformations agriares en haute vallée du Cañar (Andes australes de l'Equateur)*, Thèse de doctorat en sciences agronomiques. AgroParisTech, Paris.
- VAN DER PLOEG, Jan Douwe (2010). *Nuevos Campesinos. Campesino e imperios alimentarios*, Icaria editorial, Barcelona.
- VAN DER PLOEG, Jan Douwe (2012). « Préface », dans SABOURIN, Eric, *Organisations et sociétés paysannes. Une lecture par la réciprocité*, Editions Quae, Paris.
- VAN HAEIRINGEN, Reintje y DE JONGH, Robert (2010), “Los negocios inclusivos en el sector agropecuario: práctica y desafíos”, *Revista Estudios agrarios*, pp.63 - 74

- VANIER, Martin (dir.) (2009). *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- VAVRA, Pavel (2009), « L'agriculture contractuelle : Rôle, usage et raison d'être », *OCDE, Food, Agriculture and Fisheries, Working Papers*, No.16, OECD Publishing.
- VELUT, Sébastien (2007), *Mondialisation et développement territorial en Amérique latine, Argentine-Chili*, Habilitation à diriger des recherches, sous la direction de THERY, Hervé, Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Paris
- VIANA HISSA Eduardo et RIBEIRO Maria Teresa, (2011), « Economies et espaces », dans CARYP et JOYAL A, *Penser les territoires, En hommage à Georges Benko*, Presses de l'Université du Québec : Montréal
- VIAU, Claude, (1979), « De l'intégration verticale à l'intégration agro-alimentaire : la formation du concept de soumission du travail agricole au capital agro-alimentaire. » In: *Économie rurale*. N°132, pp. 40-41.
- WATTS, M (1990) "Peasants under contract: Agro-food complexes in the Third World", in BERNSTEIN, H ; CROW, B ; MACKINTOSH, M & MARTIN, C (ed.), *The Food Question. Profits Versus People?*, London: Earthscan, pp.149-162.
- YANEZ, José (1986), *Yo declaro con franqueza, Cashnami Causashcanhich. Memoria oral de Pesillo-Cayambe*, Abya-Yala, Quito
- ZIMMERMANN J.B. (1998), « Nomadisme et ancrage territorial : Propositions méthodologiques pour l'analyse des relations firmes-territoires » *Revue d'économie régionale et urbaine*, No.2

TABLE DES GRAPHIQUES

No	Titre du Graphique	Page
Graphique 1	Structure productive et agricole de Cayambe (%).....	27
Graphique 2	Pourcentage des familles en situation de pauvreté.....	54
Graphique 3	Pauvreté selon le groupe ethnique (%).....	54
Graphique 4	Evolution de l'utilisation de la SAU, Communauté de La Chimba (%).....	122
Graphique 5	Revenu moyen brut par mois issu de l'activité laitière (Usd)	133
Graphique 6	Superficie de chaque culture, Communauté de La Chimba 2016. (%).....	134
Graphique 7	Utilisation du revenu agricole par ordre de priorités. (%).....	139
Graphique 8	Habitudes d'achat de produits alimentaires chez les producteurs. (%).....	142
Graphique 9	Pratiques d'entraide et solidarité – Communauté de La Chimba (%).....	162
Graphique 10	Pratique d'échange de produits « Uniguilla » (Troc) par superficie de la parcelle. (%).....	167
Graphique 11	Perceptions par rapport aux niveaux de confiance des 10 dernières années au sein de la communauté. (%).....	168
Graphique 12	Pratique d'échange de produits « Uniguilla » (Troc) par les classes d'âges.....	169
Graphique 13	Niveaux de coopération dans la communauté de La Chimba (%).....	172
Graphique 14	Population occupée et salariée en Agriculture et élevage - paroisse d'Olmedo - et Communauté de la Chimba (%).....	176
Graphique 15	Distribution de la population travaillant dans l'activité laitière (%).....	178
Graphique 16	Distribution de la population travaillant dans d'autres activités (Services, transport, floricoles) (%).....	178
Graphique 17	Migration avant 2001 et après 2001 (%).....	179
Graphique 18	Familles avec un de ses membres (au minimum) en dehors de la communauté selon la taille de la superficie. (%).....	181
Graphique 19	Evolution de l'indice de déterritorialisation.....	195
Graphique 20	Types d'agricultures familiales et positionnement par rapport au processus de déterritorialisation et à leur degré d'articulation au marché capitaliste. – Communauté de « La Chimba » 2016.....	205

LISTE DES CARTES

No	Titre de la carte	Page
Carte 1	Localisation de Cayambe au niveau de la province de Pichincha (Equateur).....	25
Carte 2	Localisation de la paroisse d’Olmedo à l’échelle cantonale et provinciale.....	29
Carte 3	Communautés paysannes de la paroisse d’Olmedo et communauté « La Chimba » (Localité étudiée).....	31
Carte 4	« La Chimba » : Utilisation du sol - Année 2003.....	129
Carte 5	« La Chimba » : Utilisation du sol - Année 2013.....	130
Carte 6	« La Chimba » : Evolution de l’utilisation du sol - Années 2003 – 2013.....	131

LISTE DES TABLEAUX

No	Titre du tableau	Page
Tableau 1	Caractérisation générale de la zone de recherche.....	26
Tableau 2	Grille de classification d’éléments caractéristiques de la déterritorialisation.....	75
Tableau 3	Distribution et utilisation de la terre dans 8 coopératives à Olmedo 1972.....	96
Tableau 4	Typologie de paysans selon le projet Cayambe 1977.....	102
Tableau 5	Caractérisation des producteurs ayant une production pour l’autoconsommation et l’alimentation familiale.....	135
Tableau 6	Occupation des membres des Familles (Pourcentage).....	177
Tableau 7	Caractérisation des Types d’agricultures familiales - « La Chimba ».....	210
Tableau 8	Synthèse d’éléments répertoriés pour l’analyse d’un processus de déterritorialisation à « La Chimba ».....	293
Tableau 9	Valeurs de contribution aux indices de déterritorialisation et d’intégration au marché, pour chaque famille enquêtée.....	294

LISTE DES FIGURES

No	Titre	Page
Figure 1	Le territoire compris comme un espace multidimensionnel.....	66
Figure 2	Schéma de la territorialisation.....	70
Figure 3	Schéma de la déterritorialisation.....	75
Figure 4	Schéma Territorialisation et Déterritorialisation.....	77
Figure 5	Schéma de l'utilisation de l'espace à « La Chimba » (Post réforme agraire – Années 1970 - 1980).....	145
Figure 6	Schéma des niveaux de déterritorialisation et d'articulation au marché capitaliste.....	197
Figure 7	Schéma des positions des acteurs sociaux dans le « Champ socio- économique » Avant Agriculture contractuelle (Années 1990).....	225
Figure 8	Schéma des positions des acteurs sociaux dans le « Champ socio- économique » Avec Agriculture contractuelle (Période 2000 - 2016).....	226
Figure 9	Schéma de la structure organisationnelle du gouvernement communautaire de la Paroisse d'Olmedo.....	235

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

No	Titre de la photographie	Page
Photo 1	Infrastructure de l'ancienne hacienda La Chimba 1.....	87
Photo 2	Infrastructure de l'ancienne hacienda La Chimba 2.....	87
Photo 3	Petite parcelle à « La Chimba » destinée aux cultures pour l'autoconsommation (Pomme de terre - céréales) au milieu des grandes superficies en pâturages	128
Photo 4	200 mètres de petites cultures et élevage de poules en Pente.....	128
Photo 5	Espace Agricole au pied de la parcelle (3).....	128
Photo 6	Construction du supermarché « Mega Santa Maria » à Cayambe (2008).....	140
Photo 7	Paysage rurale à La Chimba (Parcelles laitières).....	146
Photo 8	Extension de la frontière agricole pour l'utilisation des pâturages au détriment des systèmes des « Paramos » et d'arbres natifs.....	147
Photo 9	Cultures d'avoine pour la fabrication de fourrage.....	148
Photo 10	Convocation aux « <i>Mingas</i> » souvent affichés à l'extérieur de l'association laitière (1) ou à l'entrée de la maison communale (2).	162
Photo 11	La différenciation sociale illustrée à travers « le transport du lait ».	211
Photo 12	La différenciation sociale illustrée à travers « les lieux d'habitat ».	212

ANNEXES

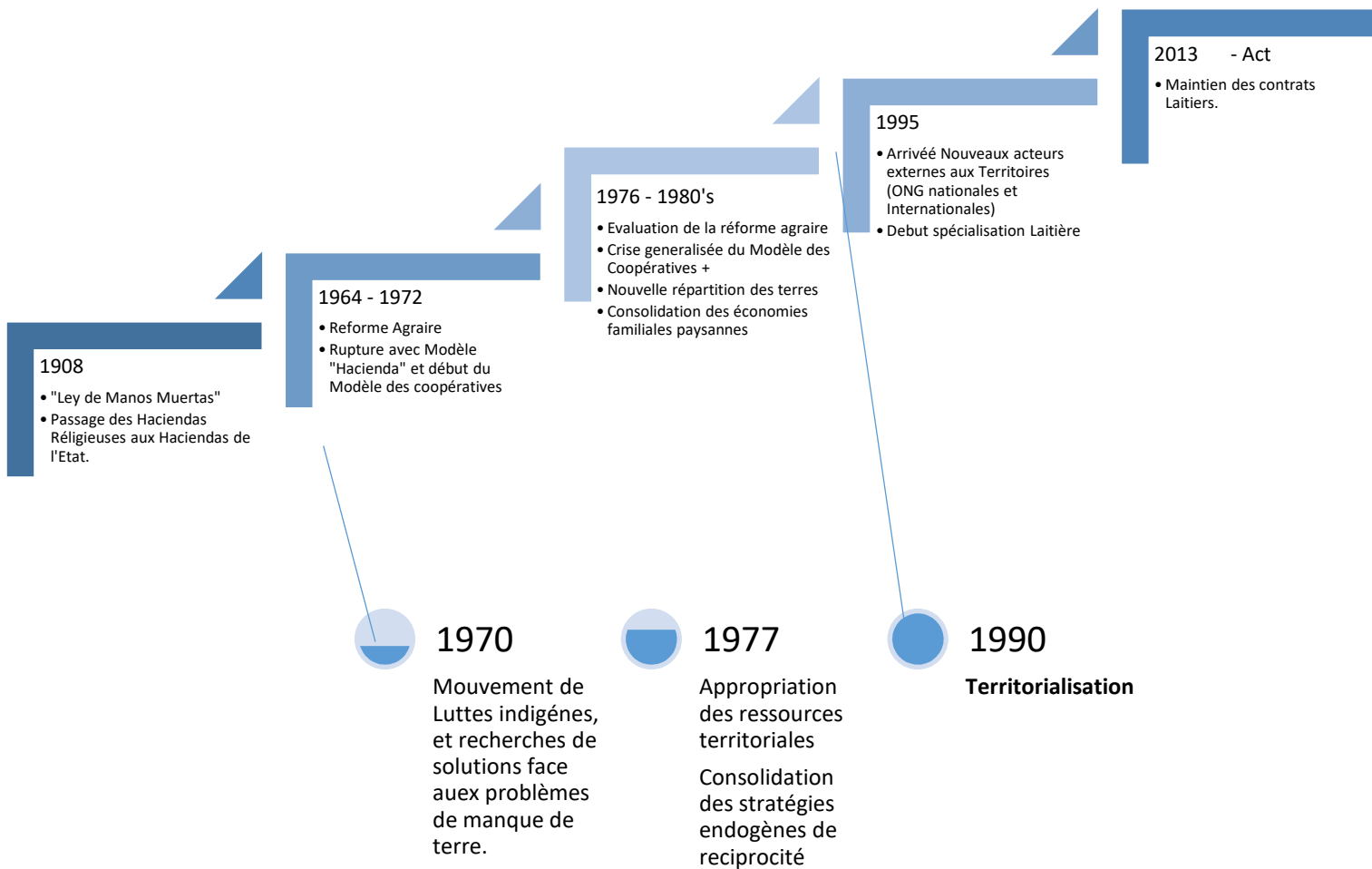
TABLE DES ANNEXES

No D'ANNEXE	TITRE	Page
Annexe 1	Frise Historique.....	276
Annexe 2	Formulaire d'enquêtes	277
Annexe 3	Schéma de la distribution et utilisation de la Terre au lopin familial « Huasipungo » 1970 – 1980.....	285
Annexe 4	Photo : Livre de comptabilité : Liste des 97 Vaches (avec leur prénom) - Coopérative de La Chimba années 1978 – 1981.....	286
Annexe 5	Photo : Livre de comptabilité et gestion - Coopérative de La Chimba Février 1976.....	287
Annexe 6	Questionnaire Focus groups.....	288
Annexe 7	Article de Presse : Ouverture Nestlé à Cayambe – Mai 2003.....	290
Annexe 8	Articles de presse référents au Prix du lait période 2009 – 2013.....	291
Annexe 9	Tableau No.8 : Synthèse d'éléments répertoriés pour l'analyse d'un processus de déterritorialisation à « La Chimba ».....	293
Annexe 10	Tableau No.9 : Valeurs de contribution aux indices de déterritorialisation et d'intégration au marché, pour chaque famille enquêtée.....	294
Annexe 11	Photos : Magasin de l'association laitière El Ordeno à La Chimba. Et Centre de Collecte laitier.....	296
Annexe 12	Carte : Ancienne Hacienda de l'Etat (1958) - Cantón Cayambe.....	298
Annexe 13	Interview à Humberto Cholango - Février 2015.....	299

ANNEXE No. 1

Frise Historique

Cadre temporel utilisé pour le projet de Thèse



ANNEXE No. 2: FORMULAIRE D'ENQUETES

**Proyecto: Agricultura de contrato y producción Lechera
Comunidad La Chimba - 2016**

SECCION 1 – INFORMACION GENERAL

Fecha:	
Nombre del Encuestador:	
Nombre Informante:	

SECCION 2 - DATOS FAMILIARES

A. Personas que viven en el hogar

1	2	3	4	5	6	7
Nombre Miembro Hogar	Parentesco	Sexo	Edad	Estado civil	Nivel de instrucción	¿El Padre o abuelo del Jefe del Hogar fue?
	(1) Jefe (2) Conyugue (3) Hijo/Hija (4) Yerno/Nuera (5) Padres (6) Nieto/Nieta (7) Otros	(1) Masculin (2) Femenino		(1) Casado (2) Soltero (3) Divorciado (4) Unión Libre	(1) Ninguna (2) Centro alfabetización (3) Primaria (4) Secundaria (5) Superior	(1) Cooperado (2) Huasipunguero (3) Trabajador de la asistencia social (4) Otros

B- Personas que ya no viven en el hogar

B1. ¿Han salido personas miembros del hogar a otro lugar (Parroquia, Ciudad, provincia, región, país) durante los últimos 10 años?

No	Parentesco	Sexo (1) Masculino (2) Femenino	Edad	¿Dónde Vive actualmente?	¿Hace cuantos años salió?	Tipo de migración (1) Definitiva (2) Estacional	¿En que trabaja actualmente?
1							
2							
3							
4							

¿Porque motivos estas personas han migrado?-----

SECCION 3 - OCUPACION DE MIEMBROS DEL HOGAR (> 8 Años en adelante)

1	2	3	4	5	6	7
Nombre Miembro Hogar	¿Trabajo durante los últimos 6 meses? (1) Si (Continúe) (2) No (Siga a la pregunta 7)	¿Cuál es su trabajo principal? (1) Ganadería Lechera (2) Agricultura (3) Florícolas (4) Comercio (5) Servicios (6) Transporte (7) Otros (Especifique)	¿Cuántos trabajos tiene? (Ingrese el Número de trabajos)	¿En su trabajo usted es? (1) Cuenta propia (2) Familiar sin remuneración (3) Familiar con remuneración (4) Asalariado temporal (5) Asalariado permanente (6) Otros	Ingreso Mensual (Ingrese el valor del último mes en dólares)	Si no trabaja usted es: (1) Labores domesticas (2) Estudiante (3) Jubilado (4) Discapacitado (5) Otros

SECCION 4 - DATOS DE LAS PARCELAS FAMILIARES:

1		2	3	4	5	6	
Extensión de la parcela en metros o Hectáreas: (1) Metros (2) Hectáreas		Tenencia (1) Propia (2) Arrendad (3) Al partir (4) Parental	¿Quién es el dueño de la parcela? (Ingrese código de miembro)	¿Dispone riego en la parcela? (1) Si (1.1) Aspersión (1.2) Por surcos (1.3) Por goteo (2) No →	¿Cómo consiguió su parcela? (1) Herencia (2) Compra (3) Adjudicación (4) Otros	¿Qué cultivos dispone en su parcela? (Ingrese el tipo de cultivo y la superficie utilizada)	
Unidad Superficie						Cultivo	Superficie
						1.....	.....
						2.....	.....
						3.....	.....
						1.....	.....
						2.....	.....
						3.....	.....
						1.....	.....
						2.....	.....
						3.....	.....

SECCION 5 - PRODUCCION AGRICOLA - (Excepto pastos)

1	2	3		4		5		6
Cultivos (En caso de flores especifique desde cuándo)	¿Utilizó químicos? (1) Si (2) No	¿Cuánto cosechó?		¿Cuánto destinó para el autoconsumo?		¿Cuánto vendió?		Precio de venta por unidad
		Cantidad	Unidad	Cantidad	Unidad	Cantidad	Unidad	
1								
2								
3								
4								
5								

7- Según usted, en los últimos 10 años las prácticas de cultivos para el autoconsumo:	¿Han aumentado? <input type="checkbox"/>
	¿Se han mantenido? <input type="checkbox"/>
	¿Han disminuido? <input type="checkbox"/>

(Preguntas 8 a 10, Únicamente llenar si la pregunta 4 quedó vacía)

8- ¿Tuvo antes cultivos para autoconsumo? Sí No

9- ¿Hace cuantos años dejó de cultivar para el autoconsumo?

10- ¿Por qué motivos ya no cultiva para el autoconsumo?

SECCION 6 - CRIANZA DE ANIMALES Y GANADERIA

¿Qué especies de animales dispones en el terreno?	¿Cuántos tiene?	¿Los destina para el mercado? (1) Si (2) No	¿Los destina para el autoconsumo? (1) Si (2) No
1- Vacas			
2- Ovejas			
3- Cerdos			
4- Cuyes			
5- Aves			
6- Caballos/Burros			
7- Otros (Especifique)			

SECCION 7 - COMERCIALIZACION E INTERCAMBIO DE PRODUCTOS AGRICOLAS

1. ¿Comercializa o Intercambia productos agrícolas?
 Sí (Continúe) No (Pase a la No 7)

1	2	3	4	5	6
Producto	¿Vende o Intercambia? (1) Vende (2) Intercambia	¿Cuántas veces al mes? (Ingrese el Número de veces)	¿En dónde vende o intercambia? (1) Parcela (2) Feria Rural (3) Ciudad (4) Otros	¿A quien vende? (1) Consumidor (2) Comerciantes (3) Otros productores (4) Otros	¿Con quién realiza intercambios? (1) Vecinos (2) Productores de la comunidad (3) Productores de la parroquia (4) Otros

7- ¿Tuvo antes prácticas de intercambio de productos agrícolas? (1) Si (2) No	
8- ¿Hace cuantos años dejó de intercambiar productos agrícolas?	
9- ¿Por qué motivos?----- ----- ----- -----	
10- ¿El intercambio de productos agrícolas en la comunidad... (1) Ha aumentado? (2) Se ha mantenido? (3) Ha disminuido?	

SECCION 8 - ELABORACION DE SUBPRODUCTOS DE LA AGRICULTURA O GANADERIA

1	2	3	4	5	6
¿Cuáles son los subproductos que produce en su parcela?	¿Qué Cantidad de recogió o preparó en el último mes?	¿Los productos los usa principalmente para? (1) Venta (2) Autoconsumo (3) Intercambio (4) Otros (Especifique)	¿A quien vende? (1) Consumidor (2) Intermediario (3) Asociación (Centro de acopio) (4) Otros	¿Dónde vende los productos? (1) Parcela (2) Feria Rural (3) Ciudad (4) Otros	¿En cuánto vendió cada unidad de producto?
1 Leche					
2 Queso					
3 Huevos					
4 Otros					

SECCION 9 - ACTIVIDADES E INGRESOS NO AGROPECUARIOS

1- ¿Alguna persona de este hogar dispuso en el último año, de algún tipo de actividad comercial o artesanal NO relacionada con la agricultura? Sí ¿Cuál? _____ No (Continúe a la pregunta 2)

2- ¿Recibe este hogar envíos de dinero o ayudas económicas?

Sí No (Continúe a la sección 10)

Tipo de ingreso	Monto (Usd)
(1) Dinero en efectivo de familiares que viven fuera del hogar	
(2) Bono de desarrollo	
(3) Otros	

SECCION 10 - UTILIZACION Y DESTINO DEL INGRESO

1			2	
¿En orden de prioridad en que gasto su ingreso el mes pasado? (Ingrese solo 4 opciones)		Monto (Usd)	¿Principalmente donde realiza el siguiente consumo? (Ingrese lugar o nombre de local comercial)	
Insumos para la agricultura y ganadería (semillas, animales, abono, fertilizantes...etc.)	<input type="checkbox"/>		Insumos para la agricultura y ganadería (semillas, animales, abono, fertilizantes...etc.)	
Alimentos del hogar	<input type="checkbox"/>		Alimentos del hogar	
Gastos personales (Ropa, celular, accesorios belleza)	<input type="checkbox"/>		Compra Electrodomésticos	
Pago de servicios básicos	<input type="checkbox"/>		Compra Vehículo	
Salud	<input type="checkbox"/>		Gastos personales (Ropa, celular, accesorios belleza)	
Pago de Educación	<input type="checkbox"/>			
Compra Electrodomésticos	<input type="checkbox"/>			
Compra Vehículo	<input type="checkbox"/>			
Ahorro	<input type="checkbox"/>			
Pago Crédito o deudas	<input type="checkbox"/>			
Otros	<input type="checkbox"/>			

SECCION 11 - CREDITO PRODUCTIVO Y DE CONSUMO

¿Recibió algún tipo de préstamo o crédito en los últimos 12 meses? Si No (Continúe a la sección 12)

¿De qué Institución recibió el crédito?		Monto (Usd)	¿Para que utilizo el préstamo o crédito?	
(1) Institución del Estado	<input type="checkbox"/>		(1) Agricultura y Ganadería	<input type="checkbox"/>
(2) Banco Privado	<input type="checkbox"/>		(2) Insumos productivos para la parcela	<input type="checkbox"/>
(3) Cooperativa de ahorro	<input type="checkbox"/>		(3) Vivienda	<input type="checkbox"/>
(4) Prestamista / Chulquero	<input type="checkbox"/>		(4) Compra de Alimentos	<input type="checkbox"/>
(5) ONG	<input type="checkbox"/>		(5) Vehículo	<input type="checkbox"/>
(6) Familiar o Amigo	<input type="checkbox"/>		(6) Electrodomésticos	<input type="checkbox"/>
(7) Otros (Especifique)	<input type="checkbox"/>		(7) Educación	<input type="checkbox"/>
			(8) Salud	<input type="checkbox"/>
			(9) Otros	<input type="checkbox"/>

SECCION 12 - ORGANIZACION Y VIDA COMUNITARIA

1. ¿Cuáles de las siguientes actividades se realizan en su comunidad?

Tipo de actividad	Frecuentemente	Rara vez	No existe
Minga			
Trabajo al Partir (Uniguilla)			
Intercambio de productos			
Prestamos			

2. Reuniones y prácticas de trabajo colectivos

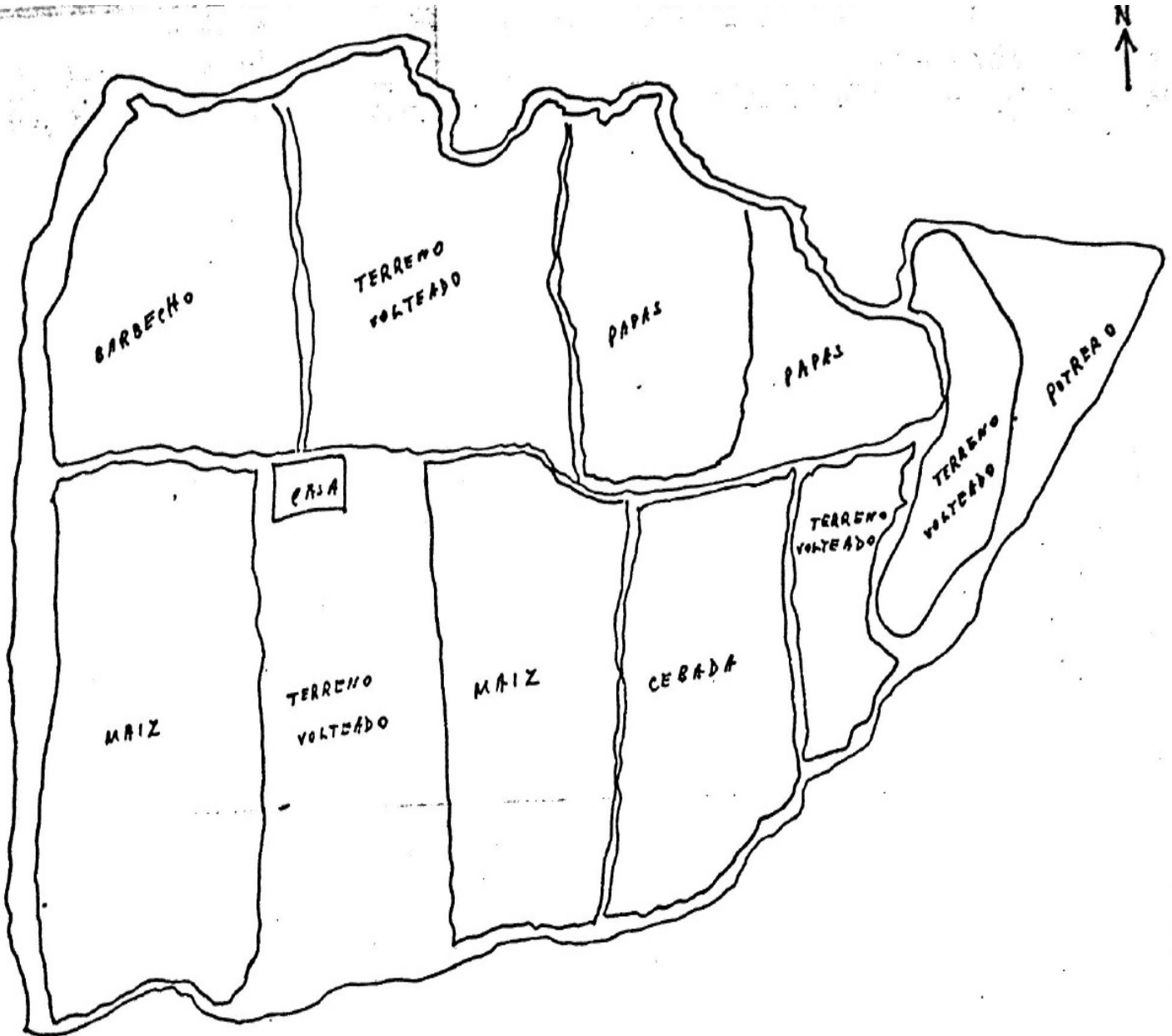
¿Asiste a las reuniones de la comunidad?	¿Asiste a las reuniones de la asociación lechera?	¿En las mingas usted?	¿Existe colaboración?	
(1) Frecuentemente <input type="checkbox"/>	(1) Frecuentemente <input type="checkbox"/>	(1) Asiste personalmente <input type="checkbox"/>	(1) Dentro de la familia	Sí <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/>
(2) De vez en cuando <input type="checkbox"/>	(2) De vez en cuando <input type="checkbox"/>	(2) Envía a un familiar <input type="checkbox"/>	(2) Entre familias de la comunidad	Sí <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/>
(3) Nunca <input type="checkbox"/>	(3) Nunca <input type="checkbox"/>	(3) Paga a alguien <input type="checkbox"/>	(3) Entre comunidades	Sí <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/>

3. Percepción de la organización:

¿El trabajo colectivo en su comunidad ha cambiado en los últimos años?	¿La cooperación entre vecinos de la misma comunidad ha cambiado en los últimos años?	¿La cooperación entre comunidades ha cambiado en los últimos años?	¿La confianza entre miembros de la comunidad ha cambiado en los últimos años?
(1) Ha aumentado <input type="checkbox"/>	(1) Ha aumentado <input type="checkbox"/>	(1) Ha aumentado <input type="checkbox"/>	(1) Ha aumentado <input type="checkbox"/>
(2) Se mantiene igual <input type="checkbox"/>	(2) Se mantiene igual <input type="checkbox"/>	(2) Se mantiene igual <input type="checkbox"/>	(2) Se mantiene igual <input type="checkbox"/>
(3) Ha disminuido <input type="checkbox"/>	(3) Ha disminuido <input type="checkbox"/>	(3) Ha disminuido <input type="checkbox"/>	(3) Ha disminuido <input type="checkbox"/>
Si la respuesta es (3) continúe	Si la respuesta es (3) continúe	Si la respuesta es (3) continúe	Si la respuesta es (3) continúe
¿Cuáles son las causas?----- -----	¿Cuáles son las causas?----- -----	¿Cuáles son las causas?----- -----	¿Cuáles son las causas?----- -----

ANNEXE No. 3 :

Schéma de la distribution et utilisation de la Terre au lopin familial
« Huasipungo » Années 1970 - 1980



Source : F Guerrero, 1987 - CAAP

ANNEXE No. 4 :

Livre de comptabilité : Liste des 97 vaches (avec leur prénom)

Disponibles à la Coopérative La Chimba entre 1978 et 1981

Libro 7: 4.
 Caja de la Cooperativa
 "La Chimba".
 Principio. - Junio 1. - 1978.
 Termino. - Julio 31 - 1981.

N°.	NOMBRE DE LA			
75	Diana		2	2 2
76	Mayra		3	4 3
77	Regina		3	4 3
78	Sonia		3	4 3
79	Guadalupe		3	4
80	Guaylacama		3	5
81	Carlota		5	6
82	Habana		3	5
83	Nora			
84	Marabilla			
85	Costeño			
86	gladys			
87	Felipina			
88	Embajada			
89	Habitante			
90	Platanera			
91	Libertad			
92	Lucila			
93	Quiteno			
94	Itanera			
95	Dominga			
	Faura			
	Noxia			

Source : Diego Martinez

ANNEXE No. 5 :

Livres de Comptabilité et gestion- Coopérative « La Chimba » (Février - 1976)

COOPERATIVA AGROP. "LA CHIMBA"		- 17 -		DIARIO		DEBE	HABER
CONTABILIDAD							
1.976.							
FERRÓ		Vienen		-	\$	594.755,88	\$ 412.786,58
			15		"	320,00	
		<u>CONSTRUCCIONES MANTENIMIENTO.</u>					
		Inversión de 4,00 qq. de cemento para pilastra de Garaje de tractores. a \$ 80,00 c/u.	4		"		142.289,30
		<u>BODEGA PRODUCTOS.</u>					
		- 21 -					
		V/r. de Lubricantes y Combustibles entregados durante el pte. mes, s/g. Libro Auxiliar F. 44 y con débito a las siguientes cuentas:					
		<u>CULTIVOS CEBADA.</u>	7		"	2.554,15	
		<u>GASTOS GENERALES.</u>	23		"	225,90	
		<u>ALQUILER MAQUINARIAS.</u>	1		"	624,60	
		<u>BODEGA PRODUCTOS.</u>	4		"	64,50	
		<u>CULTIVOS MAIZ Y OTROS.</u>	9		"	470,40	
		<u>CULTIVOS TRIGO.</u>	6		"	316,00	
		<u>BODEGA PRODUCTOS.</u>	4				4.255,55
		- 22 -					
		<u>GANADO LANAR.</u>	21		"	1.100,00	
		Nacidos en el pte. mes, lanares, así:					
		6 Crías Machos a \$ 50,00 c/u		"	300,00		
		10 " Hembras. " 80,00 "		"	800,00		
		<u>PERDIDAS Y GANANCIAS.</u>	33				1.100,00
		- 23 -					
		<u>ADMINISTRACION DE GANADO LANAR.</u>					
		En la cuenta de ganado lanar se nace los siguientes barajos:					
		11 Cría macho a Maltonas.					
		12 " hembra's a Maltonas.					
		11 Maltonas a Ovejunos y C.					
		respondie					
		.....			\$	6.-	\$ 560.431,43
		P a s					\$ 560.431,43



ANNEXE No. 6 :

GUIDE - QUESTIONNAIRE - FOCUS GROUPS

**Producteurs laitiers
Comunidad de La Chimba
Marzo 2016**

SOBRE LOS CAMBIOS Y TRANSFORMACIONES EN LOS ESPACIOS AGRICOLAS

- ¿Al mirar esta imagen que es lo que piensan?
- ¿Se han reducido los espacios para la agricultura?
- ¿Piensan seguir sembrando más pastos?
- ¿Por qué razones?
- ¿Qué les dicen los técnicos de la empresa?
- ¿Qué les recomiendan?
- ¿Fumigan la tierra?
- ¿Cuántas veces al año fumigan?
- ¿Cuáles son las directrices para poder entregar leche a la asociación?
- ¿Piensan ustedes que les afecta perder espacios para la agricultura? ¿Porque?
- ¿Quisieran tener más tierra en este momento?
- ¿En qué usarían la tierra?

SOBRE LAS PRACTICAS TRADICIONALES AGRICOLAS

- ¿Cómo funcionaba antes la agricultura?
- ¿En qué consistía?
- ¿Quiénes participaban?
- ¿Qué sembraban?
- ¿Desde hace cuánto tiempo ya no siembran para el consumo?
- ¿Y ahora donde se abastecen de alimentos?

SOBRE LAS PRACTICAS TRADICIONALES DE SOLIDARIDAD Y RECIPROCIDAD

- ¿Ustedes piensan que han disminuido las mingas?
- ¿A qué se debe esto?

- ¿Qué paso con el Prestamanos y la Uniguilla?
- ¿Quiénes son los que mantienen estas prácticas?
- ¿Qué paso con el trabajo al partir?
- ¿En qué consistía?
- ¿Y ahora qué es lo que se intercambia?
- ¿Quiénes son los que intercambian?
- ¿Existen jóvenes que se interesen por estas prácticas tradicionales? ¿Porque?
- ¿Qué es lo que les interesa ahora a los Jóvenes?

SOBRE LA ORGANIZACIÓN COMUNITARIA EN CRISIS

- ¿Señale cuál es el principal problema en su comunidad?
- ¿Cuáles son las causas de este problema?

- ¿Hay conflictos en las familias?
- ¿Hay conflictos en la comunidad?
- ¿Qué tipos de conflictos?
- ¿Cómo se resuelven los conflictos?
- ¿Hay conflictos entre comunidades?

SOBRE LA SALIDA DE JOVENES DEL TERRITORIO

¿Porque motivos estas personas han migrado? (Jovenes)

- 1-----
-
- 2-----
-
- 3-----
-

SOBRE EL CONTRATO LECHERO Y LA ARTICULACION Empresa El Ordeno - AGSO

- ¿Cuáles son las ventajas del trabajo con la AGSO?
- ¿Señale 3 principales problemas de la venta de leche a la AGSO?

ANNEXE No. 7 :

Article de presse : Ouverture Nestlé à Cayambe Mai - 2003

EL UNIVERSO

Noticias Opinión Guayaquil Deportes Entretenimiento Vida

Miércoles 14 de mayo del 2003

Economía

Nestlé abrirá nueva planta en Cayambe

QUITO

Una inversión de tres millones de dólares ha hecho la empresa Nestlé del Ecuador para trasladar su planta Ecuajugos de Guayaquil a Cayambe, confirmó Mónica Guarderas, vicepresidenta de Marketing de la entidad.

La planta se inaugurará en la segunda quincena de junio.

De esta manera, la compañía espera hacer más efectivo su proceso productivo, pues ya no habrá que viajar de la Sierra a la Costa, en una cadena de frío, sino que el tratamiento se lo hará en la misma planta.

Así, Nestlé (1955) tendrá tres centros de producción: el de Cayambe, donde hará leche y bebidas; en Guayaquil quedan las plantas de elaboración de productos Maggy y la de galletas y dulces.

Imprimir Enviar Compartir

Economía

ANNEXE No. 8 :

Articles de presse référents au Prix du lait période 2009 – 2013

Diario El Comercio

El precio del litro de leche subirá

31 de March de 2010 00:00

Redacción Negocios

La ministra Coordinadora de la Producción, Nathalie Cely, justificó ayer un aumento en el precio de la leche por los mayores costos que han registrado los productores. “Nosotros -la Cartera de Estado - creemos que sí cabe un incremento y ahora lo que estamos discutiendo es el monto del ajuste”, afirmó Cely en Radio Quito. Esta declaración le tomó por sorpresa a Miguel Silva, dueño de una tienda en el sector de La Mariscal, en el norte de Quito, quien se enteró del anuncio cerca de las 13:00. Silva dijo que seguía vendiendo el producto a USD 0,65 y que no subirá el precio hasta que se determine otro valor. La misma opinión dio Susana Changoluisa, dueña de un comercio en el sector de Solanda, en el sur de la ciudad. Pero ella teme que de producirse un aumento del valor se reduzca sus ventas semanales de 500 litros de leche. “Es grave, pero creo que esta vez el incremento es justificado. La sequía está afectando a los productores porque no tienen pasto para darles de comer a los animales y esto hace que gasten más al comprar balanceado”. Es la misma explicación que tienen los ganaderos para exigir al Gobierno un incremento del 20% del precio del producto. Actualmente el precio del litro de leche es de USD 0,65, valor que se mantiene congelado desde abril del 2008 por decisión del Régimen.

En la Sierra, las provincias más afectadas por la sequía son Carchi, Imbabura, Pichincha, Chimborazo, etc. En la Costa, Guayas enfrenta problemas, ya que solo en Bucay la producción bajó de 40 000 a 15 000 litros diarios. “La gente que no tiene dinero para comprar balanceado tiene que alimentar a las vacas con el poco pasto fresco que queda y esto lleva a que los animales produzcan cada vez menos leche”, dijo Víctor López, director de la Asociación de Ganaderos de la Sierra y el Oriente (AGSO).

Según datos de la entidad, la producción se redujo en cerca de 600 000 litros diarios entre el 2009 y el 2010. Pero los efectos comenzaron a sentirse en las fincas durante el verano del 2009. Sin embargo, Rodrigo Lasso, presidente nacional de la Asociación Holstein, asegura que es aventurado establecer en cuánto se ha reducido la producción. “Lo que ahora se debe analizar es el impacto que ha tenido en los productores el incremento de los insumos, de las medicinas para los animales, de la maquinaria y de los servicios. Eso también nos obliga a pedir un incremento”. Según algunos comerciantes del producto, marcas como Rey Leche ya tienen un precio mayor. “Desde hace tres meses el precio de venta al público del litro está fijado en USD 0,70”, aseguró Marcela Flores, dueña de una tienda en el barrio Pío XII. El director de AGSO aseguró desconocer este incremento pero, señaló que si este se produjo debió ser por decisión de la empresa. El Gobierno anunció que no se puede incrementar el precio y que controlará que este se cumpla.

Se prevé USD 0,10 más por litro El ofrecimiento del ministro de Agricultura y Ganadería, Ramón Espinel, de aumentar en USD 0,10 el precio del litro de leche, mantiene en espera a los ganaderos. Paúl Olsen, presidente de la Asociación de Ganaderos del Litoral, señaló que el ganadero aún no se beneficia del incremento de precios. El martes de la semana pasada, Espinel dijo que la decisión final sobre este tema corresponderá al presidente Rafael Correa, quien oficializará su decisión con un decreto ejecutivo. El único precio regulado por el Estado es el de la leche triple pasteurizada UHT, que se vende en USD 0,65 el litro y se espera comercializarla en USD 0,75.

Los ganaderos reciben actualmente USD 0,3575 por litro en sus fincas y esperan que aumente a USD 0,4130. El ganadero Fernando Mora cree que el aumento de precios pudiera concretarse luego del feriado de Semana Santa. “La medida es para reactivar el sector porque la producción nacional de leche ha caído más del 20%, como consecuencia de los cambios climáticos y de los nuevos impuestos que se avecinan”. Los ganaderos amenazaron con un paro si el Gobierno no acogía su petición de aumentar el precio de la leche. Pero eso generó malestar en otros gremios, que no apoyaban una eventual paralización. Freddy Bustamante, vicepresidente de la Asociación de Ganaderos del Litoral, explicó que los paros no son adecuados. Hay que dialogar, dijo

Lunes, 16 de septiembre, 2013 - 16h12

Sube precio de leche para los productores, consumidores no pagarán más de \$ 0,80 el litro

Quito

El Gobierno fijó este lunes en \$ 0,42 el precio del litro de leche que los industriales deberán pagar a los productores por cada litro de leche. El valor anterior era de \$ 0,39, vigente desde abril de 2010.

Margoth Hernández, subsecretaria de Ganadería del Ministerio de Agricultura, dijo que este incremento se basa en estudios técnicos en los que se determinó que existía un incremento en los costos de producción de aproximadamente 20%, desde hace 3 años.

"Si es \$ 0,42 el precio de pago de leche cruda al ganadero, este debe estar indexado al P.V.P. (precio de venta al público), lo cual quiere decir que no debe ser más de \$ 0,80 por 1.000 ml (1 litro). El Gobierno insta a las industrias para que la presentación al consumidor sea de 1.000 ml a \$0.80 (entera en funda, que es la de mayor consumo)", explicó Hernández.

Desde el pasado 1 de septiembre, Pasteurizadora Quito que comercializa Vita Leche elevó el precio en cinco 5 centavos, de \$ 0,75 a \$ 0,80. Mientras que Alpina o Parmalat mantienen en \$ 0,75.

Para controlar que se está pagando el valor fijado, las industrias deben reportar entre los primeros 5 días de cada mes a la Subsecretaría de Ganadería el pago a cada productor de leche. Además, las autoridades anunciaron controles para que no se especule con el precio.

Hernández agregó que se ha propuesto a los ganaderos medidas complementarias como traer una importación masiva de insumos para el uso de los productores, no solo de leche, sino de cualquier producto agrícola.

Los ganaderos de la Sierra y el Oriente solicitaron hace tres meses al Gobierno que se incremente el precio mínimo de sustentación que los industriales pagan desde hace cuatro años a los productores por litro de leche debido a los incrementos de los costos de producción.

ANNEXE No. 9 :

**Tableau No. 8 : Synthèse d'éléments répertoriés pour l'analyse
D'un processus de déterritorialisation à « La Chimba »**

	Modification	Manifestation
<p>Sur le plan agricole – productif :</p> <p>Rupture entre agriculture et territoires</p> <p>Rupture entre agriculture et alimentation</p>	Transformation dans l'utilisation de la surface agricole utilisable	90 % de la SAU destinée à la monoculture de pâturage pour l'élevage laitier.
	Transformation du modèle alimentaire traditionnel	Abandon progressive pratiques agricoles pour l'autoconsommation
	Abandon du modèle alimentaire traditionnel (Tubercules, céréales, grains) – 83 % des familles s'approvisionne de produits industriels dans les supermarchés à proximité.	
	Modification du paysage rural	Paysages ruraux : structurés en fonction des parcelles laitières, diminution de zone de « páramos » andin
<p>Sur le plan socio organisationnel</p>	Modification des particularités socio-organisationnelles et pratiques spécifiques à leur communauté rurale traditionnelle (Sociales et culturelles).	<p>La figure de l'association prévaut au détriment de la figure de la communauté indienne dans l'organisation de la vie collective</p> <p>Diminution réelle des formes et pratiques de coopération, solidarité et réciprocité au sein de la communauté.</p> <p>Diminution des relations de confiance.</p>
	Modification de la structure de la force de travail : Faible capacité des agricultures familiales pour retenir sa force de travail dans ses activités principales	Main d'œuvre jeune ne retrouve plus d'opportunités en milieu agricole : 38 % des familles possède au moins un membre travaillant en dehors du territoire (Commerce, Services, floricoles)

Source : Enquêtes et interviews – La Chimba (2015, 2016)

ANNEXE No. 10 :

Tableau No. 9 : Valeurs de contribution aux indices de déterritorialisation et d'intégration au marché, pour chaque famille enquêtée

	Numéro de famille enquêtée	Indice DTR	Indice DAM
1	I4	0.49	0.46
2	I17	0.48	0.55
3	I37	0.52	0.5
4	I18	0.49	0.53
5	I28	0.54	0.53
6	I29	0.53	0.56
7	I41	0.53	0.63
8	I36	0.54	0.59
9	I3	0.55	0.6
10	I38	0.56	0.54
11	I39	0.56	0.68
12	I30	0.58	0.62
13	I27	0.59	0.57
14	I6	0.6	0.67
15	I12	0.65	0.7
16	I33	0.62	0.64
17	I31	0.62	0.73
18	I47	0.63	0.73
19	I1	0.63	0.67
20	I40	0.63	0.76
21	I35	0.63	0.79
22	I21	0.64	0.66
23	I7	0.64	0.72
24	I20	0.64	0.73
25	I42	0.64	0.76
26	I34	0.65	0.74
27	I50	0.65	0.75
28	I23	0.65	0.78
29	I10	0.66	0.72
30	I43	0.67	0.74
31	I48	0.67	0.78
32	I5	0.68	0.74
33	I45	0.68	0.76
34	I49	0.68	0.79
35	I19	0.69	0.69
36	I26	0.69	0.72
37	I32	0.69	0.76
38	I22	0.69	0.8
39	I44	0.7	0.78
40	I46	0.72	0.81

41	I2	0.73	0.8
42	I15	0.73	0.86
43	I25	0.75	0.8
44	I11	0.76	0.77
45	I14	0.77	0.9
46	I13	0.78	0.82
47	I16	0.78	0.85
48	I8	0.8	0.82
49	I9	0.8	0.95
50	I24	0.82	0.85
Total		32.4	35.7
Indice (Valeur)		0.65	0.71

ANNEXE No. 11: Photographies

Magasin de l'association laitière El Ordeno à La Chimba.
Vente d'intrants (Glifosato – Round Up, articles vétérinaires, et intrants chimiques)

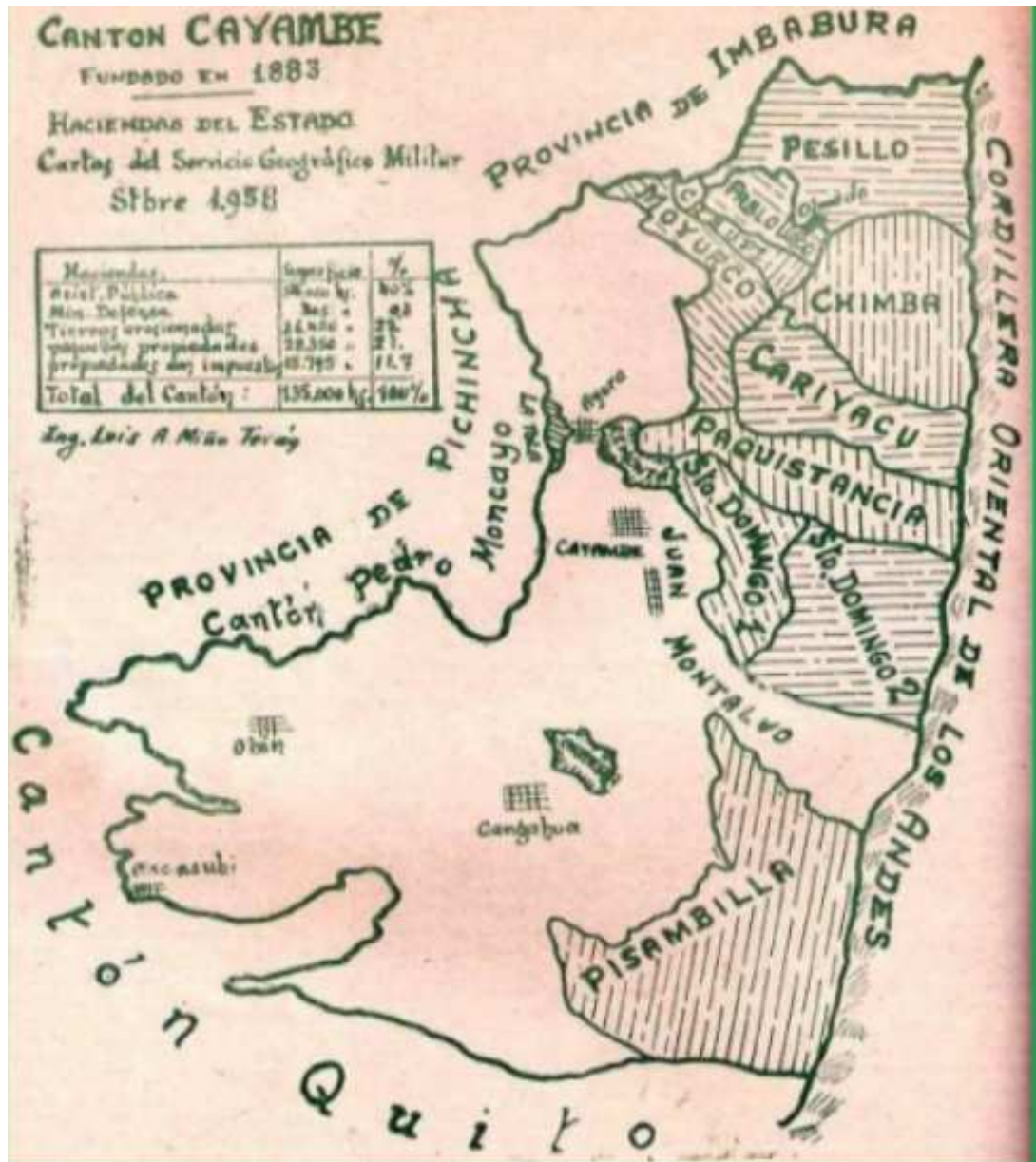


Centre de collecte laitier. Association El Ordeño



ANNEXE No. 12:

Carte : Ancienne Hacienda de l'Etat (1958) - Cantón Cayambe,



Source : Instituto geográfico militar, 1958

ANNEXE No. 13:

*Entrevista a:
Humberto Cholango¹⁴³*

1- El territorio como un espacio de Vida

La visión del territorio de Humberto Cholango, dirigente indígena y habitante de Cayambe, es sin lugar a dudas, una visión auténtica que conjuga diferentes elementos. Para el entrevistado se trata de un ente dinámico en el cual se construyen interacciones sociales, pero sobre todo es un “espacio de vida”.

HC: El territorio es un espacio donde se pueden definir procesos de construcción de los diferentes niveles políticos, culturales, económicos y sociales. Desde un territorio se puede construir una interrelación con el resto de sociedades, pueblos, para poder fortalecer las dinámicas internas propias. Para nosotros, el territorio es un espacio de vida donde se recrean las sociedades y las culturas, y el cual a su vez ofrece oportunidades y desafíos, no solamente en el tema económico y productivo sino también a nivel político. Todos estos conjuntos de factores conjugan a una sociedad, una cultura. Las características físicas del territorio también son importantes, por ejemplo, en un territorio donde conviven diferentes niveles de pisos climáticos, están presentes diferentes formas de economía. Cayambe es una clara muestra de convivencia entre la economía comunitaria, y la economía privada agroindustrial.

Es importante, tener presente la idea que el territorio no es algo estático, sino más bien un espacio dinámico, donde muchos factores confluyen o se dispersan, bajo una dinámica de construcción permanente. En este espacio territorial hace aproximadamente 20 o 25 años, existía una agroindustria que recurría únicamente a la producción agrícola primaria, sin embargo, hoy en día la dinámica gira en torno a una agroindustria moderna¹⁴⁴, que ha generado enormes fuentes de empleo y por lo tanto ha modificado este territorio en su estrategia, en su visión encaminada hacia la diversificación económica.

2- Consideraciones para lograr el desarrollo territorial

Hay ciertos elementos importantes a tomar en cuenta para el desarrollo del territorio. Para Cholango, es fundamental la existencia de un sistema de planificación específico a cada territorio, una lógica de complementariedad entre modelos de desarrollo local y estatal, y comprender las diferentes estrategias de pequeños, medianos y grandes productores presentes en el cantón.

HC: No es correcto realizar el proceso de planificación de manera estandarizada. En este sentido se está avanzando a través del modelo de planificación de distritos y circuitos. Nosotros hemos pedido que desde el gobierno ya se implemente esta lógica en el tema de educación, salud, y seguridad.

¹⁴³ Entrevista de Diego Martínez Godoy al líder Indígena, Ex presidente de ECUARUNARI y CONAIE – Febrero 2015.

¹⁴⁴ En referencia a las industrias florícolas y de Lácteos.

Pero es importante no descuidarse de ciertos elementos que marcan diferencias sustanciales en el territorio. Por ejemplo, el componente “pisos ecológicos”, incide en las tradiciones culturales, costumbres alimenticias, formas de economía...etc. Tomar en cuenta este factor geográfico, nos permite evidenciar los diferentes tipos de economía comunitaria y relacionamiento entre pueblos para planificar eficazmente de forma local.

También debemos dar una importancia a las diferentes estrategias de los pequeños productores que abastecen a los mercados internos de las grandes ciudades como Quito, como Santo Domingo, Ibarra, Tulcán y sectores periféricos, al igual que a la gran agroindustria orientada hacia los productos de exportación como lo son las flores. En este sentido, la construcción de infraestructuras debe planificarse de acuerdo a estas lógicas mencionadas. Por ejemplo, el nuevo aeropuerto es muy cercano a Cayambe, y constituye una nueva dinámica que nos ha permitido un cambio de visión del espacio territorial con respecto a la visión que teníamos hace 10 años.

Sin embargo, poseer un adecuado modelo de desarrollo territorial también depende en gran medida de la existencia de una relación de complementariedad entre el modelo de desarrollo impulsado por el estado y nuestro modelo local de desarrollo.

Por ejemplo, tenemos que entender, cómo la política del estado aterriza en nuestro cantón donde la actividad agrícola es la principal. Efectivamente, nosotros necesitamos no solo exportar productos agrícolas primarios, sino involucrarnos en producciones con valor agregado donde el uso de las nuevas tecnologías facilite este proceso. Desde el Estado, el modelo de gestión debería dar mayor fuerza y vigor a la producción mediana y pequeña, para enfrentarse de forma correcta a posibles épocas de crisis de producción o crisis económicas globales. Mientras existan recursos propios y se tenga comida, es factible moverse a nivel interno. Esto no supone oponerse a la firma de acuerdos comerciales que nos beneficien, sin embargo, si es fundamental cerrarse a tratados de libre comercio que golpeen la soberanía alimentaria, o que perjudiquen la economía de pequeños agricultores, artesanos, y a nuestra propiedad intelectual.

De igual manera, la estrategia de cambio y renovación de energías y los esfuerzos de potencialización de ciencia y tecnología, también deben ser también vistos desde lo local. Es decir que también es importante que todo este cambio científico, tecnológico, y de conocimiento sea creado y ejecutado en este espacio territorial local. En nuestro cantón se deben coordinar acciones que tiendan hacia procesos de descontaminación, mediante el uso de energía limpia.

3- Sobrepasar fundamentalismos para lograr un dialogo territorial.

HC: *“Nosotros no vamos a ser fundamentalistas, y decir que el Gobierno no es de mi partido, esos son absurdos que deben superarse” ...*

La historia del país, nos muestra que ciertos políticos dejaron al Ecuador en la ruina y en un camino hacia el fracaso. En épocas pasadas se perdió mucho tiempo y se creo una sociedad con bajo nivel de capacidades. Hoy no podemos desaprovechar las oportunidades existentes para repotenciar a esta sociedad en términos de capacidades, y repotenciar a un territorio, con elevados niveles de servicios para la gente. En este sentido el dialogo es fundamental para ejecutar un trabajo coordinado donde la ciudadanía sea la beneficiada.

Cayambe es un territorio donde existe un diálogo entre los diferentes niveles de gobierno, y donde todos los esfuerzos se realizan en función de una proyección que consiste en sacar adelante al cantón. Hemos podido concretizar ciertos proyectos, y coordinar a partir del establecimiento de un diálogo entre actores y diferentes niveles de gobiernos.

Para lograr una lógica de complementariedad entre niveles de gobierno y modelos de desarrollo, se requiere superar ciertos conflictos provenientes de lógicas partidistas y de cruces de competencias entre instituciones, sin que esto signifique renunciar a nuestras posiciones políticas. Lo fundamental es generar un gran servicio para la población con el objetivo de construir un país distinto, un territorio local sólido con eficiencia. Todo esto depende de la existencia de voluntades políticas favorables a la identificación conjunta de objetivos comunes. En este sentido, el plan nacional del buen vivir es positivo, ya que aunque existan ciertos errores e imperfecciones, de alguna manera se muestra un camino por el cual todos podemos transitar.

El plan nacional junto con la COOTAD son herramientas fundamentales para delimitar competencias y evitar que cada institución trabaje de forma independiente. Sin embargo, todas las competencias deben ser analizadas y evaluadas. Se debe medir por ejemplo el grado de efectividad y eficacia en cuanto a atención y a servicio a la comunidad. Debemos buscar a entender si a partir de las competencias asumidas por los GADS, la gente está siendo atendida y se encuentra satisfecha.

Para lograr una mejor articulación entre gobierno central y GAD, nosotros hemos planteado alternativas basadas en acuerdos de competencias entre municipios, gobiernos locales y organizaciones campesinas. Por ejemplo, hemos facilitado la tierra para la construcción de las Escuelas del Milenio para eliminar barreras tales como los procesos de búsqueda y compra de tierra por parte del ministerio competente. Junto con las organizaciones indígenas hemos coordinado desde aquí la entrega de los terrenos para la construcción de cinco escuelas del milenio. De igual manera se coordina actualmente con el ministerio de agricultura (a pesar de no tener competencias a nivel municipal), los proyectos de riego parcelario y riego por aspersión, en donde los campesinos pusieron el trabajo en minga. Lo importante es ejecutar las distintas competencias y dar el mejor servicio eficiente y de calidad a la gente, lo más rápido posible. Evidentemente sin olvidar las obras para el embellecimiento local, o las obras de infraestructura, en miras a fortalecer la cultura y la identidad de nuestro pueblo.

4- De la participación de actores locales a la respuesta de demandas sociales.

La participación activa de las comunidades en la toma de decisiones para el desarrollo del cantón no es un elemento nuevo para Humberto Cholango, quien nos explica la larga tradición participativa de los campesinos en temas de la construcción de una “democracia participativa”.

HC: Actualmente en el cantón, la prioridad consiste en lograr la reactivación productiva de la pequeña y mediana agricultura del cantón, sin embargo, para lograr esta meta primero se debe trabajar en dos aspectos centrales, como garantizar el acceso de las familias a fuentes de agua segura y agua potable, tanto a nivel urbano como rural e incrementar la capacidad y conocimientos de nuestra sociedad.

Cayambe pese a ser un cantón donde está presente la gran agroindustria, es todavía un cantón enormemente desigual. Los diferentes análisis socioeconómicos, censos de la población, estudios de necesidades básicas insatisfechas, nos han permitido identificar niveles de pobreza extrema en algunas parroquias como por ejemplo en Cangahua. Sin embargo, los datos, y estudios técnicos no son suficientes para identificar problemas de desarrollo en un cantón o en una localidad. Lo fundamental es una sociedad consiente de sus problemas y apoderada de sus necesidades, dispuesta a participar en la toma de decisiones.

Las diferentes inequidades, e injusticias existentes deben superarse a través de: alianzas estratégicas con el concejo provincial y gobierno central, una implementación de políticas públicas desde la gestión municipal y sobre todo a partir de la incorporación de procesos de participación realizados con las organizaciones campesinas del cantón para la identificación de problemas y necesidades prioritarias.

Sabemos que la toma de decisiones de manera conjunta es fundamental y para nosotros esto de “la participación ciudadana” no es una teoría, ni es una norma impuesta, sino una realidad que se practica y se vive día a día, ya que venimos de una cultura comunitaria. Aquí tratamos de reforzar los niveles de empoderamiento de la democracia participativa en el pueblo para que la sociedad participe sin miedos.

En el caso de nuestro cantón las decisiones se toman con la sociedad, con las comunidades con las parroquias ese es justamente nuestro valor agregado. Sostenemos la idea que una sociedad tomada en cuenta, es una sociedad comprometida capaz de generar cambios y transformaciones positivas. Como ejemplo, nosotros hemos creado el “presupuesto participativo”, el cual consiste en la participación de Parroquias, barrios y comunidades en la toma de decisiones presupuestarias municipales. Un elevado porcentaje del presupuesto municipal se destina directamente a las comunidades, quienes a su vez priorizan gastos e inversiones junto con sus autoridades.

Estas experiencias participativas relacionadas al modelo comunitario campesino, existen también en varias zonas del país, como por ejemplo en gran parte de la sierra o de la amazonia. Sin embargo actualmente en muchos sectores, estas prácticas se encuentran en crisis y se evidencian bajos niveles de participación en el trabajo comunitario.

5- La globalización: ¿límite u oportunidad para el desarrollo territorial?

Humberto Cholango, en este apartado nos muestra su visión de la globalización. En la entrevista el dirigente hace énfasis en ciertos aspectos negativos que deben combatirse desde lo local, así como también nos indica las diversas oportunidades existentes para los territorios en contextos de crisis a condición de preservar la soberanía alimentaria.

HC: Actualmente en varias provincias existen problemas y dificultades para mantener tradiciones comunitarias y organizativas campesinas. Uno de los principales motivos de la caída y crisis del modelo comunitario en diferentes territorios, es sin duda la extensión del proceso de globalización que si bien ha sido considerado enormemente positivo en el mundo, también ha sido muy perjudicial.

Este proceso trae consigo ciertos factores como, el avance tecnológico, las redes sociales, la televisión, los cuales han fomentado la creación de una sociedad consumista,

individualista y hasta egoísta. Atravesamos actualmente por una transformación de la cultura que a su vez representa una fuerte dificultad para mantener esa larga tradición comunitaria (plasmada en la minga y las decisiones colectivas).

Estos fuertes cambios culturales por los que atraviesan nuestras sociedades, disminuyen el número de personas consientes en preservar el medio ambiente y los territorios. Queda claro que los habitantes de zonas rurales no están exentos a estos cambios y se evidencia una disminución progresiva del interés por cuidar los páramos, las fuentes de agua...etc.

Estamos conscientes que la economía agroindustrial es dominante en el cantón, y mantiene al sector indígena y campesino como la mano de obra barata, apetecida, y suministradora de materia prima. Por ejemplo, antes cuando nuestros padres trabajaban en haciendas, tuvimos patronos, y actualmente nosotros seguimos trabajando bajo una especie de relación patronal para las empresas agroindustriales. Queda claro que esta dinámica responde a la modernización del capitalismo y al mercado internacional.

Si bien se ha generado fuentes de empleo, y nuevas oportunidades económicas, nuestros campesinos aun no son actores capaces de diversificar y/o desmonopolizar el mercado. Las modalidades de producción y comercialización existentes en el territorio (Ejemplo: producción de pasto en monocultivos, para la venta de leche) generan una tendencia creciente hacia el consumo de alimentos en los supermercados (AKI y Santa María).¹⁴⁵ En este sentido las lógicas de producción interna se estarían perdiendo. Esto a su vez constituye un riesgo para la pérdida de nuestra soberanía alimentaria. Aquí este fenómeno ya no es una hipótesis, es un hecho observable.

Debemos ser conscientes que mientras no perdamos la soberanía alimentaria, resistir a una crisis económica, o a una invasión de potencia mundiales es factible. Sin embargo, el grave peligro es que, sin soberanía alimentaria, los ecuatorianos vamos a estar sometidos, no solamente a potencias transnacionales, sino también a empresas transnacionales, es decir al capricho de unos cuantos grupos de poder económico mundial capaces de manejar a diestra y siniestra sobre nuestras vidas.

La idea no consiste en generar posiciones en contra de las empresas. Por ejemplo, si Floralp o Nestle compran más leche, es favorable siempre y cuando se pueda rediscutir las condiciones de negociación y de participación de nuestros campesinos en la toma de decisiones, para convertirse actores principales de este proceso. Todo esto sin descuidar evidentemente el tema de cultivos internos (las papas, las habas, los cereales...etc.) para nuestra alimentación.

Nosotros debemos aprovechar a la globalización desde un ángulo diferente, que nos permita no aislarnos solamente en lo local, sino tomar consciencia y comprender los diferentes cambios geográficos, geopolíticos y de la economía mundial. Es fundamental mirar a la crisis económica internacional como un evento que no solo golpea a Europa o Estado Unidos, sino también aquí a nosotros, a nuestros productores, por lo tanto se debe estar conectado con esa realidad. En este sentido, la globalización puede ser positiva por ejemplo para enfrentarse de mejor manera a la crisis y promocionar los sitios turísticos del cantón,

¹⁴⁵ Actualmente de 8 cantones en Pichincha, Cayambe es el tercer productor lechero de la provincia detrás de Quito y Mejía. Ver anexo No 3

colocar adecuadamente nuestros productos en el mercado nacional e internacional, lo cual nos permitirá posicionar de mejor manera nuestro territorio.

Titre : Agriculture contractuelle et déterritorialisation dans les Andes Equatoriennes. Le cas d'une communauté paysanne au pied du volcan Cayambe - Equateur

Mots clés : Agriculture contractuelle, agriculture familiale, déterritorialisation, agro-industrie laitière, Champ social, proximité, organisation paysanne, Andes, Equateur

Résumé : Bénéficiaires de la réforme agraire des années 1960, les communautés indigènes situées au pied du volcan Cayambe, connaissent depuis deux décennies des transformations territoriales radicales. Ces transformations se sont intensifiées principalement à cause de l'intégration verticale des petits producteurs ruraux dans les chaînes de production laitières par plusieurs industries agroalimentaires du pays. Ce modèle dominant dans la zone nord Andine favorise la diminution des coûts de production et des risques pour les entreprises capitalistes venues opérer sur le territoire. Mais il confronte les agricultures familiales à un processus de déterritorialisation qui s'accélère avec la consolidation du pouvoir agroindustriel.

En mobilisant une approche sociologique combinée à une analyse territoriale, cette recherche propose d'étudier les transformations économico-productives et socio-organisationnelles qu'a subit le territoire depuis le début du XX^{ème} siècle pour ensuite déterminer et mesurer à quelle étape du processus de déterritorialisation sont confrontées aujourd'hui les agricultures familiales de Cayambe. La mise en évidence d'un processus de différenciation sociale associé à une recomposition des rapports de forces présents sur le territoire va nous permettre de discuter de la capacité des acteurs locaux à résister à cette dynamique de déterritorialisation et, par voie de conséquence, leurs possibilités de développer des stratégies qui leur permettent de récupérer le contrôle de leur territoire.

Title: Contract Farming and desterritorialisation process in the Ecuadorian Andes. The case of a peasant community in Cayambe - Ecuador

Keywords: Contract farming, family farming, desterritorialisation, rural development, peasant organisation, Ecuador

Beneficiaries of land reform, indigenous communities located at the foot of Cayambe volcano are witness for almost two decades of territorial changes caused by the expansion of the agro-industrial activity. Indeed, contract farming which considers smalls rural producers within the dairy production lines of several food industries, is the dominant model in the region. This kind of farming also promotes the reduction of production costs and the risks for the capitalist enterprises operating on the territory.

Nevertheless, family farms would face a growing process of desterritorialisation that is increasing with the consolidation of agribusiness power and threatening to Andean community traditions, which are however vital in the process of the territorial construction and reconstruction. Are there still differentiated responses levels of family farmers to face to territorial changes and production-driven strategies led by agribusiness in the Ecuadorian Andes?